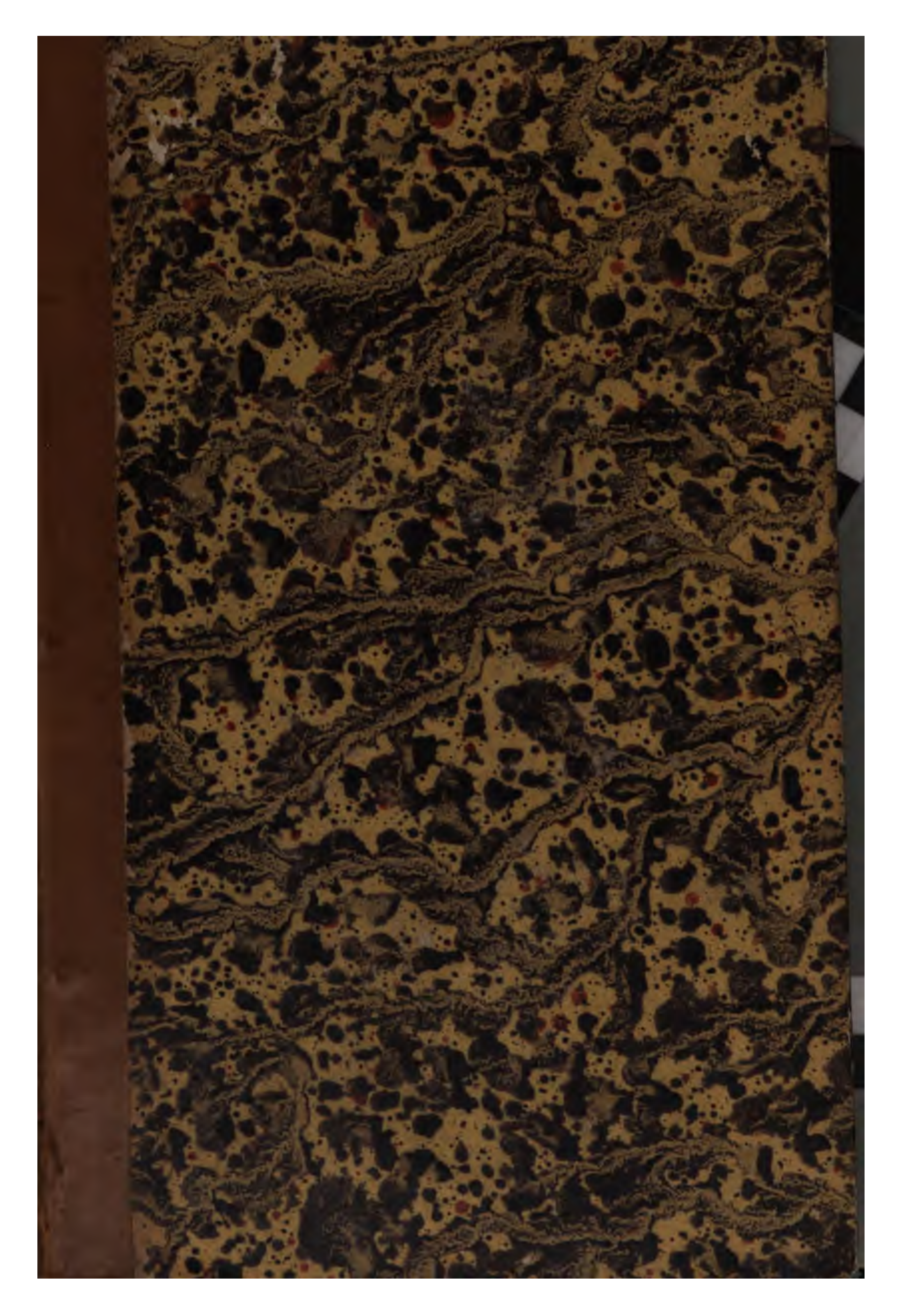




HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A NOS JOURS.

FONDERIE POLYAMATYPE DE MARCELLIN-LEGRAND, PLASSAN ET Cie.

IMPRIMERIE DE PLASSAN ET Cie.,
RUE DE VAUGIRARD, No 15.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE,

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A NOS JOURS;

PAR J. ESNEAUX ET CHENNECHOT.

TOME QUATRIÈME.



PARIS.
J. CORRÉARD J[e], ÉDITEUR-PROPRIÉTAIRE,
DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES,
PASSAGE SAULNIER, N° 13.

1830.

HISTOIRE

PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DE RUSSIE.

PIERRE Ier, IVAN V ALEXIÉVITCH ET SOPHIE.

1682.

Ivan écarté du trône.

Si la primogéniture avait invariablement établi le droit de succession au trône tsarien, comme l'ont prétendu, contre les témoignages même qu'ils rapportent, quelques écrivains, et Lévesque entre autres, ce trône revenait sans contredit à Ivan, l'aîné des deux fils qui restaient d'Alexis; mais il n'en était pas ainsi. Toujours dirigé par l'usage de ne donner, parmi les princes du même sang, la couronne qu'au plus capable, le sénat écarte, conformément aux dernières volontés de Fédor,

cet Ivan, renfermant, à quatorze ans, dans un faible corps un esprit plus faible encore, et lui préfère son frère Pierre, plus jeune de près de sept ans, mais dont on espère plus de force sous tous les rapports.

Peut-être aussi le sénat avait été déterminé par d'autres vues à cette préférence; peut-être au fond ce corps craignait-il moins l'incapacité d'Ivan que la capacité et la vigueur de ceux qu'il prévoyait devoir diriger ce prince. Les deux rejetons de la race impériale étaient également, l'un par son inaptitude, l'autre par son trop jeune âge, hors d'état de tenir personnellement le sceptre; mais pour Ivan eût régné l'ambitieuse Sophie, et avec elle son favori Galitzin, habitué sous les deux précédens souverains à concentrer et à resserrer les rênes de l'autorité. Pierre, au contraire, ne pouvait avoir pour régente que sa mère, jeune femme dont la douceur et l'inexpérience promettaient pour quelques années, à tous le relâchement du despotisme; à beaucoup, une grande influence dans l'administration de l'État.

Cependant Sophie, qui, soit tendresse réelle, soit considération intéressée du haut rang que devait un jour occuper Ivan, prodiguait depuis plusieurs années à ce prince les soins d'une mère, ne put apprendre sans chagrin l'exclusion que lui donnait le sénat. Être mécontente et conspirer, c'était tout un pour une princesse audacieuse, qui, même en n'étant mue que par l'ambition, pouvait paraître

n'obéir qu'au devoir de faire respecter la justice et triompher le bon droit. Elle n'eut pas de peine à faire partager son ressentiment et ses projets à sa famille, et surtout à son grand'père le vieux Miloslavskoï, dont l'influence, qu'aucune qualité ne justifiait, survivait néanmoins à deux règnes.

Ivan était devenu, par le mépris même qu'on lui témoignait, intéressant aux yeux du peuple et des troupes. D'un autre côté, les Narischkines, s'étant avidement emparés de la direction des affaires, avaient, par cette prétention au monopole de l'autorité, indisposé plusieurs sénateurs, révolté tous les esprits par leur arrogance, et gâté ainsi ce qu'il y avait de favorable dans la position de la tsaritse.

Au bruit que l'on vient d'étrangler Ivan, répandu simultanément dans tous les quartiers habités par les strélitz, cette milice s'assemble, prend les armes, et marche tumultueusement au Kremlin, suivie de son artillerie. Arrivée à la vue de ce palais, elle demande avec des cris de rage qu'on lui livre les meurtriers du prince qu'elle croit égorgé : en vain la régente, son fils, et Ivan lui-même paraissent sur le balcon, et, en haranguant cette multitude, tâchent de la calmer. Les strélitz ne se seront pas révoltés en vain ; ils proclament tsar celui dont ils venaient pour venger la mort. Ensuite ils se précipitent dans le palais. Alors commence un cours d'effroyables horreurs. Alphanasi Narischkine, l'un des frères de la tsaritse, est arraché d'une chapelle,

Révolte des strélitz. Massacre des Narischkines.

précipité par une fenêtre et reçu sur le fer d'une multitude de lances : ce fut la première victime. Une seconde s'offre aux coups des révoltés; c'est un jeune homme que, dans l'égarement de leur fureur, ils prennent pour un frère d'Alphanasi; mais à peine ils l'ont tué que quelqu'un reconnaît en lui le fils de l'un des hommes qu'ils aiment et respectent le plus, de George Dolgorouki : ils forment alors de leurs lances un brancard et portent à Dolgorouki ce cadavre : puis, irrités de quelques reproches que ce malheureux père ne peut s'empêcher de leur adresser, ils mêlent son sang à celui de son fils qui coule encore : ainsi cette soldatesque est brutale et féroce jusque dans son repentir.

Des médecins, qu'on accuse d'avoir empoisonné le dernier tsar, des fonctionnaires, des officiers-généraux, des boyards sont massacrés. Leur mort satisfait à la fureur des strélitz, sans l'assouvir. L'un de ces forcenés provoque la foule du peuple, spectatrice de ces excès, à en exprimer son sentiment, et aussitôt tous ceux qui n'en peuvent déguiser leur horreur, ceux qui paraissent y applaudir trop faiblement sont passés par le fer. Après cet exploit, que la nuit seule termine, les strélitz occupent militairement le palais et la ville.

Le lendemain ils forcent la régente à leur livrer son père, et l'un de ses frères nommé Jean. En vain cette infortunée tsaritse, en vain Sophie elle-même, soupçonnée d'avoir suscité cette révolte, mais qui,

dans ce cas même, n'en avait pas sans doute prévu, encore moins voulu les excès, se jettent à genoux, et demandent en pleurant qu'on ne leur arrache pas ces nouvelles victimes : tous deux sont, en leur présence, accablés d'outrages et de coups, puis traînés loin de leurs yeux sur la place. Là, tous les raffinemens de la cruauté sont réunis pour rendre au fils la mort plus douloureuse. On se le jette de groupe en groupe, on le reçoit sur la pointe acérée des lances, on s'enivre du spectacle de ses souffrances ; on lui coupe les pieds, les mains, et enfin la tête ; le père est contraint de rester spectateur de ce supplice, et après renfermé dans un monastère. Ici se termine le cours de ces effroyables excès, dont le récit est, selon l'expression de Leclerc, capable de faire frémir un auditoire de bourreaux. Afin de donner pour excuse à toutes ces violences un but spécieux d'intérêt public, les révoltés déclarent libres de leurs engagemens tous les domestiques loués à long terme, espèce d'esclaves à temps, quelquefois à vie. Ce qui distingue surtout la tyrannie populaire des autres tyrannies, c'est qu'elle peut toujours alléguer une intention louable, tandis que celles-ci sont le plus souvent forcées de laisser voir à nu un vil et odieux égoïsme, soit de corps, soit d'individu. Il faut croire que les grands profitaient de la misère, de la faiblesse et de l'ignorance des indigens pour en obtenir le sacrifice de leur liberté pendant un intervalle déter-

Esclaves à temps dispensés de tenir leur engagement.

miné, et que beaucoup employaient ensuite d'odieux moyens pour prolonger et même perpétuer cette servitude; ce qu'il y a de certain, c'est que, d'après les anciennes lois, une faute légère commise par ces gens de louage, la moindre infraction aux conditions de leur engagement, suffisait bien souvent pour transformer en esclavage absolu l'esclavage temporaire et conditionnel : effroyable filiation ! L'opulence excessive de quelques-uns enfante la misère de tous les autres, et la misère de ceux-ci leur asservissement.

Si l'on avait dit à Sparte : Il est un pays où un petit nombre d'hommes ont à eux seuls la propriété de tout le sol, où la subsistance de tous est dans quelques mains qui, à leur gré, l'épargnent ou la prodiguent; où la vie de cinquante qui travaillent et produisent dépend incessamment des besoins, de l'intérêt, du caprice d'un seul qui ne fait que consommer, quel citoyen n'aurait répondu : La population de ce pays doit être presque en entier composée d'hilotes ? Ce citoyen aurait deviné la Moscovie, moins pourtant l'oppression des oppresseurs, et cette hiérarchie de l'esclavage, qui concentre enfin dans un seul homme la liberté de tout un peuple. Dans un tel pays, aurait ajouté quelque philosophe, le pauvre étant à la discrétion absolue du riche, tâchera de mettre le riche à la discrétion de ses passions; pour compenser autant que possible sa propre dépendance, il le soumettra à la ty-

rannie des désirs déréglés ; il s'ingéniera à lui créer des besoins coûteux; il lui inventera le superflu pour en obtenir le nécessaire ; il rétablira jusqu'à un certain point l'égalité pour l'industrie, et de la corruption de l'un, de l'habileté de l'autre, naîtront quelquefois les apparences de la liberté.

Mais est-ce bien la liberté véritable que celle qui se fonde sur la corruption? non : la vraie liberté est le fruit et le prix des vertus publiques, qui, elles-mêmes, ne croissent guère séparément des vertus privées; or, point de vertu généralement possible où le hasard de la naissance met dans les moyens de bien-être et de considération une inégalité sans mesure : législateurs, rédigez des constitutions; publicistes, rêvez des utopies; tant que vous n'aborderez pas franchement la tâche de répartir les avantages de l'état social aussi également que le permettent les inégalités naturelles et la latitude nécessaire aux progrès des connaissances essentiellement utiles, vous ne ferez qu'une liberté de privilége, une liberté égoïste, qui laissera la grande majorité de l'espèce dans le malheur et dans l'abjection.

Les strélitz ne précipitèrent pas le jeune Pierre du trône sur lequel le sénat l'avait placé, mais ils voulurent que son frère Ivan s'y assît avec lui. C'était en Russie le premier exemple d'un trône possédé par indivis. Les deux tsars furent, en conséquence, couronnés et sacrés ensemble le 15 juin.

De plus, ils demandèrent que Sophie, sœur commune des deux princes prît, jusqu'à la majorité du plus jeune, les rênes de l'État. Sophie ne se fit pas prier pour se charger d'un fardeau qui, depuis long-temps, était l'objet de son ambition.

Cette princesse pouvait même bien avoir excité la révolte des strélitz; elle en fut généralement accusée. Un seul des historiens de cet évènement l'en absout. Il est vrai que cet historien est l'évêque Phéophane, dont le témoignage a beaucoup de poids.

Sophie gratifie les auteurs de la révolte.

Que Sophie ait ou non provoqué cette sédition, il est de fait qu'après coup elle en récompensa les auteurs. Elle donna pour commandant aux strélitz l'un de ses principaux chefs, Ivan Khavanskoï, leur fit distribuer d'abondantes gratifications, et permit qu'ils se partageassent les dépouilles de ceux qu'ils avaient si barbarement massacrés; ils inscrivirent sur une colonne élevée au milieu de la place, les noms et les crimes vrais ou prétendus de ces victimes de leur fureur.

Alors les strélitz rentrèrent dans le calme, mais non dans l'obéissance : l'épreuve qu'ils venaient de faire de leur puissance leur avait inspiré d'impérieuses prétentions; ils prirent le titre d'infanterie de la cour, ils organisèrent une contre-police à leur dévotion, et, pour maintenir leur ouvrage, s'érigèrent en surveillans de l'autorité.

Comme on l'avait prévu, Ivan ne réclama de

sa sœur aucune part dans le gouvernement, et Galitzin eut, sous Sophie, la direction de presque toutes les affaires. Ce boyarin cumula avec la lieutenance-générale de Novgorod les deux ministères les plus importans.

La régente et son ministre favori étaient trop satisfaits de leur position pour ne pas employer tous les moyens de la perpétuer. Ils déterminèrent Ivan à épouser une princesse russe de la famille des Soltikof, espérant qu'il naîtrait de ce mariage un fils sur lequel ils pourraient continuer indéfiniment leur tutelle.

Cependant la prétention des strélitz à l'indépendance, et presque à l'empire, faisait à Sophie un fardeau presque insupportable de la reconnaissance qu'elle sentait leur devoir. Ce Khavanskoï, qu'elle-même leur avait accordé pour chef, entretenait leur turbulente audace : il craignait la cour et en était craint. Celle-ci saisit la première occasion de le sacrifier. Un jour on trouva sur la porte du palais de Kolomma qu'habitaient les tsars, un placard où l'on accusait les strélitz, leur général et son fils de conspirer la mort de la famille régnante, du patriarche et de tous les boyards. C'en fut assez pour déterminer la retraite soudaine de la cour au couvent de la Trinité, et toutes les mesures de précautions qu'eût pu inspirer le danger le plus menaçant. On entoura le monastère des troupes dont on se croyait le plus assuré, et Kha-

Prétendu complot des strélitz.

vanskoï y fut mandé, non pas, en apparence, pour y rendre compte de sa conduite, mais sur le prétexte qu'on avait à lui faire des communications importantes relativement à son service. Khavanskoï se mit en devoir d'obtempérer à l'ordre qu'il recevait, confiant peut-être dans son innocence, et, dans tous les cas, pensant que sa popularité imposerait. On craignait tant qu'il ne changeât de résolution pendant la route qu'on le fit arrêter au commencement de son voyage, à six lieues de Moscou. Arrivé au monastère de la Trinité, où son fils avait aussi été conduit, il n'y trouva que des ennemis acharnés à sa ruine et altérés de son sang, entre autres Miloslavskoï dont une querelle particulière lui avait attiré le ressentiment, et que l'on a depuis soupçonné d'avoir fabriqué le placard, cause d'abord des terreurs, peut-être feintes, de la cour, et ensuite de ses rigueurs. Ce bon Miloslavskoï, comme l'appelle Lévesque, ne portait assurément pas une grande modération dans sa haine; nous l'avons vu cupide abrepteur de l'argent du peuple, persécuteur fanatique du persécuteur Nicon, incitateur secret du soulèvement des strélitz; nous le voyons encore accusé d'une calomnie ténébreuse dont les conséquences doivent être le supplice du calomnié. Quelle bonté!...

Si Khavanskoï et son fils pouvaient être regardés comme coupables, ce serait, non point de ce qu'on leur imputait, mais de la révolte peut-être et des

excès des strélitz : dans cette hypothèse ceux qui les accusaient eussent été leurs complices.

En vain tous deux réclament qu'on produise la preuve du crime dont on les accuse, que les dénonciateurs et les témoins leur soient confrontés, qu'on procède juridiquement contre eux : il n'y avait ni dénonciateur déclaré, ni témoins : ils étaient non pas devant des juges, mais devant des bourreaux : on n'obtempéra à aucune de leurs demandes, on ne daigna seulement pas leur répondre ; on ne les écouta point dans leur défense ; enfin on les condamna parce que Miloslavskoï et ses amis, j'oserai dire ses complices, voulaient leur condamnation ; tous deux furent décapités.

Supplice de Khavanskoï, leur chef.

A cette nouvelle, les strélitz poussent des cris de rage. « Allons, et faisons mourir tous les boyards, » s'écrient-ils.

Mais quand on ajoute que la cour, loin d'être intimidée par leurs menaces, exige le supplice de plusieurs d'entre eux ; qu'elle a réuni assez de forces pour l'obtenir, toute la terreur qu'ils voulaient inspirer semble rentrer dans leurs cœurs. Ces hommes, si furieux il n'y a qu'un moment, se soumettent, armés encore, à la sentence qu'on voudra prononcer contre eux. Ils inondent les églises, ils implorent de tous les prêtres qu'ils y trouvent l'absolution de leurs crimes, ils reçoivent les sacremens, ils font à leur famille les derniers adieux. Enfin ils partent pour le couvent habité

Leur fureur à cette nouvelle.

par les tsars ; ils s'y rendent désarmés, chargés de cordes, de billots et de haches, instrumens des supplices auxquels eux-mêmes se condamnent.

La crainte de la résistance qu'on se préparait à leur opposer, eût-elle pu seule, comme l'insinuent quelques historiens, produire tant d'abjection? non, il est une autre manière d'expliquer cet affaissement de l'orgueil et de la fureur des strélitz. Jusqu'ici ils avaient bien forcé par la terreur les tsars à sacrifier à leur haine un ministre, un favori, un parent; mais leur rébellion contre le souverain personnellement n'avait jamais été que comminatoire ; maintenant il y avait à franchir un pas de plus, pas immense à leurs yeux, politiquement comme religieusement superstitieux : c'était la régente de leur choix, c'étaient les deux tsars, qui avaient ordonné ou étaient censés avoir ordonné le meurtre que, dans leur premier emportement, ils voulaient venger; c'était donc contre *leurs dieux terrestres*, comme on les désignait traditionnellement, qu'il leur fallait directement combattre : leur imagination ne s'était pas faite encore à cette idée ; ils se la peignaient sous les couleurs du plus effroyable sacrilége ; le repentir d'avoir la veille presque méconnu et bravé l'autorité du patriarche ajoutait encore à cette horreur dont leur cœur se trouvait saisi, et ces strélitz, braves comme soldats, ne furent plus, comme pénitens, que des enfans craintifs, humblement soumis au

Leur soumission et leur repentir.

châtiment qu'il plaît à leur maître de leur infliger.

On ne put sévir contre toute cette multitude désarmée et contrite. Le patriarche intervint, et la cour accorda, à sa demande, la grâce de la presque totalité des coupables. Quelques-uns seulement, distingués par leur turbulence, furent punis du dernier supplice ; c'était trop encore. Toute rigueur qui cesse d'être nécessaire devient un acte de cruauté gratuit et par conséquent un crime.

Cependant l'empereur Rodolphe, que la retraite des Turks et les brillans succès de Sobieski ne rassuraient pas assez contre les entreprises ultérieures de ces barbares, puissans encore en Hongrie par leur voisinage, et par les intelligences qu'ils avaient conservées dans cette contrée, recherchait l'alliance de la Russie, espérant d'y trouver une diversion qui le débarrasserait au moins du khan de Crimée. L'intention de Galitzin n'était pas de refuser cette alliance ; mais il voulait la faire désirer long-temps, pour ne l'accorder qu'aux meilleures conditions possibles.

Il multiplia les objections ; tantôt c'était la crainte d'engager l'État dans une guerre ruineuse, tantôt le respect de la foi jurée ; enfin, il laissa entrevoir que la renonciation formelle de la Pologne à la reprise des conquêtes faites par Alexis pouvait seule aplanir toute difficulté. Le roi de Pologne, qui venait de souffrir horriblement d'une incursion de Tatars dans deux de ses plus riches provinces,

accorda volontiers, à l'intercession de Rodolphe, ce que le ministre russe demandait : rien ne retarda plus dès lors la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre les cours de Moscou, de Vienne, de Varsovie et la république de Venise; le traité fut signé le 6 mai 1686. Ce traité mit le sceau à la paix de 1667 entre la Russie et la Pologne, paix qui, laissant encore plusieurs points en litige, n'avait été qu'une sorte de trève illimitée. La Russie acquit définitivement Kief et les duchés de Smolensk, de Sévérie et de Tchernigov. On se garantit réciproquement la liberté de conscience dans les pays cédés par la Pologne à la Russie ou par la Russie à la Pologne en différens temps : ceci devait être le germe de la querelle des dissidens. La noblesse polonaise improuva d'abord ces conditions, et fut sur le point de faire le procès aux négociateurs.

Traité d'alliance avec l'Autriche, 6 mai 1686.

Galitzin en personne dirigea la première campagne; il marcha contre la Crimée, et eut d'abord quelques succès d'escarmouche; mais les Tatars s'étaient fait un rempart de feu en brûlant l'herbe des prairies, et par conséquent la subsistance des chevaux, dont les Moscovites avaient un fort grand nombre dans leur armée. Galitzin, obligé de reculer devant cet obstacle, ramena ses troupes en Russie sans avoir rien fait de considérable. Un écrivain a représenté comme très-avantageux aux armes moscovites le résultat de cette campagne; il prétend qu'en fermant à leurs ennemis l'entrée

Guerre contre les Tatars.

de la Crimée les Tatars s'en étaient interdit à eux-mêmes la sortie; la vérité est qu'ils ne s'étaient fermé que la Russie : ils pouvaient, avec un peu d'efforts, trouver plus d'une autre voie pour sortir de leur presqu'île et pénétrer en Hongrie, d'où la guerre avait eu pour objet de les tenir écartés. Le but de l'alliance n'était donc pas rempli : il n'y avait plus de diversion, et la retraite des Russes était un échec réel. Cependant Galitzin y voulut voir un avantage, que, comme bien d'autres prétendus conquérans, il se donna le ridicule de célébrer par des fêtes et par des médailles.

Cette retraite fut si bien un désavantage, aux yeux même de ceux qui la firent, que les cosaques, dans le désappointement qu'elle leur fit éprouver, ne sachant à qui s'en prendre, en attribuèrent la faute à leur attaman, qu'ils haïssaient : ils l'accusèrent d'avoir incendié la steppe. Galitzin feignit d'accueillir l'accusation; il fit arrêter et conduire à Moscou l'attaman et sa famille, sous prétexte de les y faire sévèrement punir, mais, en effet, pour les sauver de la fureur de leurs ennemis. Le mécontentement contre ce chef ayant conduit les cosaques tout près de la révolte, il ne crut pouvoir se dispenser de le remplacer. Il lui donna pour successeur ce Mazeppa, célèbre depuis par sa défection, et dont la destinée devait, dans l'histoire, se teindre de l'éclat attaché aux fortunes si diverses de Pierre Ier, et de Charles XII.

Une seconde campagne devint indispensable l'année suivante. Galitzin voulut encore la diriger. Il s'avança au-devant des Tatars en marche pour pénétrer dans l'Ukraine, leur livra une bataille sanglante, et, sans les vaincre précisément, les affaiblit assez pour les forcer à la retraite. Ensuite, pour couvrir, contre leurs incursions, le point principal de cette frontière, il fit élever une forteresse au confluent du Dniéper et de la Samara.

Le ministre russe tentait en même temps de lier le pays qu'il gouvernait au mouvement des autres États de l'Europe; il envoya une ambassade en France, où des talens célèbres dans tous les genres coloraient de leur éclat le dix-septième siècle; mais cette ambassade échoua complétement, par la dégoûtante barbarie de ses membres, selon Voltaire, ou selon le célèbre Robert Walpole, par la perspicacité de Louis XIV, qui « savait que faire » alliance avec une puissance jusqu'alors inconnue, » ou plutôt méprisable, c'eût été l'éclairer sur l'im- » portance de son existence. »

Galitzin faisait ainsi le souverain et Sophie plus encore la souveraine : leur commun orgueil irritait celui de Pierre; ce prince condamnait leurs actes même les plus louables, en haine d'eux et parce qu'il les jugeait exercés au préjudice de ses propres droits. A peine âgé de seize ans, il déployait une énergie rare à cet âge; mais, avant de le montrer aux prises avec les évènemens qu'il va

dominer, je dois remonter à son enfance, et dire avec quelque détail quelles dispositions il avait reçues de la nature, quelle ambition rivale tenta de les étouffer, et comment son génie sortit grand et fort de la fange où on l'avait plongé pour le corrompre et pour l'énerver.

Pierre avait reçu de la nature la passion de connaître et de s'instruire, une grande capacité d'attention, une grande force de volonté; à cela se joignait une constitution robuste, et cette activité de corps qui contribue, plus qu'on ne pense, à développer et à soutenir l'activité de l'esprit. Ces qualités étaient redoutables à l'ambition de Galitzin et de Sophie; aussi entreprirent-ils de les étouffer par les vices de l'éducation.

Enfance, éducation et goûts de Pierre.

D'abord ils enlevèrent au jeune prince le gouverneur que lui avait choisi Alexis, un général écossais, nommé Ménésius, aussi probe qu'éclairé. Ils l'abandonnèrent à une société de jeunes libertins appelés ses *divertisseurs*, titre qui indiquait assez le but qu'ils se proposaient.

Mais il est des caractères que tout l'art humain ne saurait détourner de la direction que leur a donnée la nature; tel était celui de Pierre : les excès d'une débauche prématurée gâtèrent ses mœurs, sans atteindre jusqu'à son esprit, ni altérer la force de sa volonté.

Au nombre des divertisseurs du tsar étaient plusieurs étrangers, de ces aventuriers ordinairement

livrés à tous les dérèglemens, mais qui rarement aussi sont sans quelque génie. L'un d'eux surtout, nommé Lefort, distingué par ses connaissances, acquit près du jeune souverain beaucoup d'influence. Il lui parla des arts des nations plus méridionales, de la supériorité qu'elles en tiraient : l'âme de Pierre s'enflamme ; il veut se faire initier à ces arts, acquérir à ses peuples leurs avantages, et de ce moment il prélude dans ses jeux au grand œuvre de sa vie entière.

Lefort.

Le village de Préobragensko, sa résidence habituelle, éloigné de quelques verstes seulement de Moscou, se transforme bientôt en un camp d'exercices et de manœuvres ; Pierre fait vêtir d'un uniforme allemand tous ses compagnons de plaisir : il en forme une troupe régulière ; lui-même leur donne l'exemple de la résignation aux fatigues, aux privations, à la subordination, car ce n'est pas moins à la discipline qu'au maniement des armes qu'il les exerce : il commence par l'échelon le plus bas de la hiérarchie militaire, et ce n'est qu'en passant par les fonctions de tambour qu'il veut atteindre à l'honneur d'être fusilier ; je ne sais s'il eut spontanément l'idée de cette gradation, ou si elle lui fut inspirée par Lefort ; mais n'eût-il fait que l'accueillir, ce serait encore de sa part l'expression d'une âme forte et d'un esprit élevé ; ainsi, ceux qu'on avait placés autour de lui pour l'entraîner dans la fange du vice, lui-même les attirait dans le cercle de sa vie active.

Sa troupe se grossissait chaque jour d'étrangers que fixait près de lui sa prédilection pour eux, prédilection qui alors était, en Russie, un phénomène sans exemple encore; cette troupe devait dès 1690 se trouver assez forte pour fournir le noyau de deux régimens des gardes, ceux de Préobragenskoï, et de Semenovskoï, célèbres dans les révolutions subséquentes. Le tsar faisait exécuter à cette armée en petit, pour son instruction et pour la sienne propre, des simulacres de combats, d'attaques de postes et même de places, qui bien souvent se changeaient, par l'ardeur apportée à ces jeux, en des engagemens véritables et sanglans. Pierre, outre qu'il prenait régulièrement part à ces exercices, à son rang de soldat, trouvait encore le temps d'étudier avec fruit les mathématiques et les langues, particulièrement l'allemande.

Des goûts si âpres, l'énergie de caractère qu'ils supposaient, devaient rendre le jeune prince peu tolérant sur les usurpations qu'on tenterait de faire de ses droits; aussi ne laissait-il échapper aucune occasion de faire sentir à Sophie et à Galitzin qu'il ne perdait point de vue ce qu'il était. Depuis long-temps il témoignait son mécontentement de la conduite de sa sœur; il voyait avec jalousie qu'elle mît son nom en tête des oukases, à côté du sien et de celui d'Ivan. Il n'était pas jusqu'à son effigie qu'elle ne fît mêler sur les monnaies et sur les médailles à celles des deux tsars. Enfin,

un jour elle se présenta à une solennité religieuse, décorée de toutes les marques de la puissance suprême. Pierre, à cette dernière hardiesse, s'indigne, s'emporte, veut faire retirer sa sœur, et, n'y pouvant parvenir, sort lui-même, et va, suivi de ses amis, dévorer dans les murs de Kolomna son humiliation et son dépit.

Il revient pourtant à Préobragensko ; il n'y était que depuis peu de temps, quand on lui vint apprendre que les strélitz s'assemblaient tumultueusement et en armes dans le Kremlin, par les ordres de Stchéglovitoï, que la régente leur avait donné pour chef après le meurtre juridique de Khavanskoï. Sa mère ne doute pas que cette espèce d'émeute ne soit excitée par Sophie, et dirigée contre lui ; tremblante, elle entraîne Pierre au couvent de la Trinité, où les troupes des villes, et un régiment de strélitz qui lui est dévoué, celui de Soukharef, accourent pour le garder.

Stchéglovitoï arrive effectivement pendant la nuit à Préobragensko, suivi de six cents strélitz ; n'y trouvant pas le tsar, il sent aussitôt qu'il a échoué, et cherche à colorer sa démarche d'un prétexte, mais il n'en saurait imaginer de plausible ; Sophie, qu'elle soit ou non sa complice, comprend tout le parti que le ressentiment de Pierre peut tirer de cette tentative. Elle envoie à la Trinité le patriarche comme médiateur entre elle et son frère. Soit conviction qu'elle est coupable, soit prévoyance

que le terme de sa puissance est proche, ce prélat reste au monastère, et ne daigne pas même lui envoyer une réponse. Alarmée, elle veut aller elle-même établir sa justification : on lui intime en chemin l'ordre de retourner sur ses pas ; elle songe alors à fuir en Pologne, mais, au moment où elle fait pour cela ses dispositions, on l'enlève, on la conduit au monastère de Novodévitchei, où elle doit être sévèrement gardée.

Sophie et Galitzin arrêtés.

Galitzin, arrêté un peu auparavant, ne dut la vie qu'à l'intercession d'un de ses neveux, compagnon de plaisir et d'études du tsar triomphant. Dépouillé de tout, il fut, avec sa femme et ses enfans, exilé à Kargapol, puis à Poustozerskoï, où il mourut en 1713.

Galitzin était un ministre capable et un homme instruit : il savait le grec, et parlait facilement le latin. Sophie elle-même aimait, cultivait et protégeait les lettres : tous deux pouvaient être mis au rang des personnes les plus éclairées de l'empire. On prétend qu'ils projetaient une partie des améliorations que leur successeur a depuis exécutées. Quoi qu'il en soit, leur administration fut sage, empreinte de modération et bien réglée.

Stchéglovitoï et tous ses complices furent rigoureusement punis, les uns par la mort, le plus grand nombre par le knout et par l'exil. Les tortures les plus douloureuses ne produisirent aucune révélation sur la prétendue complicité de Sophie. Sans

la sévérité qui fut déployée contre les strélitz, je penserais que leur révolte avait bien pu être excitée par Pierre lui-même, dans le but d'arracher des mains de sa sœur un pouvoir dont il désirait impatiemment la jouissance exclusive.

IVAN V ET PIERRE Ier,

CONJOINTEMENT.

IVAN V fut en tout soumis à la volonté de Pierre comme il l'avait été à celle de Sophie. Aussi n'était-il tsar que de nom ; ce prince, marié depuis 1684 à une princesse Soltikof, et père de plusieurs enfans, n'avait pas même la force d'esprit nécessaire pour gouverner sa maison. Pierre lui-même avait, dans la vue de consolider en quelque façon ses droits, en se donnant, à l'exemple de son frère, des héritiers, épousé une fille du kniais Lapoukin, nommée Eudoxe : hymen funeste, dont était bientôt né, pour son malheur et pour la honte de son père, un fils réservé à la fin la plus affreuse.

Mariage de Pierre : Naissance d'Alexis.

Pierre, maître de l'État, songea à se débarrasser des strélitz, milice qu'il avait toujours trouvée opposée à lui-même ou à sa famille. Pour préparer

l'exécution de ce dessein, il forme de sa troupe de Préobragensko deux régimens, auxquels il donne les noms de Préobragenskoï et de Semenovskoï, noms qu'on verra dans la suite mêlés à toutes les révolutions du palais.

'rigine des ux premiers régimens 's gardes.

Le hasard vint fournir un nouvel aliment à cette passion de connaître et d'apprendre, dont le jeune tsar semblait dévoré. Un jour qu'il visitait un magasin de l'État, au bourg d'Ismaïlof, une vieille chaloupe anglaise, abandonnée parmi une foule d'autres objets, attira son attention. Timerman, son maître de fortification, qui l'accompagnait, lui expliqua l'usage de ce petit bâtiment, destiné à voguer à voile, même par un vent opposé. Pierre aussitôt brûle de voir manœuvrer cette embarcation; un constructeur nommé Brandt, appelé de Hollande par Alexis, et qui depuis, négligé, a été contraint à changer de profession pour trouver à vivre, est mandé, radoube la chaloupe, la garnit de ses agrès, de ses voiles, la met à flot, et la dirige lui-même contre le cours de l'Yaouza, petite rivière du voisinage de Moscou, et qui traverse, outre le village d'Ismaïlof et une foule d'autres, celui de Préobragensko. Pierre, transporté de joie, veut être lui-même le pilote de ce nouvel Argo, dont l'aspect lui fait envisager comme facile la conquête de cette civilisation, fruit de l'Europe, qu'on n'apprécie pas assez, et qu'on ignore presque dans ses États. Il s'exerce, il fatigue l'Yaouza de ses courses nauti-

Origine : la passion Pierre pour navigation.

ques ; il achève de vaincre cette horreur de l'eau que lui avait inspirée dès l'enfance la chute imprévue d'une cascade, horreur long-temps si forte qu'on ne pouvait lui faire traverser un pont que dans une voiture dont les stores étaient exactement fermés, horreur cependant qu'il était parvenu à surmonter pour la satisfaction de sa mère et de ses autres parens. Cherchant toujours des eaux plus étendues, il transporte successivement sa barque, et avec elle sa cour sur les bords d'un étang, puis d'un lac, celui de Clechnin près de Péréaslavle-Raleskoï. C'est dans cette ville que meurt la tsaritse Natalie, en 1693. Pierre, plus libre alors de s'exposer aux dangers qu'entraînent ses goûts, profite, pour naviguer sur la mer Blanche, d'un convoi de bâtimens anglais et hollandais qui se rendent à Archangel. Sa passion nautique s'en accroît, et dans son enthousiasme, sans vaisseaux, sans moyens immédiats de s'en procurer, sans posséder même dans sa langue un mot qui désigne une flotte, il confère à Lefort le titre de son amiral. Il est vrai que bientôt on doit faire construire sur la Voronége, et lancer de là par le Don, dans la mer Noire, une assez grande quantité de bâtimens, dus à l'industrie d'ouvriers appelés à grands frais d'Angleterre et surtout de Hollande.

Mort de la tsaritse : 1693.

En attendant, le tsar s'occupait, de concert avec l'empereur de la Chine, le fameux Kam-Hi, de faire déterminer les limites des deux empires, contiguës

depuis 1651, qu'un cosaque, nommé Khabarof, avait, aidé d'aventuriers comme lui, conquis, le long du fleuve Amour, une partie de la Daourie. Il y eut à cet effet des conférences d'assez longue durée, et dans lesquelles les ministres russes étalèrent le luxe des richesses, les Chinois, dont la suite était de plus de dix mille soldats, celui du cortége. Enfin on convint de prendre pour commune borne la rivière de Gorbitsa.

Guerre contre Turks : siége d'Azof.

Pierre, ayant fini de ce côté, songea à reprendre la guerre contre les Turks, qui n'avait été qu'interrompue. Les cosaques lui avaient, pour ainsi dire, frayé le chemin d'Azof, et son ambition d'avoir un port sur la mer Noire lui faisait ardemment désirer l'acquisition de cette place. Il avait pour la réduire des forces plus que suffisantes, mais trop de précipitation lui en fit mal diriger l'emploi. Schérémétef avec plus de cent mille hommes ne parvint qu'à prendre quelques places sur les Tatars, auxquels on l'avait opposé. Une autre armée, conduite par Cheïn et dans laquelle servait le tsar, devait faire le siége d'Azof; mais n'étant pas soutenue d'un nombre suffisant de vaisseaux, parce que l'impatience de Pierre ne lui avait pas permis d'attendre l'achèvement de tous ceux qui étaient en construction sur la Voronége, cette armée ne put empêcher les assiégés de recevoir abondamment par mer des vivres et des secours. D'un autre côté, on manquait de munitions, et surtout de bons officiers

d'artillerie ; il n'en existait, dans tout le camp, qu'un seul, aventurier allemand, du nom de Jacob, homme irascible, violent, prompt à se porter aux partis extrêmes, qui paraissait n'avoir d'autre principe de religion que de s'accommoder à la croyance du peuple chez lequel il vivait, et qui, ayant changé déjà trois fois de culte, devait en changer bientôt une autre fois encore. On eut la maladresse de manquer envers lui d'égards : furieux, il encloua les batteries des Moscovites, et se jeta dans Azof, dont il devint l'un des plus redoutables défenseurs. Les assiégeans, après avoir, pour dernière tentative, livré un assaut meurtrier et sans fruit, se retirèrent. Une perte de plus de trente mille hommes suivit le mauvais succès de cette campagne.

L'année d'après mourut Ivan; ce prince ne laissait que deux filles; ainsi Pierre se trouva de droit, comme de fait, seul maître de toute la Russie. Mort d'Ivan, 1696.

Le tsar, disent les historiens, fit servir à l'accroissement, et surtout à l'amélioration de ses armées et de sa flotte, les sommes que coûtait avant l'entretien de la cour d'Ivan. On voit par là que ce prince, dont on reconnaissait généralement l'impéritie, n'en était pas moins un consommateur onéreux à l'empire. Heureux pourtant quelquefois les peuples, si leurs souverains ne leur coûtaient pas plus qu'Ivan, s'ils avaient tous comme lui la conscience de leur incapacité! Mais la sottise

n'exclue pas toujours la suffisance, et sur le trône comme ailleurs la sottise suffisante se fait payer plus cher que le génie.

Cheïn, renforcé de canonniers et d'ingénieurs qu'avaient fournis au tsar la république de Hollande et l'électeur de Brandebourg, remit le siége devant Azof : quatre galères, deux galéasses, quelques brûlots et deux vaisseaux de guerre, montés l'un par Lefort, l'autre par Pierre en personne, qui pourtant n'avait que le titre et l'emploi de capitaine, fermèrent l'entrée du port. La place, ainsi bloquée par terre et par mer, bombardée vigoureusement, battue en brèche, successivement privée de tous ses ouvrages de défense extérieure, prévint, par la capitulation, un assaut dont l'issue ne pouvait être douteuse. Lévesque ne fait dans le récit de ce siége aucune mention de l'anglais Gordon, venu en Russie sous le règne d'Alexis; cependant, si l'on en croit un écrivain qui paraît mériter toute confiance, le succès de la campagne fut dû principalement à cet officier.

Prise d'Azof.

Azof fut remis par des ingénieurs allemands dans un état de défense respectable, et les navires moscovites, au grand étonnement des Turks et des Russes eux-mêmes, voguèrent libres et menaçans sur les Méotides.

Pierre voulut que l'armée expéditionnaire fît son entrée dans Moscou avec une pompe triomphale. Le tsar, qui n'avait eu au succès d'autre part que

celle d'un capitaine de bombardiers, grade avec lequel il avait fait cette campagne, ne voulut point paraître en revendiquer l'honneur; confondu dans la foule des spectateurs, il joignait ses acclamations à celles dont le peuple saluait ses généraux. Le malheureux Jacob, dans un appareil de supplice, attristait seul l'aspect de cette fête. Ce fut alors que le tsar prit la résolution de quitter temporairement son trône et ses États, pour aller, dans un gouvernement étranger et sous les dehors de la condition la plus obscure, recueillir de ses propres mains le germe de ces arts civilisateurs, qu'il brûlait tant de naturaliser enfin en Russie; résolution bien diversement jugée, et dont cependant aucun écrivain, que je sache, n'a suffisamment discuté, soit le mérite, soit la faute; ni examiné philosophiquement les motifs, l'opportunité ou les résultats.

On a dit : N'eût-il pas suffi à Pierre, pour introduire les arts et les sciences parmi ses peuples, d'appeler de l'étranger un grand nombre de ces artistes habiles et de ces savans distingués, mieux traités par la nature que par la fortune et tout prêts à courir où celle-ci promet de leur sourire? Ne pouvait-il, avec leurs secours, se dispenser d'aller, écolier, apprenti, ou aspirant matelot, saisir le scalpel dans les amphithéâtres, la hache dans les chantiers, la rame et le gouvernail dans les ports? Non, répondrai-je; jamais, sans le parti qu'il prit, il n'eût aussi bien appris à connaître, à apprécier et à pro-

téger convenablement ces arts et ces sciences, dont il était enthousiaste. Il fit donc bien, s'il les considérait et si on les considère avec lui comme la base de la civilisation et de la prospérité des peuples ; mais la civilisation, non pas cette civilisation bâtarde qui s'évapore toute en faux éclat et en corruption, mais la civilisation véritable, telle que l'étymologie du mot en fournit la définition, la civilisation politique et morale, plus encore que matérielle, n'a pas besoin pour germer de ces connaissances exquises, plus propres à l'agrément qu'à l'utilité, et plus fécondes en moyens de domination et de désordre qu'en produits de liberté. Les sciences et le commerce, en faisant surgir quelques fortunes individuelles, ont toujours, quoiqu'on en dise, appauvri la masse; ils ne font des heureux que par privilége. J'eusse aimé voir le tsar descendre, comme il le fit, de son trône, non pas pour aller au loin s'exercer à la pratique d'arts stériles de tout vrai bonheur; non point pour devenir charpentier ni matelot, mais pour se faire, à l'insu de tous, paysan de la glèbe, serf d'un noble avide; pour étudier la position, le caractère et les mœurs de la classe la plus nombreuse, la plus malheureuse, et par cela la plus intéressante de tout son empire, et tirer de cette étude la connaissance des moyens les plus propres à tirer promptement et complétement cette classe de l'état d'abjection et de souffrance sous lequel elle gémit encore aujourd'hui.

Quoi qu'il en soit, Pierre fit part de son dessein aux boyards, et désigna, parmi les plus jeunes, ceux dont il voulait être accompagné : c'était provoquer le mécontentement; les préjugés religieux et nationaux des Russes, leur faisant alors considérer comme une espèce de crime toute communication intime avec les étrangers. Aussi les préparatifs de départ du tsar n'étaient pas achevés qu'on lui dénonça un complot du voïévode de Tangarok et de quelques autres seigneurs, résolus d'employer le secours des cosaques Donskoï, au but de le détrôner. On coupa aux conspirateurs les pieds, les mains, la tête, et le détail de leur supplice, gravé sur des tables de fer, resta pour l'épouvante de ceux qui seraient à l'avenir tentés de les imiter.

Ce complot, quoique déjoué, révélait au tsar qu'il existait un parti contre lui : des souvenirs de Sophie pouvaient s'éveiller pendant son absence : agissait-il prudemment en s'éloignant dans ces conjonctures? Non, sans doute, mais son parti était pris, et il le suivait avec passion.

Il se mit donc en route pour la Hollande, laissant au prince Romodanovski, au boyarin Strechnef, à un conseil de boyards l'administration de l'État, et au général Gordon le commandement de la garnison de Moscou, toute composée des troupes dont la fidélité était le plus assurée. Avec le souverain partaient, entre autres, Lefort, élevé au grade de général, le secrétaire-d'État Vonitzin et le boyarin

Départ pour la Hollande: 1697

Galavine, tous trois revêtus du titre d'envoyés extraordinaires auprès des États; Pierre ne faisait que les accompagner, et se confondait sans marque distinctive dans la suite de son ambassade.

Il prit son chemin par la Livonie. Je ne décrirai point avec détail les refus outrageans, les humiliations, les témoignages de défiance dont le fit abreuver la cour de Stockholm, persuadée que l'un des buts de son voyage était d'explorer cette province, objet d'une contestation perpétuelle entre la Suède et la Moscovie. Les choses furent poussées au point qu'à Riga le tsar crut ou feignit de croire qu'on en voulait à sa liberté, même à ses jours, et se jeta dans une barque pour passer, au risque d'être englouti par le choc des glaçons que charriait alors la Dvina, sur les frontières de Courlande. C'était un grief à alléguer entre autres pour une guerre future contre la Suède.

Le gouverneur de la province, le comte Dalberg, avait pris les mesures les plus rigoureuses pour empêcher que Pierre ne visitât les fortifications de la capitale. Voltaire prétend que ce prince, irrité, lui dit qu'*il les visiterait un jour à son aise;* c'était alors une vraie bravade, mais que l'avenir devait justifier. Le tsar n'eut plus sur le reste de sa route que des honneurs à recueillir. On célébra par des fêtes son passage à Mittau, à Kœnigsberg. La Hollande, plus économe de vain luxe, comme le sont, en général, les républiques, ne lui fit qu'un accueil amical.

Pierre se montra jusque dans ce voyage, où les convenances lui eussent dû imposer une certaine circonspection, maîtrisé par son goût pour les plaisirs de la table ; ce fut durant son cours qu'au sein d'une orgie il s'emporta jusqu'à vouloir percer de son épée ce Lefort, alors son plénipotentiaire, et, bien plus que cela, son ami de prédilection et son précepteur.

Il ne resta que peu de temps à Amsterdam, et s'empressa de se rendre au bourg de Sardam, considéré comme le premier chantier maritime de la Hollande. C'est dans ce lieu qu'il avait résolu de séjourner, et d'étudier, en le pratiquant, l'art de la construction des vaisseaux. Il se fit inscrire, et fit inscrire avec lui plusieurs des jeunes gens de sa suite parmi les apprentis constructeurs ; il apprit à manier la hache comme il avait appris à manier le mousquet, puis la rame ; vivant tout comme ses compagnons de travail, fumant, buvant, s'enivrant avec eux, non moins simplement vêtu, raccommodant de ses propres mains son linge, ses habits, jusqu'à ses souliers, et n'ayant que le moins possible recours aux services d'autrui. Du reste, dissimulant son rang sous le nom modeste de Peter Bas, *maître Pierre*, et aussi de Peter Mikaïlof (Pierre, fils de Michel). Voilà ce qui, loué outre mesure par le plus grand nombre des écrivains, a été blâmé de quelques-uns, particulièrement de Bayle et de Mirabeau. Le premier, contre sa coutume, exprime fort

peu philosophiquement son jugement, et donne à croire qu'il ne le fonde que sur la prétendue ignobilité des occupations purement manuelles; préjugé dont à son époque les gens de lettres et les savans étaient généralement imbus. Ce prince, dit-il en parlant de Pierre dans le temps même de son séjour en Hollande, « a assez de génie pour les mathé»matiques... Mais, du reste, quel travers d'esprit! »Il ne se plaît guère qu'à charpenter, et il passe »des jours entiers à travailler comme un ouvrier à »la construction des vaisseaux; on le voit aux ate»liers, comme le plus vil manœuvre. » Mirabeau, qui cite Bayle, ajoute : *Pierre charpenta, et fit le matelot toute sa vie.* heureusement, sous certains rapports, malheureusement sous quelques autres, ce tsar fit autre chose encore. Aucune vie peut-être ne fut si diversement active, ni si féconde en résultats bons ou mauvais que la sienne. L'opinion de Mirabeau blesse donc la vérité de fait, comme celle de Bayle, la raison philosophique la vérité morale.

Pierre à Sardam, 1697.

Ce qu'il y avait à examiner, c'était si Pierre, en se faisant charpentier, employait son temps et ses facultés de la manière la plus conforme à son but ou du moins à son devoir, la plus grande généralisation possible du bien-être parmi ses sujets. Or, comme je crois l'avoir déjà dit, mon sentiment est qu'on ne saurait trop approuver qu'un souverain se fasse peuple. C'est ainsi seulement qu'il peut connaître les besoins de la classe la plus nombreuse,

celle dont les intérêts doivent le plus, pour ne pas dire uniquement, l'occuper. Pierre était donc louable, selon moi, de descendre à ces fonctions plus que modestes dont Bayle lui fait comme une souillure; mais j'eusse aimé qu'il y descendît au milieu de sa nation et non pas ailleurs, qu'il y descendît pour étudier des mœurs, pour découvrir et ensuite extirper la racine des abus; j'eusse voulu qu'il entreprît de faire des Russes, non des soldats, ni des matelots, ni des savans, mais des hommes; de les former plutôt que de les polir, de les conduire au bonheur plutôt qu'à l'éclat. Alors il n'eût pas tant sacrifié à des arts pernicieux partout peut-être, mais dont l'importation en Russie était assurément inopportune et prématurée; il n'eût par attiré dans sa capitale des peintres, des architectes, des statuaires; il n'eût pas fait plus tard de Saint-Pétersbourg comme un Oasis dans un désert.

Le tsar construisit avec les jeunes gens de sa suite, compagnons de ses travaux, un vaisseau, qu'il nomma le Saint-Pierre-Saint-Paul, et qu'il envoya à Archangel. Souvent, au milieu de ces travaux, la familiarité affectée du charpentier faisait place tout à coup à l'irritabilité du despote, et, si l'on en croit Manstein, « on osait à peine dans les » chantiers de Pierre enfoncer un clou sans son » ordre. » Pierre n'apprenait pas seulement l'art de la construction nautique, il étudiait encore sous les plus habiles maîtres l'anatomie, la chirurgie, la

physique; il engagait à grands frais et faisait partir pour ses États des hommes experts dans ces différentes sciences. En même temps il s'occupait des intérêts de sa politique. Il avait conçu l'espoir d'obtenir des États-Généraux, pour l'accomplissement de ses projets contre la Porte, un secours de soixante-dix vaisseaux de ligne et de cent galères; tel était le motif qui l'avait déterminé à former l'ambassade qu'il venait de suivre en Hollande. Pierre quitta un instant ses chantiers de Sardam pour aller assister, comme simple spectateur, à l'audience donnée à cette ambassade. Les États rejetèrent sa demande, mais en accompagnant leur refus des formes et des ménagemens les plus capables de l'adoucir. C'était le temps où Cheïn battait complétement les Turks, accourus pour reprendre Azof, avec le secours des Tatars, non-seulement de la Crimée, mais même des rives asiatiques de la mer Noire. Pierre fit aussi un voyage à Riswick, où se tenaient alors les conférences qui enfin produisirent la paix de ce nom. Le souverain eut l'avantage de voir balancer dans ces négociations les intérêts et les prétentions des autres couronnes. En même temps, ou peu avant, il envoyait à son armée d'Ukraine l'ordre de soutenir contre le parti français, qui voulait porter le prince de Conti au trône de Pologne, vacant par la mort de Sobieski, la candidature de l'électeur de Saxe.

Pierre passe en Angleterre.

En quittant la Hollande[1], Pierre fit voile pour

l'Angleterre. Son voyage dans cette île fut une répétition abrégée de son séjour en Hollande. Même curiosité, même passion de s'instruire, même attention donnée aux arts; il visite en tous lieux les chantiers, les arsenaux, les manufactures, et, partout où cela lui est possible, il met la main à l'œuvre, persuadé qu'on apprend plus en pratiquant quelques heures qu'en observant pendant des semaines. Il engagea à Londres, comme à Amsterdam, des savans et des artistes. Parmi les premiers étaient Fergusson et Perri. Le premier, mathématicien distingué, introduisit l'usage de l'arithmétique dans les bureaux des chancelleries, et substitua l'emploi des chiffres à celui des petites boules enfilées de laiton, au moyen desquelles on faisait alors les calculs les plus compliqués; l'autre, ingénieur expérimenté, devait achever un canal destiné à joindre la mer Noire à la mer Caspienne; on l'employa à tout autre chose; on ne tint envers lui, et en général envers les étrangers qu'on avait attirés en Russie à un titre analogue, aucune des promesses qu'on leur avait faites, et la plupart, pour ne pas dire tous, ne recueillirent de leur émigration que le regret (quand encore ils furent assez heureux pour obtenir la permission de s'en retourner), d'avoir été perdre au loin leur temps et leur peine.

Une compagnie anglaise profite de la présence du tsar pour se faire accorder le privilége d'importer du tabac en Russie, nonobstant le préjugé na-

tional qui repousse cette importation, et qui doit, exaltant le cœur des strélitz, devenir l'un des principaux motifs d'une révolte terrible de cette milice? Les patriarches, en considération de l'abus que les Russes faisaient précédemment de cette plante, l'avaient proclamée impure, et étaient parvenus à en presqu'extirper l'usage : pourquoi Pierre s'avise-t-il de le raviver? Ici, ses vues de civilisation ne lui peuvent servir d'excuse; car quel rapport peut-il y avoir entre l'usage du tabac et le progrès des lumières?

Retour de Pierre dans ses États, 1698.

Pierre fut comblé par le roi du pays qu'il visitait de témoignages de bienveillance et d'estime. Il en reçut de riches présens, entre autres un yacht magnifique, sur lequel il retourna en Hollande pour se rendre de là en Allemagne; il devait passer ensuite en Italie, où l'avaient précédé, sous la direction de Schérémétef, de jeunes boyards qu'il y envoyait se former au goût des arts par l'aspect des merveilles qu'ils ont produites, et dont ce pays offre en tant de lieux la trace; mais des nouvelles alarmantes qu'il reçut de Moscou précipitèrent son retour dans ses États, d'où il était éloigné depuis dix-sept mois.

Révolte des strélitz.

Profitant de son absence, quatre régimens de strélitz, composant ensemble une force de dix mille hommes, destinée à aller grossir l'armée d'observation sur la frontière de Pologne, se révoltèrent simultanément, déposèrent leurs chefs, s'en nommèrent d'autres, et marchèrent contre Moscou.

Gordon et Cheïn, qui y étaient revenus, s'avancèrent à leur rencontre, avec six mille fantassins et deux mille cavaliers, le plus grand nombre étrangers, ou formés selon l'organisation étrangère, et, par cela seul, odieux aux strélitz. Après quelque tentative de négociation de la part des deux généraux du tsar, un combat s'engagea à onze lieues de la capitale.

Les rebelles furent vaincus, et ceux qui ne périrent pas dans l'action furent faits prisonniers et mis aux fers. Infortunés réservés aux tourmens puis à la mort la plus affreuse.

Le détail que les historiens donnent de leur supplice et des tortures qui le préparèrent fait frisonner. On leur appliquait successivement les différentes espèces de question; on les conduisait ainsi jusque tout près de la mort, puis on les livrait à des médecins, chargés de rappeler dans ces corps disloqués, meurtris, tailladés, assez de forces pour suffire à de nouvelles souffrances. Pierre, en personne, présidait à ces exécutions terribles. L'œil cruellement curieux, l'oreille attentive, il considère, sans montrer d'émotion, les visages pâles et contractés, les chairs palpitantes, les plaies, le sang qui jaillit; il entend, il écoute les cris, les rugissemens, les douleurs étouffées; il croit que la révolte a eu des chefs, élevés par leur rang, acharnés, odieux: il cherche à surprendre un aveu, une révélation qui lui indique d'autres coupables, qui lui fasse d'autres victimes. Il ne recueille rien; sa cruauté

Leur supplice.

se sera exercée en pure perte, comme celle du tigre. Enfin, il condamne en masse ceux qui survivent, à subir encore un supplice qui, du moins, sera le dernier.

C'est encore lui qui présidera à ce dernier supplice, lui encore qui l'exécutera sur plusieurs des coupables. Le premier jour, il fera de sa main souveraine tomber cinq têtes. Une autre fois, il en tranchera vingt, épuisant entre chaque coup une tasse remplie de vin, soit qu'il ait besoin de ce moyen pour s'étourdir sur les angoisses qu'il fait souffrir, soit (car il ne témoigne aucune sensibilité) pour insulter par l'appareil d'une orgie et l'affectation d'une joie barbare à ces mêmes angoisses. Les têtes que lui-même n'abat pas sont détachées par la hache de ses courtisans, de ses ministres, de ses généraux, de ses boyards : triste récompense de la fidélité qu'ils lui ont gardée! L'humanité de quelques-uns, rendant leur main mal assurée, leur fait involontairement prolonger la douleur des victimes. Les étrangers, Lefort et le baron de Blumberg surtout, s'excusent de prendre part à cette boucherie, dans laquelle Mentschikof, au contraire, se distingue par une atroce dextérité. Pierre, du haut d'un trône qu'il a fait élever sur la place, observe tout ; il voit d'une physionomie impassible le sang qui coule autour des exécuteurs, les débris dégouttans qui les environnent. Le sixième jour, trois cent trente têtes nobles sont tranchées

par des mains nobles, sur de longues poutres, car les billots habituels ne suffisent plus. Pourquoi exiger des grands qu'ils remplissent cet affreux ministère ? est-ce raffinement de la justice rigoureuse du tsar, imitateur en cela du féroce Ivan IV? Est-ce l'effet d'un usage antique et consacré, comme l'ont écrit Coxe et Gordon ? plusieurs écrivains ont disserté sur cette question, mais aucun n'en a donné une solution complétement satisfaisante.

« C'est avec cet appareil, dit Lévesque, que furent punis les chefs de la révolte. Les plus coupables de leurs complices expirèrent lentement sur la roue. » D'après ce récit, les complices de la rébellion auraient été plus rigoureusement punis que ses auteurs, ce qui est invraisemblable ; ainsi Lévesque se trompe ou a mal exprimé sa pensée : voilà comme j'interprète ce passage : on ne trancha la tête qu'aux officiers nobles parce qu'ils tenaient ce privilége de leur naissance ; les chefs d'origine commune et prétendue vile furent roués vifs.

Quant au vulgaire des révoltés, on en pendit plus de neuf cents aux portes et le long des murs de la ville. D'autres furent attachés à des potences élevées en face du couvent où était Sophie ; trois furent pendus devant la fenêtre même de la chambre qu'elle habitait. L'un d'eux tenait d'une main avancée vers cette chambre une requête qu'ils avaient résolu de lui présenter pour la supplier de remonter au trône. Ces trois cadavres lui intercep-

tèrent le jour jusqu'à ce qu'ils fussent tombés en pourriture.

Quelques-uns durent à un âge fort avancé de recevoir leur grâce, si l'on peut appeler grâce un exil en Sibérie, précédé de la mutilation des oreilles et des narines, supplice fort usité en Russie, alors et depuis. On répandit cependant que le tsar avait fait périr dans l'ombre des cachots un grand nombre de rebelles.

L'année suivante, d'autres révoltes éclatèrent, non plus au centre, mais à la circonférence de l'empire, et principalement dans Azof. Ces nouveaux coupables furent traités comme leurs devanciers. Le tsar coupa lui-même quatre-vingts têtes, que le boyarin Plestchef, valet-bourreau de cet exécuteur souverain, tint successivement par les cheveux assujetties sur la poutre fatale. Les corps des cosaques furent coupés en cinq quartiers, qu'on attacha isolément à des perches. Pierre voulut que ces débris humains restassent pendant cinq mois entiers exposés à la vue de tous, comme monument de sa vengeance; bien plus, pour en perpétuer autant que possible le souvenir, il fit dresser sur la place publique des tables de fer où furent inscrits le crime et le supplice. Sophie y était indirectement accusée. On prétendait qu'une vieille femme pauvre, que ses gardes laissaient habituellement pénétrer jusqu'à elle, et qu'elle soutenait par ses aumônes, avait passé dans un pain une

Autres révoltes, 1699.

lettre, qu'ensuite elle avait remise aux chefs des strélitz. Sa femme de chambre de confiance et celle de la propre sœur du tsar, de Marie, enfermée dans le même couvent, portèrent la peine des soupçons qu'on avait sur leurs maîtresses. Elles furent appliquées aux tortures les plus affreuses, et ensuite disparurent, noyées, selon les uns, enterrées vives, suivant d'autres, quoique l'une d'elles fût enceinte, mais peut-être seulement reléguées dans quelque prison inconnue; il ne pénétra rien de ce qu'elles dirent, d'où l'on doit inférer qu'elles ne révélèrent rien d'important. Quant à Sophie, elle prit le voile, contre son gré sans doute, et mourut six ans après, en 1704.

Ce temps fut aussi l'époque de la répudiation de la tsaritse : Eudoxe, jalouse, tracassière, bigote, attachée aux vieux usages, et en tout opposée aux innovations civilisatrices, depuis surtout que le tsar lui avait donné pour rivale Anne de Moens, femme née dans ces pays étrangers dont il s'efforçait d'importer en Russie les mœurs, était dès long-temps devenue odieuse à celui-ci. Ce prince, à son retour dans ses États, lui avait montré un éloignement plus marqué. Bientôt il l'avait reléguée dans le monastère de Souzdal, où enfin il la força de prendre le voile. Cette conduite rigoureuse, dont les motifs se dérobaient à la curiosité publique, fit penser que le tsar l'avait crue complice ou du moins fautrice de la rébellion des strélitz.

Répudiation d'Eudoxe.

Quant à cette milice, qu'il avait dès long-temps projeté de remplacer par des corps exercés et surtout disciplinés à l'allemande, il la licencia dans tout l'empire. Cette réforme fut suivie d'un grand nombre d'autres, qui n'étaient pas toutes aussi fondées en raison. L'une des premières et des plus futiles, quoi qu'on en ait dit, fut la substitution de l'habit allemand à la tunique russe, et simultanément l'obligation de se raser le menton, imposées à toutes les classes, celles des popes et des paysans exceptées. Quitter la robe longue et fourrée, se défaire de sa barbe, c'était, suivant les gens raisonnables, sacrifier sans aucun motif sensible un vêtement et un usage convenables à la rigueur du climat, ouvrir la porte au luxe de la mode, aux caprices de la coupe, et assimiler par l'extérieur le sexe le plus fort au sexe le plus faible; c'était, aux yeux des raskolniki, toujours superstitieusement attachés aux vieilles coutumes, autant qu'abjurer la religion de ses pères. Ce fut surtout de la part de ces derniers que les volontés du tsar éprouvèrent de la résistance. Ils disaient qu'il valait mieux perdre la tête que la barbe; ils payaient donc volontiers l'amende dont on punissait les récalcitrans. Bientôt on alla jusqu'à les raser de force, et jusqu'à rogner leur robe aux portes des villes; ces violences tyranniques déposèrent dans les cœurs le germe d'un mécontentement général qui, quelques années plus tard, devait éclater en révolte.

Réforme du calendrier. Saison de la création, selon les Russes.

Pierre contraria encore la superstition de ses sujets en les forçant de compter le commencement de l'année du même jour que les autres peuples de l'Europe, et non plus, comme ils l'avaient fait jusqu'alors, du premier septembre, persuadés qu'ils étaient que le monde n'avait pu être créé qu'en automne, époque où la maturité des fruits assurait aux animaux leur subsistance; mais n'était-il pas supposable que les animaux avaient pu trouver au printemps les fruits tout conservés et recueillis, et encore mieux qu'il y avait eu deux époques distinctes dans la création, le printemps, pour les végétaux, l'automne, pour les êtres qui s'en nourrissent : il n'y aurait eu à cette dernière supposition qu'une difficulté, celle de la faire concorder avec la lettre de la Genèse.

En même temps que le tsar entreprenait d'obliger ses peuples de s'habiller à l'allemande et de modeler leur calendrier sur celui du reste des chrétiens, il allait jusqu'à vouloir les forcer de s'amuser à la manière étrangère. Il leur prescrivait des réunions, qui étaient une espèce d'école de bon goût et de politesse. Ces réunions avaient des règlemens. Par exemple, on n'y pouvait danser l'épée au côté, et l'on était obligé de saluer en entrant : les infracteurs étaient condamnés, pour toute peine, à vider d'un trait une énorme mesure d'eau-de-vie, appelée le *grand aigle* : les femmes y venaient avec leurs maris; Pierre faisait tous ses efforts pour les tirer

de l'état de claustration presque absolue où elles avaient vécu jusqu'alors; persuadé qu'elles aideraient puissamment à l'établissement de mœurs et d'usages auxquels elles auraient tout à gagner.

Des écrivains lui ont fait un reproche de ce changement; ils ont prétendu qu'en jetant ainsi les femmes dans la société, dont elles étaient auparavant séquestrées, il a corrompu leurs mœurs et amolli celles des hommes. On leur répond sur le dernier point que les mœurs des hommes avaient besoin d'être adoucies, et, quant au reste, que les femmes Russes, habituées en assez grand nombre à se dédommager par des choix faits dans leur domestique et parmi leurs esclaves des rigueurs de leur solitude, n'avaient fait que changer de désordre.

Autres réformes.

D'autres actes du tsar méritèrent un éloge sans restriction : tel fut le soin qu'il prit de mélanger dans les réunions dont je viens de parler les hommes de différentes classes; de faire s'asseoir à la même table le kniais et le charpentier constructeur : leçon vivante que l'homme, quelle que soit son extraction, n'est rien réellement que par le mérite; telle fut en outre la défense de procéder à aucun mariage, avant que les fiancés ne se fussent vus : l'usage opposé, auparavant suivi généralement comme en Orient, était passé en superstition, et se maintint encore long-temps dans le peuple contre le progrès des lumières. Telle, enfin, fut une autre défense, celle de contracter des vœux de religion

avant l'âge de cinquante ans. Dans tout ceci il y eut une juste application de la raison philosophique.

Pierre depuis son retour avait affecté de ridiculiser par des imitations burlesques les superstitions de la religion grecque, et surtout les cérémonies les plus respectées et les plus solennelles de l'Église romaine, que les docteurs de sorbonne avaient bonnement cru destinée à devenir bientôt, par ses soins, le culte dominant en Russie. Les historiens ont disculpé ou blâmé ces facéties anti-religieuses, selon qu'ils avaient plus ou moins d'indifférence ou de zèle en matière de culte.

La réforme néanmoins n'avancera que lentement, tant que le tsar n'aura pas ouvert au jour de la civilisation un accès plus large ; tant qu'il n'existera pas entre son peuple et les autres peuples de l'Europe un point de communication immédiate ; ce point serait un port sur la Baltique, dont le littoral est en entier possédé par la Suède.

Dès long-temps, Pierre désire et peut-être médite cette acquisition précieuse, mais au moment présent toutes les circonstances semblent se réunir pour le provoquer à la tenter par la voie des armes. Tous les voisins de la Suède, contenus jusque-là par l'énergie belliqueuse que cette puissance a retenue du règne militaire et conquérant de Gustave Adolphe, se lèvent simultanément pour l'accabler dès qu'ils la voient passer sous le sceptre d'un ado-

lescent dans lequel rien encore n'a donné lieu de préjuger ni caractère, ni talent; cet adolescent, cependant, va tout à coup révéler un courage, une vigueur de volonté, et une vocation pour la guerre dont ses ennemis doivent être d'autant plus promptement attérés qu'ils ne les lui ont pas supposés.

Le roi de Danemark fut le premier à se déclarer : il revendiquait la possession des duchés de Holstein et de Slesvick détachés des États danois, en 1523, par Frédéric Ier, en faveur de ses frères; c'était une déclaration de guerre contre la Suède, tutrice habituelle des intérêts de la dynastie de Holstein, et qui venait de plus de donner en mariage au duc actuel une sœur de son jeune souverain.

Vint après l'électeur de Saxe, Auguste, roi de Pologne par la protection des Russes : ce prince et la diète polonaise s'annonçaient comme garans des priviléges de la Livonie, enfreints par la cour de Stockholm : Auguste, pour avoir un prétexte plausible de retenir près de lui les troupes de son électorat; la diète, dans le but de rattacher à la république cette province qu'en avait détachée la paix d'Oliva. La noblesse livonienne vit l'un de ses membres les plus courageux, Patkul, organe de ses réclamations auprès du cabinet suédois, sur le point de payer de sa tête l'honneur de sa mission. Il ne dut son salut qu'à une fuite heureuse.

Pierre nourrissait bien aussi quelques vues sur la Livonie, qui, dans un temps, avait également appar-

tenu à la Russie, mais il les dissimulait, attendant du temps une occasion opportune de les mettre au jour. J'ai dit son principal motif : les insultes vraies ou prétendues qu'il avait reçues sur le territoire de Suède lui devaient servir de prétexte. Il était réduit à ce seul grief, bien insuffisante justification d'un recours aux armes : sa conduite dans cette circonstance a été blâmée de tous les historiens, un seul excepté. Lévesque pense que l'iniquité de l'entreprise du tsar a pu être moralement rachetée par l'avantage qu'il s'en promettait pour son peuple.

Alliance avec la Pologne, 16 juin 1699.

Pierre conclut avec la Pologne, comme déjà il avait fait avec le Danemark, une alliance défensive et offensive, mais sous la condition de ne déclarer la guerre et de ne commencer les hostilités que lorsqu'il aurait obtenu une prorogation de la trève de deux années signée entre lui et la Porte à Carlovicz, et qui était sur le point d'expirer. Cette trève ayant enfin été renouvelée, pour vingt-cinq ans, par une convention arrêtée à Constantinople, grâce à la médiation de l'ambassadeur anglais, les Russes entrent enfin en lice, quand déjà les Danois, battus, déconcertés, effrayés, se trouvent heureux de sortir par la paix de Travental, d'une guerre beaucoup trop légèrement entreprise.

Commencemens de la guerre avec la Suède, 1700.

Troubetskoï ouvre la campagne par le blocus de Narva; Pierre, un duc de Croï, d'origine flamande, et qui a obtenu en Russie du service et un commandement, quelques ingénieurs, artilleurs, ou

officiers expérimentés, envoyés par le roi de Pologne à son allié, et enfin les deux régimens des gardes, se rendent devant cette ville.

Cependant Charles, dont l'approche a suffi pour faire lever aux Polonais le siége de Riga, marche avec rapidité et confiance contre le camp des Russes. Le tsar, accompagné de son généralissime Galavin, en même temps son ministre des affaires étrangères (car alors on cumulait en Russie les charges militaires et les emplois civils), venait de s'absenter pour presser l'arrivée d'un corps de troupes, et aussi, dit un écrivain, dans le but d'avoir, avec Auguste, à Novgorod une conférence, au sujet de leurs communs intérêts. Charles attaque avec impétuosité, selon sa coutume, un corps avancé, le met en déroute ; il provoque par ce premier succès la défection du duc de Croï et de beaucoup d'autres officiers étrangers, qui, mal d'accord avec les Russes, et mécontens des contrariétés qu'ils en éprouvent, passent dans les rangs des Suédois. Ceux-ci, s'étant partagés en deux divisions, attaquèrent simultanément l'armée ennemie également formée en deux corps. L'infanterie opposa d'abord une résistance assez vigoureuse ; mais, n'étant pas soutenue par la cavalerie, qui prit la fuite sans avoir osé combattre, elle fut forcée de plier, et bientôt se mit en fuite. Les vainqueurs se virent dans leur poursuite arrêtés par les deux régimens des gardes, qui, comme un inexpugnable rempart, ren-

Bataille de Narva.

dirent vains tous les efforts qu'on fit pour les renverser. Pendant la nuit, dont l'obscurité avait seule mis fin au combat, les vaincus demandèrent à se retirer au matin avec armes et bagages, ce que les vainqueurs leur accordèrent; mais cette convention ne fut exécutée qu'envers l'une des deux divisions, celle qui s'était le plus courageusement battue; l'autre, contre la foi de la capitulation, fut insultée, pillée et désarmée. Telle fut la célèbre bataille de Narva, où Charles XII battit les Russes avec des forces moindres de moitié, selon les uns, et des trois quarts, selon les autres. En effet, d'après ces derniers, il n'aurait eu que huit mille Suédois à opposer à trente deux mille ennemis.

Pierre n'est point abattu de ce revers. Pour suppléer aux soldats et à l'artillerie qu'il a perdus, il ordonne de nouvelles levées, fait fondre les cloches des églises. Il ne recule devant aucun sacrifice pour attirer et fixer sous ses drapeaux le plus grand nombre possible d'officiers étrangers. Il a besoin dans la position où il se trouve de recueillir et d'utiliser tous ses moyens; il n'a point à espérer d'assistance; la garantie que l'Autriche et les puissances maritimes ont donnée à la paix de Travental le prive de l'effet des bonnes dispositions du roi de Danemark. Bien plus, il a lui-même à subvenir à la faiblesse d'un allié, d'Auguste III, qui, mal ou point secondé par les Polonais, se voit réduit, pour soutenir la guerre, aux seules troupes de son élec-

torat. Pierre l'encourage, lui promet, et, presque aussitôt, lui envoie des munitions, des subsides, vingt mille hommes de troupes, sous la seule condition qu'elles seront initiées par les officiers saxons à la tactique allemande; il députe aux nonces assemblés un ambassadeur extraordinaire, pour les déterminer à aider leur roi, offrant des secours considérables en argent et en hommes, s'engageant à ne rien conquérir dans la Livonie que pour le rendre à la Pologne : le tout en vain; ces républicains inquiets ne désirent qu'une chose, la plus inopportune de toutes, l'évacuation de leur territoire par les troupes saxonnes. Pierre, pendant ce temps, se multiplie pour activer la construction d'une flotte, la formation d'une armée et l'expédition de toutes les affaires importantes, de celles surtout qui se rapportent à la guerre dont il est chargé. Pour ce triple objet, il court, il vole successivement à Voronège, à Pleskof, à Novgorod : il sort de Moscou, il y rentre; on n'est jamais sûr de l'y trouver, non plus que de ne l'y trouver point.

harles se détourne vers la Pologne.

Charles, cependant, n'a pas, comme il semble qu'il aurait dû le faire, profité de son succès sous Narva pour pénétrer au cœur de la Russie : il s'est détourné vers la Pologne. Sa haine contre Auguste le presse; et d'ailleurs les dissensions qui règnent dans ce pays l'y appellent : il bat et chasse de la Courlande les Saxons et les Russes réunis. Le passage de ses troupes à Mittau est signalé par le meurtre

des officiers saxons que la maladie ou des blessures ont forcé d'y laisser; horrible atrocité qui, malheureusement, dans cette guerre, ne sera pas la dernière.

Tandis que le monarque suédois voit la terreur de son nom et les intrigues du primat, le cardinal Radzievski, ennemi juré d'Auguste, élu contre son gré, lui ouvrir sans combat le cœur de la Pologne; moins heureux, un de ses lieutenans, Schlipenbach, est battu dans deux combats par le général russe Schérémétef, la première fois près de Dorprat, l'autre non loin de Pernau. A Pernau, les Russes n'étaient que du double plus nombreux que les Suédois; aussi assure-t-on que le tsar, en apprenant cette victoire, s'écria : « Grâce à Dieu, nous voici parvenus à battre les Suédois quand nous sommes deux contre un, peut-être les battrons-nous un jour à nombre égal. »

Premiers succès des Russes contre les Suédois.

Le combat de Pernau avait été suivi de la prise de Mariembourg, petite ville sans importance militaire, mais où vivait et où fut faite prisonnière une jeune fille orpheline, de condition obscure; dans la suite maîtresse du général Bauer et de Mentschikof; maîtresse, puis épouse de Pierre lui-même, et enfin assise seule sur le trône des tsars. Le jour même qu'elle tomba dans la captivité des Russes, Catherine (c'était le nom de cette fille), servante de cabaret, selon les uns, domestique, suivant les autres, d'un ministre protestant qui l'avait élevée,

Prise de Mariembourg. Catherine.

venait d'épouser un dragon suédois, qu'elle perdit de vue pour toujours.

éation d'un rdre chevaleresque.

La victoire de Dorprat, premier succès des Russes dans cette guerre, avait été célébrée avec une pompe extraordinaire, sans doute dans le but d'exciter ou de fortifier le sentiment de la confiance nationale; elle avait valu à Schérémétef le grade de feld-maréchal et la décoration de l'Ordre de Saint-André, création du tsar au retour de ses voyages; importation blâmable, peut-être, de ces insignes ou bien plutôt de ces simulacres du mérite, alimens toujours renaissans de l'un des vices les plus déplorables de la constitution sociale de l'Europe.

Ce n'est pas assez d'avoir battu les Suédois sur terre; Pierre brûle de parvenir à en triompher également sur mer. Déjà ses galères ont remporté dans les eaux du lac Peipus un léger avantage quand, pour écarter de Notembourg, ville bâtie dans une île de la Néva et maîtresse du cours de cette rivière, les secours des Suédois, il prend la résolution d'y avoir une flotte. A peine deux mois se sont écoulés, et plus de cent vaisseaux, dont la construction a été activée par sa présence, surgissent des bords de l'Olontsa, et, chassant la flotte suédoise, facilitent la prise de la place qu'il désire conquérir. Cette place, revêtue de nouveaux ouvrages, changea alors son nom en celui de Schlusselbourg, mot allemand qui signifie clef, parce qu'elle est comme la clef de nouvelles conquêtes. Forteresse

moins militaire qu'historique, on la verra dans la suite servir de prison aux victimes des terreurs de l'ambition.

Prise de Nieuchantz, 1er mai 1703. Mentschikof.

L'acquisition de Notembourg n'était qu'un acheminement à celle de Nieuchantz, qui dominait l'embouchure de la Néva, comme la première le haut de son cours. Pierre entreprend ce nouveau siége, qui doit, s'il réussit, lui donner ce port tant désiré sur la Baltique, et en confie la direction à Schérémétef, l'instrument principal de ses succès dans cette guerre. Lui-même pourtant paie de sa personne; il passe avec sa flottille sous le feu des batteries suédoises, et pousse une reconnaissance jusque dans le golfe. Enfin, la place se rend après cinq jours de tranchée; deux autres jours se sont à peine écoulés qu'une escadrille de deux vaisseaux, d'un sinace et d'une chaloupe de guerre, croyant venir au secours de la garnison, dont elle ignore la capitulation, tombe au pouvoir des Russes : ceux-ci n'ont eu pour l'entourer que des barques; pour répondre à son artillerie, que des fusils et des grenades; pour la vaincre, que les prodiges d'intrépidité dont l'exemple est donné par le tsar et par Mentschikof. Ce Mentschikof, qui gagnait sa vie dans son enfance à colporter des gâteaux, distingué d'abord par la faveur, bientôt par la justice de Pierre, maintenant compagnon de tous les périls de ce prince, marche avec lui d'un pas égal dans la voie hiérarchique; comme lui, c'était en qualité de

capitaine de bombardiers qu'il avait principalement contribué à la prise des vaisseaux suédois, devant Nieuchantz ; comme lui et en même temps que lui, il fut, pour prix de ce fait d'armes, décoré de l'Ordre de Saint-André. On va le voir désormais croître rapidement, et, porté par son mérite, s'élever jusqu'à dominer le trône, au point de n'avoir plus qu'à y descendre pour peu que la fortune veuille continuer à le seconder.

Nieuchantz sera-t-il le port par lequel Pierre veut se mettre en communication maritime avec les autres pays de l'Europe? Non, l'emplacement en est trop peu vaste, l'approche trop peu défendue par la nature, ce fort est trop enfoncé dans les terres. On trouve, après plusieurs jours de recherches, une île plus rapprochée du golfe et dans une position plus propre, sous tous les rapports, au but qu'on se propose : cette île, presque déserte, où l'on ne remarque que quelques misérables huttes de pêcheurs et de fétides marécages, verra sous peu commencer les travaux d'une ville, et un jour sera Pétersbourg.

D'abord on y élèvera des maisons de bois, ensuite on y amènera à grands frais la brique, la pierre et le marbre même ; en vain les ouvriers qu'on envoie en poser les fondemens meurent des exhalaisons qui s'élèvent d'un sol putréfié, d'autres ouvriers y seront envoyés de force, voués ainsi par le despotisme à une mort certaine : on ose faire obser-

ver au souverain qu'il ne peut fonder sa ville que sur les têtes de ses sujets : n'importe, il persiste.

Là où l'air tue les fondateurs, les habitans n'arrivent guère volontiers ; mais la violence, la nécessité, l'intérêt, peuvent les y conduire : Pierre, plutôt que de se désister, y déportera ses courtisans, les artisans de leur luxe; des marchands, des artistes, des ouvriers de Moscou : car il veut que l'enceinte infecte où sa volonté les appelle soit désormais le principal port et la capitale de ses États.

Cependant l'emplacement de Saint-Pétersbourg, indépendamment de son climat âpre et insalubre, de son sol sablonneux et stérile, présente plusieurs désavantages, non-seulement pour une ville capitale, mais même pour un simple port. Pour une capitale : il est trop éloigné du centre de l'empire; les approvisionnemens en tout genre n'y pourront venir que de loin et à grands frais, et les traces du passé le montrent, pour l'avenir, exposé aux inondations. Pour un port : l'embouchure de la Néva restant glacée six mois de l'année au moins, l'accès et la sortie de ce fleuve ne seront libres que pendant ce temps ; durant tout le reste on n'en pourra faire voile que par un vent d'est, et c'est précisément presque toujours le vent d'ouest qui y souffle ; de plus, l'inégalité de son fond obligera même les bâtimens marchands à se servir d'allèges pour le remonter, et les vaisseaux de guerre qu'on construira sur ses bords ne pourront le descendre que

sur des chameaux; enfin, les eaux de cette rivière pourissent les vaisseaux : tant d'inconvéniens feront, certes, plus que compenser l'avantage d'un port vaste assez, il est vrai, pour contenir trois cents vaisseaux, mais encore, à son entrée, obstrué de rochers et de sables incommodes, même dangereux. Quant à l'avantage commercial, il sera nul pour l'empire, puisque, favorisant le commerce de Pétersbourg, on ne fera que le ruiner à Archangel. Mais Pierre croit ce port plus propre que tout autre à rendre ses sujets marins, car c'est là principalement son but; il obligera bientôt ses boyards de lui fournir des vaisseaux tout équipés, tout armés; nouvelle et bizarre sorte d'imposition. En attendant, il ne permettra pas d'établir de pont sur la Néva; il voudra que les habitans de Pétersbourg ne puissent, au risque de se noyer, traverser cette rivière, comme lui, que dans des chaloupes à voiles; il les contraindra à braver la fréquence des naufrages.

Nouveaux succès des Russes.

Poursuivant le cours de ses avantages, Schérémétef s'empare d'Yama, désormais Yambourg. Il va ensuite mettre le siége devant Dorprat ou Derpt, et, détachant un de ses lieutenans, s'empare, avec des barques montées d'infanterie, d'une flottille de treize brigantins que les Suédois ont hasardée sur le lac Peipus, tandis que le feld-maréchal Ogilvi, nouvellement passé au service du tsar, investit Narva. Pierre imagine et met lui-même à exécution, contre un corps qui vient au secours de cette

dernière place, un stratagème dont le succès est complet. Il va ensuite activer l'attaque de Dorprat, s'en rend maître par capitulation, dix jours après son arrivée devant ses remparts, et revient sur-le-champ, par le lac Peipus, au camp de Narva. Cette place, comme Dorprat, ne tient pas long-temps contre la vigueur que sa présence imprime aux attaques : elle est prise d'assaut. Pierre, humain une fois, veut empêcher ses soldats d'exercer ce barbare usage improprement appelé droit, qui autorise le sac des villes dont la résistance a été poussée jusqu'au dernier terme. Il prescrit la modération, l'ordre même, et, pour se mieux faire obéir, parcourt en personne toutes les rues, suivi de son état-major. Deux soldats, qui n'ont pas craint de méconnaître sa volonté, tombent percés de son épée. Il entre alors, avec cette épée, à l'hôtel-de-ville, et, la déposant sur une table à la vue d'un grand nombre de magistrats et de bourgeois réfugiés dans ce lieu comme dans un asile : « Elle n'est pas teinte du sang des habitans, leur dit-il, mais de celui de mes soldats, que j'ai versé pour sauver le vôtre. » Ceci est un beau trait de la vie de Pierre.

Modération du tsar.

La prise de Narva est bientôt suivie de celle d'Ivangorod, qui se rend sans résistance.

Avant ces succès, Pierre a volé à la défense de sa nouvelle ville, menacée par le général Kraniort; a battu ce général, près de la Sestra dans la Carélie, et a ordonné, pour couvrir du côté de la mer l'ap-

proche de Pétersbourg, la construction d'un fort sur l'îlot ou rocher de Kotlin : lui-même en dessine le plan, et l'envoie à Mentschikof : ce sera Kronslot.

En vain les Suédois voudront plus tard (un an après) ruiner ce fort, et emploieront à ce but une flotte de trente-deux bâtimens : le colonel russe Tolbouzin les forcera d'abandonner avec perte cette entreprise.

L'issue glorieuse de cette campagne fut célébrée par un triomphe, le troisième depuis le commencement de la guerre. Pierre, désormais, usera fréquemment de ce moyen d'élever l'âme, et de fortifier la confiance de ses sujets.

Cependant Charles XII, sans s'inquiéter de succès qu'il méprisait, et dont il s'imaginait pouvoir arrêter le cours quand il le voudrait, poursuivait en Pologne sa marche victorieuse ; une grande partie de la noblesse, plus indignée de la conduite du primat que séduite par son exemple, désirait bien rester fidèle à Auguste, mais Charles, qui voulait détrôner ce roi, battait les troupes saxonnes en toute rencontre, à Klissova, à Poltavesk, et pénétrait dans la Prusse polonaise, où il prenait Thorn. Il provoquait l'élection d'un nouveau souverain, de Jacques Sobieski d'abord; puis, quand ce palatin eut été enlevé par le parti saxon et conduit à Leipsig, de Stanislas Leczinski, jeune magnat qui lui avait plu. La déchéance d'Auguste, déjà

proclamée au commencement de l'année, par une diétine tenue à Varsovie, fut confirmée le 14 avril, et, le 12 juillet, une poignée de gentilshommes élut Leczinski, repoussé par le vœu général et par celui du primat même (qui n'était d'accord avec Charles que dans la haine pour le prince saxon) d'un trône dont ses vertus le rendaient digne sans doute, mais où la violence, moyen toujours odieux, le plaçait.

Pierre n'abandonne pas son allié dans cette critique situation. Il renouvelle avec lui son traité d'alliance défensive; il veut continuer à lui envoyer les secours d'hommes et d'argent qu'il lui a jusqu'ici exactement fait parvenir. Cette conduite loyale du tsar est d'ailleurs conforme aux vues d'une saine politique. Il désire occuper son ennemi en Pologne, tandis que lui-même dirigera une attaque jusqu'au cœur de la Livonie. Malheureusement, pour pouvoir avec sécurité pénétrer dans cette province, il faut chasser les Suédois de la Courlande, et Schérémétef, qui l'entreprend, est battu complétement par Levenhaupt, qu'il est comme habitué à vaincre. Les Suédois font sonner haut cette victoire, qui pourtant ne leur est que d'une bien médiocre utilité. Le tsar lui-même amène à son général un renfort imposant, et cherche à le consoler de sa défaite. Il lui dit très-philosophiquement, « qu'une prospérité continue rend les hommes vains. » Trop faible alors

pour résister, Levenhaupt évacue le duché, sans plus combattre. L'occupation de Mittau fut signalée par un fait qui caractérise, sous le rapport des mœurs religieuses, les Russes de cette époque. Des soldats, chargés de s'assurer de la principale église, s'étant aperçus qu'on avait violé et dépouillé les tombeaux qui s'y trouvaient, refusèrent de prendre possession de ce temple, jusqu'à ce qu'un colonel suédois, pour lever leurs scrupules, leur eût donné une attestation écrite que la profanation était l'œuvre des troupes de sa nation.

L'activité de la guerre ne faisait point négliger au tsar le soin de l'administration intérieure de ses États. Il y attirait de diverses contrées de l'Europe, mais principalement de l'Allemagne, par l'appât de récompenses et une perspective d'avantages qui, à sa honte, ne furent que rarement réalisés, des artistes, des artisans, des cultivateurs; il y importait de la Silésie et de la Saxe des troupeaux de bêtes à laine destinés à soustraire prochainement la Russie à l'humiliante et ruineuse nécessité de tirer du dehors tous ses draps; il faisait chercher par des métallurgistes, et mettre en exploitation, des mines dont le produit pût alimenter l'activité de fabriques d'armes, de taillanderie et de quincaillerie, qu'il ordonnait d'établir dans diverses localités. Il fondait des gymnases où s'enseignaient les mathématiques et l'astronomie, sciences oubliées en Russie, où cependant, comme le prouvaient des ma-

nuscrits de l'antique bibliothèque patriarcale, elles avaient autrefois fleuri. Il ouvrait une maison de travail, destinée à servir à la mendicité de répression et d'asile. Il projetait, sur le plan d'un marchand nommé Sordioukof, d'ouvrir un canal de la Baltique à la mer Noire, de sa ville chérie à Azof, par la Néva, le lac Ladoga, le Volkhof, l'Ylmen, la Msta, la Tver (en creusant entre ces deux dernières rivières une communication) et, enfin, le Volga. Ce projet, souvent suspendu et souvent repris, n'a jamais eu une exécution complète et satisfaisante.

Le patriarche remplacé par un synode.

Le patriarche Adrien étant mort alors, Pierre prit ses mesures pour n'avoir plus à le remplacer. Son dessein était d'absorber dans son autocratie l'autorité dont avait joui ce pontife. Il donna au métropolite de Rezan et à un conseil de quelques autres prélats l'administration des affaires ecclésiastiques, mais avec injonction de se renfermer dans les questions purement spirituelles, et, d'ailleurs, de ne rien faire d'important sans sa participation.

Le tsar attaquait de toutes les manières les préjugés de ses sujets : il employait à les combattre jusqu'au ridicule. C'est ainsi qu'on le vit célébrer, à l'ancienne manière russe, les noces de son premier bouffon. Les hommes furent, dans le festin, sévèrement séquestrés des femmes; on n'y mangea que des mets arrangés selon la cuisine du vieux temps;

ou n'y but point de vin ; le tsar versait à pleins verres l'hydromel, ou une boisson fermentée, plus insipide encore, et disait ironiquement à ses courtisans, qui grimaçaient : « C'est ainsi que buvaient » vos ancêtres, les anciennes coutumes sont tou» jours les meilleures. »

Révolte d'Astrakhan, 1705.

Pierre, avec la nouvelle des derniers succès de ses troupes contre les Suédois, en apprit une moins agréable, celle de la révolte d'Astrakhan et de son district. Les habitans de cette ville supportaient impatiemment le changement forcé du costume national; ils objectaient leur pauvreté, qui leur rendait onéreuse et à quelques-uns impossible l'adoption instantanée de la nouvelle mode : le gouverneur n'avait aucun égard à ces raisons; au lieu de ménager les mécontentemens, il déploya une sévérité qui ne fit que les exaspérer. Bientôt le bruit se répandit que, pour compléter l'œuvre de ces réformes infernales, introduites en haine de la religion, le tsar allait retirer à ses sujets le droit de disposer de la main de leurs filles et de leurs sœurs, et les donner, de sa souveraine autorité, aux étrangers qui servaient dans ses armées. Sur-le-champ une foule de mariages s'improvisent; les noces qui les accompagnent donnent lieu à de nombreuses réunions; l'ivresse favorise les épanchemens, et monte les têtes. Un jeune raskolniki, du nom de Stenka, fils d'un strélitz, puni de mort dans les derniers troubles, est là pour fomenter ces

dispositions. Animé tout à la fois de haine contre le tsar et de zèle pour le culte, qu'il croit compromis par les innovations de ce prince, il provoque ouvertement à la rébellion les habitans et surtout les strélitz licenciés en grand nombre dans la ville. On éclate, on s'arme, on égorge le gouverneur, quelques officiers, tous les étrangers; on envoie demander aux cosaques du Don, du Térek, de l'Yaïk, leur assistance; on jure de mourir pour l'ancienne religion, comme si un changement de forme dans le vêtement l'avait pu mettre en danger. Malgré ce serment, les séditieux n'opposent à Schérémétef qu'une molle résistance, bientôt suivie de la soumission la plus complète. Trois cents des plus ardens, envoyés à Moscou, y subirent le dernier supplice.

Le faux bruit d'une nouvelle victoire des Suédois contre les Saxons et les Russes réunis vient enfin d'asseoir Leczinski sur le trône que lui veut faire occuper Charles XII. Auguste, qui a fui en Saxe, ne dispute plus ce trône que par l'exercice des attributions les plus futiles de la souveraineté; par la création d'un Ordre, celui de l'Aigle-Blanc, dont il trouve à peine à placer quelques cordons, tant les défections successives que cause l'adversité soutenue de sa fortune ont réduit le nombre de ceux qui lui demeurent fidèles! Pourtant il se rend au camp des Russes près de Tikatni : Pierre y est; il l'encourage, il lui fait hommage de drapeaux con-

quis par Mentschikof sur Stanislas, et remet en ses mains inhabiles une armée dont il ne saura pas se servir. En effet, à l'approche de Charles, qui s'avance pour bloquer Grodno, l'allié du tsar s'enfuit en Saxe. En même temps un corps saxo-russe, aux ordres de Schulenbourg, est complétement défait dans la grande Pologne par Reinschild, qui, usant en tigre de sa victoire, fait tuer à coups de baïonnettes et de piques, trois jours après la bataille, tous les prisonniers qu'il y a faits. Bientôt le roi de Suède lui-même, ayant, sans s'arrêter à la prière des souverains de France, d'Angleterre, de Danemark, de Prusse, de Bavière, ni de l'empereur, qui *laisse en se courbant passer cette tempête*, franchit les frontières de la Saxe, et parcourt en vainqueur cet électorat.

Pierre ne cherche pas à se soustraire aux obligations d'une alliance devenue onéreuse; au contraire, il vient de passer en revue ses troupes, de l'enceinte de sa nouvelle ville jusqu'à Kief, sur une ligne de plus de neuf degrés d'étendue; il en va diriger une partie, sous les ordres de Mentschikof, au secours de l'électeur-roi; mais celui-ci, dont l'âme est trop faible pour le poids de ses revers, s'est hâté de faire sa paix particulière; il s'engage à livrer à son vainqueur les Russes qu'il a en sa possession, et, ce qui est peut-être plus honteux, ce généreux défenseur des droits de la Livonie, Patkul, que ses vertus, autant au moins que sa

qualité de conseiller-privé de Pierre, eussent dû revêtir d'un caractère d'inviolabilité.

Tandis que le tsar échoue en personne au siége de Vibourg, qu'il a entrepris sans moyens suffisans, Mentschikof, plus heureux, défait complétement les Suédois près de Kalisch, fait prisonnier leur général Menderfeld, s'empare de leurs munitions, de leurs bagages et de toute leur artillerie. Auguste, qui tient encore secret son traité avec Charles, n'a pu se dispenser de contribuer avec ses Saxons à cette victoire, dont il court presque aussitôt demander pardon à ce prince dans Leipsig.

Pierre alors va faire un voyage en Pologne, pour y raffermir, non pas le parti d'Auguste, mais celui des opposans aux Suédois et à Stanislas. Il craignait que Charles ne vînt bientôt, du fond de la Saxe, attaquer la Russie, et il voulait lui susciter sur la route de nouveaux obstacles; en même temps néanmoins, il faisait, par l'entremise d'un ministre de France en Saxe, Besseval, des ouvertures de paix. Charles, toujours impérieux, déclarait qu'il ne traiterait de la paix que dans Moscou. C'était bien de la jactance. «Mon frère Charles, dit Pierre, »à qui l'on rapporta cette bravade, veut faire »l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un »Darius»; et effectivement.

Propositions de paix : orgueil de Charles XII.

Cette même année, l'infortuné Patkul, condamné comme transfuge à être roué vif, fut exécuté à Stockholm. Un officier suédois, de service

sur le lieu de son supplice, ne put supporter l'aspect des souffrances qu'il endurait, et pour les abréger lui coupa la tête. Charles, si l'on en croit Pierre Ier, punit de la dégradation cet acte d'humanité; et c'est d'un tel monstre que les écrivains ont loué les vertus! Quand il s'agit d'un meurtrier ordinaire, l'horreur du crime efface tout le mérite qu'il peut avoir d'ailleurs : pourquoi n'en est-il pas de même quand l'homicide est un souverain? N'est-ce pas que l'homme est le plus servile des êtres; ou que l'éclat de la puissance corrompt tout ce qui s'y applique, même le jugement?

Supplice de Patkul.

Tandis que Charles, enorgueilli de voir ses succès imposer à l'Europe entière, et lui en attirer les hommages dans son camp d'Alt-Ranstadt, laisse son imagination s'égarer complaisamment dans les chimères qu'elle enfante; tandis qu'il distribue à ses courtisans les dignités de l'empire russe; que ses lieutenans, luttant avec lui de suffisance, prétendent, à son exemple, qu'il suffira de coups de fouet pour « chasser, non-seulement de Moscou, » mais du monde entier, cette canaille russe », Pierre, sans s'effrayer, suspend pour un temps la surveillance qu'il exerce sur les travaux de Saint-Pétersbourg, toujours sa ville de prédilection, va à Moscou activer le ressort de l'administration générale, dont cette ville est encore le centre, en part pour la Pologne, inspecte sur sa route toutes les garnisons, toutes les troupes, arrive à Grodno, y poste quelques bataillons, et retourne sur ses pas

après avoir prescrit à ses généraux de se retirer, sans combattre, devant les Suédois, qui, ayant franchi la Vistule, s'avancent conduits par leur roi. Redoutable défensive, convenable à ces contrées peu populeuses, et qui, dans la suite, n'a que trop réussi contre un guerrier plus fort en moyens, en talens, en influence, que ne l'était Charles.

Bientôt ce prince conquérant a franchi la Bérézina. Une révolte de cosaques Donskoï semble l'avoir déterminé à pénétrer enfin en Russie. Cette révolte, qui a éclaté par le meurtre, s'éteindra sous peu dans le sang; mais le monarque suédois compte sur la coopération de Mazeppa, cet attaman des hordes ukrainoises, que Galitzin a donné pour successeur à Samoilovitch. Mazeppa, soit haine et, comme on l'a prétendu, crainte que lui inspire le tsar; soit penchant à favoriser la cour de Varsovie, séjour de ses jeunes années, et dessein de replacer sous la protection de cette cour le pays qu'il gouverne; soit ambition propre enfin, et espoir de se former de ce pays une souveraineté indépendante (car on a attribué sa conduite à tous ces différens motifs), Mazeppa, vieux déjà et valétudinaire, médite de se soustraire à la suzeraineté de la Russie, et c'est sur la foi des promesses qu'il a prodiguées que Charles s'enfonce vers l'Ukraine, d'abord sans autre obstacle que le froid, la disette, le mauvais état des chemins, qui l'obligent à quelque séjour en Lithuanie, ensuite, malgré de légers

Mazeppa.

combats, dont il sort le plus souvent victorieux, mais toujours inévitablement affaibli.

Pierre, depuis Smolensk, côtoie son ennemi, que devancent, en se retournant de temps à autre pour lui faire tête, Schérémétef, Repnin, et Mentschikof, depuis peu feld-maréchal et prince. Il le voit avec plaisir se détourner de Moscou, et tendre vers l'Ukraine; du reste, il ne pénètre point encore le motif de cette marche. Bientôt il apprend que Levenhaupt amène à Charles un secours de seize mille hommes; il vole lui-même au devant pour l'intercepter. Les Suédois apparaissent à Lesno, sur les bords de la Soja. Pierre, qui, s'il en faut croire ses Mémoires, n'a que onze mille combattans, a bientôt fait ses dispositions : il place derrière ses lignes des cosaques, avec ordre de tirer sur quiconque fuirait, fût-ce lui-même. L'ennemi, trois fois rompu, trois fois rallié, se disperse, plus de moitié détruit; il perd sa caisse, ses bagages, un grand nombre de drapeaux et une partie de son artillerie : telle fut l'issue de la bataille de Lesno, *la mère de celle de Pultawa*, pour me servir de l'expression de Pierre lui-même.

Bataille de Lesno, 28 octobre 1708.

Tandis que divers généraux de Charles sont successivement battus en Ingrie, ceux qui combattent sous ses yeux n'éprouvent guère une fortune plus favorable. Rozen a été près de la Napa, au combat de Dobro, vaincu par le feld-maréchal Galitzin, qui (générosité rare parmi les Russes de

cette époque!) ne réclame d'autre prix de sa victoire que la grâce de son plus mortel ennemi. Le roi de Suède en personne se voit disputer vigoureusement par Gordon le passage de la Desna. Bientôt Mazeppa, obligé de s'éloigner des cosaques ukrainois, qui, malgré leur haine contre les Russes, ne veulent ou n'osent point partager sa défection, dépouillé de toute puissance et de tout crédit, vient, suivi seulement de quelques centaines de complices, chercher dans le camp suédois un asile. Ainsi, tout espoir d'être assisté, secouru, est perdu pour Charles; c'est à lui maintenant de protéger, de rétablir Mazeppa, s'il le peut; mais sa position est affreuse; ses forces sont étrangement réduites; il se trouve loin de toutes ses ressources, dans un pays désert, difficile, au milieu de peuples d'une foi mouvante, comme vient de le lui prouver l'exemple de Mazeppa. C'est pourtant ce moment que Pierre choisit pour lui proposer la paix; il ne demande que de conserver l'Ingrie et le précieux port de Saint-Pétersbourg, qui déjà lui a tant coûté. Pour Narva, il offre des équivalens; mais Charles rejette tout; il semble, dans son orgueil, qu'il croie pouvoir commander même à la fortune. En vain les commencemens du fameux hiver de 1709 décimaient ce qui lui restait de troupes, il s'obstinait dans son dessein. Il ne désespérait pas encore d'entraîner à la rébellion les cosaques de l'Ukraine; les Tatars le pouvaient se-

courir, et Mazeppa lui présentait Pultawa comme le terme de la disette qu'il souffrait. La prise facile de Gaditch et de Veprin devint un leurre qui le fit persister à vouloir pénétrer de plus en plus dans l'Ukraine.

Enfin il arrive devant Pultawa et en forme aussitôt le siége. Un renfort, favorisé par une fausse attaque habilement combinée par Mentschikof, entre dans la place à la vue des assiégeans; Charles ne peut dans sa surprise que s'écrier : « Nous avons appris » aux Russes l'art de faire la guerre. » Les Suédois éprouvent encore d'autres échecs; un colonel russe détruit sans obstacle la principale résidence des Zaporogues, leurs seuls auxiliaires dans cette contrée. Arrive bientôt le tsar, qui était allé organiser à Azof et à Tangarok les moyens d'intercepter les secours des Tatars de la Crimée; sa présence devient l'occasion de nouveaux succès. Cependant, sûr d'obtenir du temps la victoire, il voudrait éviter les engagemens sérieux, toujours meurtriers, mais un billet, que les assiégés lui ont fait parvenir au moyen d'une bombe non chargée, lui apprend que les munitions vont leur manquer. Cette circonstance le détermine à une action décisive. Il s'y dispose, à la grande satisfaction des Suédois, dont un corps commence dès le matin heureusement l'attaque, mais, pour avoir poussé trop loin ses avantages, se trouve compromis. A neuf heures l'engagement devient général; on est au 27 juin :

Bataille de Pultawa, 27 juin 1709.

Charles, qui, il y a deux jours, a reçu dans la cuisse un coup de feu qui lui rend insoutenable le mouvement du cheval, se fait porter de rang en rang sur un brancard, le pistolet au poing. C'est en vain qu'il fait et inspire aux siens, par ses exhortations et par son exemple, des prodiges d'une valeur désespérée; en moins de deux heures l'armée suédoise est battue sur tous les points, mise en fuite, anéantie ; ce qui a échappé au carnage du champ de bataille se rend bientôt à Mentschikof: Charles, Mazeppa, deux à trois cents cavaliers parviennent seuls à gagner le territoire de la Porte.

Pierre, au comble de la joie, remercie par une proclamation ses soldats du succès qu'ils viennent de lui procurer. « Je vous salue, leur dit-il, enfans » les plus chers de mon cœur, ô vous que j'ai formés » à la sueur de mon front, enfans de la patrie et qui » lui êtes aussi indispensables que l'âme au corps » qu'elle anime! » Il écrit à Apraxin : « Grâce au » ciel, voilà la pierre fondamentale de Saint-Pétersbourg solidement fondée; je crois que nous en » resterons maîtres, ainsi que de son territoire. »

L'artillerie russe a surtout contribué à cette victoire. Le tsar a payé de sa personne, comme l'attestent son chapeau et la selle du cheval qu'il montait, tout criblés de balles. Fidèle à son système de donner l'exemple d'une ascension progressive et motivée des échelons de la hiérarchie, il se fait accorder, pour récompense de sa conduite, le grade

de général-major et celui de contre-amiral.

La bataille de Pultawa fit passer du côté de Pierre toute l'influence politique et une partie de la considération dont avait joui Charles XII. Les ministres des autres souverains le félicitèrent, comme naguère ils avaient félicité ce dernier dans son camp d'Alt-Ranstadt. Celui de George Ier le salua, au nom de son maître, du titre de *très-haut et très-puissant empereur*. La Hollande doit suivre cet exemple : à quoi tient cependant la durée des plus hautes fortunes ! « Sans la victoire de Pultawa, Pierre, dit l'anglais Perri (1), était détrôné ; tout était mûr pour la rébellion, même au sein de la capitale. »

Le tsar se livrait toujours par accès à l'influence de son caractère et de son éducation despotiques. Vers le temps dont je parle, il demandait à la Grande-Bretagne le châtiment de plusieurs fonctionnaires qui, conformément aux lois de leur pays, avaient fait emprisonner pour dettes un de ses ministres ; le cabinet de Saint-James, déterminé sans doute par des vues d'intérêt mercantile, fit déclarer que les coupables avaient été condamnés à la prison et au bannissement. Il n'en était rien, il est vrai, mais n'y avait-il pas à le dire au moins de la faiblesse ?

Charles, qui a d'abord à peine obtenu, sur le sol

(1) State of Russia.

ottoman, l'hospitalité, rejette encore, du sein de son humiliation, les propositions de paix que lui fait son ennemi vainqueur, propositions que pourtant il a semblé provoquer. Fier et présomptueux, il a conçu l'espoir d'armer le sultan contre le tsar; de tirer de son malheur même de nouvelles forces, un allié puissant, et de faire de son asile un camp d'attaque. Pierre, gémissant de cette obstination insensée, s'écrie alors, qu'au moins il ne sera coupable devant Dieu ni devant les hommes des calamités qui pourront encore arriver.

Bientôt Charles, contre toute raison et contre toute possibilité même, doit ordonner à son général Krassof, retiré en Poméranie avec Stanislas, que les Russes réunis au parti renaissant d'Auguste ont forcé d'abandonner le trône, de reprendre l'offensive, et de rentrer en Pologne.

Le tsar court à Torn, à Marienbourg, et fait un traité d'alliance défensive et offensive avec les rois de Pologne, de Prusse, de Danemark, auxquels il déclare en même temps qu'il se réserve exclusivement les conquêtes qu'il a faites sans leur assistance. L'empereur lui-même, la Hollande, l'Angleterre et la Diète germanique prendront sous leur garantie la neutralité de l'Allemagne, interdisant ainsi à Krassof toute invasion dans la Saxe, et, imprudemment peut-être, favoriseront ainsi l'accroissement déjà alarmant de la puissance russe. Pierre, sur le chemin de son retour, or-

donne, en Livonie le blocus de Riga, à Saint-Pétersbourg, la construction d'un vaisseau de cinquante-quatre canons, *le Pultawa*, le premier qu'on y aura construit, et va ensuite à Moscou diriger une entrée triomphale, plus brillante que toutes celles dont il a jusqu'alors donné le spectacle. Les drapeaux, l'artillerie, les bagages pris sur l'ennemi sont long-temps à défiler entre les deux régimens des gardes; mais, dans tout cet attirail, l'esprit ne voit que le brancard de Charles XII, ramassé en débris sur le champ de bataille. Pierre ne figure dans cette pompe qu'à son rang de général-major (1). Bientôt il ira assister à la prise de Vibourg, capitale de la Carélie, dont le siége a été conduit par l'amiral Apraxin. Il eût mieux fait, dans l'intérêt de sa gloire, de n'y point paraître, puisqu'il ne s'y présente que pour enfreindre la foi jurée, et pour retenir prisonniers de guerre, contre la teneur de leur capitulation, quatre mille soldats suédois. Les perfidies pareilles de leur gouvernement ne justifient pas assez ces représailles.

En même temps Schérémétef conquérait Riga, dont la reddition était hâtée par la famine et par les maladies qu'elle engendre. Dunamund, Pernof, Kexholm, Arensbourg, Revel, étaient pris; la Livonie entière se trouvait conquise, comme l'avaient été l'Ingrie et la Carélie : le

(1) Ce grade répond à celui de maréchal-de-camp.

tsar occupait souverainement ces trois provinces.

Il était poussé par son zèle pour la civilisation de ses sujets à pénétrer le plus possible dans les relations des autres États de l'Europe; c'est dans ce but que vers ce temps il donnait en mariage au duc de Courlande l'une des filles de son frère Ivan, et devait faire épouser à l'autre un prince de Mecklembourg, dont il espérait, dit-on, d'acheter le patrimoine au prix de la Livonie et de la Courlande. C'est dans ce but encore que, s'il en faut croire des Mémoires manuscrits que j'ai déjà cités, il faisait offrir à l'empereur de lui fournir pour la guerre de la succession d'Espagne un secours de vingt-six mille hommes, à la seule condition d'être fait prince du Saint-Empire, et d'avoir voix à la diète. Peut-être allait-il effectivement prendre part à cette guerre, quand des menaces d'hostilité de la part de la Turquie vinrent circonscrire son attention sur ses propres États, ou au moins la détourner des querelles de l'Occident vers celles dont l'agitation du Divan lui faisait présager l'approche.

Charles, grâce aux instances du ministre français à Constantinople, M. Désalleurs, et surtout à l'active et insinuante activité d'un Polonais attaché à sa fortune, Poniatowski, père d'un roi futur, avait enfin déterminé Achmet III à déclarer la guerre à la Russie. Le principal fruit que le tsar se proposait de l'abaissement de son redoutable ennemi, avait-on dit à ce sultan, c'était de pouvoir, à la fa-

veur de la sécurité qui lui serait laissée du côté de la Suède, faire la conquête de la Crimée, peut-être même des plus riches contrées de l'empire ottoman et de sa capitale. Maître d'Azof, de Tangarok et de toute la côte de ces parages, le souverain russe n'attendait pour commencer à exécuter ses desseins que l'achèvement d'une flotte nombreuse qu'il avait en construction dans ces ports. Achmet, entraîné par ces considérations, tout au plus spécieuses, rompit, le 20 novembre 1710, la trève de vingt-cinq ans conclue par son prédécesseur, et que lui-même avait confirmée. Pierre, qui avait donné à son ambassadeur, le boyarin Tolstoï, des instructions toutes pacifiques, fut surpris et fâché de cette résolution : même après qu'elle lui fut connue, il fit, mais vainement, auprès du sultan des démarches pour en obtenir que la guerre n'éclatât pas. Cependant il ne s'est pas laissé prendre au dépourvu. Peu de temps après Pultawa, il avait organisé sur un pied respectable ses forces régulières. Il compte soixante-quatorze régimens d'infanterie, vingt-quatre de cavalerie, et près de soixante mille soldats de garnison. Il peut donc, après avoir rassemblé ses hordes de cosaques et ses milices, entrer sans crainte en campagne. Mais, avant de partir pour aller diriger lui-même l'emploi de ces ressources, il a résolu d'épouser avec solennité et pompe Catherine, cette jeune fille, faite prisonnière en 1702 dans Marienbourg, et qui, si l'on en croit Lévesque, unie à

lui dès 1707, par un mariage secret, lui a déjà donné, en 1708 et 1709 deux enfans destinés, sous les noms d'Anne et d'Élisabeth à prendre rang dans l'histoire.

Mariage du tsar avec Catherine, 1711.

Catherine justifiait par de hautes qualités, et avait mérité par des soins assidus et des services réels, cette faveur du tsar; compagne de ses fatigues plus que de ses plaisirs, elle le suivait dans les excursions lointaines, au sein des camps et sur les mers. Pierre sentit que c'était la femme qui convenait à son activité, à son génie, à son caractère, et il eut le courage de l'élever à lui.

Le jour de la publication de son mariage, il part avec elle pour la Pologne, dont le roi, malgré sa bonne volonté, ne peut, enchaîné qu'il est par la diète, lui donner aucun secours. Il compte sur celui des hospodars de la Moldavie et de la Valachie, ainsi que sur la rébellion des peuples de ces deux contrées, auxquels d'adroits émissaires, l'évêque de Jérusalem entre autres, réveillant l'ancienne tradition que les Grecs et les Slaves seront délivrés par une nation rousse, présentent l'appât d'un prochain affranchissement : vain espoir ! Des deux hospodars celui de Moldavie, le prince Démétrius Cantémir, lui fut seul fidèle; mais, malheureusement, autre Mazeppa, il n'entraînait presque personne dans sa défection. Pierre cependant, toujours suivi de sa nouvelle épouse, obstinée à ne le point quitter, avait joint son armée, qui, depuis qu'elle s'était éloi-

gnée du Dniester, se fondait, pour ainsi dire, par l'influence meurtrière d'un climat inaccoutumé. Déjà, en outre, le manque de vivres, suite de la dévastation de la contrée par des nuées de sauterelles, se faisait sentir. On avait franchi le Danube pour aller, sur le conseil de Cantémir, s'emparer des magasins que les Turks avaient près d'une rivière appelée la Sireth : l'armée, encouragée par la présence de la tsaritse, qui la précédait à cheval, quelquefois même à pied, suivait, confiante, les bords du Pruth. Tout à coup il se répand que les Ottomans, à qui l'on pouvait avec avantage disputer le passage du fleuve, viennent de l'effectuer. Cet avis, qu'a donné sur la vue d'un détachement turc Janus, général russe, envoyé en observation avec son corps, fait qu'on laisse à l'ennemi le temps de passer réellement; déjà la force et l'énergie manquaient aux troupes russes pour pousser jusqu'au Sireth. Le tsar prit le parti de rétrograder jusqu'à ce qu'on trouvât une position favorable pour y combattre; une attaque que dirigea contre son arrière-garde le grand visir Mehmet, au mépris des conseils temporisateurs de Poniatowski et du général Spar, qui l'accompagnaient, et qui jugeaient plus sûr de laisser les Russes se consumer d'eux-mêmes dans les privations, fut vigoureusement repoussée : elle coûta à l'armée turque sept mille hommes. Mais qu'était-ce sur une masse de deux cent soixante-dix mille combattans réunis sous ses étendards? La poursuite n'en fut pas moins

active, jusqu'à ce que les Russes, acculés dans la position la plus désavantageuse, sans presque de munitions, sans vivres, accablés du climat, dévorés par la soif, manquant d'eau tout près d'une rivière dont de foudroyantes batteries les repoussent, s'arrêtent consternés. Leur tsar a mesuré l'étendue du péril; il rédige une dépêche à ses sénateurs; ce sera sa procuration s'il n'est que pris, son testament s'il doit périr. Il les exhorte à ne pas se laisser abattre par sa captivité, si le destin veut qu'il subisse ce malheur; de continuer à régir l'État d'une main ferme et dans la direction qu'il a imprimée à toutes choses; de n'obtempérer à ses ordres qu'après les avoir sévèrement examinés, de négliger ceux qu'ils jugeraient désavantageux à la Russie, et que l'impatience des rigueurs de sa situation pourrait lui arracher; enfin, de lui donner, si cela paraissait absolument nécessaire, un successeur de son vivant : étant prêt à faire, en faveur d'un plus heureux, et sans égard à la naissance et au rang, pourvu seulement qu'il fût capable, le sacrifice de ses droits. Le porteur de ce message passa heureusement à travers les bataillons musulmans.

Pierre, après avoir rempli ce devoir, car c'en est un à ses yeux et pour son cœur, se livre au plus violent désespoir : cette civilisation à peine commencée, cet empire qu'il tirait du chaos; ce peuple nouveau, ouvrage de son génie et, avec cela, son

avenir historique, sa gloire, tout enfin s'abîmait dans le gouffre creusé par un seul revers; et ce revers était de sa faute, était le fruit d'une imprévoyance contre laquelle l'exemple de Charles XII eût au moins dû le prémunir.

Pourtant une lueur d'espoir lui reste; le courage exalté peut se faire jour à travers ces masses de barbares, innombrables, mais peu disciplinées. Il donne à ses généraux l'ordre de se préparer pour le lendemain à une attaque désespérée.

Il s'enferme ensuite dans sa tente, et bientôt tombe dans des convulsions, qui, toutes les fois qu'il éprouve de fortes émotions, ne manquent point de le saisir. Il a défendu que personne, fût-ce même son épouse, ne pénètre jusqu'à lui. Catherine ose éluder cette défense. Elle met en défaut la vigilance des gardes, et parvient à s'introduire dans la tente, en coupant les cordes qui en fixent au sol l'extrémité. Elle calme son époux, l'amène à parler paisiblement de sa situation, le détermine à envoyer demander la paix. Sur-le-champ elle ramasse le peu de bijoux qu'elle possède, son argent, celui des principaux officiers; elle en forme les présens, accompagnement obligé de toute demande d'audience au sultan ou à ses délégués. Suit une lettre de Schérémétef au grand visir pour lui demander à capituler. Mais en même temps on se montre disposé à recourir de suite aux armes, si une réponse favorable et prompte n'est

accordée ; et cette réponse tardant un peu, on fait une démonstration d'attaque. Moitié esprit de modération, moitié crainte de voir s'échapper de ses mains un succès assez beau déjà, le visir ordonne aussitôt une suspension d'armes, qui, au bout de quelques jours, est suivie de la conclusion d'un traité de paix. La persistance du visir à demander qu'on lui livre l'hospodar de Moldavie a été sur le point de rompre les conférences ; l'âme du tsar s'est révoltée à l'idée de la trahison qu'on a osé lui proposer : « J'abandonnerai plutôt aux Turks, » a-t-il dit avec feu, « tout le terrain qui s'étend » jusqu'à Kursk ; il me restera l'espérance de le re» couvrer : mais la perte de la foi est irréparable; je » ne puis la violer : nous n'avons en propre que » l'honneur ; y renoncer, c'est cesser d'être mo» narque ! » Heureusement le ministre musulman se désista de son exigence sur ce point délicat ; il se contenta d'obtenir la restitution d'Azof, et la destruction de tous les travaux maritimes ou de fortification commencés le long des côtes de la mer Noire.

Traité de Falksen ou du Pruth : juillet 1711.

Lévesque pose en question si une bataille n'eût pas été plus avantageuse aux Russes que la capitulation qu'ils obtinrent : il cite l'exemple postérieur de Romanzof, qui avec dix-sept mille Russes battit cent cinquante mille Ottomans par qui il était enfermé : mais la situation de Romanzof était loin, sous plusieurs rapports, d'être aussi critique que celle du tsar :

ce général ne manquait pas absolument de munitions, et Pierre n'en avait que pour charger trois fois son artillerie ; bien plus, la supériorité de tactique et de discipline des troupes russes sur les troupes turques n'était pas alors, à beaucoup près, ce qu'elle a été sous Catherine. En supposant, comme le prétend encore le même écrivain, que les janissaires fussent découragés, ce qui, dans la position avantageuse où ils se trouvaient, n'est pas concevable, il restait assez des Tatars, des spahis et des autres troupes pour écraser les Russes; car ceux-ci, réduits à trente-cinq mille hommes, voyaient toute leur cavalerie démontée, conséquemment sans emploi. En vain un renfort leur venait à marches forcées de la Pologne ; en vain, plus près d'eux, le général Renn prenait vers le Danube la ville forte de Brahila ; manquant de vivres et d'eau depuis plusieurs jours, il leur fallait le lendemain se dégager ou mourir. Pierre, en capitulant, ne faisait que suspendre sur un point seulement (les côtes de la mer Noire) l'exécution de ses vues, et il restait libre de les suivre sur tous les autres ; vaincu et, par suite, presque inévitablement tué ou prisonnier, tout pour lui périssait : projets d'agrandissemens, communications maritimes et commerciales, civilisation, gloire, enfin tout.

Charles, que son orgueil a empêché de suivre les opérations d'une armée dont il n'a pu obtenir la direction, accourt de Bender, aussitôt qu'il

sait qu'il est question d'un accommodement; il le trouve conclu : furieux, il entre dans la tente du visir, et l'accable de reproches : celui-ci lui répond avec calme, par cette maxime de sa religion, « qu'on doit être indulgent pour son ennemi » vaincu » ; mais, dit Charles, vous pouviez faire prisonnier le tsar et toute son armée. « Et si j'avais » pris le tsar, réplique le flegmatique et mordant » musulman, qui aurait gouverné son empire? Il » n'est pas bon que tous les rois sortent de chez » eux. » Charles alors, pour dernier outrage, déchire de ses éperons la tunique du visir, et sort.

Les Russes cependant continuaient en Pologne leurs avantages. Quinze cents Suédois, Polonais, Cosaques, Tatars, du parti de Stanislas avaient été battus complétement et dispersés. Le rival d'Auguste, désespérant enfin lui-même de sa cause, assemble ceux des généraux de son protecteur qui défendent la Poméranie; il leur dit qu'il est déterminé « à sacrifier sa couronne et ses propres » intérêts à la conservation de la personne sacrée de » leur roi; ne voyant pas humainement d'autre » moyen de le retirer de l'endroit où il se trouve. » En même temps il part pour aller joindre Charles, qui, toujours en Turquie, persiste dans l'espoir de vaincre par son obstination l'apathie musulmane.

Que fait le tsar pendant ce temps? Il recrute par des levées nouvelles ses armées affaiblies : ses forces personnelles ont, tout comme celles de son

empire, souffert du funeste échec de Pruth; il va aux eaux de Carlsbadt pour tâcher de les rétablir. Il revient par Dresde et préside dans Torgau à l'union du tsarévitch Alexis (ce fils qu'il a eu d'Eudoxe) avec une princesse de Volfenbutel, belle-sœur de l'empereur Charles VI; il inspecte dans la Prusse polonaise ses troupes aux ordres du général Bauer, et, de retour à Saint-Pétersbourg, active les constructions les plus importantes de cette ville nouvelle, celles de l'amirauté, des magasins du port, d'une fonderie de canons. Dans cette enceinte, où déjà s'élèvent des palais, la demeure du souverain est une maison de bois, presqu'une cabane. Les Russes l'ont religieusement conservée, et ils la montrent encore aujourd'hui avec une sorte d'orgueil aux voyageurs étrangers ou nationaux qui voient pour la première fois leur capitale. Elle est là comme pour accuser le faste des monumens qui l'entourent.

Mariage du tsarévitch Alexis, 1711.

Les boyards, les okolnitchié, les doumnié-dvoriané, les dumnié-diaki, furent obligés de prendre les titres de présidens, de conseillers, etc. C'était encore une atteinte aux anciens usages, une nouvelle plaie à la superstition des stationnaires : c'est à peu près tout ce que le tsar fit, vers ce temps, de changement dans les formes administratives; il était alors trop préoccupé des intérêts de sa politique.

Le roi de Danemark venait de prendre la ville maritime de Stadt dans le duché de Brémen, et il

projetait, de concert avec celui de Pologne, le siége de l'importante place de Stralsund, la clef de toute la Poméranie. Mais les forces dont disposent les deux souverains ne suffisent pas pour cette entreprise, et ils manquent surtout d'artillerie; Pierre à leur demande leur envoie, sous la conduite de Repnin, un renfort en pièces de siége et en soldats.

Cependant il a appris que, tout en usant de ses secours, ses alliés songent à le priver de sa part des bénéfices de leurs conquêtes; indigné, il se rend avec son épouse en Poméranie, dans le but de leur imposer par sa présence : il les trouve devant Stettin; la mauvaise volonté, les lenteurs, les tracasseries, font perdre en vaines opérations toute la campagne. Le tsar se rend encore cette année à Carlsbadt, d'où il part bientôt pour le Mecklembourg, quand on lui a dit que le général suédois Steinbock a pénétré dans ce duché; il l'y suit; déjà il n'est plus avec ses troupes qu'à trois milles du camp des alliés, qu'il prie d'attendre sa jonction avant d'en venir aux mains avec les Suédois. Mais le roi de Danemark, craignant qu'il ne vienne lui ravir la gloire d'un succès qu'il regarde comme assuré, se hâte d'engager une bataille, et est complétement défait. Steinbock, le plus féroce des généraux de Charles XII, usa cruellement de sa victoire. Il brûle, pendant la nuit, la petite ville d'Altona, marchande et sans défense. Les habitans ou expirèrent dans les flammes ou périrent de froid aux

Bataille de Gadebusch 10 septemb[re] 1712.

portes d'Hambourg, inhumainement fermées à leur infortune; déplorable effet de la jalousie qu'a inspirée aux avares Hambourgeois leur prospérité naissante!

Pierre, dont les troupes n'ont point été entamées, puisqu'elles n'ont point donné, suit dans le Jutland le général suédois, et s'empare de Frédéricstadt. Steinbock demande et obtient un refuge dans la place holstenoise de Toningen, où bientôt les maladies, la famine, les combats journaliers, la désertion, réduisent ses forces, et l'obligent à capituler. Il doit finir dans la captivité ses jours souillés de sang; trop faible expiation encore de ses cruautés!

Conquêtes de Pierre et de ses alliés, 1712 et 1713.

Pierre était allé à Saint-Pétersbourg organiser de nouveaux moyens d'attaque contre la Finlande, laissant à Mentschikof et au roi de Danemark le soin de presser Steinbock. Le monarque danois mit dans la place une garnison de ses troupes, et s'appropria définitivement le Holstein-Slesvick, déjà en séquestre dans ses mains.

Cependant plusieurs places, entre autres Stettin et Vismar, allaient infailliblement tomber au pouvoir des coalisés. On crut avoir trouvé un moyen de conjurer ce malheur : ce fut de mettre ces deux villes sous la protection du duc de Holstein; et, comme ce duc, enfant en bas âge et dépouillé lui-même d'une partie de ses États, était hors d'état de rien garantir, de les donner en même temps en

séquestre au roi de Prusse avec la condition que la garnison en serait moitié prussienne, moitié holstenoise, et qu'elles seraient restituées au roi de Suède, à la première réquisition. Il ne fallait pour l'exécution de ce plan que l'assentiment du roi de Prusse : on l'obtint.

Mais le gouverneur de Stettin, le général Meyerfeld, s'obstina à ne vouloir rendre cette place que sur un ordre de son souverain; Mentschikof en fit le siége, la prit, et la mit en séquestre dans les mains du roi de Prusse, pour garantie des sommes que ce prince avait avancées à la Russie.

Charles XII, pendant ce temps, continuait auprès du gouvernement turk ses instances. Elles étaient fortement appuyées par le khan de Crimée, mécontent de la dernière paix, qui lui avait ravi la plus belle occasion de pillage. Tous deux ne cessent de répéter ou de faire répéter que les Russes, infidèles exécuteurs du traité qui les a sauvés d'une ruine complète, diffèrent la remise d'Azof, et, tout en faisant raser de petites places sans importances, laissent subsister, contre l'engagement qu'ils ont pris de les démolir, les fortifications de Tangarok. Achmet se laissa de nouveau entraîner à déclarer la guerre. Mais en même temps, voulant que Charles cessât de lui être un inutile allié, et opérât du côté de la Suède une diversion, il résolut d'obtenir de gré ou de force que ce prince quittât sa retraite. Ceci n'entrait pas dans les vues du roi suédois, qui eût souhaité de

diriger personnellement contre les Russes les forces du croissant. C'est une circonstance bien digne de remarque que le sultan n'eût pas encore daigné honorer d'une audience un prince qui s'était acquis autant de réputation que Charles XII : celui-ci réclamait cette faveur; il refusait de partir sans l'avoir obtenue. Tant d'obstination révolta l'orgueil d'Achmet; il donna ordre d'employer, s'il le fallait, la violence, pour contraindre à obéir cet hôte impérieux, cette *tête de fer*, comme l'appelaient les janissaires, et enfin, s'il résistait, de l'amener à Andrinople mort ou vif. Mais Charles n'était pas homme à céder à la menace; il se défendit dans sa maison avec les gens de sa suite, jusqu'à ce que le nombre et la persistance des assaillans l'eussent accablé. Lui et les siens, animés de son courage, ou plutôt de sa folie, s'étaient battus en désespérés; on eût dit que l'hospitalité était, à leurs yeux, un bien qui se pût conquérir. Charles, forcé de remettre son épée, traité en prisonnier, fut sévèrement gardé, d'abord dans la forteresse de Bender, ensuite dans d'autres châteaux. L'ambassadeur de France fit enfin apporter à sa captivité quelque adoucissement; mais telle était la ténacité de ce prince qu'il n'eût pas voulu, même alors, retourner dans ses États. Le sultan, cependant, éclairé par tant d'extravagance, mettait plus de lenteur dans ses apprêts de guerre contre la Russie; une complète satisfaction de la part de

cette puissance et l'intervention des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande prévinrent les hostilités. La paix du Pruth fut confirmée, et la bonne intelligence entre les deux cours se rétablit pour long-temps.

L'ambassadeur d'Angleterre avait, vers cette époque, proposé, mais sans aucun succès, aux belligérans, de circonscrire aux hostilités un théâtre au delà duquel il n'eût pas été loisible de les porter. Les coalisés auraient abandonné la Poméranie suédoise, et les Suédois, en retour, se seraient interdit d'attaquer les États d'Allemagne. Du reste, on devait garantir aux puissances neutres la plus complète sécurité.

Le tsar cependant destinait à une descente en Finlande la campagne de 1713. Sa flotte, dès les premiers jours du printemps, se met en mer sous le commandement d'Apraxin : lui-même y sert en qualité de contre-amiral. Les troupes de débarquement, mises à terre sans obstacle près d'Helzingfors, s'emparent de cette ville, incendiée à leur approche par son gouverneur, entrent dans Borgau, trouvent Abo évacué, n'éprouvent nulle part de résistance, et, conquérantes sans combat, envahissent et dominent toute cette côte. Invasion et conquête de la Finlande, 1713.

Pendant le cours de cette expédition, Pierre était allé visiter au port de Cronslot huit vaisseaux qu'on lui envoyait des chantiers de la Grande-Bretagne. Il avait encore fait un voyage à Saint-Pétersbourg,

pour y recevoir une ambassade du schah de Perse; ne trouvant rien à faire en Finlande, il revient encore dans sa ville favorite pour donner de plus près ses soins aux travaux qui doivent l'embellir.

En son absence Apraxin continue ses succès, et étend ses conquêtes. Il va pour attaquer le poste de Tavasthus, la clef de la Bothnie : les Suédois ne lui laissent que la peine de l'occuper. Ils ne font de résistance que dans une position forte sur la Pelkin; l'eau dont ils sont ceints de tous côtés comme d'un rempart n'arrête point les Russes: tantôt traversant à la nage, tantôt se faisant avec des planches, ou de simples branches d'arbre, des ponts fragiles, ceux-ci arrivent sur les batteries de l'ennemi, qui dès lors prend la fuite. Ce fait d'armes, qu'a dirigé Galitzin, prépare, pour la campagne suivante, la prise de Vasa.

Cependant la cour de Vienne aurait voulu faire cesser cette guerre opiniâtre, du moins par sa durée. Craignant de lui voir de nouveau promener ses ravages dans l'Allemagne, elle invita les belligérans à envoyer des plénipotentiaires à Brunswick, pour y traiter d'une paix dont tous sentaient la nécessité. Les Suédois la désiraient plus que les autres, et la sœur de Charles XII, la princesse Ulrique Eléonore, appelée par le sénat de Stockholm à le présider, s'était vue forcée à promettre à un peuple tout près de la révolte la prochaine convocation d'une diète pacificatrice; mais Charles, plus

inflexible encore dans sa captivité qu'au faîte de sa puissance, persistait à demander la restitution de tout ce que lui avaient enlevé les coalisés, et ne voulait qu'à cette condition entrer avec eux en négociation. Cette obstination paralysait tout l'effet qu'on avait attendu des conférences de Brunswick. Le tsar trouvait à cela l'avantage de pouvoir colorer d'une apparence de nécessité la continuation de ses faciles acquisitions. Déjà il se prépare à ouvrir la campagne de 1714; une loi qu'il vient de rendre sur la plainte faite par le sénat qu'un grand nombre de gentilshommes se cachent pour échapper à l'obligation de porter les armes assure davantage encore le recrutement de ses armées. Tout noble de dix à trente ans qui négligera de se faire inscrire sur les registres publics tenus à cet effet perdra, pour ce seul fait, la propriété de ses biens, et la verra passer à son dénonciateur, fût-ce son esclave. Cependant c'est de marins plus encore que de soldats que Pierre se dispose à faire usage. Les Suédois n'ont, pour ainsi dire, plus d'armée; mais une flotte leur reste, et c'est de cette flotte qu'il ambitionne de triompher. Avant d'aller à sa rencontre il reçoit et satisfait l'envoyé du khan des Usbeks, qui, pour prix de la protection qu'il demande contre les vexations d'un autre prince tatar, déjà tributaire de l'empire, offre de laisser les caravanes russes suivre à travers ses steppes un chemin qui abrégera de moitié leur route.

Ici, des vaisseaux se réparent; là, d'autres se construisent. Le tsar va lui-même presser le travail; il excite, par sa présence, l'activité des chantiers. Enfin, toutes les forces maritimes de l'empire sont prêtes à commencer la campagne. Elles forment deux divisions, l'une, composée de galères, fait voile de Saint-Pétersbourg sous le commandement d'Apraxin; l'autre, toute de vaisseaux de ligne, s'est réunie à Revel : Pierre, toujours en qualité de contre-amiral, en prend le commandement. Toutes deux naviguent de concert, et se dirigent vers Angout, où stationne la flotte suédoise, aux ordres du contre-amiral Ereinschild. Bientôt elles n'en sont plus séparées que par une langue de terre fort étroite, située entre Razabourg et Angout. Pierre fait glisser à travers cet isthme, sur une espèce de pont de planches très-lisses, quatre-vingt galères, et les met en mer à la vue de l'ennemi stupéfait. L'action s'engage alors : elle est vive des deux côtés; on se mêle, et presque partout on en vient à l'abordage. Les Russes ont moins de vaisseaux de ligne que les Suédois, mais ils ont un plus grand nombre de galères, et cette sorte de bâtiment manœuvre seule avec quelque facilité parmi les écueils qui hérissent le fond où se donne le combat : le tsar déploie l'habileté d'un marin jointe à la bravoure d'un soldat : deux heures il voit la victoire indécise; enfin, il la détermine en s'emparant de la frégate que monte Ereinschild. Ce contre-amiral,

Bataille navale d'Angout, juillet 1715.

qui, tout couvert de blessures, s'efforce de fuir dans une chaloupe, est lui-même fait prisonnier. Les Suédois abandonnent aux Russes, outre le vaisseau amiral, huit galères et trois autres moindres embarcations. Ceux-ci vont sur-le-champ s'emparer de l'île d'Alan, située presque en vue de Stockholm. La flotte vaincue s'est retirée dans le port de cette capitale.

Une seule place, celle de Noislot, restait dans la Finlande aux Suédois; Schouvalof, gouverneur de Vibourg, la leur enlève. L'effroi gagne alors jusqu'à Stockholm, la cour croit ne pouvoir être en sûreté qu'à Drotningolm; mais, Pierre connaît le danger de trop se commettre avec la fortune; il s'arrête spontanément dans le cours de ses succès, laisse à Galitzin le commandement de sa conquête, et retourne à Saint-Pétersbourg, avec les vaisseaux qu'il a pris lui-même à l'ennemi.

Trait d'intrépidité du tsar.

C'est dans cette traversée qu'un trait d'intrépidité, célébré à l'envi par la poésie et par la gravure, montra le tsar supérieur, par son courage, à tous les dangers qu'il pouvait courir. Sa flotte, par un temps affreux, naviguait entre deux écueils : tout à coup le vent devient plus fort, les vagues s'amoncellent, les matelots ne sont plus maîtres de diriger leur course; les ténèbres de la nuit font paraître le danger plus irremédiable, et y ajoutent réellement; le désespoir s'empare de tous les cœurs, le soin de la conservation commune est abandonné, non pas par le souverain cependant. Pierre se jette

dans une chaloupe, malgré les instances que font, pour l'en empêcher, ses généraux, tremblant ou feignant de trembler à l'idée des périls plus grands qu'il va courir; il lutte péniblement pendant plus d'une heure contre les flots toujours menaçant de l'engloutir, toujours le respectant néanmoins; parvient à gagner le rivage, allume des fanaux, et contribue puissamment à sauver ses vaisseaux et l'élite des conquérans de la Finlande. Qu'il y a loin de Pierre risquant ainsi ses jours pour préserver ses sujets de la mort, à Pierre regardant froidement du haut d'un échafaud, dont il s'est fait un tribunal et un trône, tomber sous la hache fatale les têtes des strélitz.

On objectera peut-être qu'en se jetant dans cette barque Pierre ne faisait qu'échanger un péril pour un autre, et qu'il n'y a pas à cela beaucoup de courage; mais sans doute le danger était, sur la flotte, moins grand, moins imminent, et surtout moins personnel à son commandant. Les vaisseaux ne pouvaient tous périr, et le dernier restant eût fait tous ses efforts pour recevoir et sauver le tsar.

D'autres ne verront, dans cet acte de dévoûment, qu'une témérité blâmable. Ils diront que le chef d'un État doit se conserver pour ses peuples, surtout s'il a entrepris de les réformer; que c'est presque un crime à lui d'exposer, plus qu'il n'y est obligé, sa vie, et que, dans le cas dont il s'agit, le dernier matelot, mu par ce sentiment d'obéissance fana-

tique à laquelle dispose le joug de l'autocratie, pouvait faire aussi bien et même mieux que l'empereur. Pour moi, j'aime assez voir les souverains descendre aux devoirs de la vie commune, et, pour ainsi dire, se faire hommes.

Pierre dit dans cette occasion à ses courtisans ces paroles remarquables : « Le tsar Pierre ne peut se noyer : un souverain russe ne périra jamais dans l'eau : mais, ajouta-t-il, vous autres Russes, vous ne croyez pas à la prédestination. » Il semble que le dogme de la fatalité soit une croyance commune à tous les hommes à grandes entreprises.

Pierre croit à la prédestination.

L'entrée de l'armée et de la flotte victorieuse à Saint-Pétersbourg se fit avec une pompe triomphale. Le tsar y parut confondu parmi les vainqueurs, au rang seulement que lui donnait son grade. Le prince Fédor Romodanowski, celui qui, dans ces circonstances d'apparat, revêt les dehors de la suprême puissance et en simule les fonctions, commande au *contre-amiral Pierre* de lui faire le récit de la bataille d'Angout, et l'élève, pour prix de la conduite qu'il y a tenue, à la dignité de vice-amiral. Ceux qui n'ont vu qu'une comédie sans objet dans ces leçons solennelles du tsar à une noblesse habituée à croire que les avantages de la naissance pouvaient tenir lieu de mérite, et dispenser des soins qu'il faut prendre pour en acquérir, eussent aussi sans doute trouvé ridicule et vaine cette fête sublime dans laquelle l'empereur de la Chine, di-

rigeant de ses mains souveraines le timon d'une charruc, donne chaque année l'exemple de l'estime qu'on doit à l'art nourricier du labourage.

Mais ce dont on doit blâmer le tsar, c'est du choix de celui qu'il chargeait de représenter, sous le titre de prince César, le personnage du souverain. Romodanowski était un Russe ignare, cruel, et, qui plus est, détracteur presque fanatique des nouveautés. Aussi l'excessive autorité dont Pierre le faisait jouir ne s'explique pas assez par la confiance qu'il avait dans sa superstitieuse fidélité, dans son dévoûment féroce, ni même par la sécurité qu'il tirait du peu d'étendue et d'activité de son esprit.

Romodanowski.

Cet homme, loin d'apporter dans la recherche du crime une philanthropique circonspection, affectait de ne voir que des coupables dans les malheureux qu'on lui présentait, chargés de quelque prévention. *Il faut bien qu'ils soient criminels puisqu'ils sont ici;* tel était son dilemme habituel, et sur ce principe, il donnait ordre d'appliquer les plus horribles tortures. Il jugeait lui-même, le plus souvent seul et sans appel.

Dans l'antichambre de ce suprême bourreau était un ours énorme, dressé à présenter aux personnes qui venaient visiter son maître une tasse d'eau-de-vie mêlée de poivre : l'échanson déchirait les habits de ceux qui refusaient de boire ou ne le faisaient pas de bonne grâce, et les laissait ensuite glacés de terreur.

Romodanowski était si dénué d'instruction que sans l'intervention fortuite du tsar il allait un jour condamner au dernier supplice, comme sorcier, un mathématicien qui avait calculé approximativement le nombre de briques que devait contenir un tas d'une dimension déterminée. Voilà bien des horreurs à la charge de Pierre-le-Grand, car si pendant la vie des princes leurs ministres doivent être, aux yeux des peuples, responsables de leurs actes, c'est, après leur mort, à leur mémoire de répondre devant l'histoire des fautes de leurs ministres.

Fédor Rodomanowski étant mort, sa charge fut donnée à son fils Ivan, digne en beaucoup de points de lui succéder.

Pierre, après la cérémonie de sa promotion, reprit son rôle de souverain, et adressa aux assistans un discours où, après s'être attaché à prouver par les succès qu'il vient d'obtenir l'avantage des innovations qu'il a commencé d'introduire; après avoir peint les progrès des connaissances scientifiques dans les différens pays, depuis l'époque de leur résurrection, il termine par dire : « Enfin, notre » tour est venu, si vous me secondez dans mes en» treprises, si vous joignez les travaux à l'obéissance. » Les transmigrations des sciences peuvent se com» parer à la circulation du sang. J'espère qu'aban» donnant un jour l'Allemagne, la France et l'An» gleterre, elles s'arrêteront quelques siècles parmi

» nous, pour retourner dans la Grèce, leur ancienne » patrie. » Espérons, pour notre compte, que, grâce à l'imprimerie, elles n'abandonneront plus les contrées où s'est rallumé leur flambeau.

Le tsar, que sa prospérité disposait à être généreux, chercha, par des témoignages publics de considération envers Ereinschild, à rendre plus légère à ce général l'humiliation d'avoir vu ses malheurs faire l'objet et jusqu'à l'ornement de cette fête triomphale.

Il ne devait pas tarder cependant à prendre des mesures rigoureuses à l'égard des prisonniers de guerre suédois. Provoqué par la persistance de la régence de Stockholm à détenir dans la captivité la plus dure les prisonniers moscovites, il prit enfin le parti de disperser dans différens couvens ou fortins, Levenhaupt, Ereinschild même, et tous les officiers-généraux et supérieurs qui, à l'exception de la faculté de retourner dans leur patrie, avaient jusque-là joui en Russie de toute la liberté possible. L'empereur ne faisait qu'user de représailles : remarquons néanmoins que les représailles de ce genre ne sont excusables qu'autant qu'on a lieu d'en espérer quelque influence sur la conduite de ceux qui doivent s'intéresser aux victimes.

Le fameux ministre Piper fut renfermé à Schlusselbourg. Le desposte moscovite, auquel il avait eu le malheur de déplaire, le condamna au paiement de vingt-cinq mille ducats, réclamés par la

Hollande en dédommagement de la destruction de quelques-uns de ses vaisseaux, que les Russes avaient incendiés, les prenant pour des bâtimens suédois.

Ce n'était pas la seule injustice que l'inimitié suédoise eût à reprocher à Pierre dans sa conduite au sujet des prisonniers. S'il avait affecté d'abord de traiter les officiers avec clémence, il s'était, selon elle, empressé d'employer les soldats aux insalubres travaux des mines, et postérieurement à ceux de la fondation de Saint-Pétersbourg, peut-être plus meurtriers encore. Charles XII, qui avait toujours rejeté la proposition d'un cartel pour l'échange de ces malheureux, n'était sans doute pas moins que le tsar coupable de leur infortune; mais ici le blâme s'étend sans se partager.

Retour de Charles XII dans ses États

Ce roi conquérant, dont une obstination insensée forma principalement le caractère, las enfin d'exciter sans succès les Turks à reprendre les hostilités contre la Russie, revenait déguisé, presque seul, à travers les provinces de ses ennemis, se jeter dans une place de ses États, Stralsund, assiégée alors par les troupes combinées du Danemark, de la Saxe et de la Prusse.

Le sénat de Stockholm, qui se disposait à faire sans lui la paix, et même, dit-on, à couronner en sa place sa sœur Ulrique, n'apprit son retour que par une réquisition de lui faire passer de l'argent et des troupes. Charles prenait en même temps avec ses ennemis un ton non moins exigeant

qu'avec ses sujets, et, au lieu des concessions que sa position lui commandait, il demandait impérieusement la restitution de Stettin, pris par les Prussiens, ainsi que de Brême et Verden, conquête de la cour de Copenhague, vendue par cette cour au roi d'Angleterre, qui en avait arrondi ses États de Hanovre.

Vainement l'Autriche, et ensuite, à la demande de la Prusse, la France même, offrirent leur médiation; vainement le prince héréditaire de Cassel, à qui Charles venait de marier sa sœur Ulrique, fit ses efforts pour tout concilier; l'inflexibilité du roi de Suède fournit un prétexte de renouveler la guerre. Il se forma pour l'écraser une coalition, composée du tsar, du roi d'Angleterre et de ceux de Prusse, de Pologne et de Danemark. Stralsund ne pouvait long-temps résister aux forces réunies de ces trois derniers; mais ce fut seulement après avoir poussé la défense de cette place à son dernier terme que Charles se résigna à l'abandonner, pour aller organiser les moyens d'accomplir des conquêtes dont le rêve le berçait encore.

Avant d'entreprendre le récit de ces nouvelles hostilités, et de détailler la part qu'y prit le tsar, je décrirai le fruit des soins qu'il donnait vers ce même temps à l'administration, à la législation, aux institutions de tout genre, dans l'intérieur de son empire.

Tout n'est pas à louer dans ce qu'il fit. Un oukase détruisit l'égalité des partages entre les héri-

tiers du même degré. Pierre voulut que celui des fils, et à défaut celle des filles, dont le père ou la mère ferait choix prît la totalité des immeubles, et que les autres n'eussent droit qu'à une part dans le mobilier. Avait-il en vue d'assurer le respect de la puissance paternelle, ou, comme on l'a dit, de créer un précédent à l'exhédération de son fils? Je ne sais; mais, dans tous les cas, cette loi favorisait l'agglomération illimitée des propriétés, ce vice radical de nos sociétés; cet abus qui exclut de toute participation au bonheur, en les privant du nécessaire, les trois quarts et demi de l'espèce humaine. C'est pourtant d'une telle disposition que Lévesque fait l'éloge dans sa peu philosophique histoire.

Loi du droit d'aînesse.

Il est vrai qu'il blâme une autre disposition de cette même loi plus directement tyrannique, mais moins funeste dans ses conséquences, celle qui défendait aux héritiers du mobilier les acquisitions d'immeubles avant sept ans de service, s'ils étaient employés dans l'armée; avant dix de fonctions, s'ils avaient embrassé la magistrature ou la carrière administrative; avant quinze enfin d'exercice de leur profession, s'ils faisaient le commerce, ou pratiquaient quelque art ou métier. Cette loi, du reste, ne put long-temps subsister.

Pierre ne fut guère mieux inspiré lorsqu'il défendit de placarder à l'avenir les dénonciations d'abus de pouvoir: il eut, dit-on, en vue d'empêcher qu'on ne fît servir à un but séditieux ce vieil usage; mais n'é-

tait-ce pas octroyer aux oppresseurs la sécurité. Ce serait une dérision de répondre qu'il permettait de lui adresser à lui-même les plaintes qu'on pouvait avoir à faire. *Dieu est bien haut, et le tsar bien loin :* ce cri populaire en Russie, qu'arrache aux opprimés le sentiment de leur impuissance, réfute assez la prétendue efficacité de ce recours direct à la justice du prince. Ceux contre qui des plaintes eussent été portées avaient toute facilité pour les intercepter, ou, au pis aller, pour les faire présenter ou les présenter eux-mêmes sous un jour qui en eût empêché l'effet ; en sorte que le malheureux plaignant n'eût obtenu d'autre résultat que de voir aggraver la tyrannie sous laquelle il gémissait.

Ceci est si vrai qu'un désordre effrayant régna long-temps dans les diverses parties de l'économie administrative sans que Pierre découvrît que ceux qui le perpétuaient étaient précisément ses favoris les plus chers. Une commission, et une commission militaire, fut enfin nommée pour rechercher les auteurs des dilapidations. Parmi eux se trouvaient Mentschikof, Apraxin, Bruce, grand-maître de l'artillerie, Kikin, président de l'amirauté. L'amitié du souverain les sauva du supplice. Moins défendus par la faveur, le vice-gouverneur de Saint-Pétersbourg et plusieurs autres sénateurs subirent la peine du knout. Le gouverneur d'Arckhangel fut arquebusé. Ajoutons à la charge de ces condamnations, et comme une preuve de cette barbarie dont

Pierre n'avait pu entièrement secouer la rouille, que les juges recevaient pour salaire une partie de la dépouille des coupables. C'était une sorte de prime offerte à la sévérité, pour ne pas dire à l'injustice.

Moins blâmable dans le soin qu'il donnait à l'extension du commerce de ses États, Pierre envoyait un ambassadeur en Perse, dans le but principal d'assurer les caravanes russes contre les entreprises des partis qui infestaient de ce côté leur route ; il saisissait en outre une occasion de nouer des relations plus intimes avec la Chine, et d'apprécier mieux ce pays ; il faisait dresser de nouvelles cartes générales et particulières de son empire, plus complètes et plus exactes que celles qui avaient précédé, entre autres une de la mer Caspienne, la première qui ait fait connaître, sous sa véritable forme, cet immense lac ; enfin, il faisait explorer par des voyageurs expérimentés la grande et la petite Boukarie, aux limites du Thibet et de l'Inde, espérant ouvrir à ses caravanes et même à ses vaisseaux une voie vers ces riches contrées.

Il voulait, pour parvenir à ce dernier résultat, rétablir le cours naturel de l'Oxus, qui autrefois avait son embouchure sur la Caspienne, mais que les Kalmouks, pour le conduire dans le lac Aral, avaient détourné de son ancien lit. Jaloux de faire exclusivement le commerce de ces contrées, il refusait aux Anglais la faculté d'établir des comptoirs à Astrakhan et à Kazan ; aimant mieux, disait-il,

renoncer à une alliance avantageuse que de leur accorder une telle faveur.

En même temps, toujours dans son plan de faire des Russes une nation commerçante et maritime, il créait à Saint-Pétersbourg une école de marine.

Il faisait construire, pour contenir autant que pour défendre les provinces d'Asie, des forts sur l'Irtich. Un de ses lieutenans repoussait vers Kazan une incursion de Tatars du Kouban, et ordonnait de pendre le fils du khan de ces peuples, fait prisonnier dans la fuite.

La guerre que la coalition dont le tsar était membre allait faire contre la Suède réclamait de lui une attention plus sérieuse.

Il explore d'abord personnellement sur sa flotte les côtes du pays ennemi, sans y commettre d'hostilités, et comme un souverain qui viendrait inspecter les ports de ses États; de retour à Saint-Pétersbourg, il y consacre quelques mois au soin de l'administration intérieure, en repart, paraît inopinément à Dantzig, met à contribution les magistrats, pour les punir de leur partialité envers la Suède, et établit dans le port deux officiers russes, chargés d'y arrêter les vaisseaux de cette puissance. Il semble se complaire à agir en maître dans cette ville franche, et, pour y faire, en quelque sorte, acte de souveraineté, il y promulgue son code militaire; tel on doit voir, moins d'un siècle après, un autre souverain dater ses décrets de

Dresde, de Vienne, de Berlin, de Varsovie et même de Moscou.

Il envoie ensuite un renfort aux coalisés qui assiégent Vismar. Ceux-ci, maîtres de la ville plus tôt qu'on ne devait l'espérer, refusent d'y laisser entrer les troupes russes, et la livrent au roi de Danemark. Pierre, qui la voulait faire restituer à ses anciens possesseurs, la famille ducale de Mecklembourg, dont le chef actuel venait d'épouser sa nièce, conçut de la conduite de ses alliés un ressentiment tel qu'il commença dès lors à se détacher de leur cause, et à se rapprocher de celle de leur ennemi.

Activité de Pierre.

Tantôt seul, tantôt à la tête de son armée ou de sa flotte, le plus souvent accompagné de Catherine, il court de Kœnisberg, à Dantzig, à Stettin, à Hambourg, à Copenhague, à Rostoch; on n'est jamais sûr de le trouver où on le dit être; on est toujours exposé à le voir où il est le moins attendu; il semble qu'il ait pour principe de ne point envoyer où il peut aller personnellement: rien n'égale son infatigabilité; jamais homme, peut-être, et bien assurément jamais prince n'exécuta un si grand nombre de différens voyages, et ne parcourut autant de chemin que lui.

Les flottes combinées du Danemark, de l'Angleterre et de la Hollande sortent sous son commandement du port de Copenhague. Mais la terreur qu'inspire la supériorité de forces dont il dispose le prive de combattre, et même de rencontrer l'ennemi.

Cependant Charles XII se disposait à reprendre l'offensive; il avait fait en Norvège une campagne d'hiver fort brillante, et il menaçait de fondre avec une armée de 35,000 hommes, pleins de confiance en sa première fortune, sur les provinces danoises et hanovriennes.

De son côté le roi de Danemark projetait la conquête de la Scanie, et le tsar lui avait promis son aide pour l'accomplir. Mais les coalisés n'étaient plus unis d'un intérêt commun. Le temps du danger était passé : ils ne songeaient plus qu'à tirer parti de l'assistance les uns des autres pour leur ambition propre; nul n'entendait faire de gratuits sacrifices. Il y en avait même qui ne trouvaient plus rien à désirer que la paix : tel était Pierre, maître de l'Ingrie, de la Carélie, de la Livonie et de la Finlande. Aussi ne s'empressait-il pas d'accorder à l'impatience du roi de Danemark les secours qu'il s'était engagé à lui donner pour l'aider à conquérir la Scanie; cependant, selon quelques écrivains, ce roi redoutait plutôt qu'il ne le désirait le secours des Russes, parce qu'il leur supposait le projet de se rendre maîtres de Copenhague et du passage du Sund.

Mésaccord du tsar et de ses alliés.

Peu s'en fallut que, dans leur dépit contre Pierre, les alliés ne tournassent leurs armes contre la Russie; ils voyaient d'ailleurs avec ombrage cette puissance prendre poste en quelque sorte en Allemagne, au moyen des alliances qu'elle formait dans

cette contrée, où ils avaient eu l'imprudence d'appeler ses troupes.

Il s'établit alors comme une paix tacite entre la Russie et la Suède. Le tsar en profita pour entreprendre un nouveau voyage en Hollande. Il désirait depuis long-temps revoir ses chantiers de Sardam, et visiter de plus la France, qu'il n'avait point encore vue.

Nouveau voyage de Pierre en Hollande, 1716, 1717.

Tout paraissait calme dans ses États : des généraux habiles et des troupes aguerries garantissaient le maintien des nouvelles limites. L'éloignement du tsar était sans danger. Il partit avec son épouse, alors enceinte d'un enfant qu'elle mit au monde à Vezel, et qui ne vécut qu'un jour.

Pierre dut regretter de trouver son chantier de Sardam changé en un hôtel, appelé, il est vrai, en mémoire de lui, *maison du prince*. Il y conduisit Catherine, lui montra le lieu où il apprenait à manier la hache, et lui présenta ses anciens compagnons de travail. Singulière combinaison de leurs deux fortunes! Tous deux partis des points les plus opposés se rencontraient au rang le plus élevé parmi les hommes, après avoir, mais par des causes différentes, également vécu dans le plus abject.

Mais ce n'était plus en charpentier que voyageait Pierre ; c'était en souverain ; ce fut comme tel que l'accueillit la cour de France. Rien, du reste, n'échappait à son esprit investigateur : mécanisme administratif, répartition des forces, étendue et em-

ploi des ressources en tout genre; manufactures, monumens des arts, établissemens d'instruction publique, académies. Celle des Sciences de Paris lui offrit une place dans son sein. Il ne dédaigna pas, dit Lévesque d'après Voltaire, d'être admis parmi ses membres : je le crois bien, s'il conservait encore quelque chose de l'esprit qui l'avait conduit jadis en Hollande. Ne cessera-t-on jamais d'employer, en parlant des souverains, ces formes adulatrices qui dégradent la profession d'écrivain et jusqu'à la dignité d'homme?

Pierre Ier en France.

Contradiction bizarre! Pierre, tout en s'occupant du soin d'importer dans ses États les arts d'agrément, blâme, par une sorte d'instinct philosophique, le luxe que ces arts alimentent. Dans son zèle de simplicité, il s'écrie « qu'il pleure sur la » France et sur son petit roi, qu'il voit près de » perdre son royaume par le luxe et par la super- » fluité. » Il repousse tout l'attirail de vanité, de sensualité, ou de mollesse dont on a d'abord voulu l'environner : « Je ne suis qu'un soldat, dit-il; du » pain et de la bière me suffisent. Je préfère aux » grands appartemens les petits : je ne veux point » marcher avec tant de pompe, ni fatiguer tant de » monde. »

Je ne décrirai pas toutes les surprises flatteuses qui lui sont faites : les médailles frappées à son effigie qu'on fait rouler à ses pieds, lorsqu'il parcourt la galerie du Louvre; les tableaux qu'on im-

provise en son honneur, et en l'honneur de Catherine; les inscriptions, les devises louangeuses qui s'offrent à ses regards dans tous les lieux qu'il visite : le Régent n'omit pour le fêter aucune de ces galanteries rares ou coûteuses qui sont comme un privilége réservé aux souverains.

On prétend qu'à la vue de la statue du cardinal de Richelieu il s'écria : « grand homme, je t'au» rais donné la moitié de mes États pour appren» dre de toi à gouverner l'autre! » Ce mouvement d'enthousiasme, s'il eut lieu, faisait mal l'éloge de son cœur.

Pierre n'était, hors de ses États, ni heureux, ni tranquille; il s'y croyait rappelé par le besoin d'y punir des oppositions domestiques. Son fils unique avait profité de son absence pour en fuir : mais ce fils allait, si les mesures prises pour le ramener avaient leur effet, rentrer sous la puissance paternelle. Pierre voulait être en Russie pour le recevoir; il reprit donc la route de Saint-Pétersbourg. Son voyage en France, indépendamment de l'objet que je lui ai donné, avait eu un but politique : c'était, suivant quelques écrivains, de réunir à la Russie contre l'Angleterre, la France et la Hollande, projet que fit échouer la politique ombrageuse de l'Autriche : il ne voulait, selon d'autres en bien plus grand nombre, que suivre de plus près le tissu d'une trame dont le succès devait produire en Europe un bouleversement presque général.

Cette trame était ourdie par le baron de Gœrtz, ministre de Charles XII à La Haie et à Vienne. Il ne s'agissait de rien moins que de contre-révolutionner l'Angleterre en faveur du Prétendant fils de JacquesII, puis d'ôter la régence de la France au duc d'Orléans, trop fidèle allié du prince qu'on se proposait de détrôner. La restitution de la couronne de Pologne à Stanislas, l'expulsion d'Auguste III en Saxe, malgré un traité conclu entre ce roi et les Polonais sous la propre garantie de Pierre, et enfin le rétablissement du duc de Holstein dans ses États, eussent couronné cette œuvre d'une audacieuse politique. Pour conduire à fin un dessein si difficile de toutes les manières, Charles XII, réconcilié avec la Russie, et appuyé par cette puissance, à laquelle il cédait plusieurs provinces, l'Ingrie, l'Esthonie, la Carélie, la Livonie, devait faire, à la tête de douze mille hommes, et muni d'une ample provision d'armes destinées aux mécontens, une descente en Angleterre. Le Prétendant était averti : le cardinal Albéroni, premier ministre d'Espagne, génie remuant, ambitieux d'une grande renommée, ardent dans l'intrigue, se chargeait d'opérer en France, par le crédit et au profit de Philippe VI, petit-fils du dernier roi, le changement de la régence. Gœrtz avait pour nouer cette intrigue, et mettre, comme lui-même le disait, *le feu aux poudres*, couru au bout de l'Europe; à Madrid, à Rome, où était le

prétendant, fils de Jacques II, et il était encore en Hollande, occupé d'en serrer la trame, quand le duc d'Orléans apprit, par un de ces nombreux espions qu'il entretenait dans toutes les cours, la grandeur et l'imminence des changemens qu'on préparait. Il en instruisit aussitôt ses alliés. Le roi d'Angleterre fit arrêter l'ambassadeur de Suède auprès de la cour de Londres, le comte de Gullembourg, et les Hollandais, par une condescendance injustifiable, emprisonnèrent également Gœrtz. Ce dernier ne profita de la liberté qui, enfin, lui fut rendue que pour rassembler tout ce qui restait des élémens de son premier plan : il en composa un nouveau, où tout était à peu près arrangé comme dans l'ancien, excepté en ce qui concernait le changement de la régence de France, que l'on n'espérait plus opérer par l'intrigue : des conférences avaient été ouvertes entre la Suède et la Russie, dans l'île d'Alan, tandis que Charles allait assiéger en Norvège Frédérikshald, et que Pierre, son rival long-temps, bientôt son allié, se reposait sur ses lauriers. La haine commune des deux souverains contre George Ier, haine fondée du côté du tsar sur ce que ce roi avait toujours mis la plus grande chaleur à l'exclure de toute influence dans les affaires de l'Allemagne, facilitait les négociations : déjà l'on était convenu de l'échange des prisonniers, et les bases du traité définitif venaient d'être arrêtées. C'étaient les mêmes conditions prédominantes que par le passé :

Complot de Gœrtz.

précipiter les électeurs de Hanovre et de Saxe, l'un du trône d'Angleterre, l'autre de celui de Pologne ; et forcer les rois de Prusse et de Danemark de restituer leurs conquêtes, et permettre au tsar de garder une partie des siennes. Une balle, partie, non point des bastions de Frédérikshald, ni par hasard, comme dit Voltaire, mais de l'arme d'un assassin, sous les murs de cette ville, coupa de nouveau, en tuant Charles XII, la trame de Gœrtz. Ce ministre, détesté de sa nation, fut arrêté par l'ordre des États de Stockholm, condamné à mort et décapité, pour avoir, par de coupables conseils, égaré, au préjudice des libertés publiques, la sagesse de son maître.

Mort de [Ch]arles XII.

Pierre n'avait pas ouvertement trempé dans le complot de Gœrtz, mais les cours contre lesquelles ce complot était dirigé n'en restèrent pas moins convaincues qu'il l'avait secrètement approuvé, et lui en conservèrent un ressentiment qu'on ne tarda pas à voir se manifester.

Dans la période que je viens de décrire, et avant les derniers évènemens, se place un épisode qui contribue malheureusement beaucoup à entacher la mémoire de Pierre. Le tsarévitch Alexis, ce fruit de son premier hymen, avait sucé presque avec le lait les préjugés de sa mère, Eudoxe, contre les institutions et les mœurs des étrangers. Le tsar, trop distrait par ses voyages ou préoccupé de ses projets, ne s'appliqua pas assez à détruire ces premières impressions, que peut-être il ignora même; les prêtres,

[Le] tsarévitch Alexis : [so]n éducation, ses penchans.

qui bientôt furent appelés à inculquer au jeune prince les élémens de la religion, fortifièrent au contraire ces préjugés, et il paraît en outre que les gouverneurs que le tsar songea enfin à donner à son fils, déjà adulte, pour le diriger dans une meilleure voie, étaient, par leurs propres principes, peu propres à la tâche dont il les chargeait. Ainsi, l'horreur du malheureux Alexis pour toute innovation, pour tout progrès contraire aux anciens usages, se trouvait être le fruit de la négligence apportée à son éducation, et, si l'on y pouvait voir un crime, c'était avant tout celui de son père.

La faiblesse de son tempérament le portait au goût des plaisirs faciles; elle lui rendait également à charge l'activité du corps et la contention d'esprit : les anciennes mœurs favorisaient son penchant à la mollesse; il le sentait, et les compagnons de ses loisirs, c'est-à-dire déjà de ses débauches, prêtres pour la plupart, et tous comme lui fanatiques, intempérans, paresseux et ignares, l'entretenaient dans ce sentiment. Ils conduisaient son imagination à anticiper vers le temps où il pourrait renverser ce qui se faisait, et rétablir toutes choses dans leur ancien cours. De là, sinon des desseins, au moins des désirs blâmables. La haine du tsarévitch pour toutes les innovations s'étendait à celui qui mettait à les introduire sa passion et sa gloire.

Il croyait avoir à reprocher à son père bien

d'autres griefs encore que ceux qu'il tirait du système que suivait ce prince. Il ne voyait pas sans jalousie une femme d'origine inconnue, et qu'on se plaisait à dire de condition servile, s'asseoir à côté du souverain sur le trône, en entourer les degrés d'une postérité rivale de lui-même et de la sienne, et jouir de tous les attributs qui distinguent la seconde personne de l'empire; tandis que sa propre mère, antérieure en droits et d'un sang illustre, gémissait captive, en proie aux dégoûts et à l'humiliation.

Pierre, aussi, était prévenu contre son fils, et la sévérité persévérante avec laquelle il le traitait n'était pas faite pour ramener à lui un cœur que tant de causes éloignaient.

Cependant pour le tirer de son asiatique apathie, de son immutabilité autocratique, pour en faire un homme, il le força à remplir les fonctions et à prendre le rang de sergent des gardes. Il s'en fit accompagner dans plusieurs de ses expéditions, ne reculant pas devant la tâche pénible de le former lui-même; il lui laissa d'autres fois, durant son absence, le soin de l'administration de l'État: tout fut vain. Il ne vit plus à tenter qu'une ressource : ce fut de le faire voyager, et, après l'avoir ainsi mis plus immédiatement et plus forcément en contact avec les mœurs de l'Europe, de lui faire épouser une princesse étrangère qui lui apportât pour dot ces mêmes mœurs.

Alexis, craignant d'être contraint à se faire moine, comme son père l'en menaçait, partit pour l'Allemagne, dont il parlait la langue, n'y apprit rien, en rapporta toutes ses préventions, et en ramena, après l'avoir épousée par obéissance, une princesse de Brunswick Wolfenbuttel, aimable et digne d'un autre époux. Alexis lui fit porter la peine de la contrainte que lui avait imposée le tsar, l'accabla de ses mépris, lui préféra une paysanne finnoise, et, après en avoir eu deux enfans, une fille appelée Natalie et un fils baptisé sous le nom de Pierre, la vit ou plutôt la fit mourir de chagrin quatre ans après son mariage: on a dit, sans aucune espèce de fondement, qu'il l'avait fait empoisonner trois fois. On a prétendu, avec moins de vraisemblance encore, que cette princesse n'avait pas réellement terminé ses jours en 1715; qu'Alexis, partant un jour pour la campagne, s'était emporté contre elle, sans égard pour son état de grossesse, jusqu'à la frapper de la manière la plus violente, et l'avait maltraitée et laissée pour morte. On a ajouté qu'ayant repris ses sens elle voulut profiter de l'erreur de son époux; qu'elle s'enfuit, et que ses femmes, qui étaient dans ses intérêts, firent enterrer une bûche en sa place; qu'ensuite elle trouva moyen de passer en France, puis à la Louisiane, où elle se maria à un chevalier d'Aubant. Une relation lui fait même épouser, en troisièmes noces, un M. de Moldack, dont elle devient veuve encore, et la fait retirer à

Fable sur son épouse, la princesse de Brunswick.

Vitri-sur-Seine. Cette fable, trop légèrement accueillie par quelques écrivains estimables, entre autres par Richer et par Duclos, se réfuterait par son improbabilité, quand elle ne serait pas contredite par des récits d'une source plus authentique. L'usage, en Russie, est de parer les morts et non de les ensevelir : on ne les couvre qu'à l'instant de les inhumer. Jamais, en outre, dans ce pays, une personne de la famille impériale, morte dans la jouissance de son rang, n'a été privée des honneurs funéraires réservés à ce rang, ni surtout enterrée incognito; et certes on n'eût pas fait cette exception pour une princesse sur laquelle Pierre semblait reverser toute l'affection que son cœur lui refusait pour son fils. Ensuite, on la fait s'enfuir pendant sa grossesse, et elle mit au monde, à Moscou, au milieu et au su de toute la cour, un fils, qu'on verra régner quelque temps sous le nom de Pierre II. La vérité est qu'elle survécut dix jours à ses couches; qu'elle fut, durant sa maladie, visitée par son beau-père et par beaucoup d'autres personnes; qu'enfin on ne l'inhuma que six jours après sa mort, intervalle pendant lequel son corps dut être, suivant l'usage national, exposé sur un lit de parade, et le public admis à lui baiser la main.

A peine Alexis fut-il devenu veuf que son père, avant d'en venir à exécuter la menace de le faire moine, voulut tenter une fois encore de vaincre son

opiniâtre apathie. Il lui écrivit une longue lettre, fort diffuse, et qui était comme une apologie de tout ce qu'il avait entrepris et exécuté : j'en rapporterai les fragmens les plus remarquables : « Vous savez, lui disait-il, et tout le monde sait avec vous, quels maux les Suédois ont faits à la Russie.... Vous savez combien de temps et de peines il nous a fallu pour apprendre l'art militaire : nous faisons enfin trembler l'ennemi qui nous a fait trembler nous-mêmes : voilà le fruit de nos travaux.

Correspondance menaçante du tsar avec son fils.

» Mais ces grands avantages me causent moins de joie que de douleur, quand je vois que vous, mon fils, vous rejetez tous les moyens de vous rendre capable de régner après moi.... Vous ne pouvez même entendre parler de ces hautes entreprises. Je ne vous demande point d'entreprendre la guerre sans de justes raisons, mais je vous demande d'en apprendre l'art, car il faut au moins qu'un souverain sache défendre sa patrie.... Vous vous excusez sur la délicatesse de votre tempérament : excuse vaine ! Ce sont moins les forces et les fatigues qui produisent de grands effets que la volonté. Je suis homme et mortel, à qui laisserai-je le soin de conserver et de finir ce que j'ai commencé ?... Combien de fois vous ai-je exhorté ? Combien d'autres vous ai-je puni ?.... et combien n'ai-je pas laissé écouler d'années sans que je vous aie fait aucun reproche ? Il semble que vous ne trouviez de plaisir qu'à rester dans vos appartemens,

abandonné à l'oisiveté et à la mollesse, ce qui a seul le pouvoir de vous plaire, et ce dont vous devriez rougir.... Il est temps de vous marquer enfin ma dernière résolution. Je veux bien attendre encore quelque temps pour voir si, enfin, vous vous corrigerez : sinon, je vous exclurai de ma succession, comme on retranche un membre gangrené.... Parce que je n'ai pas d'autre fils, n'allez pas croire que ma menace sera vaine. Si je n'épargne pas ma propre vie pour la prospérité de ma patrie et le bonheur de mes sujets, *pourquoi épargnerai-je la vôtre*, dont vous ne voulez pas vous rendre digne? Je laisserais plutôt mon trône à un étranger qui en serait digne qu'à mon fils qui ne le mériterait pas. »

Alexis fit à cette lettre une réponse évasive. « Il laisse son père maître de le priver de la couronne. Il l'en supplie même instamment.... Il voit lui-même qu'il a perdu les forces de l'esprit et du corps, et qu'il est devenu incapable de gouverner. Il prend Dieu à témoin, il jure par son âme qu'il ne réclamerait jamais la succession au trône, lors même qu'il n'aurait pas un frère (Catherine venait de lui en donner un dans l'intervalle de la lettre de Pierre à celle-ci). Il appelle l'affection du tsar sur ses enfans, et ne demande rien pour lui. »

Pierre, qu'une indisposition a empêché de répliquer sur-le-champ à cette réponse, écrit à son fils une seconde lettre; il lui dit : « Je remarque

que vous ne parlez que de la succession au trône, comme si je vous avais demandé votre consentement pour une chose qui dépend de moi seul!..

» Je vous ai marqué mon mécontentement de votre conduite, et vous passez sous silence cet objet, quoique ce soit celui sur lequel je vous ai le plus expressément demandé une réponse. Je vois par là que les exhortations de votre père ne vont pas jusqu'à votre cœur. C'est pour cela que j'ai résolu de vous écrire une fois encore : ce sera la dernière. Si, moi vivant, vous dédaignez mes conseils, comment les respecterez-vous quand je ne serai plus? Est-il possible de compter sur vos sermens? Quand vous seriez résolu à présent de tenir votre promesse, ces grandes barbes (1) qui vous tournent à leur gré vous y feraient manquer. Je ne vois point en vous cette affection que vous devez à un père. L'avez-vous aidé dans ses travaux, dans ses fatigues, depuis que vous êtes parvenu à l'âge de raison? Non, sans doute, et tout le monde le sait. Au contraire, vous improuvez et calomniez tout le bien que j'ai fait, au détriment de ma santé; car je l'ai altérée par amour pour mes sujets et pour leur prospérité. J'ai de justes raisons de croire que, si vous me survivez, vous renverserez tout. Je ne puis vous abandonner à vos caprices : changez de conduite, rendez-vous digne du trône, ou entrez

(1) Les raskolniki.

dans un monastère. La pensée de ce que vous êtes me trouble, surtout à présent que ma santé s'affaiblit : faites à cette lettre une réponse par écrit ou de vive voix. Si vous ne le faites pas, *je me conduirai envers vous comme envers un malfaiteur.* »

Alexis répliqua, dès le lendemain : « J'ai reçu hier votre lettre : ma mauvaise santé m'empêche de vous faire une longue réponse. Je veux prendre l'habit monastique, et je demande pour cela votre consentement. » Il paraît qu'en effet ce prince était alors décidé à se faire moine. Pierre se disposait à partir pour l'Allemagne ; il va le voir, le trouve au lit, feignant une faiblesse, que le départ de son père fera disparaître comme par enchantement. Ce père en vain tâche de relever en lui le ressort moral ; il ne peut consentir à le laisser s'ensevelir dans un cloître ; apparemment parce que, sans perdre irrévocablement la faculté de prétendre au trône, il se plongera de plus en plus dans les vices qui le rendent indigne d'y monter. Il veut qu'il attende encore six mois avant de prendre une résolution définitive. Ce temps écoulé, il lui écrit du Danemark de faire enfin connaître le parti auquel il s'arrête, et d'indiquer, au cas où il persisterait à vouloir renoncer au monde, le lieu et le jour où il désire prononcer ses vœux. Mais le tsarévitch, sans entrer dans les vues de son père, a changé d'avis. Ce n'est pas qu'il ait résolu d'activer son âme inerte, mais, conseillé par de secrets amis, il ne veut

plus embrasser la vie religieuse. Il prétexte l'intention d'aller joindre le tsar à Copenhague; et, à peine hors des frontières, va se mettre, à Vienne, sous la protection de l'empereur Charles VI, puis bientôt s'enfuit à Naples, croyant que ce n'est pas trop de mettre toute la longueur du continent entre lui et son père.

Fuite du tsarévitch.

Pierre, après avoir exhalé sa colère en menaces contre le fugitif, envoie sur ses traces le capitaine des gardes Romanzof et le conseiller privé Tolstoï, avec une lettre où, après un mélange de reproches et d'exhortations, il lui dit : « Me craignez-vous? Je vous assure et je *vous promets, au nom de Dieu et par le jugement dernier, que je ne vous ferai subir aucune punition*, et je vous aimerai même encore plus qu'auparavant, si vous vous soumettez à ma volonté, et si vous revenez ici. » La lettre finissait par des menaces de malédiction et de châtiment, dans le cas où sa réception ne serait pas suivie d'un prompt accomplissement du vœu qu'elle contenait.

Alexis hésitait : mais le vice-roi lui insinue, au nom de son maître, la nécessité de l'obéissance. Il va donc partir : auparavant il écrit au tsar pour le remercier de la clémence qu'il veut bien lui offrir.

Son retour.

Il arrive : à son approche toutes les portes de Moscou se garnissent de soldats des gardes : on lui retire son épée, on le conduit au palais où, en présence de tous les grands, assemblés comme pour une solennité, il se jette à genoux devant son

père, lui présente une confession écrite (sans doute dictée) de ce qu'il nomme son crime, et en demande pardon dans les termes les plus humbles, ou plutôt les plus humilians.

Le tsar répond qu'il lui pardonne ; mais il exige qu'il renonce solennellement à la succession au trône. Alexis s'engage par *la divine Trinité, et par le jugement de Dieu*, à ne jamais rechercher, ni souhaiter, ni accepter cette succession, en quel temps, ni de quelque manière que ce soit. Il reconnaît pour véritable et légitime héritier le tsarévitch Pêtre Pétrovitch, son frère. Il signe cette renonciation. Ensuite le tsar, pour la consacrer davantage encore, déclare, après une longue exposition de ses motifs, qu'on connaît déjà, qu'en vertu de sa puissance paternelle et de son pouvoir autocratique il prive à jamais du trône, quand même il ne resterait personne de la famille impériale, un fils indigne de s'y asseoir; il proclame traître à la patrie et au souverain quiconque tenterait de l'y faire monter, et il entraîne les assistans, fonctionnaires, généraux, ecclésiastiques, courtisans, aux autels, où tous jurent exclusion à Alexis et fidélité inviolable à son frère enfant. Alexis lui-même participe à leurs sermens, et, de plus, il promet publiquement, sur la croix et sur l'Évangile, à son père qui l'exige, de lui révéler toutes les circonstances de sa fuite, et de lui nommer toutes les personnes qui l'ont connue d'avance ou favo-

risée. Il est ensuite conduit, sous une escorte, à Préobragenskoï.

Je produirai quelques-unes des questions auxquelles Alexis, le malheureux Alexis, car il est maintenant sous le coup de la tyrannie, devait répondre; elles étaient écrites de la main du tsar : « Dans le temps de la grande maladie de l'empereur, personne n'a-t-il fait d'offres de services au tsarévitch, au cas que son père vînt à mourir? La demande qu'il a faite d'entrer dans un monastère n'était pas sincère : qui la lui a conseillée? A qui s'est-il ouvert? Y a-t-il long-temps qu'il a projeté sa fuite? Avec qui en a-t-il conféré, de bouche ou par écrit? De qui a-t-il reçu les secours nécessaires pour l'effectuer? »

On voit, par ces seules questions, que l'intention de Pierre est de forcer son fils à se faire dénonciateur de toutes les personnes qui, en différens temps, avaient pu témoigner de l'intérêt pour son sort. La faiblesse superstitieuse d'Alexis ne seconde que trop cette vue : ce prince se croit obligé, par le serment qu'il a fait au ciel, à violer les plus saints devoirs de l'humanité : le cri de la conscience universelle n'a plus d'écho dans ce cœur, où dominent exclusivement les terreurs d'une dévotion mal éclairée. Il compromet, livre à son tyran, ses amis les plus dévoués. Il en omet quelques-uns, entre autres sa tante, la tsaritse Marie, d'abord par oubli, puis par ménagement, par respect humain; c'est un

nouveau crime à lui imputer : il ne se ménage pas lui-même, il met sa mémoire à la torture pour se rappeler, non ses complots, ses projets, il n'eut jamais l'énergie d'en arrêter, même en idée; mais ses propos, et jusqu'à ses pensées, jusqu'aux souhaits qui pouvaient avoir été de nature à offenser son père.

Sa captivité; interrogatoires auxquels il est soumis.

Cependant on trouve, par le rapprochement de différentes circonstances, par des témoignages étrangers, par les aveux mêmes qu'on lui arrache, qu'il a tu ou omis plusieurs particularités; c'est encore un crime dont il lui est demandé compte. L'infortuné réclame du temps pour faire de son passé une revue plus exacte, plus scrupuleuse, et mettre par écrit ce qui peut lui être échappé. Après deux jours de recueillement il fait des révélations nouvelles. Tout était inquisitionnel dans le mode d'informer qu'adopta le tsar, avec cette différence pourtant, à l'avantage du Saint-Office, qu'une confession complète et un repentir sincère arrachaient quelquefois les accusés à la mort, et qu'Alexis, au contraire, toujours excité par la promesse du pardon et jamais pardonné, ne faisait, par ses aveux, qu'aggraver son sort.

On prétend que, tandis que le plus inconcevable procès se prépare, Pierre passe des heures entières dans son oratoire, occupé à prier le ciel de l'éclairer sur la conduite qu'il doit tenir. Les juges-commissaires et le clergé, dont vont dépendre les jours du tsarévitch, sont enfin convoqués dans la salle du

sénat. Ils s'y rendent après avoir entendu la messe. Alexis n'y paraît que pour, docile victime, s'y accuser de nouveau. Pierre y lit un discours dans lequel il déclare que les lois ecclésiastiques et civiles, surtout celles de Russie, donnent au plus simple citoyen le droit de juger lui-même son fils; mais que la crainte de se tromper et de mériter le courroux céleste le détermine à remettre à d'autres mains l'exercice de ce droit. Il tire une mauvaise comparaison, bien déplacée dans un tel sujet, de ce que les plus savans médecins n'osent entreprendre, selon lui, de traiter eux-mêmes leurs maladies. Il porte dans cette affaire une conscience *d'autant plus timorée* qu'il a promis, d'abord par écrit, ensuite de vive voix, de pardonner au coupable : il y avait mis, il est vrai, la condition qu'Alexis ferait une confession de tous ses torts, et celui-ci s'est rendu, par des réticences essentielles, indigne d'obtenir sa grâce. Cependant, avant de le livrer aux juges séculiers, il croit devoir demander aux principaux membres du clergé de l'éclairer, non par leur opinion particulière, mais par le texte des saintes écritures, sur la peine à infliger à un crime qui, dit-il, reproduit, à beaucoup d'égards, celui d'Absalon.

Un procès en forme est instruit contre lui.

Les juges séculiers avaient déjà commencé leurs fonctions, quand le clergé donna sa réponse : elle était, comme le tsar l'avait paru désirer, hérissée de citations de la Bible et des Pères. Elle justifiait

également la sévérité et la clémence ; elle rapportait des préceptes et des exemples de l'une et de l'autre, elle finissait par ces mots : « Le cœur du souverain est dans les mains de Dieu ; qu'il choisisse le meilleur parti. » Voilà une bien satisfaisante solution des doutes de ce prince.

Le procès d'Alexis n'en continua pas moins : ce malheureux, persuadé qu'il n'y avait qu'une confession entière qui le pût soustraire aux châtimens de ce monde et de l'autre ; tourmenté de questions insidieuses et sans nombre ; livré, s'il en faut croire des témoignages heureusement suspects, aux tortures les plus douloureuses, sous l'inspection même de son père, mettait tout ses soins et tout son zèle à se charger de tout ce qu'il avait, dans sa vie, pu dire ou penser de relatif au crime prétendu dont on l'accusait. Il alla jusqu'à tâcher de se rappeler ses anciennes confessions, et non-seulement il en rapporta ce qui pouvait le compromettre, mais même ce qui devait perdre ses confesseurs : voici les principales charges qui résultèrent contre lui de ses aveux. Il avait écrit de Naples aux sénateurs et aux évêques des lettres qui n'étaient pas parvenues à leur adresse, mais dont on avait retrouvé des brouillons dans les papiers d'une jeune Finnoise, sa maîtresse, qui l'avait été joindre en Allemagne. Après une apologie de sa fuite, à laquelle, disait-il, on l'avait forcé, il se recommandait, dans ces lettres, à l'intérêt des deux corps auxquels il les adressait, et

les priait vaguement *de ne le pas abandonner.* Ce n'était là qu'une faible partie de ses aveux. Il confessait, en outre, ne s'être jamais prêté que contre son gré aux desseins que son père avait eus sur lui : il avait porté, dans l'étude de la langue allemande, une négligence et une mauvaise volonté qui ne lui permettaient d'y faire aucun progrès : il s'était, à son retour d'Allemagne, blessé à la main d'un coup de pistolet, pour n'être point obligé à dessiner en présence du tsar, et il avait obstinément caché la cause de cette blessure, preuve, disait-il naïvement, qu'il n'était pas animé d'une vraie crainte filiale; il en était bientôt venu au point de ne pouvoir plus soutenir la vue de son père, et de désirer de vivre loin de lui; il avait poussé cette aversion pour celui qu'il devait le plus aimer au point de lui souhaiter la mort : croyant, dans le temps de sa fuite, qu'en effet cette mort était proche, il avait résolu de se rendre, immédiatement après, en Ukraine, auprès du général Bauer, dont il était favorisé, et de se mettre, avec son assistance, celle de la tsaritse Marie et du clergé, en possession d'un trône qu'il regardait comme son héritage. Sur le bruit d'une révolte dans le Mecklembourg, il avait pensé à aller joindre les insurgés, mais seulement s'ils l'y invitaient : enfin, il songeait à parvenir à l'empire par de mauvais moyens, même par des secours étrangers, et, s'il avait réussi, il n'aurait jamais cru pou-

voir payer ces secours un trop haut prix. A ces aveux d'Alexis s'ajoutaient des témoignages étrangers, tout aussi peu graves. Étant un jour avec ses amis, il s'était écrié dans l'abandon de l'intimité : « Il viendra un temps où, dans l'absence » de mon père, je dirai un mot à l'oreille des évê- » ques; ceux-ci le rediront aux popes, qui le rediront » à leurs paroissiens, et l'on me placera sur le trône » malgré moi. » Quand son père l'emmenait voir lancer à l'eau un navire, il disait : « J'aimerais mieux être au cachot ou avoir la fièvre. » Il répétait avec complaisance : « Souvenez-vous que Pétersbourg ne restera pas long-temps dans nos mains. » Enfin, il prenait souvent médecine, uniquement pour n'être point obligé de se trouver avec son père. De ces témoignages, comme des aveux d'Alexis, il résulte bien la preuve de souhaits, d'idées et de sentimens répréhensibles, mais nullement d'un complot proprement dit. Ce fut cependant sur d'aussi faibles charges qu'un tribunal composé (chose horrible à dire!) de cent vingt-quatre juges, ou plutôt, comme ils s'intitulaient eux-mêmes, *esclaves et sujets*, tous pris parmi les hauts dignitaires de l'administration et de l'armée, condamna à la peine capitale le fils de *son très-clément souverain*.

Condamnation et mort d'Alexis, 6 juillet 1718.

Le lendemain de ce jugement, Alexis tomba grièvement malade, soit, comme on le répandit aussitôt, d'une attaque d'apoplexie déterminée par

le saisissement et par la frayeur, soit, comme on l'a imprimé depuis, des atteintes d'un poison subtil qui lui fut versé par l'ordre du tsar. Toujours est-il que l'infortuné fils de Pierre ne passa pas la journée; il reçut de son père le pardon qu'il en implorait et expira. Le tsar, pendant son agonie et à ses funérailles, versa, dit-on, des larmes abondantes : étaient-elles d'attendrissement, de remords, ou d'hypocrisie? C'est ce que je n'ose prendre sur moi de décider.

Coxe et Busching pensent, d'après des renseignemens qu'ils ont recueillis, que l'arrêt de mort d'Alexis fut exécuté des propres mains de son père; Bruce, dans ses Mémoires, réfute en un sens cette opinion : voici ce que dit cet officier, au service du tsar à l'époque de l'évènement. « Le jour suivant (lendemain du jugement, 7 juillet) Sa Majesté, » accompagnée de tous les sénateurs et évêques, » se rendit au château, et entra dans la partie » qui servait de prison au tsarévitch. Peu de temps » après, le maréchal Veide sortit, et m'ordonna » d'aller chez M. Béar, droguiste dont la boutique » était près, et de lui dire de faire la potion forte » (*strong potion*) qu'il avait lui-même ordonnée, » attendu que le prince était très-mal. A l'audition » de mon message, M. Béar pâlit, la frayeur le saisit; » son état de trouble me surprit, au point que je » lui en demandai le sujet, mais il ne put me ré» pondre. Sur ces entrefaites le maréchal arrive

» dans le même état que le droguiste, lui reprochant » de n'avoir pas été plus expéditif, le prince étant » dans une attaque d'apoplexie; aussitôt le droguiste » lui donna une coupe d'argent avec son couvercle : le » maréchal l'emporta lui-même, chancelant comme » un homme pris de boisson. Une demi-heure après, » le tsar se retira dans la contenance la plus triste, » avec toute sa suite; sur-le-champ le maréchal » m'ordonna de rester dans l'appartement du prince, » et, en cas de quelque accident, de l'en avertir. J'y » trouvai deux médecins et deux chirurgiens de » quartier, avec lesquels je dînai de ce qui avait » été servi pour le dîner du tsarévitch; on ne tarda » pas à appeler les premiers, pour aller auprès du » prince, qui tombait de convulsions en convulsions. » Il expira à cinq heures après midi... On répandit » qu'à la lecture qui lui fut faite de sa sentence de » mort la frayeur l'avait fait tomber en apoplexie, » et qu'il en était mort. Très-peu de personnes cru- » rent à cette mort naturelle, mais il était dange- » reux de dire ce qu'on en pensait. Les ministres » de l'empereur et celui de Hollande furent quelque » temps exilés de la cour pour avoir parlé trop li- » brement à cette occasion. » Il paraît que Voltaire avait eu des renseignemens à peu près semblables; il dit sans rien conclure : « ce qui est certain, c'est que » son fils (le fils de Pierre) mourut dans son lit le len- » demain de l'arrêt, et que le tsar avait à Moscou une » des plus belles apothicaireries de l'Europe. » Le

récit de Bruce provoque pourtant une remarque. Si le tsar empoisonna réellement son fils, pourquoi avoir mis près de lui quatre médecins? Pourquoi s'être adjoint tant de complices ou s'être donné tant de témoins d'un crime qu'il désirait de tenir secret. Peut-être subissait-il un usage dont il n'eût pu s'écarter, sans donner lieu à tout soupçonner. Or l'indiscrétion de quelques-uns est moins à redouter pour un prince que le soupçon de tous.

Ainsi Veide se serait fait le complice d'un assassinat, et pourquoi? pour conserver de vaines dignités, de prétendus honneurs! Grands du monde, il ne vous manque souvent pour être criminels que l'intérêt et l'occasion.

La promptitude, et, pour ainsi dire, l'à-propos de la mort d'Alexis, même en mettant de côté tous les témoignages, est une bien forte présomption à la charge de son père. L'intérêt qu'il avait à cette mort en forme une autre non moins grave. A quoi bon, en effet, mettre tant d'acharnement à le faire condamner si l'on voulait lui faire grâce: les condamnations politiques ne sont point infamantes; au contraire, elles ne font qu'ajouter une nouvelle force aux idées et aux passions contre lesquelles elles sont dirigées: mais, en voulant la mort de son fils, Pierre désirait d'éviter l'odieux qui en pourrait rejaillir sur sa personne. Voilà ce qui explique le genre et le secret de l'exécution; telle est l'opinion qu'indépendamment de toute preuve

testimoniale, on peut se former de ce malheureux évènement.

Qu'on ne croie pas pour cela que je mette ce crime de Pierre au rang de ceux que le pur égoïsme fait commettre; ce fut probablement, de sa part, un sacrifice pénible, un sacrifice au succès de son projet d'amélioration, et, dans son opinion sans doute (car un de nos faibles est de ne jamais voir que le côté louable de nos passions), à la prospérité future de son peuple. Il s'écriait, dans les phases de ce déplorable procès, comme si lui et l'empire eussent échappé à un grand danger : « Quand le »feu rencontre de la paille, il la brûle, mais si »c'est du fer, il faut qu'il s'arrête ; » tout porte à croire qu'il se considérait comme le Brutus de la législation en Russie. Dans cette hypothèse, les larmes qu'il versa sur la cendre d'Alexis peuvent avoir été sincères. N'a-t-il pas déjà donné un exemple de cette espèce de bizarre et farouche héroïsme, quand il a suivi jusqu'au pied de l'échafaud sa maîtresse coupable d'infanticide; qu'il l'a baisée sur le front un instant avant le supplice, et qu'il s'en est retourné les yeux baignés de pleurs, donnés à la mort de celle qu'il pouvait, mais n'avait pas cru devoir sauver?

Cependant la mort d'Alexis, que Pierre avait pour le moins occasionée par son obstination à vouloir qu'il fût condamné, n'était pas la seule rigueur qu'on eût à reprocher à ce tsar. Il avait sévi

sans mesure contre tous ceux que les révélations de son fils désignaient à sa vengeance. Parmi ces autres victimes étaient Viazemski, pour avoir conseillé à Alexis de chercher son salut dans le cloître, et même, s'il le pouvait, dans la fuite ; Kikin, ex-favori, pour avoir dit au tsarévitch, outre ces mêmes paroles : « Entrez dans un monastère, on ne vous clouera pas le froc sur la tête ; » un prince Dolgorouki, pour s'être vanté à lui « de l'avoir sauvé de la hache du tsar », et avoir ajouté, en se plaignant de ce dernier : « S'il n'avait pas avec lui la tsaritse (Catherine), personne n'y pourrait tenir, et moi, tout le premier, j'irais m'enfermer dans Stettin ; » un Alexandre Sergueïef, pour avoir prédit que Pierre ne prolongerait pas sa carrière au delà de cinq ans ; un moine, Yakof Ygnatief, pour avoir répondu au tsarévitch, qui s'accusait à lui de souhaiter la mort de son père : « Dieu vous pardonnera, nous la lui souhaitons aussi » ; un prince Lapoukin, pour avoir dit, dans le temps de la fuite du prince, « qu'elle pourrait bien occasioner des troubles de la part de ses partisans » ; un prince tatar de la Sibérie, celui-ci, pour avoir rêvé l'alternative de la mort du tsar ou de la ruine de Saint-Pétersbourg, et avoir confié à Alexis ce rêve ; enfin, plusieurs officiers de la maison du tsarévitch, pour des propos que l'histoire ne rapporte point, sans doute à cause de leur peu d'importance. Les uns furent rompus vifs; d'autres, condamnés au même

supplice, virent commuer leur peine, et eurent seulement la tête tranchée; plusieurs, moins sévèrement traités, quoique à peu près également coupables, ne subirent que le knout ou un exil en Sibérie. Yakof, en avouant l'imprudente et coupable réponse qu'il avait faite au tsarévitch dans le tribunal de la pénitence, eut la générosité de taire obstinément le nom des personnes qu'il avait eues en vue en disant : *Nous la lui souhaitons aussi.* Lévesque fait, à l'occasion de cette fermeté d'Yakof, une réflexion que je rapporterai, parce qu'elle est frappante de justesse : « Que le confesseur Yakof, » dit cet écrivain, eût nommé ceux qui souhaitaient » la mort du tsar, ou qui appelaient le tsarévitch » l'espérance de l'État, et que ceux-ci en eussent » déclaré d'autres à leur tour, il semble que les » bourreaux auraient manqué pour le supplice des » coupables. Des flots de sang auraient coulé en » Russie, si tous les accusés avaient été aussi fai- » bles qu'Alexis. » En effet, si ce prince pouvait paraître avoir justifié la rigueur de son sort, ce serait par cette lâcheté à dénoncer, ou en d'autres termes à vouer au plus affreux supplice, ceux qui l'avaient le mieux servi ou le plus aimé.

Ce double procès s'était compliqué d'un troisième. Tandis qu'on informe avec activité contre Alexis et ses prétendus complices, il se répand que sa mère Eudoxe et sa tante la tsaritse Marie ont depuis long-temps quitté l'habit religieux qu'elles

avaient été forcées de prendre au monastère de Souzdal. Pierre fait conduire à Moscou les moines de ce couvent et tous ceux qu'on présume avoir facilité le changement d'état des deux princesses : on découvre qu'Eudoxe est depuis neuf ans l'amante et la fiancée du général-major et boyarin Glébof, autrefois favori du tsar ; que l'intrigue qui la lie à cet officier a été favorisée par Dosiphéi, archevêque de Rostof, dans des vues superstitieuses. Kikin, le procureur de Souzdal, l'archevêque de Rostof, le directeur des princesses nommé Roust, sont rompus vifs ; Glébof est empalé au milieu du carré que forment leurs échafauds. Plus de cinquante prêtres ou bourgeois ont la tête tranchée. Il avait fallu, pour pouvoir exécuter contre Dosiphéi la sentence de mort, le dépouiller de sa dignité : les chefs du clergé en faisaient d'abord quelque difficulté, prétendant qu'ils n'en avaient pas le droit : avez-vous eu le droit de le faire évêque, demande avec vivacité le tsar ? Oui, répondent-ils en tremblant. Eh bien ! vous avez celui de le défaire, réplique-t-il d'un ton absolu. Les prélats sentirent bien qu'ils n'avaient qu'à obéir.

Quant à Eudoxe, un manifeste rendit publics ses déréglemens. Elle fut livrée ensuite au jugement du clergé, condamnée à être flagellée par deux religieuses, et conduite dans un couvent du nouveau Ladoga, pour y passer le reste de ses jours. La tsaritse Marie fut enfermée à Schlusselbourg.

La mort funeste d'Alexis n'avait pas éteint tout ressentiment dans le cœur de son père; peu de temps après ses funérailles Pierre en parlait au sénat comme d'un *homme plus faux et plus ingrat qu'on n'aurait pu le penser*. Ce n'est pas à ce ressentiment néanmoins que j'attribuerai, comme l'ont fait certains écrivains, une loi qu'il rendit quelques années après, pour régler la succession au trône; loi toute politique, et née des préoccupations dont il était agité. Par cette loi, le souverain avait droit, à perpétuité, de nommer son successeur, de révoquer son choix et d'en faire un autre. Ce n'était pas abroger une loi d'hérédité régulière, pour lui en substituer une irrégulière, ainsi que l'a dit Lévesque : c'était revendiquer pour le pouvoir souverain l'exercice exclusif d'une faculté dont avaient joui, à différentes époques, les sujets les plus influens.

Moins rigoureux envers les dilapidateurs de la fortune publique, Pierre ne punit que par des restitutions forcées, Apraxin, Mentschikof et quelques autres de ses favoris, coupables en récidive du crime de concussion. Il avait même pardonné au gouverneur de la Sibérie, Gagarin, accusé par toute cette province, d'horribles exactions; « désormais, disait-il, son intention était » de corriger ses sujets par la douceur plutôt que » par la sévérité. » Ces mots prouvaient ses remords de la rigueur dont son fils venait d'être victime. Gagarin cependant, ayant rétracté dans le public

les aveux qui lui avaient obtenu sa grâce, fut repris et pendu à un poteau de quarante pieds de haut.

De cinq fils qu'elle a eus, Catherine n'en a pu voir un seul franchir la première période de l'enfance, effet tout naturel des fatigues excessives qu'elle partage avec son époux. Elle vient encore de perdre cet enfant qu'elle a mis au monde, il y a un an à peine, et dont la naissance à déterminé peut-être la déplorable condamnation d'Alexis. Ceci est comme une vengeance du ciel. Pierre, de chagrin, a été livré pendant trois jours à ces convulsions qu'excitent ordinairement en lui les fortes émotions de peine. Il ne veut plus prendre d'alimens, ne peut plus dormir, s'enferme et refuse de recevoir qui que ce soit. Dolgorouki emploïe, pour le tirer de cet état d'abattement, des paroles sévères, jusqu'à la menace de lui faire nommer un successeur, presque la violence, et parvient ainsi à le rendre à la vie active.

A aucune époque le tsar n'avait publié autant de règlemens administratifs, ni formé d'aussi utiles institutions; on eût dit qu'il tâchait d'expier par des bienfaits envers son peuple le grand crime domestique de la mort de son fils. Ce fut, en effet, vers le temps qui suivit cette mort, qu'on le vit établir l'égalité des poids et mesures dans tout son empire; fonder pour les enfans-trouvés, pour les orphelins, pour les indigens, des écoles d'arithmétique dans toutes les villes; improviser une foule de manufac-

tures de draps, de toiles, de tapis, de soieries; écoles de l'art du tissage, autant qu'instrumens de confection des produits du sol. Il formait en outre un conseil des mines; il ouvrait de ses mains les travaux des canaux de Ladoga, et de Cronstadt; il traçait le plan de celui qui, bien plus important, doit joindre, par le Volga, les mers d'Europe à ce grand lac de l'Asie, la Caspienne.

En même temps il crée une police municipale, combinée comme celle des pays qu'il vient de parcourir; il s'y réserve, comme dans l'armée, un emploi, et un emploi des plus modestes. Cet ennemi de la superstition, qui attaque par le ridicule tant de pratiques respectées du peuple, se montre pourtant fanatique; fanatique de religion, et en même temps de philosophie; fanatique peut-être en apparence et par politique seulement. Il veut punir de la mutilation et de l'exil en Sibérie le blasphème proféré dans l'ivresse; souvent impie lui-même, il châtie rigoureusement dans les autres les impiétés, même les simples distractions commises pendant le service divin. Il persécute les raskolniki, en haine de leur haine pour ses réformes; l'un d'eux entreprend de venger par un assassinat les violences exercées contre ses pareils; au moment où va se consommer le crime, le poignard tombe de sa main mal assurée; il résonne aux pieds du tsar, et trahit le dessein du meurtrier. La persécution en redouble contre toute la

secte; on veut en forcer tous les membres à faire abjuration de ce qu'on nomme leur hérésie ; quelques centaines de ces malheureux préfèrent s'ensevelir sous les ruines d'une église où ils ont d'abord cherché un asile, et à laquelle ensuite ils ont mis le feu. Pierre, sentant l'inefficacité de la violence, croit que le ridicule aura plus d'effet. Il les oblige à porter derrière le dos un morceau d'étoffe jaune; mais ces fanatiques tiennent à honneur cette distinction, dont on leur a voulu faire un opprobre; les courtisans conseillent alors d'en revenir à la rigueur, de lasser par les supplices une obstination forcenée : « Non, dit enfin le tsar; j'ai su que leurs mœurs étaient pures; ce sont les marchands les plus probes de tout l'empire, et ni l'honneur, ni le bien du pays, ne permettent de les martyriser pour leurs erreurs. D'ailleurs, ce qu'une distinction humiliante et la raison n'ont pu faire, des supplices ne le feraient pas; qu'ils restent donc en paix. »

Les popes, cependant, tâchent de retarder par leurs clameurs sa marche civilisatrice : ils appellent Pétersbourg *une bouche de l'enfer;* la colère du ciel éclatera sur cette ville, sur ceux qui travaillent à la fonder, sur ceux qu'on force de la venir habiter; ils produisent devant le peuple une image qui pleure miraculeseument sur le sort réservé aux futures victimes; Pierre s'approche un jour, porte la main sur l'image, l'examine, et, à la vue du

peuple, de tous ses courtisans, étonnés de sa hardiesse, leur démontre comment de l'huile figée, placée dans les yeux de la statue, se trouve liquéfiée par la chaleur des cierges qui l'environnent.

Les prêtres ne se bornent pas à ces supercheries; ils usent cruellement de leur droit de justice inquisitoriale en matière de religion. Un jeune Russe, qui a été en Allemagne déposer en partie la rouille des préjugés nationaux, a le malheur, à son retour, de commettre quelque indiscrétion. Il est arrêté, torturé, jugé par un tribunal d'ecclésiastiques; ces prétendus vengeurs de Dieu se font les démons de ce monde, en livrant aux flammes leur victime. Le tsar, instruit de ce fait atroce, retire, mais trop tard, au clergé son droit funeste de vie et de mort, don du fanatisme de Vladimir dit *le Grand*.

Tandis que Pierre se montrait au dedans le tyran de sa propre famille, la diète, ou dominait l'influence des coalisés désormais ses ennemis, décidait de laisser aux États qui venaient de les conquérir, les provinces allemandes qu'avait possédées la Suède, et d'aider en dédommagement cette puissance à reprendre sur la Russie la Finlande, et surtout la Livonie, toutes ses conquêtes, en un mot, hormis Narva, Cronstadt et Pétersbourg. Mais ces provinces étaient trop proches du cœur de l'empire, et cet empire, depuis qu'il avait ajouté à ses précédens avantages défensifs celui d'une connaissance plus approfondie de l'art de la guerre, était devenu trop fort pour

que le projet d'en rien détacher fût exécutable.

Les souverains d'Angleterre et d'Autriche étaient les plus ardens instigateurs de cette ligue, dont la Suède formait la tête, et dans laquelle figuraient en outre le Danemark, la Pologne, la Prusse et jusqu'à la France, ennemis qu'a suscités au tsar son assentiment vrai ou supposé au projet de Goërtz. George Ier s'empressa d'envoyer à la sœur de Charles XII, Ulrique Éléonore, que les États de Suède avaient élue en remplacement de ce prince, une flotte nombreuse. L'empereur manifesta ses dispositions en chassant de Vienne le résident russe. Le tsar, par représailles, renvoya de ses États les jésuites, qu'il n'y avait reçus qu'à la recommandation de ce prince. Confiante dans l'appui qui lui était promis, Ulrique redemandait impérieusement au tsar les provinces suédoises envahies, et mettait à ce prix la continuation des conférences d'Alan; en même temps, lord Carteret et l'amiral Noris, l'un ministre de la cour de Londres auprès de celle de Suède, l'autre, commandant de la flotte anglaise auxiliaire, semblaient, moins vouloir offrir qu'imposer à la Russie la médiation de leur maître.

Pierre, sans s'arrêter à ces menaces, organise et rassemble ses ressources : deux flottes russes descendent simultanément au nord et au midi de Stockholm des troupes qui font dans les environs de cette ville un ravage effroyable; elles paraissent presque sous ses murs, et livrent à sa vue des combats

où elles ont l'avantage, même à forces inférieures. Une autre expédition, aux ordres du brigadier Mingden, et dirigée contre la Bothnie occidentale, obtient un succès moins disputé encore. La ville d'Oumma, près de cinquante villages, une foule de maisons et de magasins épars sont livrés aux flammes par les partis de cosaques lâchés sur cette malheureuse contrée. Les Russes font une guerre de barbares: L'amiral Noris ne paraît, pour ainsi dire, dans la Baltique, que pour être témoin de leurs succès et reconnaître sur les côtes la trace de leurs ravages.

Galitzin, quittant bientôt la Finlande, dont il est gouverneur, monte sur sa flotte, attire, par d'habiles manœuvres celle des Suédois, bien supérieure en vaisseaux de guerre, dans des écueils qui doivent en inutiliser une partie, attaque le reste avec ses galères, et remporte une victoire dont quatre frégates et cent quarante-quatre pièces de canon deviennent le prix.

Cependant la reine Ulrique ayant obtenu de faire passer de sa tête sur celle de son mari, Frédéric de Hesse-Cassel, la couronne que les États lui avaient donnée, le cabinet de Stockholm, mal secouru par ses alliés, profita de la circonstance pour faire faire au tsar des ouvertures de paix. Pierre se montra disposé à la réconciliation; mais, se promettant de grands avantages de la prochaine campagne, il refusa obstinément de conclure une trêve, et déclara que les négociations n'interrompraient

point les hostilités. Sous cette réserve il acceptait la médiation de la France, et de nouvelles conférences furent ouvertes à Neustadt.

Les flottes et les armées russes continuèrent, comme Pierre en avait prévenu, leurs descentes dévastatrices. Rien n'échappait à la destruction. Le tsar appelait ses soldats ses plénipotentiaires. Il avait, dit-on, pour but, en ordonnant ces ravages, d'accélérer l'issue des négociations, et ce but fut atteint. Frédéric, las d'attendre vainement les secours qu'on lui faisait espérer, se décida à conclure la paix aux conditions qu'avait d'abord exigées le tsar, et dont celui-ci ne voulut point se départir. L'acquisition irrévocable de la Livonie, de l'Estonie, de l'Ingrie, d'une partie de la Finlande et de la Carélie, de toutes les îles qui bordent les côtes de ces contrées ; l'avantage si ardemment désiré d'avoir des ports sur la Baltique ; les forces militaires de l'empire développées, connues, faciles désormais à réunir et à organiser : tel était pour la Russie, le fruit d'une guerre de plus de vingt et une années, commencée sous les plus funestes auspices, mais continuellement heureuse dans sa dernière période. Manstein avance, mais sans assez de fondement, que le tsar avait plus d'une fois acheté à prix d'argent ses succès dans cette lutte, et qu'il avait même payé, en définitive, le traité qui lui en aussurait le résultat.

Paix de Neustadt, 1721.

L'armée offrit à Pierre le titre d'amiral ; le sénat et le clergé lui décernèrent celui de *grand et de*

père de la patrie, comme s'il y avait eu en Russie une patrie; mais les peuples esclaves aiment à prodiguer à leurs maîtres de tels titres. Les peuples libres font peu d'usage de ces formules adulatrices; chez eux la patrie se suffit à elle-même; de vrais citoyens rougiraient de lui reconnaître un protecteur: malheur aux pays où un seul homme paraît nécessaire à tous: la liberté n'y a jamais habité ou bien s'y est perdue.

Un autre titre non moins vain au fond, mais qui, politiquement avait peut-être plus d'importance, c'était celui d'empereur que lui avaient déjà accordé la Hollande et l'Angleterre aussitôt après la victoire de Pultawa. Il se le fit décerner de nouveau, et cette fois-ci la Pologne, la Prusse, le Danemark, la Suède et l'Autriche même n'hésitèrent plus ou presque plus à le lui reconnaître, tant le succès peut légitimer toutes les prétentions!

Pierre s'était engagé à rendre à la Suède tous ses prisonniers; mais, jaloux d'enrichir ses États d'une population industrieuse, il avait dès long-temps pris ses précautions pour en perdre, à la paix, le moins possible. Aussi la plus grande partie restèrent en Russie, où les attachaient des mariages, des emplois, des concessions de terre ou de priviléges, et enfin les avantages que leur donnait, au milieu d'un peuple étranger, dans une foule d'endroits, à la pratique des arts même les plus communs, leur civilisation plus avancée.

Parmi ceux qui retournèrent, Ereinschild fut, de la part du tsar, l'objet d'égards tout particuliers. Ce prince lui fit présent de son portrait enrichi de diamans, et le recommanda à Frédéric, comme un de ses marins les plus braves ; Pierre sentait qu'il ajoutait au prix de sa victoire d'Angoût tout ce qu'il donnait de considération à celui sur lequel il l'avait gagnée.

L'empereur, puissant désormais de toute la force que donne une prospérité éclatante et soutenue, osa enfin abolir formellement la dignité de patriarche, que, dans ce dessein, il laissait vacante depuis vingt ans. Il obligea à lui jurer obéissance et dévoûment, comme *au chef suprême du collége ecclésiastique*, les membres amovibles de ce collége, créé sous le nom de *sacré synode* pour remplir provisoirement les fonctions patriarcales. Ainsi fut absorbée dans l'autocratie toute l'ancienne autorité du patriarcat : l'unique contrepoids du pouvoir des tsars se trouva anéanti, et leur despotisme devint plus absolu encore que celui des sultans.

Abolition définitive du patriarcat.

Pourtant encore, en 1722, le synode, contre le vœu de Théophane, qui le préside, et qui, dégagé de superstitions, a beaucoup contribué à sa création, osera redemander un patriarche, mais le tsar, présent au conseil, se lèvera, puis, avec ce ton de fureur effrayante dans celui qui peut tout et a plus d'une fois exécuté tout ce qu'il pouvait, il s'écriera, en se désignant de la main, et en frappant fortement la

table de son coutelas : *Voilà votre patriarche :* ensuite, il lancera sur le synode un regard menaçant qui glacera de terreur tous les membres, et sortira.

Pierre voulait perpétuer dans l'empire russe les avantages qu'il commençait à trouver dans la guerre. Une foule de ses institutions décelaient ce but, mais celle qui le marquait le plus manifestement fut la création d'une noblesse militaire, viagère pour les simples officiers, transmissible pour tous ceux qui s'élèveraient jusqu'à l'état-major. Des écrivains superficiels ont loué cette création. Pour moi, je vois au fond l'intention du despotisme, intéressé à séparer le plus possible des masses qu'il opprime, les agens qu'elles lui ont fournis.

Création d'une noblesse militaire.

Il y aurait de l'exagération, cependant, à dire, comme Lévesque, « qu'un simple soldat tiré de la classe des serfs a droit d'espérer que lui-même ou ses enfans monteront un jour, par leurs services, à l'état-major, et même au généralat. » Sans doute, il en est, en Russie comme en Turquie, comme sous tous les gouvernemens despotiques : la volonté du souverain, n'y reconnaissant pas de limites, peut faire franchir à un individu prédilectionné tous les obstacles, et le porter, de la condition abjecte de laquais, au rang le plus distingué; mais combien peu cette volonté, en supposant que l'équité en règle le plus souvent l'exercice, a occasion de se manifester! Ne sait-on pas les difficultés qu'éprouvent à leur avancement, même dans

les pays où la démarcation entre l'aristocratie et le peuple est moins absolue, ceux que ne recommandent point les avantages de la naissance? Partout où une fraction du peuple possède des priviléges, la masse ne parvient guère, qu'à la faveur d'une tolérance rare, à exercer quelquefois ces droits.

La carrière administrative était encore un moyen d'arriver à la noblesse. Tout emploi civil était, comme on sait, assimilé à un grade militaire, et c'était cette assimilation qui fondait et déterminait les droits des prétendans. Le tsar avait placé les fonctions de cour au niveau des grades les plus modestes : plus jaloux de l'honneur de leur domesticité, ses successeurs, les femmes surtout, changèrent ce rapport, et dès lors les antichambres impériales devinrent une abondante pépinière de nobles familles. Encore aujourd'hui, tout chambellan est général-major, le maître d'hôtel est colonel, le cocher de sa majesté impériale est major; bien entendu que ces grades par assimilation ne donnent point de droits au commandement. Sous l'un des règnes qui suivirent, huit éléphans eurent le rang de lieutenans-généraux : il ne manquait plus à ce ridicule que d'anoblir leur descendance.

Toute guerre qui n'est point d'une évidente nécessité me paraît un crime à la charge de celui qui l'entreprend. Mais les plus injustifiables sont celles qu'un souverain fait pour la satisfaction de sa vanité propre ou de ses passions personnelles. Les

guerres auxquelles Pierre Ier se détermina eurent du moins pour objet un intérêt national (car de l'intérêt universel, il n'y en eut jamais dans la guerre). Il avait lutté pendant dix ans pour obtenir quelques points des côtes de la Baltique où il pût construire un port. C'était aussi pour conquérir des côtes et un port, mais sur une autre mer, la Caspienne, qu'il se disposait, à peine reposé de ses efforts contre la Suède, à faire pénétrer en Perse ses colonnes aguerries.

Tel était le but; les prétextes ne manquaient pas. Schah Hussein, qui alors occupait le trône de Perse, prince faible d'esprit et de caractère, corrompu, en outre, par l'abus des plaisirs, voyait, sans pouvoir y porter remède, le fils de l'un de ses lieutenans, indépendant dans une province de l'empire, menacer d'envahir les autres, tandis que sur la frontière opposée, du côté de la Russie, différens partis de Lesghis, aussi révoltés, dévastaient le Chirvan. Un de ces partis pilla Schamakie, où les Russes faisaient un grand commerce, et n'y respecta pas plus les personnes que les propriétés : beaucoup de Russes périrent dans cette espèce de sac : un plus grand nombre fut ruiné. Pierre, qui ne cherchait qu'une occasion de rupture, se plaignit avec véhémence. Les choses tournèrent plus selon ses vœux qu'il n'aurait pu l'espérer. Le schah avoua son impuissance d'obtenir des Lesghis la satisfaction qu'on lui demandait : c'était

autoriser le tsar à la prendre lui-même : celui-ci ne se le fit pas dire deux fois, et après s'être assuré, par d'habiles négociations, la neutralité de la Porte, il marcha, comme ami et défenseur de la Perse, à la conquête des provinces de cet empire qui étaient le plus à sa bienséance.

L'armée russe, composée de trente mille hommes de troupes régulières, et d'un nombre bien plus considérable de kalmouks et de cosaques, s'assembla aux environs d'Astrakhan. L'empereur et son épouse, qui ne le quittait presque jamais dans le cours de ses expéditions même les plus pénibles, se rendirent, vers le milieu de juin, au sein de cette ville; la flotte qui les avait précédés dans les parages de cette contrée, où, depuis plusieurs mois, elle transportait des munitions et des vivres, les reçut l'un et l'autre à son bord, et les débarqua avec l'infanterie sur les côtes de leurs futures conquêtes, auprès du golfe d'Agrakhan. Invasion en Perse, 1722.

Deux princes à qui leur voisinage des Russes rendait l'amitié de ceux-ci désirable, ou plutôt faisait craindre leur ressentiment, le chamkal de Tarkou et le sultan d'Axaï, envoyèrent au-devant du tsar faire acte de soumission. Plus courageux ou moins prudens, les habitans d'Enderi osèrent attendre et combattre : ils payèrent de l'incendie de leur ville cette tentative de résistance. Pierre, après avoir reçu à Tarkou une députation du gouverneur de Derbent, pénétra, à travers les gorges des

monts Boïnak, dans le pays d'Outemiche, le long de la mer Caspienne. Là, un certain sultan Mahmoud, prince de la contrée, vint, à la tête de cinq à six mille hommes, comme pour lui offrir une victoire qui ne retarda pas d'un jour son entrée dans Derbent. Les Turks appellent *Porte-de-fer* cette ville intéressante par son antiquité, par sa position et par son commerce. Ses murs furent de ce côté pour le tsar les colonnes d'Hercule. L'endommagement de plusieurs de ses vaisseaux par une tempête, l'avarie des vivres et des munitions qu'ils lui amenaient, lui interdirent de songer à pénétrer plus loin, pour cette année; il marqua sur les bords et à quelques lieues de l'embouchure du Soulaski, l'emplacement d'une forteresse, et revint à Moscou, où Rodomanovski, avait fait, selon l'usage, préparer, pour l'entrée des généraux de l'expédition, une fête splendide. Cette campagne, si l'on en croit Bruce, qui la fit, avait cependant une issue funeste; plus de la moitié de l'armée, selon lui, périt de fatigue et de faim, et on avait si peu pris de précautions, que la flotte destinée à transporter les troupes sur la Caspienne n'était pas munie de boussoles, ni même de pilotes. Pierre, du reste, sentait combien peu d'importance aurait pour son empire la conquête qu'il venait de faire; aussi répondit-il au prince Kantemir, qui l'en félicitait : « Vous vous méprenez » sur les véritables intérêts de la Russie, elle a assez » de terre, c'est de l'eau qu'elle doit chercher. »

La Porte manifestait sa jalousie des succès du tsar; elle prenait sous sa protection et chargeait d'honneurs le chef de Lesghis, dont les brigandages avaient servi de prétexte à l'invasion des Russes dans les provinces persanes. Le divan, le muphti, tous les Turks de quelque influence désiraient la guerre contre la Russie. Le grand-visir seul, dominé par un caractère pacifique, par des considérations de prudence; effrayé d'avoir à combattre avec les Russes, les Autrichiens, comme on savait que cela arriverait si une rupture avait lieu, fit tête aux instigateurs de la guerre, et, aidé de l'ambassadeur de France, parvint à différer au moins l'effet de leur effervescence. Il refusa d'autoriser le siége d'Astrakhan, que le khan de Crimée offrait d'entreprendre. Seulement il mit les provinces d'Asie sur le pied d'une défensive imposante, et Pierre en agissait de même de son côté. Ce tsar fit, dit-on, insinuer au sultan que leur commun intérêt était non point de sacrifier par envie l'un de l'autre, l'occasion que présentait à leur ambition l'état de désorganisation de la Perse, mais de s'entendre, au contraire, pour en profiter dans une proportion à peu près égale. Le fruit de ces insinuations, si elles eurent lieu, fut l'occupation de Tiflis et de la Géorgie par le pacha d'Erzeroum, au compte des Turks, tandis que les généraux de Pierre continuaient, dans le Ghilan, le cours de ses conquêtes.

Cependant le sceptre du faible schah Hussein, remis par lui aux mains de son fils aîné, arraché à ce dernier, et successivement à deux de ses frères, était échu au plus jeune des quatre rejetons de la race souveraine, prince errant dont un usurpateur avait envahi la capitale et presque tous les États. Les deux puissances qui s'étaient accordées dans le but de mutiler à leur profit son territoire, convinrent de le reconnaître, de préférence à son rival plus heureux. Ce ne furent point elles cependant qui le devaient replacer sur le trône : c'était le fameux Thamas-Kouli-Khan, pour bientôt, il est vrai, l'en précipiter et s'y asseoir à sa place.

Les intérêts du duc de Holstein, gendre futur du tsar, attirèrent de nouveau à l'occident toute son attention; ce duc se voyait dépouillé de ses États par le roi de Danemark, et se trouvait, par la transmission que la reine de Suède avait faite à son époux de sa couronne, privé de jamais exercer les droits qu'il y prétendait. Le tsar ne voulait pas renouveler pour lui la guerre, mais du moins il intercéda auprès des États de Suède pour qu'ils consacrassent ses droits au trône, dans le cas où Frédéric ne laisserait pas de descendance. Il demanda aussi, mais avec moins de succès, au roi de Danemark, de rendre au jeune prince Toningen et le Holstein-Slesvik; et en outre de lui reconnaître à lui-même le titre d'empereur qu'il lui déniait. On crut

un moment que le refus du monarque danois allait devenir une source de nouvelles hostilités; heureusement tout se passa en démonstrations comminatoires.

L'absence de l'empereur pendant la dernière expédition de Perse offrait aux concussionnaires une occasion trop favorable pour qu'ils ne cédassent pas à la tentation d'en profiter. Mentschikof, une troisième fois convaincu de péculat, ne fut encore que pécuniairement puni, quoique unanimement condamné à mort par le sénat. Le vice-chancelier de l'empire, Chafirof, qui avait puissamment contribué à tirer le tsar de la position critique où il se trouvait sur le Pruth, fut, dans le même temps, sous le coup de deux accusations, toutes les deux capitales, l'une, d'avoir insulté un sénateur au milieu de ses fonctions, l'autre, d'avoir recélé des sommes provenues des exactions de Gagarin. C'était lui-même qui avait proposé de traiter comme complices de cet ex-gouverneur de la Sibérie, les recéleurs du produit de ses rapines : il se trouvait ainsi dans une position analogue à celle de Charondas; mais qu'il y a loin du courtisan d'un despote à un législateur-citoyen! Charondas se tua pour n'être point accusé d'avoir enfreint impunément la loi qu'il avait portée : Chafirof, au contraire, eût sacrifié sans doute toutes les lois de son pays et de l'univers pour se soustraire à l'application d'une peine qu'il n'avait provoquée, sans doute, que

pour détourner de lui les soupçons. Catherine, dont la clémence tempérait le plus souvent la sévérité du tsar, obtint la grâce du vice-chancelier, en considération de ses précédens services, et principalement en souvenir de la paix du Pruth.

Cette princesse allait recevoir de son époux un prix bien éclatant de ceux qu'elle-même lui avait rendus. Elle devait se voir couronner et sacrer impératrice, honneur qui n'avait jamais été fait en Russie à la compagne du souverain. Singulière opposition! celle que la fortune a prise de plus bas se trouve aussi le plus haut portée!

Il y avait déjà près d'un an que le tsar avait préparé et apologié par un manifeste cette élévation extraordinaire. Il la fondait sur l'utilité dont son épouse lui avait été par ses conseils, dans l'administration et à la guerre, notamment dans la désastreuse expédition contre les Turks, où elle avait, disait-il, signalé son zèle par un courage supérieur au commun caractère de son sexe.

Couronnement de Catherine, mai 1724.

Une autre particularité signala ce couronnement. Il était ordinaire que les députés du clergé, de la noblesse et des bourgeois, vinssent, dans cette solennité, prier le tsar d'accepter le sceptre : cet usage traditionnel constatait au moins le droit qu'ils avaient eu jadis d'en disposer : le tsar voulut effacer de ce droit ancien jusqu'à la mémoire. Il ne fit point appeler les députés, et il revêtit lui-même, comme de son autorité propre, son épouse, des signes de la souveraine puissance.

Les fêtes qui suivirent remplirent un intervalle de six semaines. Le tsar, par complaisance, peut-être, pour une vanité de femme, déploya dans la cérémonie un luxe dont sa simplicité habituelle faisait la critique.

A ces fêtes en succédèrent bientôt d'autres de même genre, celles des fiançailles de la fille aînée de Pierre et de Catherine, la tsaritse Anne, avec le duc de Holstein, fait prisonnier à Pultawa, mais que le tsar, devenu son protecteur, avait fait élever à sa cour.

Si l'on en doit juger par l'apparence, Pierre ne fut pas long-temps à se repentir de ce qu'il avait fait pour sa compagne. Un chambellan de cette princesse, nommé Moëns de la Croix, d'origine flamande, homme d'une figure agréable, quoique déjà d'un âge mûr, eut le malheur d'inspirer à son souverain de la jalousie; c'était le frère de cette Anne de Moëns qui, jadis aimée de Pierre, n'avait pas peu contribué à la mésintelligence entre ce prince et son épouse et, comme elle était étrangère, à l'aversion de celle-ci pour les étrangers et pour leurs mœurs. Moëns fut condamné à perdre la tête, non point, en apparence, pour le crime dont le soupçon le rendait odieux, et dont le tsar eût rougi qu'il fût fait mention; mais sur l'accusation d'avoir, pour des présens, vendu la faveur de l'impératrice, délit qu'une loi sévère punissait du dernier supplice. Cet arrêt rigoureux reçut son exécution. Pierre lui-même conduisit son infidèle épouse au

Adultère de Catherine supplice du chambellan Moëns.

pied de l'échafaud où était attachée la tête de Moëns; elle maîtrisa son émotion, et témoigna seulement, d'un ton calme, sa prétendue surprise *qu'il y eût autant de corruption parmi les courtisans.*

Catherine n'avait osé intercéder en faveur de son amant; elle fut plus hardie à l'égard de la sœur de ce chambellan, accusée d'avoir été de complicité avec lui, mais jugée à une peine moins forte. Il y eut à ce sujet, entre l'empereur et sa femme, des scènes violentes. Pierre, au milieu des reproches qu'il faisait à celle-ci sur son ingratitude, saisit une glace de Venise et la brisa en disant : « Tu vois qu'il ne faut qu'un coup de ma main » pour faire rentrer cette glace dans la poussière » d'où elle est sortie. » L'allusion était facile à sentir. Catherine lui répondit : « Vous avez cassé ce » qui faisait l'ornement de votre palais; croyez-» vous qu'il en devienne plus beau? » Par ces paroles, d'un bon sens remarquable, dites avec calme et dignité, elle modéra l'emportement du tsar, mais elle ne put néanmoins en obtenir que la remise de six coups de knout, sur onze que la sœur du chambellan devait d'abord recevoir.

La disgrâce de cette femme fut même étendue à ses enfans, l'un page, l'autre chambellan; tous deux furent dégradés, et envoyés, comme simples soldats, à l'armée de Perse.

Catherine, et en même temps, peut-être par contre-coup, Mentschikof, perdirent tout leur crédit;

l'une fut remplacée dans les affections du tsar par une princesse Kantemir; l'autre vit passer toute la confiance dont il avait joui, à Jalkouski, procureur-général, ou, comme le signifie le nom de cette charge, *l'œil de l'empire.*

Depuis long-temps Pierre voyait les suites de ses fatigues et ses excès dans la débauche concourir à altérer de plus en plus sa santé; on prétend même qu'il était atteint de ce mal honteux, présent funeste qui, seul, eût suffi pour venger les Amériques des crimes dévastateurs de l'Europe; on ajoute qu'il fit faire parmi les dames de sa cour les recherches les plus minutieuses pour découvrir quelle était celle qui avait pu être assez coupable pour s'exposer à empoisonner les plaisirs secrets du souverain. La honte d'avouer la maladie lui en fit trop long-temps différer le remède : pendant quatre ans il lutta par le courage seul. Les eaux thermales d'Olonetz, qu'il est allé prendre avant le sacre de son épouse, ont d'abord apporté quelque relâche à ses souffrances, mais après l'éclat qu'a fait l'infidélité de cette princesse, ces souffrances renaissent, elles le déchirent; une opération douloureuse est déclarée nécessaire; il la subit, et, pendant trois mois, reste balancé entre la mort et la vie; la vie reprend le dessus pour quelque temps, mais la vie active encore, la vie de Pierre; une vie qui, en quelque sorte, déborde sur tout un empire. A peine convalescent, il va visiter les travaux

Maladie du tsar, ses phases.

du canal de Ladoga, qui doit unir à la Baltique les mers de la frontière d'Asie. C'est là qu'il apprécie Munich : il lui confie l'exécution d'une entreprise que dirigeait mal l'ignorant Pisarew, l'ingénieur protégé des courtisans : bientôt, des rives du Ladoga, il pénètre jusqu'au fond du lac Ylmen, voit les salines de Staraïa-Roussa, ne fait, à son retour, que passer à Pétersbourg, pour, ensuite, se rendre en Finlande. Il est sur le point de prendre terre au petit port de Latcha, quand, jetant ses regards en arrière, il aperçoit une chaloupe pleine de matelots et de soldats, en butte, sur un bas-fond où elle est échouée, à la fureur des vagues : d'abord, il indique du geste et de la voix, à ceux qui la montent, les manœuvres les plus propres à les sauver, ensuite il envoie à leur secours, puis s'embarque lui-même, et enfin, tout autre effort étant inutile, se jette à la mer, joint la chaloupe, parvient à la dégager, et la ramène avec tout son monde au rivage. Malheureusement, en prolongeant la vie de ses sujets, il hâtait le terme de la sienne.

Acte d'humanité de Pierre.

La nuit même qui suit le jour où il s'est ainsi dévoué, une fièvre ardente le saisit. Les douleurs de la dysurie le poignent; on le rapporte à Saint-Pétersbourg; mais là encore sur son lit de souffrance, son âme active travaille et reste attachée à la poursuite de son plan; la direction de toutes les affaires lui passe toujours par les mains; il signe une foule d'ordonnances réformatrices, et c'est alors qu'il

dicte au célèbre navigateur Behring ces instructions qui, exécutées, doivent être une des gloires de son règne.

Enfin, après deux mois, non de repos, mais de séjour dans ses appartemens, il croit le mal assez dompté ; il résout d'assister à la bénédiction de l'eau, l'une des fêtes les plus solennelles de son empire. Est-ce superstition propre, ou condescendance à la superstition de ses sujets, ou intention de réfuter par sa présence le bruit qui peut-être déjà se répand de sa fin prochaine ? On était au 17 janvier, au fort du froid le plus rigoureux : il en est saisi, et un rhume, qui aussitôt se déclare, réveille d'une manière effrayante tous les symptômes de sa maladie. Dix jours encore son tempérament de fer doit lutter moins peut-être contre l'excès du mal que contre la violence des remèdes et des opérations qu'en dernière ressource on essaie, et qui, dit-on, achèvent de le tuer. Il s'indigne contre lui-même des cris que la souffrance lui arrache, il accuse la faiblesse de sa nature; enfin il se résigne, « il espère » que Dieu jettera sur lui un regard de clémence » pour tout le bien qu'il a fait à son pays. » Il a fait appeler sa fille Anne, il veut écrire un testament, mais déjà des atteintes de paralysie désassurent sa main, dont presque aussitôt se retire la vie. Il veut lire, et ne peut déchiffrer et proférer que ces mots *rendez tout à*..... Sa voix se refuse à ses efforts pour en dire davantage. La paralysie gagne

alors presque tout son corps : pourtant il existe ; sa force naturelle recule de quinze heures sa complète désorganisation. Enfin, il meurt le 8 février, vers quatre heures du matin, vers cette heure à laquelle il avait coutume de commencer chacun de ses jours si pleins, si actifs. Il a vécu cinquante-deux ans et en a régné quarante-trois.

Mort de Pierre I[er], 8 février 1724, ou 28 janvier ancien style.

Les Russes, qui l'avaient en général désapprouvé et même haï pendant sa vie, le regrettèrent, ou du moins l'admirèrent quand il ne fut plus.

Ce tsar était d'une taille majestueuse : il avait près de six pieds de haut; sa figure était belle; sa physionomie, noble et spirituelle; son regard, vif, perçant, parfois dur et cruel. Des mouvemens nerveux qui l'obligeaient à pencher fréquemment la tête, et dont on attribuait l'origine, les uns à son intempérance, les autres à un poison que lui aurait, dans son enfance, fait verser Sophie, dérangeaient cependant un peu l'économie de ses traits. Du reste, toute sa personne offrait les apparences de la force musculaire unie à celle du tempérament.

Trois filles, que lui avait données Catherine, les princesses Anne, Élisabeth et Natalie, la dernière devant bientôt mourir du chagrin d'avoir perdu son père; deux nièces, nées d'Ivan, mariées, l'une au duc de Courlande, l'autre au prince de Mecklembourg, et un fils d'Alexis, Pierre, composaient, lorsqu'il expira, tout ce qui restait de la famille impériale.

Pierre, si l'on en croit Manstein « ne put jamais digérer la paix du Pruth. Il avait fait faire de grands magasins sur le Don, amassé beaucoup de matériaux pour construire des bateaux plats, plus propres que les autres à descendre le Dniéper et le Don, tant à Voronège qu'à Nova-Paulovsk et à d'autres endroits situés sur les frontières; de même qu'une grande quantité d'armes, de munitions de guerre et d'habits de soldats; enfin, tout était prêt pour entrer en campagne, quand la mort arrêta l'exécution de ses projets » (1).

Prétendu projet d'attaquer la Turquie.

Magnan, dans des Mémoires manuscrits que cite Castéra, parle d'un testament laissé par le tsar, et que Catherine et Mentschikof auraient supprimé, ne le trouvant pas assez selon leurs vues.

Prétendu testament du tsar.

Enfin, on a prétendu qu'il existe dans la bibliothèque particulière des souverains russes des Mémoires secrets où Pierre a déposé le plan de l'envahissement successif de l'Europe et du monde entier par ses successeurs. Voici, sommairement, les principaux élémens de ce plan, dont l'authenticité, du reste, n'est rien moins que prouvée.

« Ne rien négliger pour donner à la nation russe des formes et des usages européens.

Ses instructions politiques à ses successeurs

» Maintenir l'État dans un système de guerre continuelle.

» S'étendre, par tous les moyens possibles, vers

(1) Mémoires hist., polit. et militaires, tome 1, p. 147.

le nord, le long de la Baltique; vers le sud, le long de la mer Noire.

» Entretenir la jalousie de l'Angleterre, du Danemark et du Brandebourg contre la Suède, qu'on finira par subjuguer.

» Intéresser la maison d'Autriche à chasser les Turks de l'Europe, et, sous ce prétexte, entretenir une armée permanente; établir des chantiers sur les bords de la mer Noire, et, en avançant toujours, s'étendre jusqu'à Constantinople.

» Alimenter l'anarchie de la Pologne, et finir par subjuguer cette république.

» Entretenir, au moyen d'un traité de commerce, une alliance étroite avec l'Angleterre, qui, de son côté, favorisera tous les moyens d'agrandissement et de perfectionnement de la marine russe, à l'aide de laquelle on obtiendra la domination sur la Baltique et sur la mer Noire, point capital dont dépend la réussite du plan.

» Se pénétrer de cette vérité, que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui en peut disposer exclusivement est le souverain de l'Europe.

» Se mêler à tout prix, soit par force, soit par ruse, des querelles de l'Europe, et surtout de l'Allemagne.

» Se servir de l'ascendant de la religion sur les Grecs désunis ou schismatiques, répandus dans la Hongrie, dans la Turquie et dans les parties méridionales de la Pologne.

» Enfin, mettre en lutte l'une contre l'autre les cours de France et d'Autriche, ainsi que leurs alliés, et profiter de leur affaiblissement réciproque pour tout envahir. »

Bien des jugemens divers ont été portés sur Pierre Ier, sur son caractère, sur ses mœurs, sur ses talens, sur l'opportunité de ses innovations, sur le fruit qu'elles portèrent : son caractère me semble avoir été un profond égoïsme tempéré dans l'application par un amour ardent de la renommée. Il tirait l'un de ce que son éducation avait de national et d'autocratique, si je puis ainsi m'exprimer; il tirait l'autre de ce qu'elle avait eu d'étranger. Quand il se dévouait seul dans une barque à une mort presque certaine pour aller, sur une côte assaillie des vagues, allumer lui-même les signaux qui pouvaient sauver sa flotte; quand il se précipitait sur des poutres embrasées, travaillant avec aussi peu de ménagement qu'aucun de ses sujets à arrêter le cours des incendies, c'était le désir de la gloire, fortifié peut-être d'une certaine impulsion physique, qui exaltait son courage. Mais quand il voyait ou faisait lui-même tomber les têtes des strélitz, quand il faisait condamner son fils au dernier supplice, quand il exécutait, quand il ordonnait ou laissait ordonner par un Rodomanovski une foule d'actes atroces, c'était à son intérêt propre et à son orgueil de despote que se rapportaient toutes ces cruautés.

Aussi cet homme, qui punissait si rigoureusement

ceux qui s'élevaient contre sa puissance, comme les strélitz, ou qui abhorraient et contrariaient son système, comme son fils, aimait avec passion ceux qui, au contraire, approuvaient et secondaient ses vues de civilisation et de gloire. Il pleura long-temps, même après leur mort, Schérémétef et Lefort. Un jour, il reçoit la nouvelle d'une victoire remportée contre les Suédois : « Voilà, dit-il, à Golowin, voilà, depuis la mort de Lefort, ma première joie sans mélange d'amertume. » Et pourtant l'instituteur, l'ami de Pierre, était mort depuis nombre d'années; il y avait donc de la sensibilité dans ce cœur si souvent de bronze?

Preuves que les apologistes donnent de sa sensibilité.

Ce n'est pas envers Lefort seul qu'il montra l'âme d'un ami, chose si rare, surtout dans ce rang! On le voit plus d'une fois suivre à pied, l'espace de plusieurs versts, la tête découverte, une torche à la main, et quelque temps qu'il fasse, le convoi funèbre de ceux qu'il a aimés; la mort de Charles XII lui-même lui arrache, dit-on, des larmes ; il se fait, devant le sénat, l'avocat de Mentschikof : il oppose, défenseur officieux, les services de ce général à ses crimes; il le gracie quand il n'a pu ou voulu le faire absoudre; il le soigne lui-même dans la maladie qui vient à la suite et peut-être par l'effet de ce procès. Il met surtout sa sollicitude à combattre les maux qu'engendre l'ignorance. C'est ainsi qu'ayant aperçu que le défaut de chaussures, presque général en Finlande, avait

des suites pernicieuses pour la santé des peuples de cette province, il leur envoie des Russes pour leur apprendre à fabriquer des souliers d'écorce de bouleau, et promet des primes à ceux qui avanceront le plus dans cet art facile, mais nouveau pour eux.

A ces témoignages de la sensibilité du tsar, ses apologistes en ajoutent d'autres pour prouver sa grandeur d'âme; ils le représentent exhortant le peu d'hommes désintéressés qui l'approchent à oser être vrais avec lui-même et à son sujet; ils le font voir supportant et encourageant, par ses éloges, les remontrances, souvent un peu rudes de son conseiller le plus vertueux, de Dolgorouki; ils peignent sa colère, prête à devenir funeste à un sénateur qui traverse avec lui la Néva dans une même chaloupe, mais tout à coup s'affaissant à ces seuls mots de ce sénateur, qui, sans doute, le connaissait bien : « Tu peux me noyer, mais ton histoire le dira. » Ils rappellent qu'ayant appris que ses intendans refusaient au public l'entrée d'un magnifique jardin, qu'il venait de faire achever, il s'écria, indigné : « Comment a-t-on pu imaginer que j'eusse voulu dépenser tant d'argent pour moi seul! » exclamation qui décèle toute une âme. Enfin, ils disent que l'amélioration intellectuelle et morale de tous fut son habituelle occupation, forma sa pensée unique; les sculptures qui décoreront les jardins dont j'ai parlé, représenteront les

Sa magnanimi

fables d'Ésope, avec l'explication en langue russe, gravée au bas sur des feuilles de fer; enfin, il veut que ses sujets soient attirés dans ses cabinets d'anatomie et d'histoire naturelle par une gratuite distribution des meilleurs rafraîchissemens; tout, dans ses institutions et dans ses actions, a pour but l'instruction et la civilisation de son peuple, et il se serait sacrifié lui-même à ce but, comme il y a sacrifié son fils.

Sa simplicité. Mais la qualité qu'on peut le moins contester à Pierre, c'est, sans contredit, sa simplicité; on le voit, suivi de son chien favori, se mêler aux groupes de marchands et de marins, de Hollandais surtout; s'entretenir avec eux, avec des artisans, avec les moindres de ses sujets, comme avec des égaux, comme avec des hommes; il accepte une invitation à dîner, ou seulement à boire, aussi-bien de la part du dernier de ses gardes que de celle du premier de ses généraux ou de ses sénateurs; il ne refuse jamais aux pauvres gens qui le lui demandent de tenir leurs enfans sur les fonts, et d'assister au modeste festin qui toujours suit le baptême; trouvant ainsi, malgré sa prodigieuse activité, ce que prétendent ne pouvoir se procurer beaucoup de fonctionnaires à peu près oisifs, le temps d'être obligeant. Pour les présens, « un baiser à l'accouchée et un ducat sous son chevet, c'était tout », dit l'impératrice Élisabeth dans ses Mémoires. Ainsi Pierre est économe jusque dans sa bienfaisance, sa-

chant bien que le souverain ne peut, dans les pays où le revenu de la couronne n'est point déterminé par la loi, donner aux uns sans être obligé de prendre d'autant plus aux autres.

Tour à tour matelot, charpentier, tourneur habile, ingénieur, artilleur, armurier, forgeron, Pierre joint à l'étude des théories la pratique : parfois on le voit entrer dans une usine, y demander du travail, ou, encore, s'offrir comme pilote côtier, pour introduire les navires étrangers dans le port de Cronstadt, toujours exact à se faire payer son salaire, et à en acheter les pièces de vêtement les plus nécessaires. Or, ceci n'est point en lui une bizarrerie, une singularité irraisonnée; il veut vaincre les mauvaises mœurs de ses boyards, un préjugé qui leur fait considérer comme dégradant tout travail; il veut mettre en honneur les arts utiles; tantôt il les élève près du trône, tantôt il descend jusqu'à eux, pour les colorer de l'éclat de sa puissance. Du reste, il ne quitte jamais sa chaussure qu'elle n'ait été plusieurs fois rapiécetée. Que les personnes habituées à nager dans le luxe, sans songer même d'où leur en vient l'aliment, trouvent futile, ridicule même, cette économie; moi, j'y vois une vue profondément philosophique : Pierre sentait trop ce que coûte la production, pour se permettre une consommation superflue.

Marchant presque toujours sans escorte, à pied, ou tout au plus en voiture de louage, il s'expose

aux attaques des voleurs qui infestent les routes, et jusqu'aux rues des principales villes ; une fois il entre en lutte avec un de ces brigands, en triomphe, et procure l'arrestation de la bande. Une autre fois, moins heureux, il est rançonné par une troupe qui surmonte sa résistance, et, quand il s'est fait connaître, le retient captif jusqu'à ce qu'elle ait touché le montant d'un mandat qu'il a été obligé de tirer sur le gouverneur de la ville la plus voisine. La simplicité de ses habitudes physiques répond à la simplicité de ses goûts moraux, ou plutôt en est la conséquence ; car, chez lui, cette simplicité est de principe ; on ne sert sur sa table, dont l'argenterie est bannie, que les mets les plus ordinaires, excepté le poisson, qu'il repousse ; ses vêtemens sont de gros drap et d'une forme qui, ne gênant point les mouvemens du corps, permet le travail ; un lit, une table, une chaise, des livres et son tour, l'instrument de l'art dans lequel il excelle le plus, voilà ce qu'on remarque dans sa modeste habitation de Saint-Pétersbourg. En voyage ou en campagne, il lui faut moins d'apprêt encore. La planche qui sert de lit à l'esclave, la terre même, nue ou jonchée, s'il se peut, de paille, reçoivent ses membres fatigués ; oreiller vivant, un officier d'ordonnance se couche en travers et soutient la tête de son souverain ; du reste, en quelque endroit qu'il se trouve, il se tient lieu de valet de chambre ; il allume de ses mains le feu dont il

a besoin. On conçoit qu'il doit dédaigner l'étiquette, ce futile amusement de l'orgueil des cours; aussi, point ou peu d'audiences d'apparat, même aux ambassadeurs étrangers; le ministre d'Autriche reçoit une invitation de venir, dès cinq heures du matin, lui présenter dans son cabinet d'histoire naturelle, où il a déterminé de le recevoir, ses lettres de créance; celui de Prusse, qu'il n'a pas encore reçu, ne le peut joindre que sur un vaisseau, à la manœuvre duquel il travaille, juché sur le hunier du grand mât; le tsar, apercevant cet ambassadeur, se met à descendre, ne jugeant pas convenable sans doute de le faire hisser jusqu'à lui.

Je n'approuve point, pourtant, que Pierre travaille plusieurs années à exécuter un lustre d'ivoire, ni qu'il entreprenne de tourner de ses propres mains une colonne trajane, destinée à perpétuer la mémoire de ses succès contre la Suède. Très-bien que les souverains ordinaires emploient à charpenter et à tourner tout leur temps; leurs sujets n'auront souvent qu'à s'en féliciter; mais Pierre avait autre chose à faire.

J'ai dit tout ce qui pouvait donner une idée avantageuse du caractère de Pierre Ier, ou plutôt combattre la prévention défavorable que n'ont pu manquer de faire naître ses trop nombreuses cruautés. Outre les supplices des strélitz, la condamnation d'Alexis, les tortures et le trépas de ses prétendus complices et de ceux d'Eudoxe, que d'excès Sa tyrann

sanglans, meurtriers, tyranniques! Tatitskoï, imprimeur fanatique, prétendu inspiré, expiant au sein du palais impérial, dans l'horreur d'un supplice affreux inventé par le tsar, le crime d'avoir répandu que ce prince, «par sa naissance et par ses »actions, était l'antechrist;» le voïévode de Kargapol, que le sénat, porté à l'indulgence, par esprit de classe peut-être, allait absoudre, écartelé et coupé en morceaux, sur l'ordre personnel du souverain; d'autres crimes en différens genres; des malheureux de toutes les conditions, mais plus particulièrement marchands ou artisans, forcés de se rendre, à leurs frais, sur l'emplacement infect où doit s'élever Saint-Pétersbourg, et d'en jeter les fondemens; cent mille au moins périssant de fatigue, de misère, et surtout du mauvais air; d'autres, en moins grand nombre, trouvant leur tombeau de la même manière dans Azof, dans Tangarog, dans plusieurs forts élevés sur des côtes insalubres : tels sont quelques traits seulement, les principaux il est vrai, du tableau d'horreurs que l'histoire peut opposer aux admirateurs enthousiastes de la vie de Pierre Ier. Ce n'est pas qu'encore il n'ait existé des écrivains qui ont prétendu justifier, par la grandeur du but, l'atrocité des moyens, comme on l'a fait pour les excès de la révolution française; qui ont osé dire qu'il y avait eu pour Pierre nécessité à traiter sans ménagement le peuple russe. Ainsi pense, entre autres, le général suédois Strah-

lemberg, fait prisonnier à la bataille de Pultawa. Selon cet officier, toutes les innovations de Pierre, « si aisées à décrier par le seul nom de nouveautés, » faisaient beaucoup de mécontens, et l'autorité » despotique, alors si légitimement employée, n'é» tait qu'à peine assez puissante. Le tsar avait affaire » à un peuple dur, indocile, devenu paresseux par le » peu de fruit de ses travaux, accoutumé à des châ» timens cruels et souvent injustes, détaché de la » vie par une affreuse misère, persuadé, par une » longue expérience, qu'on ne pouvait travailler à » son bonheur, insensible à ce bonheur inconnu. » Les changemens les plus légers et les plus indiffé» rens, tels que celui des anciens habits ou le re» tranchement des longues barbes, trouvaient une » opposition opiniâtre, et suffisaient quelquefois » pour causer des séditions. Aussi fallut-il porter » la rigueur au-delà de ce qui eût suffi avec un » peuple plus doux et plus traitable; et le tsar y » était d'autant plus obligé que les Moscovites ne » connaissaient la grandeur et la supériorité que » par le pouvoir de faire du mal, et qu'un maître » indulgent et facile ne leur eût pas paru un grand » prince et à peine un maître. » Pierre emploie à justifier sa rigueur une argumentation à peu près semblable. « Qu'on ne me peigne pas, dit-il souvent à ses courtisans, comme un tyran cruel, sans connaître ce que les circonstances m'ont commandé! Combien de gens ont fait échouer mes

projets les plus utiles pour la patrie, et m'ont forcé à la plus grande sévérité ! »

Mais non, quoi qu'en disent Strahlemberg et Pierre lui-même, la cruauté est pour les réformateurs un mauvais auxiliaire ; ce n'est point par la violence qu'on change les mœurs, et qu'on extirpe les préjugés des peuples. On n'improvise pas le caractère d'une nation ; celui des Russes n'était pas assez préparé aux modifications que lui voulait imposer le tsar ; aussi la rigueur de ce prince, au lieu de les élever, ne faisait que les abattre ; c'était, comme le dit le grand Frédéric, « *de l'eau forte qui rongeait du fer.* » La tyrannie de Pierre est donc injustifiable, car elle n'allait pas même à son but. Cependant elle n'est pas aussi coupable que si des vues d'intérêt purement individuel l'eussent toujours inspirée.

Son intempérance.

Une chose bien digne de remarque, c'est que Pierre, qui a trouvé tant d'apologistes de ses crimes, n'en a point eu de ses vices. N'est-ce pas que les crimes des souverains, ayant ordinairement pour but d'acquérir ou de conserver la puissance, l'éclat de ce but éblouit les vues faibles, et fausse le jugement du commun des hommes, au lieu que les vices, sans aucun voile de grandeur spécieuse qui les déguise, apparaissent à tous les yeux dans leur dégoûtante nudité. Quoi qu'il en soit, tous les historiens s'accordent à blâmer l'intempérance de ce prince, ses emportemens sans motif, et les ac-

tes de brutalité qui souvent les accompagnaient.

A sa cour, dans les festins qu'il donnait; chez ses courtisans, dans ceux dont il les obligeait de faire les honneurs et les frais, un moyen de se concilier ses bonnes grâces était de beaucoup boire : s'enivrer était de rigueur. Le tsar lui-même pressait les convives, et souvent Catherine, faisant l'office d'échanson, s'offrait aussitôt à remplir les verres : de sa main impériale, on ne pouvait refuser. Le tsar se complaisait à faire boire outre mesure ceux qui n'aimaient pas le vin, ou qui jouissaient d'une réputation de sobriété. Un seigneur avait, pour le vinaigre une forte répugnance; Pierre trouva piquant de lui en remplir la bouche, et de lui en introduire dans le nez; le sang jaillit aussitôt, et le malheureux, livré dès lors à des convulsions, pensa périr de cette burlesque violence. Pierre ne portait pas toujours dans ses amusemens un goût exquis. Souvent ses fêtes n'étaient que des farces. Telle, entre autres, fut, indépendamment de son but, celle par laquelle il célébra le mariage d'un nain, son bouffon, qu'il avait par dérision affublé des insignes de la Papauté. Zotof, c'était le nom du nain, avait alors près de quatre-vingts ans; on lui destinait une femme du même âge; quatre bègues en firent la demande; des vieillards décrépits la conduisirent à l'autel, précédés d'hommes d'une grosseur extraordinaire, faisant l'office de coureurs; des ours traînaient un char où étaient les musiciens; enfin, la bénédic-

tion nuptiale fut donnée par un pope aveugle et sourd.

Son irascibilité.

Digne fils d'Alexis, Pierre frappait souvent ceux qui l'entouraient; les officiers de sa maison, ses boyards, ses sénateurs, ses généraux, ses ministres, jusqu'à ses courtisans les plus chéris, sentaient parfois le poids de sa *donchina*, énorme jonc qui rarement quittait ses mains. Reconnaissait-il qu'il avait injustement sévi, il disait gravement à la victime qu'il lui serait tenu compte de cette erreur à la première occasion où elle aurait mérité une correction semblable, et, effectivement, il tenait presque toujours parole.

Un jour, étant arrivé le premier dans la salle des délibérations du sénat, où ses ordres avaient convoqué ce corps, il en bâtonna tous les membres, à mesure qu'ils entraient; il n'excepta de cette *correction paternelle*, comme l'appelaient ces esclaves, que le plus âgé et le plus faible de tous.

On a dit que les nationaux se faisaient presque un honneur de ces sortes de traitemens; je ne crois pas qu'ils aient jamais convenu aux étrangers qui servaient dans l'empire, aux Anglais surtout.

Les jugemens émis sur le plus ou moins de génie et de lumières de Pierre Ier ne diffèrent pas moins que ceux qu'on a portés de son caractère. Selon Frédéric, « Pierre-le-Grand mourut, laissant dans le monde plutôt la réputation d'un homme extraordi-

naire, que d'un grand homme, et couvrant les cruautés d'un tyran des vertus d'un législateur. » Suivant Burnet, qui a souvent conversé avec lui, au temps de son voyage en Angleterre, « il ne man-» quait pas de génie, et il possédait plus de con-» naissances qu'on ne devait s'y attendre d'un prince » auquel une éducation aussi barbare et aussi fé-» roce était échue en partage. Un défaut de jugement » ne se faisait que trop souvent, trop sensiblement, » remarquer en lui.... La nature semblait l'avoir » plutôt formé pour devenir un bon charpentier » qu'un grand prince.... Il avait beaucoup de cou-» rage, mais peu de connaissances dans l'art mili-» taire, dont même il paraissait ne pas faire grand » cas. » Enfin, au sentiment de J.-J. Rousseau, « Pierre eut le génie imitatif, et non pas le vrai » génie qui crée, et fait tout de rien. » Mirabeau juge encore plus sévèrement ce tsar. Pour moi, s'il m'est permis d'exprimer, après tous ces hommes célèbres, ma propre opinion, j'oserai dire que Pierre Ier eut le vrai génie : il le prouva, sinon par son but, du moins dans le déploiement des moyens; il entreprit de changer la face, les relations, presque la nature d'un empire, et il les changea; il eut cette persistance absolue vers un point fixe, cette abnégation des intérêts secondaires qui font les grands caractères; enfin, comme il est un génie de conception, il en est un d'exécution, d'action; Pierre eut incontestable-

ment ce dernier; et, d'ailleurs, n'imagina-t-il pas le dessein le plus neuf qu'ait jamais conçu un souverain, celui de se faire homme de fait et sujet en apparence? n'inventa-t-il pas toute une vie? ne le vit-on pas vivre de la vie du peuple, et en même temps, fournissant la preuve que tout cet appareil, tout cet éclat étranger dont s'entoure le vulgaire des rois, ne donne pas à l'autorité sa force, faire d'un signe tout mouvoir dans un cercle immense?

Pierre aimait et protégeait les lettres, que sa sœur Natalie cultivait; il faisait une pension à Leibnitz, et il prenait sur sa vie active le temps de correspondre avec cet illustre philosophe, ainsi qu'avec plusieurs des plus célèbres astronomes de l'Europe.

Mais quel fut le fruit de tous ses soins, de tout l'arbitraire qu'il se permit? A cette question, l'opinion philosophique commence à lui être moins favorable. A l'époque où il vécut, on n'admettait, pour ainsi dire, en Russie, à prendre rang dans l'humanité, que la population privilégiée; le reste ne comptait que comme richesse, que comme bétail. Pierre eut le malheur de n'y pas voir autre chose; il ne fit rien qu'en vue des classes que leur exemption de l'abaissement général plaçait seules en évidence; il n'entreprit qu'une civilisation de privilége; il ne remua pas à fond la nation, et, tandis qu'il essayait d'en relever et d'en décorer la tête, il en laissait le corps et les bras dans la fange; il

Indifférence du tsar pour le sort de la population serve.

n'eut point le courage ni même peut-être la pensée d'aller chercher le vrai peuple sous les pieds de ses oppresseurs. Loin de là : en remplaçant par la capitation la taxe par maison, il ne fit que le leur assujettir davantage; en effet, les nobles se trouvant responsables envers le trésor de l'impôt établi sur la tête de leurs serfs, étaient intéressés à les tenir toujours sous leurs yeux, et les gênaient de toutes les manières.

La tactique du despotisme tend bien toujours à un but unique, l'accroissement de sa puissance propre, mais elle emploie quelquefois à ce but les moyens les plus contraires; ainsi, que l'aristocratie et le clergé rivalisent d'influence avec le despote, celui-ci relèvera de l'abjection la classe vulgaire, qu'ils oppriment; il en fera son arme pour les dompter : mais que cette classe vienne à avoir une volonté propre, qu'elle cesse d'être un instrument purement passif, et qu'à ces bras qu'elle fournissait s'ajoute une tête, alors le pouvoir souverain fera masse du privilége, et opposera cette masse à celle des intérêts de l'égalité.

La Russie, sous Pierre, n'est encore qu'à la première de ces deux périodes. Ce tsar, cependant, n'élèvera point les serfs contre ses boyards : ceux-ci ne lui inspirent point de craintes; maîtres serviles, ils sont à ses yeux trop méprisables; mais dans le cœur des cosaques vivent des sentimens de nationalité; là, l'unité dans le pouvoir peut devenir

redoutable; il le divise, il remplace un attaman, chef unique et suprême, par un conseil; il ajoute, en paraissant servir les principes d'égalité, aux difficultés de secouer la dépendance.

Ses lois civiles, criminelles, militaires et maritimes.

En parlant de quelques-unes des principales lois de Pierre, j'ai omis d'en faire connaître d'autres tout aussi essentielles, et surtout le projet qu'il eut, dès 1710, de former un code qui embrassât à la fois et séparément les lois civiles, criminelles et militaires, projet que lui rappelait sans cesse Dolgorouki, mais dont les embarras de la guerre et les préoccupations de l'ambition faisaient toujours remettre l'exécution à des temps plus tranquilles. Dès 1711, il a ouvert à toutes les capacités, même étrangères, ce conseil suprême où auparavant entraient seuls les anciens boyards, et en même temps il a donné à ce conseil un nom illustré, celui de sénat. Plus tard, en 1718, les anciennes prikaz, dont il change à la fois le nom et la forme, sont remplacées par des colléges ou ministères, de la guerre, de l'amirauté, du commerce, des affaires étrangères, des finances, de la justice. Quant à la législation proprement dite, outre une foule de règlemens épars, il a déjà, en 1716, promulgué son code militaire et un règlement de procédure; mais ce n'est point assez: le relâchement de la guerre contre la Suède lui permet de s'occuper enfin de son code de justice civile; Dolgorouki est là pour le lui représenter: « Jusqu'à ce jour, lui dit-il,

»d'autres soins ont pu te distraire, mais tu dois la »justice à tes peuples : tsar, je t'avertis qu'il est »temps que tu y penses. » En effet, en 1719, a paru, sous le nom de *Concordance des Lois*, un recueil, qui est moins un nouveau code qu'une édition corrigée et améliorée de l'*oulagenié*, à laquelle on a joint l'ordonnance règlementaire du clergé.

Mais Pierre veut réformer encore cette réforme, et, deux ans après, il nomme une commission qui extraira de ses propres oukases, des anciennes lois russes et des meilleures lois étrangères, un code civil et criminel; enfin, en 1723, il publie un code maritime.

Comment, d'après cela, Lévesque a-t-il pu dire que Pierre n'a pas fait de code? Il fit au moins des codes particuliers, s'il ne fit pas de code général.

Dans ses lois, quelques-unes sont dignes d'éloges, celles, par exemple, qui défendent aux juges, sous les peines les plus sévères, de recevoir aucun présent; celle qui interdit, même aux avocats, d'accepter des honoraires, et les fait payer par l'État; d'autres sont rigoureuses : elles concernent la violation du serment, l'infidélité dans le dépôt, la concussion, les exactions, la fraude en matière judiciaire; plusieurs sont atroces, ce sont celles qui touchent à l'intérêt propre du prince; elles produisent avec cynisme l'égoïsme du despote; ainsi elles proclament : « que tout l'État est dans le tsar, »que tout doit se faire pour lui, maître absolu,

» qui ne doit compte de sa conduite qu'à Dieu seul, » et, en conséquence, elles déclarent digne de mort toute parole injurieuse à la personne du souverain, tout jugement indécent de ses actes et même de ses intentions !

Un oukase de Catherine II attribue, en outre, à Pierre l'établissement de la chancellerie secrète, dont le plus grand nombre des écrivains, Lévesque et Tatitschef, entre autres, chargent la mémoire d'Alexis.

Ses lois fiscales.

Ses lois fiscales se ressentent de cette dureté. La perception des revenus publics s'y trouve abandonnée à d'avides fermiers, libres de taxer à leur gré les denrées soumises à l'impôt, libres encore d'employer contre les contribuables l'incarcération, les violences de toute espèce, jusqu'à la torture, moyen de fréquentes exactions dans leurs mains cruelles. On a établi, inventé des impôts sur tout ; on a exigé des subsides, pour la guerre, pour la marine, pour les bureaux, pour la poste, etc. Le système des réquisitions a reçu une effrayante extension ; ce n'est pas tout : Pierre, ce créateur du commerce de ses États, l'écrase d'une main, quand, de l'autre, il paraît vouloir l'aider à naître et à grandir ; il monopolise les échanges avec la Sibérie et la Chine ; lui seul a droit de vendre dans son empire, et, par conséquent, de faire vendre en son nom et à son profit, le talc, le goudron, le savon, le tabac. Voyez-le, pour couvrir les frais de son der-

nier voyage en Hollande, mettre le séquestre sur tous les cuirs de son empire, les acheter à un maximum qu'il détermine, et les revendre à Amsterdam avec un bénéfice considérable ; voyez-le, dans le même voyage, sacrifier Soloview, qui a établi dans cette ville une factorerie, à la basse et envieuse vengeance de ses courtisans ; faire enlever ce Russe, le dépouiller des richesses acquises par son travail, et punir ainsi un de ses sujets de son industrie ; et, remarquons-le, la confiscation est aussi une branche de ses revenus, la plus productive peut-être ; c'est grâce à elle surtout, grâce à ses exactions et aux impôts de l'espèce la plus vexatoire, qu'il doit de pouvoir dire sans vaine jactance, après la paix de Neustadt, *j'aurais pu soutenir encore vingt-un ans la guerre sans contracter de dettes.*

Pierre, en faisant sacrer Catherine, avait indubitablement le dessein de lui assurer après lui le trône : en effet, lorsqu'il mit sur son front la couronne : « Ceci, a-t-il dit, confère à Catherine le » droit de régner peut-être un jour ; elle a sauvé » l'empire au Pruth ; elle saurait sans doute main- » tenir mes utiles établissemens. » Ainsi il médite, le premier de tous les tsars, de faire tomber le sceptre dans la main des femmes.

On pourrait croire que la découverte qu'il a faite ensuite de l'ingratitude de son épouse a changé ses résolutions, mais non ; selon toutes les apparences, c'est à Catherine que, sur son lit de mort,

il recommande le soin de son académie des sciences; c'est encore à elle que, dans sa sollicitude sur le sort futur de toutes ses institutions, il désigne Ostermann comme le seul fonctionnaire «qui connaisse les véritables intérêts de la Russie.» S'il changea de dessein à son égard, ce ne fut que tout près de son dernier soupir.

Encore un mot sur le caractère de Pierte Ier : à mon sens, il eut au plus haut point l'égoïsme de l'homme, mais il n'eut pas l'orgueil ni les petites vanités du souverain.

CATHERINE Ire ALEXIÉVNA.

A PEINE Pierre Ier eut rendu le dernier soupir que la suprême puissance fut remise aux mains de Catherine, et il n'en pouvait être autrement : la garde avait été gagnée ; les ministres et les membres du sacré synode affirmèrent qu'en faisant couronner son épouse l'empereur avait eu en vue de lui assurer sa succession au trône ; le sénat en crut ou feignit d'en croire leur témoignage ; toute cette trame avait été l'œuvre de Mentschikof ; c'était, selon les mécontens, « un garçon pâtissier qui proclamait impératrice de toutes les Russies une servante de cabaret. » Je goûte peu cette remarque, moins maligne encore que superficielle. Pour moi, qui n'ai pas la tâche de défendre les préjugés, qui mets au contraire mon devoir à les combattre, je me demande, non si ces deux personnages étaient nés pour l'étonnante fortune qu'ils se firent, mais s'ils étaient, par leur caractère et par leur génie, à la hauteur de cette fortune. Mentschikof justifiait la sienne par ses talens : le gouvernement de Catherine Ire, quoique au moins

Avénement de Catherine, juin 1725 ; son égoïsme de famille.

comparable à celui des autres femmes qui lui succédèrent jusqu'à Catherine II, la montra, il faut le dire, plus capable de partager le trône que de l'occuper seule : ce n'est pas qu'elle ne continuât assez exactement le règne de son époux; au contraire, elle cherchait comme lui l'éclat; comme lui, elle s'occupait de conquêtes et d'institutions; elle créait une académie; elle se donnait le ridicule de fonder un Ordre, celui de Saint-Alexandre Nevsky. Cependant on avait à attendre d'elle autre chose. Née dans la classe des serfs ou du moins tout près, on devait espérer qu'elle tenterait d'adoucir le sort de ces malheureux. Mais non, elle semble avoir passé l'éponge sur sa vie passée; elle agit en légitime; le soin de la fortune de sa descendance l'occupe uniquement, absorbe toute sa pensée : il lui faut, pour ses enfans, des couronnes, et déjà elle ordonne d'immenses préparatifs pour faire restituer à son gendre celle de Sleswick-Holstein; elle expose, pour une ambition d'intérieur, le bien-être de ses peuples. Ce fut pour un intérêt différent, mais peut-être moins légitime encore, celui du favori Mentschikof, qu'elle se détermina à peser de toute son influence dans la décision des différens qui agitaient alors la Courlande, dont ses armées, sous le prétexte d'assurer le douaire de la princesse Anne, veuve du dernier duc, continuaient d'occuper les bailliages les plus florissans. Les Courlandais étaient divisés d'opinion, et leur dissentiment s'accroissait

encore des prétentions opposées de la Russie et de la Pologne. Les uns reconnaissaient le seul rejeton qui restât de la race des Ketler, le duc Ferdinand, réfugié à Dantzig, et une régence administrait en son nom; les autres avaient élu, à son exclusion, un fils naturel d'Auguste et de la belle Konigsmark, ce Maurice, depuis si célèbre et déjà distingué par son courage et par ses talens, mais trop faible et trop destitué d'appui pour faire respecter ce choix, que les États se virent enfin contraints d'annuler. La Russie présenta trois nouveaux candidats : Mentschikof, le duc de Holstein et le landgrave de Hesse-Hombourg, les deux derniers seulement pour la forme; mais la couronne ducale des Ketler, tant enviée par Mentschikof, était réservée au favori d'un autre règne : des divergences de vues dans la noblesse, la mort de l'impératrice et la disgrâce de son premier ministre, firent ajourner indéfiniment l'élection.

Toutefois, sous Catherine, la Russie, forte de la considération qu'elle venait d'acquérir, intervint avec ce seul poids dans la politique de l'Europe; elle conclut avec les cours de Vienne, de Berlin et de Madrid, un traité offensif, contre celles de Suède, de Danemark, de France, et même contre l'Angleterre, à laquelle on parlait encore une fois d'imposer le prétendant; singulière chaîne d'alliance, qui unissait ou mettait en hostilité, d'un bout de l'Europe à l'autre, des nations sans con-

tact de territoire, de politique, d'intérêts même!

Assujettissement des cosaques; 1726.

Les cosaques mettaient autant d'ardeur à défendre leur liberté que le gouvernement russe d'obstination à chercher tous les moyens de la leur ravir. Ces peuples, indignés des vexations qu'on leur faisait éprouver, menacèrent d'une révolte, et firent craindre une défection; la Turquie, le khan de Crimée, la Pologne, n'avaient pas encore perdu toute puissance, et pouvaient leur tendre les bras. On sentit le besoin de les ménager. On les calma par des satisfactions plus apparentes que réelles; on leur prodigua les caresses, on les combla de protestations d'intérêt, puis, après les avoir ainsi favorablement disposés, on leur proposa, sous prétexte de préserver leur pays des incursions des Tatars, d'y laisser bâtir une ligne de forteresses; ils eurent la simplicité, la faiblesse d'y consentir : c'était accepter des chaînes insecouables; et ils ne devaient pas tarder à reconnaître que ces fortifications, élevées en apparence contre leurs ennemis, n'avaient réellement d'autre objet que de leur faire une prison de leurs steppes; ils maudirent, mais trop tard! la duplicité de la cour de Saint-Pétersbourg, qui ainsi avait assuré leur assujettissement. Ceci fut le crime de Catherine, ou, si l'on veut, de Mentschikof, qui exerçait sous elle toute l'autorité politique; je dis le crime, parce qu'il ne peut exister d'actes plus criminels que ceux qui ont pour objet d'attenter à la liberté des peuples.

Testament de Catherine. Désignation de ses successeurs.

Catherine ne donna à l'organisation administrative des provinces usurpées sur la Perse qu'une faible attention. En vain un prince souverain de la Géorgie, forcé de fuir ses États, vint implorer sa protection; elle ne chercha point à profiter de la circonstance pour entreprendre d'ajouter à l'empire cette riche contrée : ce ne fut pas modération, car elle se disposait, comme je l'ai dit, à faire la guerre au Danemark pour les intérêts du duc de Holstein, son gendre; mais elle semblait moins songer à l'agrandissement de la Russie qu'aux intérêts de sa famille; on pourrait dire que son ambition était plus personnelle que celle de Pierre Ier.

L'état de sa santé ne lui permettait pas d'espérer une longue carrière : elle le sentait, et elle fit un testament pour régler après elle la succession au trône, et corriger pour le présent, autant qu'il était possible, les inconvéniens de la loi d'hérédité de Pierre, trop défendue encore par sa mémoire pour qu'on entreprît d'en faire une abrogation formelle.

Catherine désigna pour son héritier, d'abord le fils encore enfant du tsarévitch Alexis et sa descendance, ensuite, à défaut de cette descendance, sa propre fille aînée, Anne Pétrovna, mariée au duc de Holstein, puis toujours successivement, et seulement à défaut de postérité dans le précédent souverain, sa seconde fille, la princesse Élisabeth, et enfin la sœur de Pierre, le premier successeur,

Natalie Alexievna : après la mort de la testatrice, l'État devait être, jusqu'à la majorité de l'empereur désigné, sous les lois d'une régence, composée des tsaritses Anne et Élisabeth, du duc de Holstein, époux de la première, de Mentschikof et de cinq sénateurs. Le duc de Holstein, qui avait eu beaucoup de part à la rédaction de ce testament, y faisait expressément recommander le soin de l'expédition projetée contre le Dànemark.

Ainsi, Catherine choisissait pour régner après elle, de préférence à ses propres enfans, le fils de cet Alexis qu'on l'accusait, mais sans preuve, d'avoir haï et rendu, autant qu'il était en elle, odieux à son père. Était-ce remords, scrupule ou condescendance envers Mentschikof, qui espérait diriger long-temps l'État sous ce tsar si jeune encore, et peut-être (car on a hasardé cette présomption) trouver une occasion de se substituer à lui, comme Boris à Dmitri et à Fédor.

La connaissance de ce testament de Catherine fut presque aussitôt suivie d'une conspiration de la noblesse, pour placer immédiatement le fils d'Alexis sur le trône, selon Williams; pour en assurer la succession à la princesse Anne de Holstein, suivant Lévesque, dont je préfère la version : en effet, à quoi bon conspirer contre une femme mourante, pour hâter de quelques instans le règne d'un enfant qu'elle-même a désigné pour lui succéder. Il est bien plus vraisemblable que ce furent les par-

tisans de la famille impériale qui conjurèrent, en faveur de cette famille, non point précisément contre la testatrice, mais contre les scrupules, à leurs yeux, outrés de cette princesse, et contre l'influence et les vues qu'ils supposaient à Mentschikof.

L'impératrice mourut le 16 mai, dans les bras de la sœur de Moëns, madame Balke, qu'elle s'était, comme on s'en doute bien, empressée de rappeler près d'elle. Elle avait régné deux ans et demi, et n'en avait vécu que trente-huit.

S'il fallait en croire des Mémoires restés manuscrits, le véritable testament de Catherine aurait été supprimé, et remplacé sous l'influence de Mentschikof, par un autre de la façon d'Ostermann, de Bassevitz, et du comte de Wratislaw, ambassadeur de l'empereur Charles VI. Mais il paraît certain que Mentschikof réunit une fois les membres de la régence; et, si le testament eût été son œuvre exclusivement, qu'eût-il eu besoin d'y désigner d'autres régens que lui-même ?

Le même esprit soupçonneux qui suggéra la pensée que Catherine avait empoisonné son époux, de concert avec Mentschikof, pour régner avec ce dernier, fit accuser Mentschikof d'avoir empoisonné Catherine pour pouvoir gouverner seul sous le nom d'un prince au berceau. Mais on n'apporte d'autres preuves de ces deux crimes que l'intérêt assez incertain qu'avaient à les commettre ceux à la charge de qui on les met.

PIERRE II, ALEXIÉVITCH.

Mentschikof s'empare de toute l'autorité

MENTSCHIKOF, qui, en sa qualité de premier ministre et de général influent, était maître des troupes, voulait l'être aussi du conseil de la régence, ou plutôt il ne voulait pas de ce conseil. Il ne le laissa se réunir qu'une seule fois, et encore dans le but unique de lui faire ratifier, par sa signature, le testament de Catherine, ou pour dire mieux une clause de ce testament, la seule pour lui importante, parce qu'elle assurait à l'une de ses filles l'hymen du souverain. Cette signature obtenue, Mentschikof s'empara du jeune empereur, le logea dans son propre palais, et fit sentir à ceux qui pouvaient prétendre à partager son autorité, le joug d'une puissance jalouse et exclusive.

Il célèbre avec pompe les fiançailles de sa fille avec Pierre II; il ne déguise pas le projet d'unir son fils à la sœur de ce tsar, la princesse Natalie; il

écarte, autant qu'il peut, du trône la famille de Catherine.

On sent bien qu'il ne doit pas mettre beaucoup d'empressement à suivre les desseins de cette princesse en faveur de son gendre. Aussi le roi de Danemark, effrayé d'abord au point d'appeler une flotte anglaise dans la Baltique, peut se rassurer. Le duc de Holstein est abreuvé de dégoûts, et se détermine à chercher avec son épouse une retraite dans ce qui lui reste de ses États.

La conspiration tramée, pendant la vie même de Catherine, en faveur de sa fille aînée, sert de prétexte aux rigueurs du premier ministre; il porte dans la recherche et dans le châtiment des coupables une activité et une sévérité qui lui suscitent partout des ennemis : n'importe, il les brave, accoutumé dans les camps à faire de la terreur l'instrument de l'obéissance.

Il n'est pas jusqu'à son propre beau-frère qu'il ne fasse punir du knout et reléguer en Sibérie. Sa tyrann

Son orgueil se serait révolté à l'idée de craindre les courtisans : il les avait toujours vus si abjects! Il ne sentait pas assez que, s'ils ne pouvaient rien par l'énergie, ils pouvaient beaucoup par la souplesse, et que nul n'est invulnérable à l'intrigue.

Un enfant, compagnon des jeux du jeune empereur, attaqua et vint à bout de renverser la fortune de cet homme, qui, vieilli dans le commandement des armées et dans le maniement des affaires

les plus épineuses, disposait, en outre, en souverain, de toutes les forces d'un puissant empire.

Cet enfant se nommait Ivan Dolgorouki, et était fils de Vassili Loukitch, sous-gouverneur de Pierre : dirigé sans doute par son père, il profita de son intimité avec le jeune prince pour lui faire sentir la dépendance humiliante où le tenait Mentschikof,

Sa rapacité. et lui inspirer le désir de s'en affranchir. Mentschikof, il est vrai, ménageait peu l'amour-propre de son pupille : tout récemment encore il n'avait pas craint d'intercepter et de s'approprier un présent que celui-ci envoyait à sa sœur Natalie, présent de neuf mille ducats, que Pierre avait reçu de la corporation des maçons de Saint-Pétersbourg ; car trop souvent le pauvre, prodigue sans bienfaisance, à l'imitation du riche, ne sait donner qu'à qui possède déjà trop. Pierre rougit enfin d'être traité comme un enfant, et dès lors se laissa aveuglément conduire par les conseils de ceux qui lui présentaient en perspective son émancipation, c'est-à-dire par le père et par les autres parens du jeune Ivan.

La famille des Dolgorouki a souvent, dans cette histoire, été vue sur les degrés du trône, dont on doit se rappeler qu'elle tirait son origine. Elle était encore au temps de Pierre et est demeurée jusqu'à nos jours une des plus considérables de l'empire.

Une indisposition de Mentschikof donne à cette famille le temps de tout disposer pour la disgrâce

de l'impérieux favori. Elle entraîne l'empereur au château de Peterhof, élevé par son aïeul sur le golfe de Saint-Pétersbourg ; là, elle le tient sous son influence, lui souffle la haine et l'envie du premier ministre, lui exagère ses hauteurs, son mépris, sa tyrannie, et enfin le détermine à se laisser affranchir d'un joug qu'elle lui sait rendre insupportable.

Quel est pendant ce temps la conduite de Mentschikof, entré en convalescence? Il ne s'informe pas de ce que peut penser ou faire un monarque enfant; il dédaigne de lui rendre une visite; il préside dans sa maison de campagne d'Oraniembaum à la bénédiction d'une chapelle; l'absence de l'empereur, qu'il a vainement fait inviter à cette cérémonie, le surprend sans l'inquiéter. Cependant il se rend le soir même à Peterhof : on lui cache le jeune prince, qui, dit-on, a été retenu dehors par une partie de chasse; il n'en conçoit pas de soupçons encore, trop préoccupé du sentiment de sa puissance. Las d'attendre, il retourne à Saint-Pétersbourg ; il y donne, avec sa hauteur accoutumée, ses ordres aux différentes chancelleries; mais, à sa rentrée dans son palais, il aperçoit le général Soltikof faisant tranquillement enlever tous les meubles de son pupille. C'est alors seulement que tombe de ses yeux le bandeau d'orgueilleuse confiance qui lui dérobait les approches de son danger. Pourtant il espère tout encore de son ascendant sur l'empereur, dont on annonce pour le jour même le retour

Sa disgrâce

à Saint-Pétersbourg. Mais il est mis aux arrêts dans son palais ; ni lui, ni sa femme, ni ses enfans, ne peuvent obtenir de parler au tsar; les Dolgorouki circonviennent ce prince, et ferment tout accès auprès de lui : ils savent trop qu'une conspiration est, surtout en Russie, une partie où l'on joue sa tête ou tout au moins la liberté du reste de sa carrière.

L'ex-régent n'est d'abord relégué qu'à Ranimbourg, ville du gouvernement de Voronége, et qui lui doit sa fondation : il n'est dépouillé que de ses emplois, il conserve ses titres et sa fortune ; son départ pour l'exil a presque l'air d'un triomphe ; il sort de la capitale avec le faste d'un souverain ; il ne doit pas porter loin toute cette pompe, témoignage de sa vanité : à quelques lieues de Saint-Pétersbourg, on vient, de la part du tsar, lui demander ses décorations ; à Tver, on lui enlève jusqu'à sa voiture ; on le fait monter dans une modeste kibitka ; on le prévient que de toute son opulence il ne lui est laissé que le nécessaire.

Son exil, 1727.

A peine est-il rendu à Ranimbourg qu'une commission envoyée sur ses pas instruit son procès. Il est déclaré coupable de concussion et de tyrannie, et comme tel condamné à un perpétuel exil, sous le climat de Bérézof, l'un des plus rigoureux de la Sibérie. Ses enfans et sa femme, incontestablement innocens des crimes qu'on lui reproche, doivent partager sa captivité : celle-ci perd les yeux à force de verser des larmes, et meurt bientôt de douleur.

Dépouillé de sa fortune, dont il avait abusé, et qu'il avait mérité de perdre, son courage lui resta. Comme il était entré dans son luxe plus de faste que de sensualité, et que, dans l'isolement absolu du monde, le faste devient sans objet, il trouva moyen d'économiser sur le revenu qu'on lui faisait (50 francs par jour environ) de quoi bâtir une église à laquelle, par humilité sans doute, il travailla de ses propres mains. Cet homme si impérieux, si dur et si rapace, était néanmoins dévôt, même au temps de sa prospérité, comme on l'a pu voir par ce que j'ai dit déjà de la consécration qu'il fit d'une chapelle à Oraniembaum.

Il mourut, en 1729, dans sa prison. Ses filles en sortirent sous le règne suivant, et y furent dix ans après, sous celui d'Élisabeth, remplacées par Ostermann. Sa mort. 1729.

A peine Mentschikof est déchu que les Dolgorouki succèdent à sa puissance, et songent à en recueillir les avantages : le jeune Ivan reçoit la place de grand chambellan, qu'a eue le fils de l'ex-ministre dont en outre sa sœur, jeune et belle, doit remplacer la fille dans le lit du souverain. Ce n'est pas tout : on tâche de donner au produit d'une intrigue de cour la couleur et l'autorité d'une révolution ou plutôt d'une contre-révolution politique. Les anciennes mœurs sont remises en honneur, la première épouse de Pierre Ier, qui en est comme la représentation vivante, est tirée du cloître Les Dolgorouk succèdent à faveur.

où elle a si long-temps gémi, rappelée à la cour, et déclarée innocente de tous les crimes que son époux lui a jadis imputés : Moscou redevient la capitale de l'empire. L'enceinte de Saint-Pétersbourg semble devoir être avant peu déserte : les chantiers restent inactifs, on s'occupe peu de recruter l'armée ; un traité récent avec la Pologne, l'affaiblissement de la Suède, l'insouciance sur les provinces de la Perse, et l'assurance que la paix avec la Porte ne sera point troublée, ne laissent pas le besoin de forces bien considérables. Ce qu'on en a est plus que suffisant pour contenir ou réprimer les cosaques de l'Ukraine, toujours inquiets, toujours remuans pour la liberté. Du reste, cette administration peu active mais économique tournait au soulagement de la nation.

Rétrogression vers les anciennes mœurs, 1728.

La prospérité du commerce fut peut-être de toutes les prédilections de Pierre I[er] la seule que ne dédaigna point le nouveau gouvernement : il fit achever le canal de Ladoga, commencé sous ce prince.

Nouvelles fiançailles de Pierre II, novembre 1729. Sa mort.

La faveur des Dolgorouki, parvenue à son comble, doit recevoir une dernière sanction : les fiançailles de leur jeune parente et du tsar ont été solennellement célébrées; le jour est pris pour le mariage : le fiancé tombe malade et meurt.

Ivan paraît s'imaginer que les fiançailles de Pierre II avec sa sœur ont conféré à celle-ci des droits à la souveraineté. A peine l'empereur a expiré que

ce jeune homme sort du palais, et tire l'épée en criant : *Vive l'impératrice Catherine* II. Personne ne répondant à cette acclamation hasardée, il rengaîne tranquillement son épée, et sa famille, feignant d'attribuer à la légèreté de son âge l'inconvenance de cette vaine tentative, s'occupe aussitôt de chercher au défunt tsar un autre successeur.

ANNE IVANOVNA.

Prétendans à la succession de Pierre II, 1730.

Tous ceux qui pouvaient prétendre à la succession de Pierre II se trouvaient, à l'époque de sa mort, ou absens, ou dans une position et d'un caractère à n'appuyer d'aucune influence leurs droits ou leur ambition. Trois princesses et un prince restaient de la famille impériale : le prince, seul rejeton mâle de sa race, était un enfant en bas âge né de la fille aînée de Pierre Ier et de Catherine, la duchesse de Holstein, morte tout récemment ; les trois princesses étaient une sœur puînée de celle-ci, nommée Élisabeth, belle, de mœurs galantes, vouée par goût au célibat, et deux filles du faible Ivan V, l'une, épouse séparée du duc de Mecklembourg, l'autre, veuve douairière du duc de Courlande, tous, devant, par le jeu des révolutions, arriver successivement, eux ou leur descendance, à la direction de l'empire.

C'était l'occasion ou jamais d'appliquer l'ordre de succession, si cet ordre avait existé. Mais la seule limite qui paraisse avoir, jusqu'alors et depuis même, circonscrit le caprice des circonstances, c'est la règle de ne point prendre le souverain hors de la dynastie des derniers régnans. Cette restriction respectée, l'aristocratie de la cour, c'est-à-dire les gens en crédit au moment de la mort d'un tsar, les ministres, le sénat, les officiers des gardes, s'arrogeaient le droit de choisir son successeur parmi tous les membres de sa famille, pères, fils, oncles, neveux et parentes au même degré, depuis que l'exemple avait été donné de livrer quelquefois le sceptre à des femmes. En vain Pierre I[er] voulut revendiquer pour le souverain seul l'exercice du tacite privilége que s'étaient arrogé les grands. En vain, long-temps après, Paul I[er] résolut d'établir un ordre de successibilité invariable et conforme à celui qu'observaient les autres dynasties européennes, la force de l'habitude ou plutôt l'absence de toute autorité permanente qui continuât l'action du souverain après qu'il n'est plus, et occupât le champ où se précipite la faction la plus prompte, a toujours fait prévaloir l'ancien usage, et ce furent encore les fonctionnaires influens qui, après la mort de Pierre II, disposèrent de la couronne sans suivre d'autre loi que celle de désigner pour lui succéder un prince ou une princesse que lui unissent les liens du sang.

Y avait-il jamais eu u ordre de successibilit

D'ailleurs, Pierre II était mort avant sa majorité, et par conséquent avant d'avoir pu se nommer un successeur; la loi de Pierre Ier ne pouvait donc être objectée à leur prétention de faire un choix entre les divers membres de sa famille. Catherine Ire avait, il est vrai, comme prévenu l'omission du jeune prince en assignant, au cas qu'il n'eût point de descendance mâle, sa succession à Anne, duchesse de Holstein, d'abord, et à la princesse Élisabeth ensuite; mais on répondait que Pierre Ier, qui conférait au souverain le droit de désigner son successeur, n'avait pu vouloir y ajouter celui de choisir les successeurs de son successeur, sans quoi, par cette faculté de substitution, ce droit, qu'une fois admis il était juste et raisonnable de laisser à tous, devenait, indéterminément, le privilége de quelques-uns.

Le haut conseil, le sénat, les généraux s'assemblèrent; ils voulaient tirer pour eux-mêmes avantage de la circonstance. Ces maîtres, si absolus et si durs pour leurs esclaves, sentaient le besoin d'avoir une garantie contre les caprices d'un pouvoir dont le joug paraissait à leurs yeux fascinés de préjugés d'autant plus humiliant qu'il était le plus souvent appesanti par des mains d'une peu illustre origine, quelquefois même étrangères. Ils rédigèrent une constitution qui réduisait le souverain presqu'à l'état d'impuissance d'un roi de Pologne : il ne pouvait, sans l'agrément d'un haut conseil inamovible, composé exclusivement d'an-

ciens Russes (pour exclure les étrangers et fils d'étrangers), déclarer la guerre, conclure la paix; se choisir un successeur ni une épouse; nommer aux grandes charges, établir des impôts; il ne pouvait non plus sévir contre les gentilshommes, ni afflictivement ni pécuniairement, que par forme judiciaire; telles furent principalement les dispositions dont l'acceptation dut être imposée au nouveau souverain comme prix de la préférence qu'on lui donnerait. Elles formaient un code tout d'intérêt particulier, d'intérêt de classe; rien n'y était fait pour le véritable peuple, et les nobles tout en devenant sujets libres d'esclaves privilégiés qu'ils étaient, et, plus encore, en s'arrogeant une part dans l'autorité exercée par la couronne, maintenaient dans toute sa rigueur leur despotisme sur les serfs, dont ils conservaient la propriété.

Conditions mises à l'élévation du souverain à élire.

Ici, je saisis une réflexion. Dans les gouvernemens où règne l'unité despotique, comme en Turquie, les grands supportent presque seuls tout le poids de l'arbitraire; le souverain ou le ministre de sa confiance sont trop jaloux de toute espèce d'autorité pour laisser à leurs agens une grande latitude; aussi le fonctionnaire oppresseur y est-il puni quand il est connu, non pas précisément parce qu'il opprime, mais parce qu'il usurpe, en opprimant, la prérogative du souverain. Le souverain, cependant, ne peut avoir beaucoup d'occasions d'opprimer personnellement le peuple, dont il est séparé par

Le despotisme préférable l'oligarchie

les grands. D'ailleurs, le peuple est préservé tout à la fois, et par l'énormité de sa masse et par la petitesse individuelle de ses membres. Il n'en est pas de même dans les aristocraties que j'appellerai despotiques, dans les aristocraties où le pouvoir des gouvernans n'a point de limites; où les droits naturels des gouvernés sont sans garantie. Le despotisme s'y appesantit en se divisant. Il s'insinue jusque dans les moindres parties de la masse. Le despotisme aristocratique est donc plus funeste encore à l'humanité que le despotisme pur ou militaire; mais le plus barbare, le plus criminel, le plus inconcevable des gouvernemens, est celui qui réunit les deux espèces, comme en Russie. Une foule d'hommes, dont chacun individuellement peut tout sur plusieurs de ses semblables, y sont soumis à leur tour à un maître qui peut tout sur eux; en sorte que, beaucoup y étant despotes, personne n'y est libre, ni de droit, ni de fait, excepté un seul. Ne faut-il pas que le génie de l'abjection maîtrise bien l'esprit de l'homme, pour lui avoir fait imaginer une combinaison aussi dégradante de sa nature?

Je n'ai point parlé de ces monarchies dites tempérées, où les gouvernés opposent à l'arbitraire des traditions, de vagues antécédens et surtout les mœurs, en attendant qu'ils puissent lui opposer des lois. Ces monarchies ne forment point, ce me semble, une espèce distincte de gouvernement, mais une

transition du despotisme à l'état constitutionnel.

Revenons au choix que se disposait à faire la faction des grands moscovites. La principale, ou plutôt l'unique qualité qui fût pour eux à désirer dans le souverain qu'ils allaient élever, c'était une grande facilité de caractère, gage de sa condescendance à leurs vues.

Il ne paraît pas qu'on ait songé alors au jeune duc de Holstein (dans la suite, l'infortuné Pierre III), quoiqu'il fût, et peut-être précisément parce qu'il était en bas âge : on aurait craint que le choix de cet enfant n'entraînât une tutelle ou, tout au moins, une surveillance holstenoise. Un motif analogue fit écarter Élisabeth; jeune, elle pouvait se donner un époux dont l'ambition ne respecterait pas une constitution trop peu solidement assise encore. Il est vrai que, d'après un article du pacte d'élection, l'hymen de la princesse ne pouvait avoir lieu que du consentement du haut conseil, mais il y aurait eu un inconvénient grave à faire, dès le début, une application rigoureuse de cette clause. Restaient la duchesse de Courlande et celle de Mecklembourg. La première, paraissant présenter les garanties qu'on souhaitait, eut la préférence, quoique la plus jeune.

L'un des princes Dolgorouki, les plus ardens instigateurs du projet de constitution, alla lui offrir à Mittau l'héritage de Pierre II, aux conditions que j'ai exposées plus haut, et à celles, en outre, de

ne point amener avec elle un Courlandais intrigant et d'une audace redoutable, à la fois son chambellan et son favori. C'était Biren, « esprit altier, âme féroce, » dit Ruhlières. Anne, à qui le revenu de son douaire n'offrait que peu de moyens de satisfaire son goût pour la dépense, accepta avec joie l'offre qui lui était faite, et ne discuta sur aucune des conditions qu'on lui imposait, ne prisant alors des avantages de son élévation que celui d'un plus vaste champ ouvert aux plaisirs dont elle était avide.

Anne, duchesse de Courlande, est préférée. Biren.

A quoi tient le succès des révolutions? si Biren n'avait pas été appelé en Russie, la constitution aristocratique s'y fût peut-être consolidée; et Biren n'eût jamais été appelé en Russie, si l'impératrice n'avait apprécié en lui qu'un habile politique; mais elle y voyait un amant, et le caprice amoureux d'une femme replaça dans l'antique ornière le char du despotisme.

Biren ne fut pas seul à nouer l'intrigue qui amena ce résultat; mais ce fut lui dont la fermeté inspira et soutint celle de l'impératrice; ce fut lui qui mit dans ses mains le dernier fil de la trame ourdie par Ostermann, cet administrateur si estimé de Pierre Ier.

Ostermann, fils d'un pasteur luthérien de la Westphalie, s'était élevé par son habileté au poste de chancelier de l'empire: l'esprit de la constitution, les vues de ceux qui avaient concouru à l'établir, et dont elle assurait l'influence, étaient

peu favorables aux étrangers, et par conséquent menaçans pour sa fortune. Son intérêt était de les contrarier, et il mit à ce dessein toute l'adresse qu'un esprit délié peut avoir acquise dans une longue pratique des intrigues de cour. D'abord, profitant de cette impatience de tout frein commune à ceux qui jouissent du suprême pouvoir, il s'efforça de faire considérer à l'impératrice comme un outrage à sa dignité, comme une infraction à ses droits, le joug légal qu'on lui avait imposé; il atteignit aisément son but, et Anne, dirigée par ses avis, s'attacha à semer la division dans le haut conseil, à rendre les instigateurs du nouvel ordre de choses, les Dolgorouki, suspects à leurs collègues, et tous ensemble odieux à la petite noblesse. Celle-ci surtout se laissa insinuer l'envie de cette haute aristocratie qui créait le privilége dans le privilége, et qui, lui disait-on, accaparant pour elle et les siens, les emplois de quelque importance, fermerait au mérite obscur tout accès aux honneurs et à la fortune. Enfin, il n'était pas jusqu'aux bourgeois et aux paysans qui ne vissent avec peine les limites apposées au pouvoir du despote : quelques-uns par jalousie d'une amélioration dont ils ne profitaient pas; le plus grand nombre, par un effet des maximes de servilité qu'on leur avait inculquées, et parce qu'aux yeux de la pauvre espèce humaine le temps imprime un caractère sacré aux abus les plus monstrueux, et qu'il en est du mal moral comme du

Anne veut secouer les entraves qu'on lui a imposées.

mal physique, d'autant plus difficile à guérir qu'il se trouve plus invétéré. Enfin, une multitude innombrable d'étrangers répandus dans tout l'empire, où ils étaient influens, ne voyaient que le rétablissement de la pure autocratie qui pût leur conserver leur crédit, dont l'acte constitutif tendait à les dépouiller.

Les plus hardis des mécontens songèrent à profiter de cette disposition des différentes classes, et de l'impératrice elle-même. Résolus de se porter en grand nombre sur la place du palais impérial, ils en firent avertir cette princesse, et la supplièrent par un billet de se montrer, aussitôt qu'elle serait instruite de leur approche, à une fenêtre qu'ils lui indiquaient. Ils ne lui demandaient pas davantage, afin que, quel que fût le succès, elle ne se trouvât point compromise. Les Dolgorouki, soupçonnant vaguement ce qui se tramait, doublent toutes les gardes. Les conjurés n'en persistent pas moins dans leur dessein. Ils serrent dans leurs bras leurs enfans et leurs femmes, ils leur disent un adieu qui peut-être sera le dernier, et ils sortent déterminés à vaincre ou mourir pour le despotisme. Une foule immense qu'ils ont rassemblée se presse sous la fenêtre où doit se montrer la tsarine, qui bientôt paraît : il n'est déjà plus possible de faire rétrograder cette masse, ni d'empêcher que ses chefs, les princes Tcherkaski, Bariatinski, Troubetskoï, et surtout le comte Mattéow, ne parviennent jusqu'à la souveraine : ils lui présentent au nom de la nation une

requête de reprendre dans son intégralité le pouvoir dont ont joui ses maîtres. « Comment, s'écrie Anne » avec une feinte candeur, l'acte qu'on m'a fait » signer à Mittau n'exprimait donc pas le vœu de » toute la nation? » Assurément, lui répond-on : « Eh bien! prince Vassili-Loukitch », dit-elle au grand-chancelier, l'un des Dolgorouki, qui dans ce moment se trouve auprès d'elle, « tu m'as donc » trompée? » Ce prince ne put s'exempter de produire l'engagement qu'il lui avait fait signer. Anne alors saisit cet acte et le déchira de ses propres mains, à la vue et aux acclamations du peuple.

On voit dans cette révolution des hommes qui paraissent risquer leur vie par amour de la servitude ; heureusement on peut révoquer en doute la réalité de cette monstruosité morale, et trouver à l'action de ces insensés un motif qui dégrade un peu moins le caractère de leur espèce. Ce pouvait, en effet, n'être pas la servitude qu'ils avaient en vue de reconquérir, mais la récommunauté du joug, qui rarement s'allège pour quelques-uns seulement sans s'appesantir pour les autres.

Les nobles gagnaient, il est vrai, à l'établissement du pacte constitutif, la liberté individuelle, mais ils y perdaient l'égalité dans leur classe, et ils n'hésitèrent pas à sacrifier la première au but de recouvrer l'autre. Dans tous les pays, les simples gentilshommes ont trouvé inique qu'il y eût différens degrés dans la noblesse, sans songer qu'il est plus

étrange encore qu'il y en ait plusieurs dans l'humanité : voici l'homme tel que le fait son égoïsme ; jugeant très-bon le privilége qu'il exerce aux dépens des autres, et s'indignant de celui qu'on exerce à son préjudice.

Ce put donc être un sentiment d'envie qui détermina le soulèvement de la petite noblesse et du peuple ; sentiment peu louable, sans doute ; mais mieux vaut encore, dans les mœurs politiques, l'envie que l'abjection.

Disgrâce et exil des Dolgorouki, 1730.

Les Dolgorouki devaient, selon le cours ordinaire des choses, porter la peine de leur influence passée. Parmi les accusations assez vagues qui leur furent intentées quelques semaines après la révolution, on distingua celle d'avoir fabriqué, en faveur de cette jeune princesse de leur famille qu'ils avaient fiancée à Pierre, un faux testament de ce tsar. Ils passèrent neuf ans en Sibérie, dans la captivité la plus rigoureuse; au bout de ce temps, on les rendit à la liberté, mais ce fut pour les remettre de nouveau en jugement comme ayant correspondu avec l'Étranger durant leur exil. Ils furent

ur supplice.

« un même jour, dit un écrivain, rassemblés sur un même échafaud, père, oncle, fils et neveu, pour y être roués vifs, sous les yeux les uns des autres. » C'était venger d'une manière bien atroce l'orgueil du despotisme.

De si horribles excès avaient été précédés et furent bientôt suivis d'une multitude d'autres. Tous

étaient l'œuvre de Biren, qui se servait comme d'un glaive du sceptre que la faible tsaritse avait depuis long-temps abandonné à ses mains cruelles.

La liaison des évènemens m'a fait m'écarter un peu de l'ordre chronologique de mon récit ; j'y reviens.

La duchesse de Mecklembourg avait eu de son mariage une fille, âgée de douze ans; l'impératrice, qui a résolu de ne point se remarier, adopte cette jeune princesse, et lui fait changer son nom de Catherine en celui d'Anne. Bientôt elle songe à lui choisir un époux, et agrée le prince Antoine-Ulrich de Brunswick Lunébourg, proposé par l'Autriche. Ce prince, arrivé à Saint-Pétersbourg en 1733, ne vit néanmoins célébrer son mariage que plus de six ans après. C'était trop tôt encore, à raison des malheurs qu'il lui devait attirer.

Anne désigne pour lui succéder sa nièce, la princesse de Mecklembourg, qu'elle donne en mariage au duc de Brunswick.

L'occupation des provinces conquises sur la Perse par Pierre Ier avait consommé en douze ans plus de deux cent mille hommes morts de l'insalubrité ou plutôt de l'inhabitude du climat. La possession en était évidemment onéreuse: Anne les rendit au fameux Thamas-Kouli-Khan, qui depuis quelque temps avait usurpé sur le faible Thamazed, le sceptre des Sophis; elle en obtint en échange quelques avantages commerciaux.

Abandon des provinces conquises sur la Perse, 1734.

La vacance du trône de Pologne vint appeler, sur une autre contrée, l'attention de l'impératrice. L'électeur de Saxe, qui s'était concilié la cour de Vienne, en signant la pragmatique sanction, s'assura l'appui du cabinet de Saint-Pétersbourg, en

promettant de procurer la souveraineté de la Courlande (dont le dernier duc était sur le point de mourir sans postérité) à Biren, ce Courlandais arrivé sur les pas de l'impératrice en violation de l'engagement qu'elle avait pris, puis bientôt après fait comte, chamarré de cordons, et enfin devenu l'homme le plus influent ou plutôt le seul maître de l'empire russe.

La Russie et l'Autriche avaient d'abord paru déterminées à laisser les Polonais élever qui ils voudraient au trône de leur pays; elles n'excluaient que Stanislas: ce fut précisément en faveur de ce prince que l'unanimité, depuis long-temps inconnue dans les diètes, se rétablit.

Mais la France était peu disposée à soutenir le père de sa reine sur un trône lointain, et les Polonais, abandonnés à eux-mêmes, n'étaient pas assez forts pour faire respecter leur choix. Les Russes, comme pour répondre à l'appel d'un faible parti que la séduction a engagé à se déclarer pour l'électeur, passent la Vistule, sous les ordres de Lascy, occupent Varsovie, et, de concert avec les Saxons, couvrent la Pologne entière. Réfugié à Dantzig, Stanislas voit en vain les habitans de cette cité franche se dévouer pour le défendre, et deux à trois régimens français, apportés par la mer au pied de ses murs, braver, dans le même but, le choc de toute une armée (1); ce prince, deux fois roi par la

(1) Les débris de ces trois régimens n'avaient capitulé

libre volonté de tout un peuple, sans avoir jamais pu asseoir son autorité, et dont on avait eu l'infamie de mettre à prix la tête, ne parvient qu'avec les plus grandes difficultés à échapper, sous l'habit d'un paysan à la poursuite des cosaques ; il est trop heureux de pouvoir revenir en France, où son gendre doit bientôt lui former des provinces acquises par la paix de Vienne une souveraineté moins étendue, mais plus paisible que celle qu'il abandonne.

Dantzig ayant été pris par Munich, après un siége des plus meurtriers, les Polonais se défendirent encore quelque temps, mais mollement, et bientôt se soumirent. « Jamais, dans cette guerre, a dit le général Manstein, trois cents Russes ne se sont détournés d'un pas pour éviter trois mille Polonais. » La passion de l'indépendance était déjà bien dégénérée dans le cœur de ces républicains, puisqu'elle n'inspirait pas à leur résistance autant d'énergie qu'un assujettissement stupide en donnait aux attaques de leurs serviles ennemis.

L'électeur de Saxe, désormais Auguste III, s'assit

---

qu'à la condition d'être mis à terre dans un port de la Baltique; jouant sur les mots d'une manière perfide, le gouvernement russe les fit transporter à Cronstadt, et les y retint dans une rigoureuse captivité; exemple de mauvaise foi, qu'imitèrent plus tard les Anglais, en transférant dans les pontons de leur île la garnison française du cap haïtien, qu'ils s'étaient engagés à reconduire *en Europe* sur parole de ne point servir contre eux jusqu'à parfait échange.

alors par la force sur un trône dont tous les vœux le repoussaient. Son seul titre légal était une élection faite dans une auberge de grand chemin, par un petit nombre de gentilshommes achetés ou contraints. La diète de 1736, dite de pacification, consacra néanmoins son élévation, mais en même temps, pour effrayer ceux qui seraient tentés de suivre l'exemple des Polonais qui l'avaient favorisée, elle déclara passible de la peine de mort quiconque, à l'avenir, pendant l'interrègne, appellerait les étrangers au sein de l'État. Les nonces semblèrent en outre prendre à tâche de venger sur une fraction de leurs concitoyens le mal que leur faisait souffrir un État voisin. Ils retirèrent aux dissidens ou non catholiques l'éligibilité à toutes les fonctions politiques ou judiciaires, et restreignirent sur d'autres points l'étendue de leurs priviléges.

La Russie crut avoir assez gagné en faisant subir son influence à la Pologne : c'était toujours un précédent : du reste, elle fondait son droit d'intervenir sur le traité de 1717, conclu par sa médiation et sous sa garantie entre le dernier roi et ses sujets, traité exclusivement relatif à l'évacuation du sol polonais par les troupes saxonnes, et, par conséquent, périmé aussitôt après cette évacuation.. Le prétexte de l'Autriche, car cette puissance, sans agir comme la Russie, avait influé par des démonstrations menaçantes, était plus ridicule encore. La Pologne et la Hongrie, au temps où elles

étaient également libres, s'étaient mutuellement garanti la jouissance de leurs droits. Depuis, la Hongrie était passée sous le joug, et son oppresseur prétendait avoir succédé à ses obligations au sujet de cette garantie. Mais, par cette prétention même, il devenait évident que, si une intervention avait été légitime, c'eût été celle des Polonais, pour faire rendre aux Hongrois la liberté qu'ils avaient perdue.

Auguste III, fidèle à l'engagement qu'il avait pris envers Biren, lui donna l'investiture du duché de Courlande. La Courlande devait, d'après les conditions de son accession à la république de Pologne, être, à l'extinction de la maison ducale des Ketler, partagée en palatinats; mais, à la demande des Courlandais, la diète de pacification avait consenti à ce qu'on nommât un nouveau duc, et en même temps avait conféré à la couronne le droit de le désigner. C'est de ce droit que le nouveau roi se hâtait d'user au profit du favori de l'impératrice. Biren duc de Courlande, 1737.

Petit-fils d'un piqueur des écuries de Jacques III, l'un des princes de la dynastie éteinte; membre d'une famille qu'il prétendait issue de celle des Biron de France, mais, en effet, diffamée, pour avoir produit de faux titres de noblesse, et, par suite, expressément exclue de l'espoir d'en obtenir jamais, Biren était certainement le dernier homme que les Courlandais eussent choisi. Anne, étant duchesse de Courlande, avait fait de vains efforts pour lever

en sa faveur l'interdiction portée contre toute sa race : mais les temps étaient changés, et les nobles, qui n'en avaient pas voulu comme égal, allaient le subir comme souverain.

Biren n'était pas seulement méprisé à cause de son origine : cela n'eût été que ridicule; il était encore haï à cause de son caractère impérieux et féroce. On élève à vingt-cinq mille le nombre des infortunés qu'il relégua dans les prisons de la Sibérie, et à près de moitié celui des personnes qu'il fit périr dans les supplices. Aucun Russe ne fut en crédit sous sa tyrannique administration; il affectait le plus souverain mépris pour la nation qu'il opprimait, et il croyait trouver dans l'abjection de cette nation sa propre excuse. Il disait encore, au retour d'un long exil, trop faible expiation de ses cruautés : « Les Russes ne doivent être gouvernés que par la verge et la hache. »

Il ne quitta cependant point la Russie pour aller prendre possession de sa souveraineté : il préférait le gouvernement d'un grand empire, où rien ne limitait son despotisme, à l'administration d'un petit État, qui, encore, avait ses franchises. Les Russes eurent à souffrir de cette préférence : les Courlandais, au contraire, durent s'en féliciter.

Guerre ...ntre la Porte ...736 à 1739.

En vain la Porte avait tranquillement souffert l'invasion de la Pologne, en opposition à ses propres intérêts et aux conditions expresses du traité du Pruth; cette foule d'aventuriers qui avaient acquis

en Russie la fortune qu'ils y étaient venus chercher désiraient désormais d'y joindre l'éclat de la gloire des armes. Ils brûlaient de venger de l'humiliation de la paix du Pruth leur patrie adoptive, et de la remettre en lutte avec un peuple courageux encore, mais déjà fort arriéré dans l'art meurtrier dont ils s'étaient approprié tous les progrès. On accorda donc à leur impatience la guerre contre les Turks, menacés en même temps au couchant par les Autrichiens, à l'orient par les Perses.

Munich eut, du côté de la Russie, le commandement de cette guerre, qu'il avait, on pourrait dire, suscitée. Il guida, ou plutôt força les armées russes à la victoire. Un grand nombre de soldats, pour se soustraire aux dangers et aux fatigues, feignaient-ils d'être malades, aussitôt venait un ordre à tous sans exception de se bien porter, sous peine d'être enterrés vifs, et l'exécution sur quelques malheureux de cette atroce menace faisait que personne n'osait plus se plaindre, même ceux qui souffraient réellement. Des bataillons à demi détruits refusent-ils de retourner s'exposer à une mort presque certaine, Munich fait pointer sur eux des canons, et les rend intrépides par terreur; les officiers-généraux eux-mêmes sont, pour les fautes les plus légères, traînés dans de longues et pénibles marches, enchaînés à des canons. Ce fut ainsi qu'outrant la sévérité de sa profession il acheva d'établir parmi les Russes le régime disciplinaire, ressort

puissant, qui tire de la lâcheté les mêmes ressources que donne la valeur.

Munich avait entrepris d'exécuter enfin le projet d'étendre jusqu'à la mer Noire les limites de l'empire. Mais vainement il envahit la Crimée, la dévaste, et la parcourt sur tous les sens : cent mille Tatars, qui le harcellent, lui refusent, au milieu de ses succès, l'occasion de les vaincre. Libre de se transporter partout, il n'est cependant jamais maître que du terrain occupé par ses troupes. Il change alors le plan de la guerre, traverse une partie de la Pologne, et pénètre en Moldavie, où il espère trouver une population moins attachée aux Ottomans. Effectivement, les Moldaves l'accueillent en libérateur. Le premier il avait appelé l'attention de sa cour sur la facilité qu'elle trouverait à soulever contre les Turks cette innombrable multitude de chrétiens qu'ils tenaient sous le joug en Europe. Il projetait de les rassembler sous la protection d'une armée russe, et ensuite d'en écraser Constantinople. Tel était le dessein de Munich, et il allait, pour tenter de l'accomplir, passer le Danube, quand des évènemens indépendans de son plan amenèrent la fin de la guerre, plutôt, sans doute, qu'il ne l'eût voulu.

Les Turks, battus au nord par les Moscovites, s'en vengeaient à l'occident sur les Autrichiens, et promenaient en Hongrie leurs hordes victorieuses. D'un autre côté, Thamas-Kouli-Khan, après avoir

fait servir d'abord à la conquête de l'Inde l'expérience d'une foule d'officiers de talent qu'Anne lui avait envoyés pour l'aider à les attaquer à l'orient, revenait, puissant de ses nombreux succès, accomplir sa promesse. La Porte, effrayée, se hâta d'accéder aux propositions de paix de la cour de Vienne, et la Russie elle-même, dont les forces se trouvaient appelées sur une autre frontière, par les dispositions menaçantes de la Suède, fit aussi son traité. Tout le fruit qu'elle retirait de quatre ans d'hostilités, c'était d'enlever à la Pologne le droit que celle-ci avait, d'après la paix du Pruth, à la protection de la Porte. Du reste, les belligérans se rendirent réciproquement leurs conquêtes; et, si l'on fait exception des malheureux qui périrent, et auxquels il n'était pas aussi facile de restituer ce qu'ils avaient perdu, tout fut remis dans le même état qu'auparavant. Ainsi sont presque toutes les guerres, des promenades de gouvernans dans le sang des peuples.

La paix de Belgrade, conclue en 1739, fut étendue et confirmée par une convention additionnelle, signée deux ans après à Constantinople. Paix de Belgrade, 1739.

Anne, cependant, touchait à sa fin, sans avoir encore désigné son successeur. Il semblait naturel qu'elle appelât à la remplacer sa fille adoptive, mariée enfin depuis un an environ au prince de Brunswick. Mais Biren frémit à l'idée de perdre la jouissance de son autorité; et il fit tant que l'im-

pératrice nomma, au lieu de sa nièce, un fils que celle-ci venait d'avoir (août 1740). Le but de Biren était de prolonger, comme régent du jeune prince, le règne qu'il exerçait depuis neuf ans comme favori. Aidé de Munich, qui, dit-on, le haïssait déjà, mais qui, peut-être, espérait partager avec lui le gouvernement, il fit couvrir d'un grand nombre de signatures, et présenta à sa maîtresse expirante, un Mémoire dans lequel on la suppliait de fixer à dix-sept ans la majorité de l'empereur désigné, et de confier, en attendant, la régence au premier ministre. Anne, effrayée des dangers qu'allait courir un homme qu'elle aimait, entreprit de lui faire abandonner son ambitieux dessein, mais enfin céda à sa persistance. Elle mourut, en octobre 1740, après dix ans du règne de Biren plutôt que du sien.

Je ne prétends pas, en m'exprimant ainsi, la soustraire à la responsabilité de tout ce qui se fit de mal en Russie pendant ces dix années. Elle était la source de la puissance dont abusait son premier ministre, et, pour qu'elle ne fût pas complice au moins des crimes qu'il commit, il eût fallu qu'elle les ignorât: encore pourrait-on lui reprocher un manque de surveillance que sa position rend inexcusable.

Caractère d'Anne.

Anne avait été faible, dissolue, vaine et luxueuse à l'excès. L'adulation, toujours prompte à isoler le caractère des souverains de leurs actes, a dit qu'elle fut douce : pour moi, j'ai peine à conce-

voir la douceur de celle qui eut Biren pour ministre.

Mais divers faits, rapportés par les historiens, prouvent qu'Anne Ire fut bien loin d'avoir la qualité que quelques-uns d'entre eux lui octroient. Tous les livres publiés sur la Russie ont fait mention du *palais de glace*, et de l'aventure qui donna lieu à sa construction. Un membre de la famille princière de Galitzin, celle qui avait le plus chaleureusement appuyé les projets des Dolgorouki, s'était, dans le cours d'un voyage hors de sa patrie, converti au catholicisme; Anne, pour le punir, le mit dans les pages, quoiqu'il eût près de quarante ans, et, de plus, le condamna à prendre rang parmi ses bouffons. Ce ne fut pas tout : ce prince étant devenu veuf, elle le força d'épouser une fille de la plus basse condition, et voulut ordonner seule le cérémonial de la noce. C'était en 1740, au cœur de l'un des plus rigoureux hivers qu'il y ait eu dans ce siècle. L'impératrice fit élever pour les deux époux un palais de glace. Ils y furent conduits, enfermés dans une cage portée par un éléphant. Les conviés étaient, pour la plupart, montés sur des traîneaux attelés de rennes, de bœufs, de chiens, et même de pourceaux; des canons tout de glace tirèrent, à leur approche, plusieurs coups sans se fendre : tout était de glace dans le palais : tables, siéges, buffets, ustensiles, jusqu'au lit nuptial, sur lequel Galitzin et sa femme furent contraints de se coucher. Des sentinelles, placées

Palais de glace.

à la porte de la chambre, les empêchèrent, dit Lévesque, d'en sortir avant le jour. Voilà pour faire aimer le despotisme.

Bouffons.

L'usage des bouffons était alors, en Russie, dans toute sa force. L'impératrice en avait six, dont trois de la plus haute naissance. Quand ils ne se prêtaient pas d'assez bonne grâce à faire les singeries qu'elle ou ses favoris en exigeaient, elle leur faisait donner les battogues : est-ce là une grande preuve de sa douceur?....

Judaïsans brûlés vifs.

Une rigueur atroce, exercée sous ce règne, prouve, avec l'aventure arrivée à Galitzin, que la tolérance religieuse accordée aux étrangers ne s'étendait pas aux nationaux. Un seigneur, nommé Vonitzin, allié à une famille des plus influentes, ayant embrassé le judaïsme, fut brûlé vif avec le rabbin qui l'avait séduit. Ne nous hâtons pas cependant de nous indigner : c'était le temps où le fanatisme n'avait pas déposé le glaive, même en France. Près du foyer des lumières philosophiques devaient périr, plus tard encore, dans des supplices effroyables, les de Labarre et les Calas!

IVAN VI IVANOVITCH.

A PEINE Anne eut-elle rendu le dernier soupir que l'enfant qu'elle avait désigné pour lui succéder fut proclamé empereur, sous le nom d'Ivan VI, et que Biren promulgua l'acte qui le nommait lui-même régent pour ce monarque au berceau.

Tel est le malheur des gouvernemens fondés sur la crainte, que, plus ils oppriment, plus ils accumulent de résistance, et que plus ils accumulent de résistance, plus ils se mettent dans la nécessité d'opprimer; le moindre relâche peut occasioner une réaction et les perdre. Aussi, Biren affichait un despotisme de jour en jour plus impudent. Il força le père du souverain à donner la démission de toutes ses charges, et poussa la tyrannie jusqu'à lui défendre de se montrer au peuple. Plus d'une fois on l'entendit menacer la nièce d'Anne I[re] de la renvoyer en Allemagne avec *son petit prince*, et d'appeler à remplacer celui-ci, le fils de la duchesse de Holstein. En même temps, il éveillait ou

nourrissait les prétentions rivales de la molle Élisabeth : il avait aussi, dit-on, l'intention de faire épouser à cette princesse l'aîné de ses fils, et de donner sa fille au jeune duc de Holstein, doublement sûr, ainsi, d'enter sa famille sur la dynastie de l'empire qu'il gouvernait.

Mais, tandis qu'il s'abandonne peut-être à ce rêve de son ambition, un ennemi, presque un égal, Munich, à qui il vient de refuser, pour prix de l'assistance qu'il en a reçue, le titre de généralissime des armées de terre et de mer, trame sa perte, et doit réussir à la consommer. Au ressentiment d'une récente injure s'ajoute dans l'âme du célèbre guerrier l'exaspération d'une vieille haine, d'autant plus intense qu'elle a été comprimée longtemps. Ses emplois le mettent en rapport avec la mère et le père de l'empereur; il en profite pour gagner leur confiance, les plaint d'être sous le joug dur et humiliant de Biren, et leur offre, pour les aider à s'en affranchir, des secours qu'ils acceptent. Munich ne prétend à rien moins qu'à faire arrêter le duc dans son palais, et nommer régente en sa place la mère du souverain. Il choisit pour jour de l'exécution celui où le régiment dont il est lieutenant-colonel sera de service au palais de la famille impériale et à celui du régent.

La veille du jour, ou plutôt le jour qui précéda la nuit où ce projet devait s'effectuer, Biren dit à son auteur : « Monsieur le maréchal, n'avez-vous ja-

dans vos expéditions militaires, rien fait de considérable pendant la nuit? » S'il avait eu le moindre soupçon de ce qui se préparait, Munich était perdu par le trouble soudain qu'il ne put parvenir à dissimuler. Convaincu bientôt que l'interpellation du duc n'avait été qu'un pur jeu du hasard, il se remit, et passa le reste de la soirée avec lui jusqu'à onze heures.

A deux heures après minuit, le maréchal se rend, avec son aide-de-camp, Manstein, au palais d'hiver, qu'habitent avec leur fils le duc et la duchesse de Brunswick. Il fait réveiller la mère de l'empereur, et lui présente tous les officiers de garde au palais. Cette princesse se plaint à eux de la tyrannie de Biren, et reçoit leur serment de tout faire pour l'en délivrer.

Ces officiers, guidés par Munich et suivis de la plus grande partie de leurs soldats, se dirigent vers le palais d'été, occupé par Biren. Ils trouvent dans ceux qui gardent ce palais des complices enthousiastes. Munich donne ordre à Manstein de pénétrer, avec vingt-cinq fusiliers, dans la chambre du régent, de s'en saisir, et, s'il résiste, de le tuer. Manstein trouve le duc et la duchesse couchés dans un même lit, se précipite sur le premier, l'arrête, le terrasse malgré la vigueur de sa défense, le bâillonne, lui lie les mains derrière le dos, et le fait transporter nu dans un corps-de-garde. Là, on le jette, couvert d'une capote de soldat, dans le carrosse

Biren arrêté novembre 1740.

du maréchal ; on le conduit au palais d'hiver, et il est, avant la fin du jour, transféré au château de Schlusselbourg. Son épouse, qu'on trouve courant en chemise après lui dans la rue, partage la rigueur de sa nouvelle fortune.

Condamnation son exil. Une commission sénatoriale fut incontinent chargée d'instruire le procès de cet homme féroce ; elle le condamna à mort : mais la princesse Anne, qui, aussitôt après la révolution, s'était déclarée grande-duchesse et régente, lui fit grâce de la vie, et commua sa peine en un exil perpétuel dans un coin de la Sibérie. On avait résolu d'y bâtir, exprès pour le recevoir, une prison telle qu'il ne pût concevoir aucun espoir de s'évader. Munich en voulut tracer lui-même le plan ; il le fit avec tout le génie de la haine, loin de prévoir alors qu'il devait bientôt remplacer son ennemi dans cette demeure affreuse. Biren n'avait été courtisé que par intérêt, et ménagé que par crainte; sa chute fit éclater contre lui des défections et des ressentimens sans nombre. Il devint moins qu'un inconnu pour une foule de personnes qui, quelques jours auparavant, cherchaient à se prévaloir de sa parenté, de son alliance, de leurs moindres rapports avec lui. La régence de Courlande retrancha son nom des prières publiques, le considéra comme déchu de ses droits à la souveraineté du pays qu'elle administrait, souveraineté que la mère d'Ivan VI devait revendiquer plus tard en faveur de son beau-frère, quelques-uns disent de

son mari. Cette princesse, en attendant, avait séquestré les terres du duché, tandis qu'Auguste III, roi de Pologne, le faisait régir en son nom : partage bizarre, qui mettait d'un côté les revenus, et, de l'autre, les honneurs de l'autorité.

Munich n'obtint pas toute la faveur qu'il croyait avoir méritée, et il ne ménagea pas assez ce qu'il en obtint. Nommé, pour unique récompense, au poste de premier ministre, il se vit refuser la place de généralissime des forces de terre et de mer, objet de son ambition depuis bien long-temps, mais que la régente réservait au père de l'empereur. Munich, soit ressentiment, soit mépris, affectait avec ce prince, qui, à la vérité, n'avait pas, à ce qu'il paraît, un caractère bien imposant, le ton de la plus humiliante supériorité. Il jouait le rôle arrogant de Biren, mais il n'avait pas sa puissance. Ostermann profita de son imprudence pour ruiner son crédit. Il se fit donner le département des affaires étrangères, et procura au vice-chancelier Golovkin celui de l'intérieur. Munich, piqué de se voir ainsi restreint à la seule administration de la guerre, offrit sa démission, croyant qu'elle ne serait pas acceptée : elle le fut. Il vécut dès lors retiré dans son palais, mais, tant qu'il demeura près de la résidence impériale, son voisinage inspira à la duchesse et au duc une telle terreur qu'ils changeaient, dit-on, toutes les nuits de chambre à coucher. Leur résignation à d'aussi pénibles précautions, quand

Munich prétend à remplacer Biren.

Sa disgrâce

ils eussent pu s'en affranchir par un de ces crimes que ceux qui disposent du souverain pouvoir trouvent si facilement à colorer d'un prétexte de nécessité ou de justice, prouve l'honnêteté de leurs principes et la bonté de leur cœur. On est réduit à les louer de n'avoir pas été des monstres, tant il est rare de voir dans l'histoire ceux qui peuvent tout impunément hésiter à se tout permettre.

nceur ouvernement régente.

La régente et son époux se partageaient, ou plutôt se disputaient le soin du gouvernement. Ils donnaient leur confiance chacun à un ministre différent; la duchesse à Golovkin, le duc à Ostermann. C'était à qui ferait expédier le plus d'affaires par son ministre favori. A ce sujet de mésintelligence se joignaient des querelles domestiqués. Elles étaient surtout causées par le refus que faisait Anne de sacrifier à la paix conjugale son attachement à l'une de ses femmes, Julie de Mingden, qui exerçait sur son esprit la plus grande influence; aussi bien des choses étaient négligées. Cependant l'ensemble n'en paraissait pas aller plus mal. Si les régens (c'est ainsi que je nommerai la mère et le père de l'empereur) n'eurent pas toute l'énergie nécessaire pour extirper de pernicieux abus, du moins ils ne cherchèrent point à les dissimuler sous le vernis d'une civilisation factice. Point, sous eux, de ces entreprises onéreuses aux peuples qui, sous le prétexte de la gloire de l'État (comme si l'État avait besoin de gloire!), ne sont le plus

souvent que d'insensés sacrifices à la vanité du souverain. Aucun luxe ; pas même de cour : la duchesse se tenait, renfermée dans son intérieur, coiffée d'un simple mouchoir ; le duc n'avait guère des goûts plus fastueux. Nul n'avait à craindre de leur part ces actes d'un violent et cynique arbitraire, si familiers à l'autocratie : le despotisme dormait dans leurs mains ; ils gouvernaient l'État comme ils auraient fait leur maison. Les choses ne vont pas toujours le mieux possible, mais elles vont toujours passablement quand ce sont de véritablement bonnes gens qui les dirigent, et le duc et la duchesse de Brunswick étaient, dans toute l'étendue du terme, d'excellentes gens. On peut dire que, sous leur administration, les Russes eussent été heureux, si avoir de bons ou de mauvais princes n'était pas, chez ce peuple, chose indifférente pour le plus grand nombre. La noblesse n'est-elle pas toujours là, avec son cruel droit de propriété illimitée sur la moitié de la population productrice ?

Guerre contre la Suède, 1741.

La guerre pour la succession de l'empereur Charles VI émut et engagea jusqu'à la Russie. La France, qui, du moment de la dernière invasion de la Pologne, travaillait à armer la Suède contre cet empire, redoubla d'instances, alors dans le but de prévenir une diversion en faveur de Marie-Thérèse. La Suède n'avait que trop de justes griefs : un de ses courriers, le major Zinkler, avait été, sur la route de Constantinople, dépouillé de ses dépèches

et assassiné par ordre, assure-t-on, du ministère russe. La précaution qu'on avait eue d'éparpiller les meurtriers dans divers cachots de la Sibérie, plutôt pour se garder de leurs révélations que pour les punir, n'était pas une satisfaction suffisante. Manstein, même, fait clairement connaître que la Suède avait de nombreux sujets de plainte, et qu'elle ne recourut qu'à regret aux hostilités. Enfin, « dans son manifeste, dit Mably, la cour de » Stockholm prouva que la Russie avait violé plu» sieurs articles du traité de Nevstadt. » J'entre dans tous ces détails pour réfuter Lévesque, qui prétend que « la Suède n'avait aucun prétexte plausible » d'attaquer une puissance qui avait *religieusement* » observé les conditions du dernier traité de paix. » Il ajoute, comme preuve, qu'elle déclarait ne point faire la guerre à la nation, mais, au contraire, ne prendre les armes que pour la délivrer de la tyrannie des étrangers. Ceci indiquait le but de se créer un parti parmi les Russes, mais non pas un manque absolu de griefs. Au reste, un de ces étrangers, Lascy, battit en toute rencontre, et notamment à l'ouverture des hostilités, près de Vilmanstrand, l'armée que les Suédois avaient en Finlande.

Thamas-Kouli-Khan, vainqueur d'une grande partie de l'Asie, et au comble de ce genre de gloire qui s'attache aux succès et à la puissance, mais trop prudent encore, malgré son enivrante pros-

périté, pour risquer contre les troupes disciplinées de l'Europe la réputation de ses fougueuses légions, ne dédaigna pas d'envoyer à la régente une ambassade solennelle. L'ambassadeur persan se mit en route avec de l'artillerie et une suite de seize mille hommes. Cette petite armée ne franchit pas tout entière les frontières russes. Le cabinet de Pétersbourg, alléguant la difficulté d'assurer, pendant la traversée d'un long désert, la subsistance de tout le monde qui la composait, obtînt qu'elle fût réduite à trois mille personnes : c'était assez pour rendre imposante l'entrée du ministre qu'elle accompagnait. Il amenait quatorze éléphans, des diamans bruts, d'autres richesses, présens du conquérant de l'Inde au tsar et à sa cour.

Ambassade de Thamas-Kouli-Khan, juillet 1741.

Ce luxe de barbares, fruit des dépouilles de la riche Asie, faisait le désespoir de la vanité moscovite. Les régens furent peut-être ceux auxquels il inspira le moins d'envie : leur simplicité reposait les yeux, de l'aspect du faste insolent étalé par leurs devanciers; ils représentaient de bons bourgeois sur le trône : mais ce fut précisément cette bonhomie si estimable qui les perdit. C'est ainsi qu'au préjudice de la morale le malheur trop fréquent des bons justifie, dans l'opinion des méchans, les rigueurs qu'inspire un dur égoïsme.

La régente, excitée par Golovkin, avait, dit-on, résolu de se faire proclamer impératrice; elle n'attendait pour cela que l'anniversaire de sa naissance,

le 18 décembre; mais elle fut prévenue dans ce dessein par une rivale plus diligente.

Conjuration d'Élisabeth, 1742.

La princesse Élisabeth avait toujours regardé comme le fruit d'une usurpation exercée à son préjudice l'élévation de la famille de son oncle. Trop indolente pour mettre dans son ambition beaucoup d'énergie, elle laissait paisiblement agir en sa faveur plusieurs de ces hommes que leur intérêt propre porte partout à féconder le germe des grandes fortunes. L'un d'eux, Lestocq, son chirurgien, plus ardent, et secondé par les intrigues diplomatiques de la France, sa patrie d'origine, la détermina enfin à tenter une de ces révolutions de cour, ou plutôt de caserne, si faciles à exécuter, à en juger par des exemples récens alors. L'ambassadeur du cabinet de Versailles, le marquis de La Chétardie, toujours dans le but d'enlever à Marie-Thérèse un éventuel appui, devait fournir l'argent nécessaire à la réussite de l'entreprise. C'est une chose remarquable que les ambassadeurs aient toujours, en Russie, pris une part plus ou moins directe à tous les complots tendant au remplacement prématuré du souverain.

On a prétendu que le projet formé par la régente de marier sa cousine au frère de son époux avait, plus qu'aucune autre cause, contribué à déterminer cette princesse. Élisabeth ne respirait que pour l'amour, ou plutôt la galanterie : elle tenait pardessus tout à ne pas engager sa liberté. Déjà, sous

le règne de son neveu, il avait été question de la marier au roi de France, Louis XV, et l'impératrice Anne avait poussé plus loin ses exigences, en voulant la forcer à prendre le voile. Ainsi, elle ne se serait faite conspiratrice que pour se soustraire à la crainte de toutes ces prétentions tyranniques à vouloir influencer sa destinée (1).

Élisabeth n'eut pas plus tôt arrêté le dessein de se placer sur le trône que, pour s'en applanir la voie, elle s'appliqua à se concilier la faveur du peuple, et surtout celle des troupes, dont les chefs, même les moins élevés en grade, étaient depuis longtemps l'objet de ses prévenances, on dit même de ses faveurs. Elle se livra à cette intention avec assez peu de ménagement pour fortifier des soupçons que l'indiscrète légèreté de Lestocq entretenait et peut-être avait éveillés. Des renseignemens précis parviennent à la régente sur de secrètes entrevues de ce chirurgien avec l'ambassadeur La Chétardie; elle a en main le fil de toute la conspiration, il ne tient plus qu'à elle d'en dérouler la trame : la bonne princesse aime mieux en croire la propre déclaration d'Élisabeth; elle la tire à l'écart un jour de réception, lui dit quelles craintes on cherche à lui inspirer, quels indices elle possède, et parle, mais comme d'une mesure qu'elle ne prendrait qu'à regret, de faire arrêter Lestocq. La do-

(1) Voyez Manstein, Lèvesque, Ruhlières.

lente fille de Pierre I[er] joue la surprise, verse des larmes, et assure qu'elle a trop de religion pour concevoir même l'idée de violer le serment de fidélité qu'elle a fait à l'empereur et à la régente. Anne est touchée, se reproche presque d'avoir pu soupçonner une parente si scrupuleuse, et ferme désormais l'oreille à tous les rapports contraires à la confiance aveugle qu'elle a conçue.

Lestocq, instruit de tout, pense qu'il est urgent de précipiter l'entreprise. Trois bataillons, dans lesquels servent la plupart des conjurés, sont désignés pour l'armée campée près de Vibourg; nouveau motif de se hâter : l'exécution n'est plus différée que jusqu'à la nuit suivante.

Les conjurés n'étaient presque tous que de simples soldats, livrés la plupart du temps à l'ivresse; il n'était guère possible qu'il n'y eût parmi eux au moins des indiscrets; aussi le père de l'empereur reçoit divers avis qui lui font connaître l'imminence du danger. Il veut renforcer la garde, placer des piquets dans les rues; la duchesse s'y oppose, les pleurs qu'elle a vues couler des yeux d'Élisabeth lui sont un témoignagne plus sûr que toutes les dénonciations : elle force son mari à s'endormir avec elle dans une imprudente et fatale sécurité.

Cependant, dès le matin, Lestocq s'est rendu chez Élisabeth, qu'il a trouvée s'occupant gravement de sa toilette. L'impatient conspirateur trace sur une carte une couronne et une roue, et, les lui présen-

tant : « Point de milieu, madame, lui dit-il, l'une » pour vous demain, ou l'autre pour moi. » De ce moment l'irrésolution de la princesse fut fixée.

A minuit elle se rend à la caserne du régiment Préobragenski, accompagnée de Lestocq et de Voronzoff, le seul Russe de quelque distinction qui prenne une part active au complot. Trente gardes dont on s'est assuré dans ce régiment réunissent à peu près autant de leurs camarades, bas officiers, ou soldats comme eux. Cette troupe, après avoir fait serment à Élisabeth, marche sur ses pas au palais de la régente, palais qui est aussi la résidence du jeune empereur. Un tambour, les voyant approcher, se met à battre l'alarme; la princesse ou Lestocq, car tous deux se sont depuis attribué l'honneur de cet acte, crève la caisse, et la troupe qu'ils amènent pénètre ensuite sans obstacle. Les régens, trouvés couchés dans un même lit, comme Biren et son épouse, sont aussi, tout comme eux, entraînés, à demi vêtus, au palais de leur ennemie. L'heureuse conspiratrice a ordonné, selon Lévesque, de respecter les jours de leur fils, et même son sommeil; les soldats attendent, pour l'enlever, que ses yeux se soient ouverts. Suivant Ruhlières, au contraire, Élisabeth, en entrant dans la chambre du jeune Ivan, s'en était précipitamment saisie, et le tenait dans ses bras. D'un côté, les soldats, rangés autour d'elle, attendaient qu'elle leur jetât cette victime, et présentaient pour la recevoir la

Emprisonnement des régens et du jeune empereur.

pointe de leurs baïonnettes. D'un autre côté, la nourrice de cet enfant, pleurant et prosternée aux pieds de la princesse, plaçait au-dessous de lui un carreau. L'arbitre suprême de son sort, en cet instant critique, le contemplait d'un œil immobile, partagée entre la compassion et ce qu'elle croyait devoir à sa sûreté; mais cet infortuné, habitué déjà à se voir baiser la main, la lui tend avec un sourire, et cet acte machinal, qui lui attire un retour de caresses, lui obtient sa grâce, pour son malheur. Quelle que soit de ces deux versions la plus exacte, Ivan, âgé de quinze mois, captif de ce moment, va se voir conduire, par une voie de privations et de souffrances, à la mort la plus affreuse. Bizarre destinée! la fortune le comble de ses dons les plus rares dans un âge où il n'en saurait connaître le prix, et, lorsqu'enfin il pourrait jouir de ses faveurs, elle n'a plus que des rigueurs inouïes à lui prodiguer.

ÉLISABETH PÉTROVNA.

L'IMPÉRATRICE (c'était le titre qu'Élisabeth s'était d'abord fait déférer) avait ordonné de transporter hors des frontières l'empereur détrôné et sa famille; mais, soit terreur spontanée, soit condescendance à des conseils pusillanimes, soit irritation de ce qu'aucun témoignagne d'allégresse n'accueillait son avènement, elle se hâta de révoquer cet ordre: ces infortunés, retenus à Riga, ramenés ensuite au cœur de la Russie, enfermés dans une même prison d'abord, bientôt séparément, le fils de ses parens, toujours au secret le plus rigoureux, mourront sans avoir vu luire le jour de la délivrance : Ivan en 1763, la régente en 1746, le prince de Brunswick en 1780. Ces malheureux époux mettront au monde et élévront, du sein de leurs misères, plusieurs filles qui, plus heureuses que leur frère, pourront enfin, en 1781, aller dans la patrie de leur père apprécier cette liberté dont on a privé leur enfance. Le titre funeste qu'a reçu Ivan le doit expo- Élisabeth Pétrovna, 1741.

caractère encore plus inviolable ; il vit davantage dans le monarque une sorte de Dieu sensible ; une vénération réellement religieuse se mêla dans les hommages qu'il lui rendit à son précédent respect de la puissance terrestre ; il le crut présent même à ses pensées ; il se fit un devoir de suivre ses volontés jusque dans les mouvemens les plus intimes de la conscience, jusque dans les actes les plus indépendans de tout pouvoir extérieur. Les souverains russes avaient un tel sentiment de l'abnégation morale de leur nation, que l'un d'eux, je ne sais si ce ne fut point même Élisabeth, défendit, par un édit, le suicide : cruel excès de la servitude, qui soumet au despotisme jusqu'au désespoir, et enlève aux opprimés cette dernière ressource qui ordinairement leur est du moins laissée, même sous les gouvernemens les plus tyranniques.

Désordres; arbitraire dans le gouvernement.

Cependant le désordre dans l'administration et l'arbitraire dans les fonctionnaires furent bien portés à leur comble. Si les échafauds n'étaient plus teints de sang, jamais autant de pleurs n'avaient arrosé les cachots ; jamais l'inquisition appelée la chancellerie secrète n'avait déployé une activité si terrible. Bien plus, des gouverneurs de provinces lointaines, ingénieux à éluder la défense d'appliquer les peines capitales, faisaient mettre des hommes en croix sur des poteaux, et ordonnaient que, dans cet état, ils fussent abandonnés au cours des fleuves, à travers les déserts ; en

sorte que l'intention qu'avait eue la souveraine de conserver à ces malheureux la vie ne faisait que leur en rendre la perte plus douloureuse.

L'impératrice avait pour favori un de ses pages, le comte Ivan Schouvaloff. Cet homme était trop méticuleux, et avait des mœurs trop douces, pour abuser personnellement de sa faveur; mais un de ses parens, nommé Pierre Schouvaloff, et qu'à raison de son immense influence on avait surnommé Pierre III, en abusait pour lui. Pierre Schouvaloff affermait à son profit toute la province de Sibérie, y commettait d'innombrables vexations, et tirait du fruit des rapines qu'il y exerçait les frais d'un luxe prodigieux. Grand-maître de l'artillerie, qu'il avait portée à une force excessive, dans le but de balancer l'influence politique des régimens des gardes, il faisait faire à cette arme de fréquens et coûteux exercices. On tirait, dans quelques-uns, plus de trente mille coups de canon, c'est-à-dire autant au moins que dans une bataille ordinaire. La Russie entretenait ainsi beaucoup plus de forces que n'en exigeait la guerre molle et facile qu'elle avait à soutenir contre la Suède.

Les Suédois, n'ayant, en apparence, pris les armes qu'en faveur du parti qui venait de faire triompher Élisabeth, eussent dû, ce semble, les déposer aussitôt après l'avènement de cette princesse; mais ils ne voulaient pas les avoir prises sans profit pour

eux-mêmes. Ils demandèrent qu'on leur restituât la Finlande, et surtout Vibourg, conquêtes de Pierre Ier. Élisabeth, soit reconnaissance de l'intérêt qu'ils avaient témoigné pour sa cause, soit désir de rétablir la paix, offrit des compensations en argent : ils les refusèrent, et, dès lors, les hostilités durent recommencer. Elles ne furent ni favorables ni honorables à la Suède ; ses soldats, dégénérés, rendirent sans nécessité Frédériks-Hams, capitulèrent dans des positions inexpugnables, avant d'y être attaqués, et les Russes n'eurent pas même besoin, pour les vaincre toujours, de leur opposer toujours des forces égales.

ntinuation de la guerre contre la Suède, 1742.

Ce fut pendant le cours de cette guerre que s'ourdit au sein même de la cour, et à l'instigation d'un ministre autrichien, le marquis de Botta, récemment passé de l'ambassade de Saint-Pétersbourg à celle de Berlin, une trame contre l'impératrice. Jamais conspiration ne fut conduite avec plus d'imprudence et de légèreté, ou plutôt jamais mécontentement ne fut plus indiscrétement exhalé; car il n'y avait pas encore de complot formé, quand les prétendus conspirateurs se mirent à la merci d'agens de provocation, choisis parmi les officiers des gardes. Le but de ces insensés était le rétablissement d'Ivan. Parmi eux figuraient plusieurs femmes influentes, amies, parentes ou maîtresses de personnages exilés au commencement du nouveau règne. Tous reçurent le

nspiration contre lisabeth, 1743.

knout, eurent la langue coupée, et se virent ensuite conduire en Sibérie. Une dame Lapoukin, s'étant débattue plus que les autres contre l'exécution de la dernière partie de ce barbare jugement, fut aussi plus maltraitée. On a prétendu qu'Élisabeth avait saisi avec joie cette occasion d'humilier une rivale qui, par ses attraits, lui disputait le titre dont peut-être elle était le plus jalouse, celui de la plus belle femme de son empire. Quelle eût donc été dans ce cas sa prétendue clémence? Une mutilation qui ôte aux avantages de la beauté presque tout leur prix, n'est-elle pas, pour une femme, un supplice plus cruel que la mort même?

Suppli atroc des conj

Aussi Ruhlières lui dénie-t-il ce titre de clémente que lui décerna la flatterie. Selon cet écrivain, elle ne fut que douce; son indulgence consistait uniquement dans une horreur superstitieuse de tout ce qui pouvait lui rappeler l'idée de la mort, et c'était pour en écarter jusqu'à la moindre pensée qu'elle n'osait en signer l'ordre pour un criminel. Divers exemples, rapportés par Ruhlières lui-même, prouvent, il est vrai, qu'il entrait quelque philanthropie dans cette répugnance, mais tout cela ne suffit pas pour caractériser la clémence. La clémence ne commue pas seulement la peine, elle la remet; elle diminue le nombre autant que la rigueur des châtimens; elle ne leur ajoute pas en étendue ce qu'elle leur ôte en intensité : peut-on reconnaître ce caractère dans les actes d'Élisa-

beth? non. Jamais les condamnations injustes, les détentions sans jugement, même sans objet, les rigueurs arbitraires de toute espèce ne furent aussi multipliées que sous son règne : elle ne fut donc pas véritablement clémente.

D'un autre côté, si elle ne sacrifia pas le sang de ses sujets à l'intention de réaliser les rêves d'une ambition qu'elle n'eut point, elle exposa quelquefois leur sécurité pour des motifs plus vains encore.

Dès l'année 1743, autant dans le but de consolider son usurpation, et de s'assurer contre les entreprises possibles d'un rival, que par intérêt pour le fils unique de sa sœur aînée, elle avait appelé auprès d'elle le jeune duc de Holstein, alors âgé de dix-sept ans. Elle ne lui avait, en lui faisant embrasser le rite grec, laissé, selon l'usage de ce rite, qu'un seul de ses surnoms, celui de Pierre. Elle l'avait ensuite nommé grand-duc de Russie, et elle venait de le désigner pour son héritier présomptif, quand le cabinet de Stockholm, dans la vue, dit-on, de hâter la paix, fit offrir au jeune prince la survivance du trône de Suède, occupé par son parent, vieillard septuagénaire. Pour son malheur, Pierre donna, ou plutôt vit donner en son nom la préférence à la Russie. La paix n'en fut pas moins conclue avec la Suède vers le milieu de 1743. Celle-ci avait élu un cousin du jeune tsarévitch, l'évêque de Lubeck. Ainsi se perdait l'occasion, tant et si ardemment désirée, de réunir les deux couronnes

Adoption
[d]u jeune duc
[d]e Holstein.

de Danemark et de Suède ; car déjà toute l'Europe sentait l'importance d'opposer à la Russie, comme le dit Mably, une masse de puissance capable de l'occuper dans le nord. La Russie arracha encore, par la paix d'Abo, quelques districts de la Finlande et une alliance offensive toute à son avantage. Paix d'Abo.

Ce fut l'année suivante qu'Élisabeth fit épouser à son neveu une princesse d'Annalt Zerbest, diversement célèbre dans l'histoire sous le nom de Catherine II. La fiancée du grand-duc avait, en entrant dans la religion grecque, changé ses prénoms de Sophie-Auguste en celui de Catherine-Alexievna. Ce mariage demeura long-temps stérile, et ce ne fut que dix ans après sa conclusion qu'il en naquit un fils : enfant malheureux, méconnu par son père, détesté par sa mère, et qui devait, victime d'une intrigue de cour et de ses propres excès, périr comme le premier, d'une mort violente et prématurée ! Mariage du tsarévitch 1754.

Malgré l'espèce d'horreur qu'Élisabeth témoignait pour les soins trop fatigans de la politique, l'influence moscovite se maintenait en Pologne ; elle s'y aggravait même, grâce à l'activité du chancelier Bétuscheff, Russe élevé à Londres, homme sans principes ni probité, mais doué, au plus haut degré, de la facilité de l'intrigue, et que, pour cette raison peut-être, on avait conservé seul de tous les hauts fonctionnaires employés sous la régente. Il avait été officier de la maison d'Anne Ivanovna, quand elle n'était que duchesse de Courlande. Il

Cet habile ministre était parvenu à réunir contre la Russie les élémens de la ligue la plus formidable. La Suède, la Turquie, le khan des Tartares, la Pologne elle-même, se relevant de son abjection, si une république dont les mœurs politiques sont perdues se pouvait jamais relever, allaient former autour du colosse du Nord une solide barrière. Tout à coup une étincelle de guerre, jaillie, au Canada, du choc des intérêts coloniaux de la France et de l'Angleterre, met en feu l'Europe. Tout le précédent système des alliances se trouve bouleversé. La Prusse s'unit à la Grande-Bretagne; la France à l'Autriche et à la Saxe : aucune puissance ne conserve ses rapports naturels ni d'habitude.

L'intrigue de Bétuscheff se trouva donc bien embrouillée; c'était, pour Élisabeth, une excellente occasion de se retirer d'une guerre où elle n'entrait qu'avec les apparences du plus grand éloignement; elle n'en profita cependant point. Mais quel parti prendra-t-elle? Pour rester l'alliée de l'Angleterre, qui déjà ne trouve plus assez d'intérêt à lui payer les subsides qu'elle lui avait promis, deviendra-t-elle l'amie de la Prusse? non : sa haine contre cette puissance, ou plutôt contre son monarque l'emporte. C'est une présomption grave que cette haine avait été la principale cause de son consentement aux hostilités.

La Russie alliée à l'Autriche et à la France, 1756.

Bétuscheff, qui, depuis le changement survenu dans les alliances, était aussi opposé à la guerre

contre la Prusse qu'il s'était auparavant montré ardent à la provoquer, fut disgracié et exilé dans l'une de ses terres. On lui reprochait, outre cette opposition, d'avoir voulu jeter des germes de mésintelligence entre l'impératrice et son neveu, sans doute dans le but de hâter l'avènement de ce dernier : il eut pour successeur le comte Voronzoff, probe autant que peuvent l'être des courtisans sous le régime le plus despotique.

La France offrait de payer aux Russes les subsides qu'elle avait destinés aux Polonais, dans des vues bien contraires à celles qui, depuis peu, la dirigeaient. Ainsi partout, d'un bout de l'Europe à l'autre, les rapports de la politique avaient changé, et l'on demandait aux peuples leur sang pour la cause contre laquelle, la veille encore, on les faisait combattre : jamais peut-être on ne s'était joué aussi impudemment de leur machinale obéissance.

L'armée russe, qui déjà s'était avancée en Livonie, se disposa à franchir les frontières prussiennes. On dit qu'Élisabeth arrosa de pleurs l'ordre des premières hostilités : jamais guerre, cependant, n'avait été moins nécessaire, moins utile, aussi dénuée de tout motif plausible; mais l'impératrice était entraînée par ses ministres et par ses amans, jaloux de voir la Russie jouer un rôle dans cette grande mêlée des nations européennes. Voilà ce qui, avec l'inscience en politique et la faiblesse de caractère de cette princesse, explique la contra-

Guerre de sept ans.

» le sang de tant de malheureux? » Ces témoignages de sensibilité perdent un peu de leur prix quand on réfléchit que celle qui les exprimait pouvait d'un mot faire cesser les malheurs qu'elle déplorait.

Sans doute, ces malheurs eussent duré long-temps encore si sa vie se fût prolongée : elle mourut le 29 décembre 1761, à l'âge de cinquante-deux ans.

Son long règne, heureux pour les courtisans, dont il favorisa les concussions et les abus de pouvoir, fut, comme ceux qui l'avaient précédé, indifférent ou funeste à la masse de la nation.

Il forme, d'ailleurs, une sorte d'ère littéraire pour la Russie. Ce fut, en effet, principalement sous Élisabeth que parurent le peu de compositions estimables qu'ait à offrir la langue russe. Cette impératrice, dirigée en cela par son favori, fonda l'université de Moscou et l'académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg. Elle se mit aussi en correspondance avec Voltaire, et c'est sur les matériaux qu'elle lui fournit que ce grand écrivain fit l'*Histoire de Pierre-le-Grand*, la plus faible de ses productions de même genre.

La superstition d'Élisabeth ne se bornait pas aux croyances empreintes d'un caractère religieux; elle refusa un jour de signer un traité, parce qu'une guêpe avait volé sur sa plume.

Les craintes dont elle était perpétuellement agitée produisaient dans sa manière de vivre les irrégularités les plus bizarres. De ce que c'était pendant

la nuit qu'avait réussi le complot auquel elle devait le trône, elle ne se couchait jamais que durant le jour; encore n'abandonnait-elle pas même alors avec sécurité ses yeux au sommeil. Pensant que ceux qu'elle chargeait de veiller dans son antichambre pendant qu'elle dormait pouvaient eux-mêmes céder au besoin de l'imiter, elle fit chercher dans tout l'empire l'homme qui eût le sommeil le plus léger; et, quand elle crut l'avoir trouvé, elle voulut qu'il passât dans sa propre chambre tout le temps qu'elle y reposait. Mais une terreur qui réclame de telles précautions ne saurait être calmée. En vérité, si l'on n'était souverain qu'à ce prix, le rang suprême serait trop chèrement payé!

J'ai dit qu'Élisabeth était très-galante: elle avait une foule d'amans déclarés; on lui avait connu deux filles, qui étaient mortes de dentition. Et l'on a prétendu qu'en outre elle était devenue secrètement l'épouse d'un simple cosaque, antérieurement musicien de la chapelle de son palais. Son motif pour tenir cachée cette union était de ne point altérer la sécurité du grand-duc, auquel elle se croyait consciencieusement obligée, dit-on, à laisser le trône.

Cependant, elle n'avait pas d'affection pour lui, et peut-être eût-elle consenti à le déshériter en faveur du jeune Paul, son fils, et à conférer la régence à la grande-duchesse, si la mort, qui l'atteignit, n'eût coupé le cours des intrigues qu'on avait ourdies dans ce double but.

PIERRE III FÉDOROVITCH.

Élisabeth eut à peine rendu le dernier soupir que le grand-duc son neveu se fit, sans opposition, proclamer empereur et prit le nom de Pierre III.

Mais, avant de rapporter les premiers actes du règne de ce prince, il importe de rappeler sommairement l'époque de sa vie qui précéda son avènement à l'empire.

D'une éducation trop forte d'abord pour son âme et pour son esprit, trop faible et trop négligée ensuite pour le rang auquel on le destinait, il n'avait recueilli qu'une prétention ridicule à imiter Charles XII et Pierre Ier, dont le sang coulait réuni dans ses veines. Ses mœurs de caserne, ses goûts militaires, sa soldatomanie, si je puis ainsi dire, qui déjà avaient choqué la voluptueuse Élisabeth, n'étaient guère propres à effacer aux yeux de sa jeune épouse le désavantage de son extérieur presque hideux.

Si l'on en croit certains écrivains, Catherine,

arrivée en Russie avant que la petite-vérole l'eût défiguré, s'était d'abord senti de l'inclination pour lui ; mais, après que cet accident eut détruit tout l'agrément, altéré toute l'économie de ses traits, elle n'avait pas dissimulé sa répugnance, et elle n'avait persisté à vouloir l'épouser que d'après les ambitieuses exhortations de sa mère.

Le grand-duc, insensible aux charmes de sa jeune et séduisante épouse, ne prenait d'ailleurs aucun soin de lui plaire. Il employait à s'exercer à la prussienne tout le temps qu'il passait auprès d'elle, et ce qu'il savait faire de mieux pour la récréer, c'était de la rendre spectatrice de ses militaires ébats. *Il me semble*, disait long-temps après Catherine, en racontant ces détails, *que j'étais bonne à autre chose.*

Elle n'avait pas tardé à s'en apercevoir ; pourtant on assure que ce fut Élisabeth elle-même qui, dans la vue d'assurer au trône un héritier, que son neveu semblait incapable de jamais donner, chargea Bétuscheff d'insinuer à la future tsaritse de chercher à la froideur de son époux d'illégitimes dédommagemens. Ainsi Soltikoff, chambellan du tsarévitch et premier amant de Catherine, lui aurait été, pour ainsi dire, officiellement procuré, et imposé même.

Quoi qu'il en soit, on n'apprit que fort long-temps après qu'un obstacle physique, facile à lever, empêchait seul le grand-duc de consommer son mariage. La grande-duchesse était enceinte ; le cas

était pressant; les amis du prince, à la prière d'Élisabeth, l'exhortèrent et vinrent à bout de le décider à subir une légère opération : elle fut exécutée par le célèbre Boërhaave, alors passagèrement à Saint-Pétersbourg.

Il put donc voir sans étonnement son épouse mettre au jour un fils; cependant, ni lui ni le public ne voulurent jamais reconnaître dans le tsarévitch Paul Pétrovitch, que le fils de Soltikoff, quelques-uns même que celui d'un simple cosaque, admis par Catherine à participer, ou tout au moins à succéder immédiatement, à la faveur du chambellan. Des présomptions fort graves me portent à douter de l'illégitimité de cet enfant. Lui-même eut toujours le sentiment qu'il était le fils de Pierre, et effectivement il y eut entre eux deux une grande ressemblance de traits et de caractère.

Les plaintes du grand-duc forcèrent Élisabeth à éloigner Soltikoff. La grande-duchesse, cependant, n'était pas femme à s'arrêter dans la carrière de dérèglemens qu'elle s'était ou qu'on lui avait ouverte; son second amant fut un jeune Polonais, beau, bien disant, roi futur; mais venu à Saint-Pétersbourg comme simple secrétaire de l'ambassadeur anglais, sir Williams, homme sans aucunes mœurs, qui facilita et, dit-on, prépara cette liaison dans le but de la faire servir aux vues de sa politique. Ce jeune Polonais était Poniatowski.

Catherine n'avait pas encore érigé la débauche

en système, elle aimait sentimentalement; elle se rendait quelquefois seule, à pied, la nuit, chez son amant, et le recevait dans ses propres appartémens, au risque de se perdre et lui avec elle; le grand-duc surprit son rival dans une de ces visites, et le fit arrêter. Catherine pleura, intercéda, menaça même, et Pierre, mari débonnaire, relâcha le prisonnier, et finit par rire tout le premier de l'aventure; mais cette aventure avait eu trop d'éclat pour que le rappel de Poniatowski, alors revêtu du caractère d'envoyé de la cour de Pologne, ne fût pas exigé : il le fut. Les pleurs et les instances de Catherine ne purent qu'éloigner, pour quelque temps, une séparation devenue inévitable : une correspondance langoureuse et assez long-temps continuée acheva de donner à leur passion une teinte romanesque. Un amour par correspondance ne pouvait pourtant suffire bien long-temps à ce goût vif du plaisir qui déjà distinguait l'épouse du tsarévitch; elle choisit pour remplacer le diplomate polonais un jeune officier des gardes nommé Grégoire Orlof, mais elle tint ce nouvel attachement si secret qu'on la crut toujours uniquement occupée de Poniatowski. De son côté, le grand-duc, livré à ses exercices militaires, à des débauches de table et à un attachement très-peu ardent pour une comtesse Voronzoff, laide, buvant et fumant comme un garde, ce qui convenait mieux aux goûts de son amant que l'élégance et la recherche de manières,

s'inquiétait peu si la conduite de sa femme était régulière ou non.

Cependant Élisabeth était expirante. Il ne restait plus assez de temps pour la déterminer à prononcer l'exhérédation de son neveu, comme on l'avait projeté. On voulut alors rapprocher ce prince de la grande-duchesse, dont les lumières l'aideraient, pensait-on, à se diriger : la réconciliation parut sincère et peut-être le fut : pour premier essai de son crédit renaissant, Catherine décida son époux à prendre d'abord, au sein du sénat, le titre de la souveraine autorité, l'usage de se faire proclamer par les gardes « tenant, disait-elle, de l'ancienne barbarie, et étant peu digne des Russes modernes. » Comme elle se disposait à régner elle-même sous le nom de l'empereur, elle espérait plus de l'influence de son esprit sur un corps d'hommes pour la plupart éclairés que sur une soldatesque ignare et féroce. Peut-être aussi était-elle sincèrement entraînée par les théories constitutionnelles de son amie la princesse Daschkow, dont je vais avoir bientôt occasion de parler. Quoi qu'il en soit, on allait rentrer dans le gouvernement civil, depuis si longtemps subordonné au gouvernement militaire ; les ministres donnaient leur approbation ; les sénateurs étaient dans la joie ; le discours que devait prononcer le grand-duc avait été préparé par sa femme : l'inconséquence de ce prince rendit vaines toutes ces dispositions : à peine sa tante eut-elle

Catherine engage son époux à se faire proclamer empereur, 1761.

fermé les yeux, que, dans son trouble, des écrivains ont dit dans sa joie, il se montra aux gardes, qui spontanément le proclamèrent.

Pierre, dans les premiers jours de son règne, parut accueillir et même rechercher les conseils de son épouse. Il se trouvait vis-à-vis d'elle dans le rapport des âmes faibles aux âmes fortes : celles-là restent assujetties aux dernières, tant qu'elles demeurent dans le cercle de leur action, mais elles tendent perpétuellement à en sortir ; aussi les esprits pénétrans apercevaient-ils que le tsar subissait plutôt qu'il ne recevait l'influence de l'impératrice, et ils prévoyaient qu'il ne tarderait pas à la secouer.

Peut-être Catherine eut-elle beaucoup de part aux premiers actes de son époux, actes plausibles, qui pourtant causèrent sa perte, et qu'elle-même fit valoir pour l'accélérer. Il paraît néanmoins que ceux qui font le plus d'honneur à la mémoire de cet infortuné prince lui furent suggérés par Goudovitz, son favori, l'homme le plus vertueux peut-être et l'âme la plus saine de tout l'empire. Parmi ces actes, trois seulement excitèrent une satisfaction unanime ; le rappel des exilés, l'abolition de cette odieuse chancellerie secrète, création d'Alexis, si active sous Élisabeth, que Catherine devait remettre en vigueur sous un autre nom, seulement avec des formes un peu plus douces, et enfin l'oukase qui affranchit la noblesse des obli-

gations auxquelles Pierre I[er] l'avait soumise. Les deux premiers furent applaudis à juste titre : la raison philosophique doit refuser au dernier un éloge absolu ; Lévesque y a vu le commencement de l'émancipation générale de la nation russe : pour moi, je crois y apercevoir tout le contraire, je crois que cet édit, bon par l'intention, mais pernicieux par les conséquences, affermit pour longtemps la chaîne des malheureux serfs. Je ne prétends pas que Pierre III n'ait bien fait de donner aux nobles plus de liberté, mais il eût dû les forcer à reconnaître en retour à leurs paysans au moins des franchises. En accordant l'un sans exiger l'autre, il s'est privé, et avec lui ses successeurs, du plus précieux moyen de faire faire sans secousse un pas immense à l'amélioration sociale du peuple russe.

Du reste, les acclamations adulatrices avec lesquelles la noblesse accueillit cette justice du tsar prouvèrent assez qu'elle n'en était pas digne : en effet, il n'y a que des cœurs formés à la servitude qui puissent célébrer, outre mesure, la restitution d'un droit dont l'exercice a été despotiquement suspendu : des âmes citoyennes applaudissent à une réparation de la part du pouvoir, mais elles se gardent bien de paraître y reconnaître un bienfait : ce serait faire croire aux souverains que la liberté des peuples est un don de leur bon plaisir.

L'avènement de Pierre III fut surtout une ère de bonheur pour toutes celles des victimes des précé-

dens règnes qui avaient pu survivre à la rigueur ou à la longue durée de leur exil. On vit entre autres revenir des prisons glacées où la *clémente* Élisabeth les avait laissés vingt ans une partie de ces étrangers dont les talens avaient si puissamment secondé les vues de Pierre Ier ; tous étaient vieux. Munich, ignorant qu'il lui restait une famille, versa des larmes de joie en recevant les embrassemens de trente-trois de ses descendans.

Tous ces hommes auraient voulu retourner dans leur patrie y chercher la sécurité de leurs derniers jours, mais la méticuleuse prudence du cabinet russe ne le leur permit pas; ainsi leur prison ne fit que s'agrandir. Ils demandèrent du moins ces richesses à l'ambition desquelles ils avaient sacrifié la liberté, et le bonheur peut-être : on les conduisit dans d'immenses magasins où était conservé en partie le fruit des confiscations : ils y trouvèrent pêle-mêle leurs meubles, leurs décorations, leurs parures; mais beaucoup de leurs effets les plus précieux étaient devenus la proie des auteurs de leur disgrâce ou des favoris de la dernière impératrice, qui les étalaient à leur vue.

Il en était d'autres, à qui nulle puissance humaine n'eût pu restituer ce qu'ils avaient perdu. Tels étaient ceux dont de cruelles mutilations avaient précédé l'exil; cette princesse Lapoukin, par exemple, qui, belle encore, après une captivité de dix-huit années, rapportait les traces de son

Rappel des exilés.

supplice, et ne pouvait essayer de se faire entendre sans rappeler l'horrible violence de son bourreau. Tels étaient, bien plus encore, les malheureux qui avaient vu périr, près d'eux, des rigueurs de leur infortune, un père, un fils, une sœur, une épouse, dont les soins rendaient leur peine plus légère.

Golovkin, que nous avons vu rival, puis compagnon de disgrâce d'Ostermann, éprouva ce dernier chagrin. Son épouse, transportée avec lui, au-delà du cercle polaire, à l'extrémité asiatique de l'empire, ne tarda pas à mourir : Golovkin, désespéré, montre le corps inanimé de cette infortunée à son gardien, qui lui répond froidement : *Mes ordres portent de ne rien laisser entrer ni sortir*. Ce cadavre resta ainsi sous ses yeux, dans une chambre étroite, durant plusieurs mois, jusqu'à ce qu'on eût reçu de Saint-Pétersbourg l'ordre de l'enlever.

Ce fait semble, au premier abord, ne prouver que l'ineptie de l'officier russe chargé de garder Golovkin ; mais il enseigne de plus à quel point de dégradation morale peut descendre l'homme sous un gouvernement autocratique.

Parmi les amnistiés se trouvaient des jeunes gens qui, privés presqu'au berceau des parens dont ils avaient partagé le sort, voyaient pour la première fois alors d'autres hommes que leur geôlier.

Ainsi Élisabeth laissait sous le coup de la proscription l'innocence la plus incontestable, celle de

l'enfance. Passe encore pour Ivan, qui avait un titre à revendiquer ; mais forcer à croître dans l'isolement de tout lien social d'infortunés enfans, nés quelques-uns depuis le crime prétendu et le châtiment de leurs parens, quelle cruauté gratuite! Et des écrivains, Lévesque entre autres, dans sa peu philosophique histoire, ont pu vanter la clémence du règne de cette princesse!

La clémence de Pierre III fut plus réelle que celle de sa tante, et, cependant, personne n'en a fait l'éloge : il ne régna pas assez de temps pour assurer des flatteurs à sa mémoire, mal défendue, d'ailleurs, par l'intérêt de son successeur.

Avec Munich revint Biren, qui, précédemment, du sein de son exil, et alors, de Saint-Pétersbourg, jetait, malgré les glaces de l'âge, un œil avide sur la Courlande, dont la souveraineté, qu'il avait perdue avant de l'avoir exercée, était passée à l'un des fils du roi de Pologne, qui semblait sur le point d'en être à son tour dépouillé au profit de l'oncle de l'empereur, le duc de Holstein. Bizarre destinée d'un État qui, indépendant de droit de la Russie, subit néanmoins le contre-coup de toutes les révolutions qu'éprouve cet empire!

Entrons dans quelques détails : Élisabeth avait enfin consenti, dans les dernières années de son règne, à lever le séquestre de la Courlande. De plus, le prince Charles, troisième fils d'Auguste III, envoyé par son père à Saint-Pétersbourg,

pour y prendre du service dans les armées russes, était parvenu à se concilier la faveur de l'impératrice. Il lui témoigna le désir d'obtenir la couronne ducale de Courlande, et Élisabeth, toujours bonne, n'importe à quel prix, publia, pour fournir au père du jeune prince un prétexte de lui conférer cette couronne, un manifeste par lequel elle déclarait que tout espoir d'être rappelé de l'exil était à jamais interdit à Biren et *à ses enfans.*

Cette inique extension de la perpétuité d'exil de Biren à ses enfans prouve qu'on reconnaissait à ceux-ci les mêmes droits qu'à leur père : mais, si on leur reconnaissait des droits, on devait, par le même principe d'hérédité, en reconnaître à leur progéniture : ainsi, pour la sécurité du prince Charles, il eût fallu déclarer exilés, c'est-à-dire captifs à perpétuité, tous les descendans de Biren!

Affaires de Courlande et de Pologne.

Auguste III, tranquille contre le retour de Biren, et comme si la captivité de celui-ci eût pu éteindre ses droits, en supposant qu'il en eût eu, n'hésita plus à donner à son fils l'investiture du duché.

Depuis six ans qu'avait commencé la guerre contre la Prusse les troupes moscovites prenaient leurs hivernemens en Pologne : elles y vivaient comme dans une province de leur patrie; elles y occupaient, à titre de magasins et de places d'armes, Torn, Elbnig, Graudentz, etc.; elles avaient même tenté de se faire livrer Dantzig. Tant de violations de l'indépendance d'une nation, dé-

chue, il est vrai, de son ancienne splendeur, mais à qui ce qu'elle avait accompli jadis faisait illusion sur ce qu'elle pouvait encore, inspirèrent à un grand nombre de gentilshommes la résolution de décharger, par une conjuration générale, leur pays du poids de ces hordes d'étrangers dont la présence seule lui était un outrage. Malheureusement la cour de Varsovie avait trop obtenu, et espérait trop encore de la faveur de l'impératrice, pour seconder, pour ne pas chercher même à comprimer un essor si généreux. Bien plus, le premier ministre, Bruhl, avait décidé de profiter du séjour, et, s'il le fallait, de l'assistance des troupes russes, pour faire donner au fils aîné d'Auguste III la survivance de son père, et commencer ainsi de fonder indirectement l'hérédité du trône de Pologne dans la maison de Saxe.

Les choses en étaient à ce point en Pologne quand la mort d'Élisabeth y vint suspendre l'exécution de tous les projets. Le successeur de cette princesse montra, dès ses premières démarches, des sentimens peu favorables à la cour saxo-polonaise. Il avait dédaigné de lui faire notifier son avènement, et traitait avec mépris les députés que, dans le sentiment qu'elle avait de sa faiblesse, cette cour s'était néanmoins hâtée d'envoyer à Saint-Pétersbourg. Bientôt même un résident russe, accrédité à Mittau, sous le précédent règne, s'adressa directement aux États de Courlande, sans faire plus de

mention du duc que s'il n'y en avait pas eu, leur promit la protection de son souverain, et finit par dire que les Courlandais, professant le protestantisme, ne pouvaient, sans inconvenances, obéir à un prince catholique. On sut bientôt que le tsar destinait à un de ses oncles la souveraineté du duché, et que, pour donner à cette nouvelle translation d'une principauté, indépendante de droit de ceux qui depuis quelque temps en disposaient, un caractère de légalité et de justice, il se proposait d'obtenir, au moyen de dédommagemens ou autrement, le désistement de Biren, le premier, et, à ses yeux, le seul légitime possesseur.

Aussi le prince Charles, après avoir vainement tenté de se concilier le cabinet russe, abandonna Mittau, et alla attendre à Varsovie des conjonctures plus favorables.

Prédilection de Pierre III pour le roi de Prusse.

Autant le tsar se montrait mal disposé envers le roi de Pologne, autant il mettait de condescendance dans ses rapports avec le roi de Prusse : il n'eut pas plus tôt saisi les rênes du gouvernement, que les troupes russes employées contre ce prince reçurent l'ordre de ne le plus combattre, et, bientôt après, de passer dans son camp comme auxiliaires. Ce fut peut-être ce qui contribua le plus à sauver Frédéric, sur le point d'être accablé de toutes parts.

En même temps, le nouveau tsar voulut importer dans ses États le code du monarque dont il

était l'admirateur; mais, soit que ce code fût au-dessus des lumières de la partie même la plus éclairée de la population moscovite de ce temps, les sénateurs et les principaux juges; soit que l'esprit de nationalité le repoussât, soit ces deux causes ensemble, cette tentative mal soutenue demeura sans résultat.

Comme, par elle, Pierre avait mécontenté les premiers de l'État, de même, par la passion de tout bouleverser dans l'armée, pour y mettre tout à la prussienne, il avait indisposé celle-ci; il ne restait plus à ce prince, pour voir réunies contre lui toutes les classes influentes de la nation, qu'à s'aliéner le clergé. C'est ce qu'il fit, en confisquant, au profit du trésor, les biens des monastères.

Jusqu'ici tous les actes de Pierre sont louables en eux-mêmes; louables par le but et par l'intention; on n'en peut blâmer que l'inopportunité, relativement aux préjugés de ceux qu'ils ont pour objet.

Mais un sujet plus légitime du mécontentement général contre Pierre, ce fut sa résolution de reprendre, à main armée, sur le Danemark, le Slesvick-Holstein, héritage de ses aïeux. On voyait avec peine que le premier usage qu'il fît des forces que la mort d'Élisabeth avait mises entre ses mains fût pour un intérêt particulier, et antérieur même à sa naturalisation en Russie.

On reprochait encore au tsar d'être engoué des

manières allemandes, et de n'aimer ni les mœurs, ni même la religion de la nation au sein de laquelle il avait été appelé; on l'accusait d'avoir ouvert, dans son palais, une chapelle au culte luthérien. Comme il paraissait déterminé à partir pour la guerre de Holstein sans avoir accompli la cérémonie du sacre, on prétendait qu'il négligeait par mépris cet antique et pieux usage. A ces griefs du public se joignaient les griefs particuliers de l'impératrice, qu'elle tâchait d'y confondre. On disait, et elle-même, peut-être, faisait répandre, que son époux n'avait pour elle aucun égard; qu'il la tenait éloignée des affaires, qu'elle seule pouvait l'aider à conduire; qu'il se disposait même, selon toutes les apparences, à faire déclarer bâtard le tsarévitch Paul, et à proclamer en sa place ce jeune Ivan Fédorovitch, passé du trône dans une prison; qu'il rappelait à ce dessein, de l'Étranger, le chambellan Soltikoff; que toutes ces mesures ne seraient qu'un prélude au dessein qu'il avait formé de répudier l'impératrice, et d'épouser ensuite la *fraile* Voronzoff.

Griefs de l'impératrice.

Desseins qu'on prête au tsar; leur invraisemblance.

Ces allégations étaient, pour la plupart, sans vraisemblance : comment, si son dessein était d'épouser la fraile Voronzoff, qui lui pouvait donner des enfans, voulait-il faire proclamer tsarévitch le prince Ivan? Il est vrai qu'il était allé visiter ce jeune prince à Schlusselbourg; qu'il avait eu avec lui une entrevue dont il était sorti fort touché, mais

son dessein était si peu de lui rendre le trône, ou même la liberté, qu'il ordonna de lui construire sur-le-champ une autre prison, moins étroite, mieux aérée et plus vaste que celle où il était renfermé.

Catherine n'employait pas que ce seul moyen à se concilier la faveur du peuple : on la voyait, en toute occasion, affable, bienfaisante, dévote à l'excès dans le nouveau culte qu'elle avait embrassé. Pour émouvoir l'intérêt, elle affectait la tristesse, la peur même; elle flattait tout le monde, mais surtout les popes et les troupes; enfin, elle tendait à s'emparer du trône. Trois partis, formés d'abord dans différens buts, allaient réunir leurs trames pour l'y porter.

Le premier était le sien propre : il avait pour principal agent son amant, ce Grégoire Orlof, dont j'ai parlé déjà, l'un des plus beaux hommes de l'empire; entreprenant, audacieux, mais soldat dans toute l'étendue de l'expression, par l'éducation et par les mœurs : la manière dont l'impératrice s'était liée à cet homme semble une épisode de roman. Orlof avait su plaire à la princesse Kourakin, maîtresse déclarée du grand-maître de l'artillerie, dont lui-même était aide-de-camp. Par malheur, la préférence que lui donnait la princesse n'échappa pas à la jalousie du grand-maître, et le pauvre aide-de-camp allait payer d'un exil en Sibérie son éphémère bonheur, quand Catherine, dont la curiosité fut piquée par le récit de cette aventure,

Origine de la liaison de Catherine avec Orlof.

intervint et le sauva. Elle voulut le voir sans en être connue, et le trouva digne du choix qu'en avait fait la belle Kourakin. Orlof ne tarda pas à se voir heureux, mais sans savoir le nom ni le rang de celle qui lui prodiguait son amour; ce fut dans l'éclat d'une cérémonie publique, où il la vit assise sur le trône à côté du tsar, qu'elle lui parut pour la première fois ce qu'elle était.

Grégoire Orlof avait quatre frères, tous comme lui, le dernier excepté, parce qu'il était enfant encore, servant et très-connus dans les gardes; tous d'un caractère audacieux et d'une force de corps prodigieuse.

Il n'eut pas plus tôt connu les vues ambitieuses de sa maîtresse qu'il se mit en devoir de les servir. Il avait à sa disposition les fonds de l'artillerie, dont celle-ci l'avait fait nommer trésorier. Pour ajouter à cette ressource, lui, ses frères et un de leurs amis, nommé Bibikof, vendirent tout ce qu'ils possédaient de biens; ils se répandirent ensuite dans les cabarets et dans les cafés, et achetèrent à bon compte, pour de l'eau-de-vie et de la bière, comme on le leur reprocha ensuite, la complicité des soldats.

Un autre agent très-actif de la tsaritse était la princesse Daschkow, son amie, jeune femme d'un caractère viril et antique, selon les uns, audacieuse et impudente seulement, suivant d'autres. Secouant le joug des préjugés, et bravant celui du pouvoir,

la princesse Daschkow ne rêvait que liberté, que gouvernement constitutionnel; elle gagnait la noblesse en faisant luire à ses yeux l'espoir de garanties que l'impératrice, du reste, lui avait promis d'accorder à ce corps.

Cette femme formait comme la liaison entre le parti propre de Catherine et celui du ministre Panin, gouverneur du tsarévitch, qu'un séjour de quatorze années à Stockholm, dans les fonctions d'ambassadeur, avait disposé en faveur des formes aristocratiques, et rendait également favorable à l'établissement d'une constitution. Outre ce motif politique d'entrer dans la conjuration, Panin en avait un d'intérêt particulier, celui de préserver les droits de son pupille, qu'à tort ou à raison l'on disait être menacés par les intentions du tsar.

Le troisième parti se composait, en majorité, de courtisans dépouillés du crédit dont ils avaient joui sous le règne précédent; ils accueillaient avec joie, et faisaient malignement valoir tout ce qui pouvait, sous le nouveau, exciter l'opposition ou la haine; du reste, n'ayant point de plan déterminé, élémens tout prêts d'une faction plutôt qu'une faction, attendant du temps et de l'occasion leur chef et leur but.

Cependant les conjurés n'avaient pu mettre, dans la conduite de leur trame, tant de mystère que les personnes pénétrantes, entre autres le ministre de Prusse, n'eussent conçu des soup-

çons. Frédéric écrivit au tsar de renoncer à l'expédition de Holstein, ou, s'il y persistait, d'aller au moins, avant de sortir de ses États, faire consacrer à Moscou ses droits, par les cérémonies d'usage; et, surtout, de se garder bien des ennemis qu'il pouvait avoir. Pierre III entreprenait avec trop de passion la guerre de Holstein, et il était trop empressé de la commencer, pour s'arrêter à suivre le premier, et même le second, des conseils que lui donnait le roi de Prusse; quant au troisième, il répondit : « A l'égard de l'intérêt que vous prenez à ma conservation, veuillez ne vous en point inquiéter : les soldats m'appellent leur père; ils disent qu'ils aiment mieux être gouvernés par un homme que par une femme. Je me promène seul, à pied, dans les rues de Saint-Pétersbourg : si quelqu'un avait contre moi de mauvais desseins, il y a long-temps qu'il les aurait exécutés : mais je fais du bien à tout le monde, et je me confie uniquement à la garde de Dieu. » On dit qu'après avoir reçu cette lettre Frédéric, prévoyant ce qui allait arriver, recommanda à son ministre en Russie d'avoir pour l'impératrice les plus grands égards.

Cependant les fils de la conjuration se réunissaient. Panin, qui d'abord aurait voulu faire la révolution en faveur de son pupille, se détermina à laisser Catherine prendre le sceptre; l'attaman Razoumovski, jouissant de la plus grande popula-

rité dans l'armée, s'il ne voulut pas contribuer à préparer le complot, s'engagea à ne le point contrarier, et à faire plus même après l'explosion : le major général des gardes, Volkonski, les comtes Bruce, Strogonof, Schouvalof, beaucoup de grands que, comme eux, la promesse d'établir une constitution séduisait, se montrèrent encore plus faciles; on était sûr d'être aidé de plusieurs des membres du corps diplomatique étranger, outrés de ce que le nouveau tsar avait abandonné l'alliance de leurs cours; enfin l'archevêque de Novgorod, ne pouvant digérer l'injure d'un exil de quelques mois, que lui avait attiré son opposition au retrait des propriétés ecclésiastiques, engageait son assistance et celle de ses fanatiques légions : il n'y avait plus qu'à arrêter le jour de l'exécution.

Pierre voulait, avant de faire voile pour le Holstein, célébrer, dans son château de Petershof, la fête de Saint-Pierre : ceci seul retardait son départ, qui devait s'effectuer aussitôt après : il paraît que, si l'on eût été maître de suivre le premier plan, la conjuration n'eût éclaté que pendant son absence.

Une circonstance vint en hâter l'explosion; ce fut l'arrestation de Passek, le plus féroce des conjurés : il avait osé, avec un complice, attendre pendant deux jours l'empereur à un détour de l'intérieur du palais, dans le dessein de l'y poignarder. L'indiscrétion d'un soldat, qu'avait gagné

le conspirateur, fit prendre enfin, malgré l'obstination de Pierre à négliger toutes les dénonciations, la détermination de l'arrêter. Malheureusement il eut le temps d'écrire sur un morceau de papier : « Exécutez sur-le-champ ou nous sommes perdus. » Ces mots, reçus par un affidé, qui, dans cet instant critique, le suivait, mirent l'alarme dans le parti : c'était l'avant-veille de la Saint-Pierre. Panin, au milieu d'un si imminent péril, voulait encore différer. La princesse Daschkow crut qu'il fallait se presser d'agir, et l'on fut généralement de son avis. Dès lors cette jeune femme, habillée en homme, se multiplie pour ainsi dire; elle encourage, elle anime ce qu'elle a pu rassembler de conjurés : les Orlof se rendent aux casernes pour y armer leurs nombreux complices. L'un d'eux, l'aîné, Alexis, se charge d'aller à Petershof avertir l'impératrice. Grégoire a remis à son frère une clef du petit pavillon qu'elle y habite; il est plus de minuit. Alexis s'élance sur une barque jetée comme par hasard au travers du fossé qui baigne le pied de ce pavillon, parvient jusqu'à la princesse, la fait éveiller, et, paraissant à côté de son lit comme un fantôme, ne prend que le temps de lui dire, de se disposer à le suivre; puis, ayant disparu quelques instans, il revient avec une voiture qui était à peu de distance, y fait monter la tsaritse, et la conduit, aussi rapidement que l'éclair, par la route de Pétersbourg. Un écrivain a

rapporté que les chevaux se trouvèrent épuisés à moitié chemin, et que Catherine fut obligée de continuer à avancer, d'abord à pied, puis dans une charrette de paysan, jusqu'à ce qu'elle rencontrât la voiture de Grégoire Orlof, qui, impatient, accourait pour hâter son arrivée.

Trois compagnies des gardes Ismaïlof, les premières gagnées, l'attendaient. Elle leur dit « que son danger la forçait de venir leur demander du secours; que le tsar voulait, cette même nuit, la faire tuer elle et son fils. » L'indignation, à ce récit, fut générale; tout le régiment, ayant en tête son colonel, l'attaman Razoumovski, la proclama souveraine et autocratrice, et lui jura fidélité entre les mains de son aumônier. L'exemple de ce régiment fut bientôt suivi par ceux de Préobragenski et de Semenovski : le corps d'artillerie hésitait encore; il attendait les ordres de son grand-maître, qui, surpris, incertain, eut la faiblesse de les donner conformes au vœu des conjurés. L'oncle du tsar, le prince George, qui, seul, manifesta l'intention d'opposer quelque résistance, fut aussitôt arrêté et consigné dans son palais sous sûre garde.

Catherine se rendit alors à l'église de Kasan, où l'attendait, pour la sacrer, l'évêque de Novgorod. Sur sa route jusqu'à cette église, pendant et après la cérémonie, l'air qui l'entourait retentit des acclamations réunies des soldats et du peuple.

Elle fit ensuite répandre une proclamation où

elle accusait le tsar d'avoir sacrifié la gloire nationale à son engoûment pour Frédéric, et d'avoir, en outre, médité de sacrifier le culte orthodoxe à sa prédilection pour une religion étrangère.

Tandis qu'un Français, le grand-maître de l'artillerie, Villebois, complète, plus par surprise et par faiblesse que par une trahison véritable, la défection des troupes de la garnison, un autre Français, nommé Bressan, anciennement perruquier, mais qui, dans l'emploi de valet-de-chambre de l'empereur, s'est acquis une petite fortune, songe, seul, à envoyer, avant qu'on ait fermé tous les passages, avertir ce prince du danger qui le menace : un paysan dévoué est le messager qu'il lui adresse. Pierre est alors, avec sa cour, sur la route d'Oraniembaum à Peterhof, où doit, le lendemain, se célébrer sa fête. Il apprend, avant d'arriver à ce dernier château, l'évasion de son épouse ; il presse ses chevaux, arrive, cherche avec une attention minutieuse la fugitive dans tous les coins du pavillon qu'elle occupait, et s'écrie douloureusement, en se retournant vers sa suite : *Je vous le disais bien, qu'elle était capable de tout.* Cependant il ne pénètre rien encore : en vain quelques paysans, qui, le matin, ont été à Saint-Pétersbourg, en rapportent la connaissance des premiers succès de la conjuration : les esclaves, quand ils ne sont pas interrogés, restent muets pour leur maître. Enfin arrive le paysan de Bressan ;

le billet qu'il remet apprend tout, mais le tsar n'en saura pas profiter. Il enverra d'inutiles négociateurs, renforts qu'il ajoute à la défection; il se plaindra, menacera, agitera tous les partis sans en prendre aucun, et ne retrouvera un peu de calme que pour dîner. Pourtant, il songe à mander deux à trois mille gardes holstenois qu'il a laissés à Oraniembaum. C'est alors qu'arrive Munich pour relever son courage, s'il avait pu être relevé : Munich, d'abord, propose au tsar de marcher sans délai sur Saint-Pétersbourg avec les seuls Holstenois ; il se fait fort de ramener les troupes égarées, et même, s'il est nécessaire, de les combattre avec avantage : et, en effet, parmi beaucoup de régimens déjà réunis de la capitale ou des environs sous les ordres de Catherine, plusieurs la suivent avec indifférence : un, surtout, dont Pierre a été colonel, privé de ses officiers, qui ont refusé d'adhérer à la conjuration, ne montre que de la tristesse, et n'aurait besoin que de voir le tsar pour se déclarer et combattre en sa faveur; mais l'impératrice, vêtue de l'uniforme des gardes, accueillie partout sur son passage avec enthousiasme, approche, dit-on, à la tête de forces considérables; l'effroi gagne les courtisans, et surtout les femmes. Pierre, lui-même, penche vers de pusillanimes conseils ; il veut retourner à Oraniembaum : « Allons plutôt à » Cronstadt, qui est en état de soutenir un siége, » dit Munich. On applaudit, on s'embarque sur deux

yachts; on fait voile vers Cronstadt. Mais, déjà, le souffle de la rébellion s'est étendu jusqu'à ce port: l'amiral Talitzin a gagné au parti des conspirateurs la garnison et les équipages. Quand l'empereur approche du rivage, on refuse de le reconnaître; on fait mine de vouloir tirer sur lui: il s'effraie, il recule; en vain Munich le presse d'avancer, en vain Goudovitz lui dit: « Mettez votre main à côté » de la mienne, et sautons à terre; personne, croyez-» moi, ne fera feu sur vous. » Pierre n'ose rien que fuir; mais où aller? c'est ce qu'il demande à Munich. « Allez à Réval, joindre l'escadre qui s'y » trouve, dit le vieux guerrier; prenez-en un vais-» seau, passez en Poméranie, et revenez-en avec » l'armée que vous y avez, et qu'on n'a pu encore » avoir le temps de séduire. » Les courtisans et les femmes de s'écrier aussitôt que les rameurs n'auront jamais la force d'aller jusqu'à ce port. « Nous » ramerons avec eux, » dit Munich. Mais, dans cette troupe lâche et efféminée, il n'y avait d'hommes que lui et Goudovitz: le reste répliqua qu'il valait mieux négocier que de combattre, et qu'on ferait sagement de retourner à Oraniembaum. « A Ora-» niembaum! » dit le tsar troublé: Goudovitz et Munich n'eurent plus qu'à gémir.

Les gardes holstenoises étaient de retour à cette résidence; à peine elles aperçoivent l'empereur qu'elles le conjurent de les faire marcher contre les rebelles; Munich fait un dernier effort: « Venez,

»prince, dit-il au tsar, je vous précéderai, et l'on »n'arrivera jusqu'à vous qu'après avoir passé sur »mon corps. » Mais déjà le faible Pierre a pris le parti d'écrire à sa criminelle épouse; il la prie de l'admettre au partage de l'autorité : elle ne daigne pas seulement lui répondre. Dans une seconde lettre, il ne réclame plus qu'une pension, et la liberté de se retirer dans le Holstein : on n'a pas plus d'égard à cette nouvelle demande qu'à la première. Bientôt, il doit se borner à demander la vie, mais encore une fois sans succès. Au lieu de fuir, déguisé, sur le territoire polonais, ce qui lui est possible encore, il se met, par les perfides conseils d'Ismaïlof, son chambellan, qu'a su gagner l'impératrice, à la discrétion de cette opiniâtre ennemie.

Le malheureux tsar est conduit à Petershof. Là, on le fait monter au haut du grand escalier; on lui arrache ses ordres, on le dépouille de ses habits, et ce n'est qu'après l'avoir laissé quelque temps en chemise, exposé aux railleries et aux outrages des soldats, qu'on lui donne une mauvaise robe de chambre pour s'en envelopper. Il est ensuite enfermé seul dans une pièce où Panin vient bientôt le trouver. Ce ministre astucieux n'omet aucune promesse pour en obtenir l'abdication que voici :

« Dans le peu de temps de mon règne *absolu* sur l'empire de Russie, j'ai reconnu que mes forces ne suffisaient pas pour un tel fardeau, et qu'il était au-dessus de moi de gouverner cet empire, *non-*

seulement souverainement, mais de quelque manière que ce fût... Aussi ai-je aperçu son ébranlement, qui aurait été suivi de sa ruine totale, et m'aurait couvert d'une honte éternelle. En conséquence, après avoir mûrement réfléchi, je déclare, sans aucune contrainte, à l'empire de Russie et à l'univers, que je renonce, pour toute ma vie, au gouvernement dudit empire, ne souhaitant d'y régner ni souverainement, ni *sous aucune autre forme de gouvernement,* sans espérer d'y parvenir jamais, par quelque secours que ce puisse être. En foi de quoi, je fais un serment sincère, en face de Dieu et de tout l'univers; ayant écrit et signé cette renonciation de ma propre main. » J'ai souligné les mots relatifs au plan de constitution de Panin, parce qu'ils prouvent qu'il fut le rédacteur de cette pièce, et, surtout, qu'il espérait encore de voir réaliser ce plan.

Tandis que le tsar déchu était secrètement conduit à une maison de campagne de l'attaman Razoumovski, nommée Mopsa, son épouse rentrait triomphante à Saint-Pétersbourg. Elle y reçut la soumission de Munich: « C'est donc vous, feld-maréchal, qui vouliez me combattre, lui dit-elle en l'apercevant. » « Oui, Madame, lui répondit le vieux maréchal: je ne pouvais pas moins pour celui qui m'a retiré de l'exil. » Il lui jura ensuite la même fidélité qu'il avait montrée au malheureux tsar.

L'impératrice voyait tout soumis autour d'elle:

c'est dans ce moment, où le sentiment de sa force eût dû la rendre clémente, qu'elle fit ou laissa commettre contre son époux un crime dont l'atrocité chargera à jamais sa mémoire.

Pierre, déterminé, disait-il, à vivre désormais philosophiquement, fit demander à ses ennemis un nègre qui lui servait de bouffon, un chien qu'il affectionnait, son violon, des romans, une bible; on ne lui voulait envoyer que des bourreaux.

Ce fut six jours après son abdication qu'on lui dépêcha Alexis Orlof et Téplof. Les deux assassins débutèrent par lui donner des espérances de liberté, et s'invitèrent à dîner avec lui. On proposa, selon l'usage, de commencer par boire de l'eau-de-vie. Mais Alexis, qui s'était chargé de faire les honneurs de cette boisson, ne versa dans le verre du tsar qu'un poison subtil. Celui-ci, atteint de douleurs subites, s'alarme, refuse de boire un second verre qu'on lui présente, et adresse à l'empoisonneur de violens reproches. Il se précipite dans les bras de ce fidèle Bressan, que j'ai déjà eu occasion de faire connaître, et qui par des instances réitérées a obtenu de partager sa prison; il demande du lait; il s'écrie : « Ce n'était donc pas assez de m'empêcher de régner en Suède, et de me ravir la couronne de Russie!... ».

Alors Alexis et Téplof écartent le fidèle domestique, se précipitent sur le tsar, le renversent, et, aidés du plus jeune des princes Bariatinski, com-

mandant de la garde, parviennent à l'étrangler au moyen d'une serviette. Catherine, instruite aussitôt de cet évènement, voulut paraître n'en apprendre que le lendemain la nouvelle; elle se la fit annoncer à table, et répandit, à l'aspect de tous, quand on la lui eut dite, une grande abondance de larmes, assurément hypocrites.

Bressan, témoin de l'assassinat du tsar, fut forcé de jurer sur l'Évangile qu'il ne révélerait jamais rien de ce qu'il avait vu : il n'en fit pas moins l'affreux récit au chargé d'affaires de France, M. Bérenger.

Le lendemain, Catherine déclara, par un manifeste, que son époux était mort des hémorroïdes.

Ainsi cessa de régner et de vivre Pierre Fédorovitch, moins d'un an après avoir été proclamé tsar.

CATHERINE II.

Catherine fut-elle coupable du meurtre de son époux ?

CATHERINE prit-elle une part directe au meurtre de son époux? Aucun de ceux qui ont écrit, depuis qu'elle n'est plus, l'histoire de son règne n'ont hésité à résoudre affirmativement cette question. Plus scrupuleux, ou plus circonspects, ceux qui écrivirent de son vivant, ou la passèrent sous silence, ou la laissèrent indécise, ou se contentèrent d'insinuer de simples soupçons, timidement enveloppés. Essayons de conduire, par un examen consciencieux de chaque fait, et de chaque présomption, le lecteur à l'appréciation de la vérité.

Alexis Orlof, se trouvant, à Vienne, à la table de l'ambassadeur de Russie, raconta spontanément la mort de l'infortuné Pierre III, sans daigner dissimuler la part affreuse qu'il y avait eue ; bientôt, déconcerté par l'horreur profonde qu'avait excitée son récit, et que personne ne se mettait en peine de dissimuler, il balbutia pour excuse « qu'il était bien triste pour un homme qui avait autant d'hu-

manité que lui d'avoir été contraint à exécuter de semblables ordres. » Catherine elle-même, malgré la chaleur qu'elle mit toujours, d'abord à nier la réalité du crime, ensuite à vouloir persuader qu'elle n'en était point complice, n'observait pas assez rigoureusement la réserve que ce but lui imposait. Un jour, voyant entrer le prince Bariatinski, l'un des assassins, elle s'écria, en présence du ministre anglais et d'une nombreuse cour : « Voici un » homme qui m'a rendu le plus grand service, dans » un moment extrêmement critique..... » Bientôt, rappelée de sa distraction, à l'aspect de l'étonnement qui déjà se peignait sur tous les visages, et pressentant l'effet qu'allaient produire ces paroles inconsidérées, elle se hâta de leur donner une interprétation détournée. Enfin la princesse Daschkow, dans les accès du ressentiment qu'elle conçut bientôt, et nourrit toujours ensuite contre son ancienne amie, laissa échapper plus d'un mot accusateur.

Ces indiscrétions, les seules rapportées, ne furent sans doute pas les seules commises: aussi personne, à Saint-Pétersbourg et même dans tout l'empire, ne doutait de la complicité de l'impératrice; mais à ces révélations, qu'on peut considérer comme des preuves de fait, s'ajoutent des présomptions non moins graves.

Catherine, en conspirant, devait bien prévoir que les jours de son époux allaient être exposés : deux des conjurés lui avaient offert de le poignar-

der : l'un, Passek, elle le sut, avait, pendant plusieurs jours, épié la sortie de ce prince, dans le but d'exécuter cet horrible dessein. De plus, après le succès de la conspiration, Pierre III, dépouillé, captif, humble et suppliant, restreint ses prétentions jusqu'à ne lui plus demander, en retour du trône qu'il vient de céder, que la vie et une retraite. Catherine fut donc instruite que lui-même ne croyait plus ses jours en sûreté. Eh bien! admettons qu'elle n'ait pas donné expressément, et de sa propre main, l'ordre du meurtre aux assassins; que fit-elle pour empêcher un crime que tout lui donnait lieu de craindre, si elle ne l'avait désiré?

Voilà pour ce qui précède le crime : exposons maintenant les présomptions qui naissent de la conduite qui suivit.

Si Catherine avait voulu prévenir, si même elle avait désapprouvé le meurtre de Pierre III, elle l'eût ouvertement déploré, ou, tout au moins, elle en eût disgracié les auteurs.

Loin de là, elle le nie, et dans un manifeste qui, malgré tout le soin qu'elle met à sa rédaction, trahit et son imposture et les agitations de son ambition beaucoup plus que celles de sa conscience, elle cherche à faire croire que l'infortuné tsar, dont le cadavre, exposé aux regards du peuple, offre à tous les yeux des signes certains d'empoisonnement et de strangulation, est mort d'une affection hémorroïdale. Elle ajoute, entre autres

choses, que, pour ne pas *manquer au devoir que lui impose la religion chrétienne, et à la sainte loi qui prescrit de conserver la vie à son prochain, elle a ordonné de le soulager par de prompts remèdes.* Elle finit, après avoir exprimé *sa douleur et son regret,* par *exhorter ses fidèles sujets à oublier le passé, et à regarder cet arrêt inattendu du Tout-Puissant comme un effet de ses vues impénétrables.*

Bien plus, si l'on en croit l'unanimité des historiens, la nouvelle du succès de l'assassinat et de ses détails, apportée par Orlof, ne put la faire changer de visage, ni l'engager à interrompre son dîner, qu'elle continua avec une gaîté soutenue. Elle jugea prudent d'attendre jusqu'au lendemain à divulguer la mort de son époux. Ce fut alors seulement qu'elle étala une feinte douleur, et répandit des larmes.

L'un des meurtriers, Alexis Orlof, reçut le titre de comte, abus trop commun des distinctions purement conventionnelles ! Que de titres, dont s'enorgueillit la sottise, n'eurent pas une plus pure origine! Combien d'autres furent dus, sinon au crime, au moins à la plus lâche abjection!

Bariatinski, étant déjà prince, l'assassinat de Pierre III ne put l'illustrer. En dédommagement, il fut nommé grand-maréchal de la cour; on lui fit épouser une parente de sa victime. Quant à Téplof, le grade de lieutenant-général fut sa récompense.

Dira-t-on que Catherine ne pouvait, sans s'ôter ses plus fermes et même ses uniques appuis, sévir contre des conjurés qui l'avaient mise sur le trône ? que la politique lui commandait de les ménager, du moins au début de son usurpation ? Soit ; mais elle n'y fut plus obligée quand elle eut assis sa puissance ; et cependant, loin de les punir ou de les disgracier alors, elle ne fit qu'ajouter aux faveurs scandaleuses dont elle les avait comblés.

On a voulu lui faire une excuse de l'ascendant qu'Orlof s'était acquis sur son cœur, de sa double dépendance de ce conjuré ; mais le crime se justifie-t-il donc par le crime, et les coupables désordres qui précédèrent celui de Catherine, qui, peut-être l'y entraînèrent, doivent-ils l'en disculper ? Enfin, et c'est là le point spécieux des raisons que produisent ses apologistes, qui, forcés à passer condamnation sur tout le reste, cherchent à justifier ce qu'elle a osé, par ce que, selon eux, elle avait à craindre, on prétend qu'en consentant à la mort de Pierre III elle ne fit que prévenir la sienne propre ; qu'il fallait qu'elle fût ou coupable ou victime ? Je réponds, d'abord, que mieux vaut s'exposer à devenir victime, que se résoudre à être assassin ; mais sur quoi fonde-t-on la supposition de cette alternative ? Pierre ne dissimulait plus, dit-on, l'aversion qu'il avait pour sa femme. Hé ! elle-même montrait-elle pour ce tsar beaucoup d'attachement, d'égards même ?.... Il l'abreuvait pu-

bliquement d'outrages : s'était-elle donc conservée fort respectable, et ne l'outrageait-elle pas davantage par des liaisons criminelles, qu'elle ne prenait presque aucun soin de cacher? Les sentimens de son époux n'étaient-ils pas une conséquence équitable de sa conduite? Quel droit cette conduite lui laissait-elle de s'en plaindre, et surtout de s'en venger ?

Mais, encore, les témoignages de cette aversion et ces outrages pouvaient-ils être, étaient-ils de nature à justifier un assassinat?

Pierre III, dans une fête, n'avait pas craint de faire asseoir à côté de lui, en présence de son épouse, sa laide et dégoûtante maîtresse, la comtesse de Voronzoff. Une autre fois, irrité de ce que la tsaritse avait seule négligé de se lever à un toast qu'il venait de porter en l'honneur de son oncle, le prince George, il lui avait adressé l'épithète la plus flétrissante; et celle-ci, prude, malgré ses désordres, n'avait pu, de dépit, retenir ses larmes; bien plus, elle avait eu la mortification de voir mettre le lendemain, aux arrêts, son chambellan Strogonof, qui passait pour être un de ses amans, et avec lequel elle avait affecté de s'entretenir tout bas de l'affront qui lui était fait. De bonne foi, sont-ce là des raisons dont on puisse conclure que ses jours étaient en danger? Pierre III était incapable d'une résolution extrême. La faiblesse de son caractère et le peu d'étendue de son

esprit le soumettaient, par accès, malgré sa haine, à l'ascendant de l'impératrice. C'était toujours l'époux débonnaire ou timide qui avait négligé ou craint de se venger d'un rival imprudent, surpris dans la chambre de la grande-duchesse. Il était, d'ailleurs, dirigé par Goudovitz, l'homme le plus vertueux peut-être de toute la Russie, le seul au moins qui ait montré de la vertu dans ces crises déplorables. Admettons cependant, ce qui nous paraît difficile à prouver, que la vie de Catherine ait été réellement menacée : n'avait-elle, pour se soustraire au péril, d'autre moyen que d'assassiner son époux? et la ressource d'une fuite en Suède, que ses complices lui avaient ménagée en cas de non-succès, ne lui était-elle pas ouverte avant comme après la conspiration? L'imminence du danger ne cessa-t-elle pas à la captivité du tsar? Encourait-elle, à lui laisser la vie, un péril qui pût légitimer la résolution cruelle de l'égorger? ne pouvait-elle lui permettre de se retirer dans le Holstein, sa patrie, ou, du moins, se borner à le tenir en prison, si elle croyait devoir cette rigueur à la sécurité de sa puissance? Mais elle aima mieux se conduire par ce principe du despotisme oriental, proverbial en Russie : « qu'il faut tuer les abeilles » pour manger tranquillement le miel. »

Objectera-t-on l'intérêt de son fils, que le tsar prétendait faire déclarer bâtard; les propositions qui avaient été faites à Soltikoff, le premier des

amans de Catherine, pour l'engager à s'en déclarer le père, et à justifier ainsi l'opinion déjà répandue à ce sujet? Alléguera-t-on enfin l'intention prétendue où était Pierre III de choisir pour son successeur le jeune et intéressant Ivan, et surtout son dessein de répudier l'impératrice, pour épouser sa maîtresse? Mais quand toutes ces allégations seraient prouvées; quand elles n'auraient point pour unique fondement, la dernière surtout, des bruits vagues ou des écarts de présomption de la part d'une favorite imprudente, le meurtre de Pierre III en deviendrait-il plus légitime? Est-il plus permis d'assassiner pour le compte d'autrui que pour le sien propre? et, d'ailleurs, l'avenir a-t-il prouvé que ce forfait fût, de la part de Catherine, un sacrifice à l'amour maternel? Songea-t-elle à faire proclamer son fils? Ce fils, au contraire, ne fut-il pas pour elle un perpétuel objet d'inquiétude et d'effroi? L'aversion que lui inspirait le jeune prince n'alla-t-elle pas jusqu'à faire craindre pour les jours de cet enfant? Enfin, loin de n'avoir eu en vue que de lui conserver le trône, ne vieillit-elle pas dans le dessein de l'en exclure, comme Élisabeth dans celui d'en priver Pierre III?

En résumé, si Catherine n'ordonna pas, elle permit, elle laissa faire; ce qui revient à peu près au même : elle fut ou auteur ou complice du crime : femme d'un particulier, et jugée par une cour d'assises, elle en eût été déclarée coupable : l'histoire doit avoir la conscience d'un jury.

Pour terminer tout ce qui a rapport à la mort de Pierre III, j'ajouterai qu'aucune cour de l'Europe, celle de Suède exceptée, n'eut le courage d'ordonner le deuil de cet infortuné prince.

Considérons un moment cette longue succession de massacreurs, d'empoisonneurs, d'aveugleurs couronnés, que l'histoire groupa sur ce trône despotique de l'empire russe. Si parfois la chaîne du crime s'y trouve interrompue, c'est, le plus souvent, que l'objet manque à l'ambition ou à la défiance, comme sous les premiers princes de la race de Rurik. A cette exception près, quelle série de trames perfides, de violences atroces, de meurtres sous tous les prétextes et sous toutes les formes, par des proches sur leurs proches! Le neveu égorgé par l'oncle; l'oncle, par le neveu; le frère, par le frère; la mort des pères due aux crimes des fils, et les fils périssant par la cruauté des pères! Parmi tant de monstres, un monstre plus épouvantable encore, un homme dévoré, comme le tigre, du besoin de verser le sang; un Ivan IV, près duquel Néron eût été la douceur même : tel est le tableau que présentent les annales de la Russie pendant l'espace de plusieurs siècles. Le plus grand nombre de ses souverains souillent leurs mains du sang d'un parent dont l'existence gène les vues de leur ambition; aucun ne les conserve pures de celui de ses sujets, et cela, surtout, depuis l'établissement de la religion chrétienne, qui, dit-

on, adoucit les mœurs! Elle n'a guère adouci les mœurs que des barbares, parce qu'elle leur vint des Romains et des Grecs, beaucoup plus civilisés qu'eux.

Et ceci n'est pas particulier à la Russie. Ce n'est pas une seule dynastie, ce ne sont pas toutes les dynasties d'une seule nation qui ont donné le scandale de ces forfaits dans la personne de ceux que l'adulation salue du titre d'Augustes. Ce sont les trônes de toutes les nations et presque toutes les dynasties. Dans tous les temps, dans tous les pays qui offrent un sceptre à disputer; partout où l'ordre de la succession n'est pas invariablement déterminé (et il ne l'est jamais dans les gouvernemens despotiques, où le caprice du souverain fait et défait à son gré les lois), on est sûr de voir l'ambition lutter, avec les armes du crime, sur le trône ou sur ses degrés. Tels sont les titres que trop souvent les rois offrirent à la vénération qu'ils réclamaient, tels sont les exemples qu'en reçurent ceux auxquels leur devoir était de rendre respectables l'ordre et toutes les vertus sociales. Et la flatterie les appelait, et ils s'intitulaient eux-mêmes les représentans, les images de la divinité sur la terre!

Une réflexion ici se présente : si toutes les successions avaient donné lieu à autant de crimes que celles des empires; s'il y avait eu dans chaque famille de particuliers autant de troubles et de meurtres que dans la famille souveraine la plus

innocente ; si tous les hommes avaient été aussi prompts que les rois à ensanglanter le débat de leurs intérêts, à sacrifier leurs rivaux, leurs ennemis, les indifférens même, à leur ambition, à leurs ressentimens, à leur orgueil ou à leurs défiances, quel serait aujourd'hui l'état de la race humaine ?

Quoi qu'on ait dit du désordre des républiques, on n'y voit point le sang ni le poison couler à l'occasion de l'élection d'un consul ou d'un archonte. C'est que des lois, chères à chacun, y déterminaient le mode de nomination à ces premiers emplois. Il en est de même dans les monarchies tempérées, parce que l'ordre de succession y fait partie de la constitution au maintien de laquelle chacun est intéressé. Je ne sais pas de plus fort argument à l'appui de l'opinion que les formes constitutionnelles favorisent la stabilité des trônes autant que la félicité des peuples.

Je remarquerai, à l'honneur de notre nation et de sa dynastie actuelle, qu'on vit, moins en France que partout ailleurs, qu'on n'y a même point vu, depuis plusieurs siècles, de ces crimes qui souillèrent tant de familles souveraines, de ces désordres occasionés partout ailleurs par les successions au trône : c'est que depuis long-temps les mœurs françaises sont constitutionnelles, et que la monarchie ne fut jamais chez nous réellement absolue, malgré la tendance perpétuelle de ses ministres à la rendre telle.

Je termine ici cette digression. Elle ne doit pas paraître déplacée dans une histoire philosophique. Je fais cette remarque une fois pour toutes.

Catherine cherche à se concilier les esprits.

Catherine, que la violence avait élevée au faîte du pouvoir, conçut bien qu'étrangère, sans racine dans la nation, sans autres appuis que ses complices, elle ne pouvait s'y maintenir que par la douceur. Cette femme, qui, comme le dit un écrivain, «sentit, par une réflexion profonde, dans les crimes même qu'elle se crut forcée de commettre, le point précis de la nécessité», borna d'abord toutes ses rigueurs au meurtre de son époux : elle n'omit rien pour triompher de l'éloignement que son usurpation devait inspirer. Si elle récompensa et s'assura, tout à la fois par des honneurs et par des emplois, la défection qui l'avait servie, elle ne sévit point contre la fidélité; elle affecta, au contraire, de la clémence, de la générosité même, envers ceux qui avaient mis leur devoir à n'abandonner le tsar qu'à la dernière extrémité. Elle ne confirma point à son oncle, le prince George, le titre de duc de Courlande, mais elle lui laissa, en dédommagement, l'administration du Holstein, sa patrie. Munich lui-même reçut le gouvernement de la Livonie et de l'Esthonie. Goudovitz, Volkof et Melgounoff furent seuls emprisonnés, mais pour peu de temps; les deux derniers même rentrèrent bientôt en grâce, et obtinrent des commandemens. Quant à Goudovitz, il ne crut pas devoir, au prix

de faveurs qu'il dédaignait, transiger avec sa conscience.

Les gardes holstenois, auxquels on avait permis d'assister libres, mais désarmés, aux funérailles de Pierre III, furent, le lendemain de cette triste cérémonie, embarqués à Cronstadt pour leur patrie. L'un des vaisseaux qui les portaient s'abîma à la vue de ce port, et un grand nombre cherchèrent un refuge sur des roches à fleur d'eau ; mais le barbare amiral Talitzin refusa de les secourir, avant d'avoir demandé et reçu les ordres de sa souveraine, et ils périrent tous. Ce crime, car c'en est un, ne peut sans doute être imputé à Catherine : ce fut celui de Talitzin, ou plutôt de l'insensibilité stupide que le cœur contracte sous la verge du despotisme.

Un crime du servilisme

Cependant l'impératrice ne négligeait rien pour entretenir l'enthousiasme des soldats, et vaincre le peu d'empressement du peuple de sa capitale ; elle continuait à faire distribuer, de temps en temps, à ceux-là de la bière et de l'eau-de-vie, seul prix de leurs services que l'état des finances permît de leur accorder ; elle se montrait fréquemment à celui-ci, avec cette grâce, cette affabilité affectée qui, gagnant son cœur, en fascinant ses yeux, lui font perdre de vue ses intérêts les plus graves. Catherine, comme tous les despotes habiles, s'arrangea pour tirer parti de cette faiblesse de la multitude, et ne désespéra pas de pouvoir enfin effacer

l'horreur qu'elle avait d'abord inspirée. Elle avait du caractère humain une idée assez juste pour sentir qu'il n'est pas de forfait que n'absolve l'éclat d'une haute fortune. On la voyait se rendre au sénat et faire juger en sa présence des procès portés devant ce corps; mais le plus sûr moyen qu'elle eût de se populariser était, en quelque sorte, de se nationaliser Russe. Elle s'était élevée dans ses proclamations contre la prédilection de son époux pour les mœurs et les manières allemandes; elle persévéra dans cette adroite politique, et affecta de préférer les mœurs et les usages moscovites. Sans principes religieux déterminés, et même tout-à-fait incrédule, du moins avec les philosophes, elle se montrait à ses sujets superstitieuse et bigote; elle affichait une grande dévotion pour les images : on la voyait souvent dans sa chapelle se prosterner sur le parvis, ramasser la poussière et en souiller la couronne de diamant qu'elle portait sur sa tête. Le jour de sa rentrée à Pétersbourg, voyant un grand nombre de popes rassemblés devant son palais, elle descendit incontinent de cheval, et baisa à la joue, aux applaudissemens multipliés du peuple, les principaux de ces prêtres; ce qui, en Russie, est une manière de leur témoigner un haut degré de considération.

Pierre avait voulu subvenir au vide de son trésor en s'appropriant les biens de toutes les communautés religieuses, et ce n'était point un des moin-

dres griefs du clergé contre lui. Catherine parut renoncer à l'exécution de cette mesure, mais elle ne fit que la suspendre, avec l'intention de la reprendre dans des circonstances plus favorables, et par des procédés moins brusques, plus cauteleux et plus habiles que ceux que son époux avait employés.

Cependant chacun des conjurés espérait gouverner l'impératrice, et, en secondant son usurpation, avait pensé ne travailler que pour lui. Quel fut leur étonnement de voir Grégoire Orlof, un simple officier des gardes, prendre le premier rang après la souveraine, et exercer, avec toute la morgue et la raideur d'un visir, le pouvoir dont elle lui permettait le partage. On se rappelle que leur liaison avait été conduite avec tant de mystère et d'adresse que personne, même à la cour, ne l'avait soupçonnée. L'élévation de cet audacieux conjuré au grade de lieutenant-général, la décoration de l'Ordre de Saint-Alexandre-Nevsky, et d'autres faveurs qu'il avait reçues, n'avaient paru que des récompenses de son dévoûment et de son courage; mais le ton de familiarité qu'il prit avec la souveraine, du moment qu'il la jugea affranchie de toute contrainte, révéla aux yeux de tous le titre secret qu'il avait à ses préférences. Ainsi, les grands, qui n'avaient vu en lui qu'un grossier instrument, à dédaigner peut-être après le succès, furent enfin con-

La faveur d'Orlof se révèle.

vaincus que «dans l'art de l'intrigue cet homme en savait plus qu'eux (1)».

Mécontentement qu'elle excite.

De tous les conjurés, les plus désappointés furent Panin et la princesse Daschkow, tous deux engagés dans la conspiration par l'espoir de voir s'établir, au changement de règne, une constitution aristocratique : Catherine leur en avait fait la promesse ; mais, quand ils la lui avaient rappelée, Orlof, indigné qu'on voulût mettre une telle condition à l'avènement de sa maîtresse, avait, dit-on, menacé du poignard quiconque en parlerait ; prétendant que l'engagement verbal pris par elle à cet égard suffisait, et que c'était manquer de respect que de lui en demander d'autre. La faveur déclarée de cet homme les forçait d'ajourner, au moins pour long-temps, l'exécution de leur plan ; mais, si l'on en devait croire des bruits de cour, la jeune conspiratrice n'eut pas que ce sujet de mécontentement. Elle avait eu des droits et conservait des prétentions à l'amour du favori, et elle fit à l'impératrice les plus vifs reproches de ce qu'elle appelait une perfidie ; de ce moment se manifesta entre les deux amies un refroidissement qui n'attendait qu'une occasion pour dégénérer en brouillerie ouverte. Panin sut mieux dissimuler ; déjà gouverneur du jeune grand-duc, il se vit élever au rang de premier ministre. Cet homme, le plus paresseux

(1) Castéra.

de l'empire, devait long-temps en administrer toutes les affaires, sous la direction de l'impératrice, et avec l'aide de quelques travailleurs subalternes.

Catherine crut d'abord devoir mettre dans la conduite de ses relations avec les gouvernemens des autres pays la plus grande circonspection. Elle dit un jour au ministre de France, M. de Breteuil. « J'ai la » plus belle armée du monde : l'argent me manque, » il est vrai, mais j'en serai abondamment pourvue en » peu d'années. Si je me laissais aller *à mon penchant*, » j'aurais encore plus de goût pour la guerre que » pour la paix ; mais l'humanité, la justice et la » raison me retiennent. Cependant je ne ferai pas » comme l'impératrice Élisabeth. Je ne me ferai » pas presser pour entreprendre la guerre ; je la » ferai quand *elle me sera avantageuse*, mais jamais » par complaisance pour d'autres (1). On ne pour- » rait, ajoutait-elle, la bien juger que dans cinq ans. » Il lui fallait au moins ce temps pour rétablir l'ordre » dans son empire. Elle se conduirait, en attendant, » avec tous les princes de l'Europe comme une » coquette habile. » Ces derniers mots, que Castéra met dans la bouche de Catherine elle-même, sont

Politique de Catherine

(1) On verra dans la suite combien elle se démentit de ce principe, au moins en faveur de ses ministres, et surtout de ses amans. Potemkin et Zoubow lui firent entreprendre, pour leur propre ambition, chacun une guerre, le premier avec la Turquie, l'autre avec la Perse.

par d'autres, avec plus de raison, attribués au vieux Munich.

En effet, soit qu'elle voulût mesurer ses entreprises à sa puissance, et pour cela connaître au juste l'étendue de ses moyens, ce qui, vu le désordre extrême où se trouvait l'administration, ne pouvait se faire qu'en beaucoup de temps; soit qu'élevée dans un état assez humble comparativement au rang qu'elle obtint depuis, et qu'écartée des affaires depuis son mariage elle crût, malgré l'assurance et la virilité de son caractère, devoir, pour ainsi dire, essayer le trône; soit qu'elle sentît le besoin de consolider son autorité au dedans, avant de songer à rien tenter au dehors, ou qu'enfin le vide de son trésor lui fît une nécessité de cette réserve, sa politique extérieure fut, dans les commencemens, toute d'expectative.

Et d'abord, exposons quel était, à l'époque de son avènement, l'état de l'Europe.

État Europe; suites a guerre cept ans.

La guerre de sept ans avait laissé dans l'épuisement toutes les puissances qui y avaient pris une part active; ce n'étaient ni des raisons d'humanité, ni une modération fondée sur l'évidence de l'intérêt réciproque, qui en avaient enfin amené le terme; c'était la disette d'hommes et d'argent. Ainsi le deuil et la ruine couvraient une partie de la surface de l'Europe pour des rivalités d'ambition ou de vanité dont le succès n'intéressait personne, moins les victimes.

L'Autriche, dans le cours de cette grande destruction, avait perdu cent-quarante mille hommes, la Silésie, un argent immense; les petits princes d'Allemagne, vingt-huit mille sujets; la Prusse, deux cent-vingt mille hommes et sa prospérité commerciale et agricole; la Saxe, également sa prospérité, mais point de troupes; la Suède, vingt-cinq mille soldats et le bon ordre de ses finances; la France, toutes ses colonies, sa marine, son commerce et deux cent mille de ses guerriers; l'Espagne, alliée de celle-ci, une partie de sa marine et de ses colonies; l'Angleterre, malgré ses conquêtes, des sommes énormes, et cent-soixante mille soldats, presque tous étrangers il est vrai; la Russie enfin, cent-vingt mille esclaves et plus de quarante millions de roubles (cent-soixante millions de francs environ.)

Voilà donc près d'un million d'hommes qui ont donné leur vie pour la querelle de sept à huit êtres de leur espèce, sans aucun intérêt à cette querelle, sans aucune connaissance précise de ses motifs! Si l'on réfléchit que le succès de cette guerre, toute d'intérêt particulier, n'eût pu être légitimement acheté au prix du sang d'un seul de ceux qui furent sacrifiés, quelle idée ne se fera-t-on pas de la responsabilité dont elle charge la mémoire des princes qui l'entreprirent!

Mais cette responsabilité morale des souverains ne se borne pas, dans ces sortes de circonstances, au carnage des champs de bataille, elle s'étend

aux effets presque aussi meurtriers de la dévastation, des privations, de la misère, du dénûment; aux mutilations, à l'invalidité de ceux qui échappent; au chagrin, au deuil des familles; à des multitudes d'infortunes, plus pesantes à supporter que la mort n'est cruelle à souffrir.

Je voudrais bien que, dans toutes les guerres, on comparât le résultat du plus grand succès espérable avec celui de la plus petite perte possible; la disproportion glacerait d'effroi tout autre que ceux qui croient avoir droit à exposer, pour leur intérêt propre, la vie et le bien-être de leurs semblables.

Au milieu de la conflagration générale du nord, le Danemark et la Norvège furent les seuls pays qui s'enrichirent sans rien perdre, grâce à la sagesse de leur roi commun, Frédéric V, et à l'habileté de son principal ministre. Dans la concorde qui avait succédé, les liens formés ou continués étaient plus ou moins serrés. En commençant par les États les plus éloignés du théâtre de mon récit, mais dont la politique pouvait n'être pas sans influence sur la Russie, la France, affaiblie et impuissante, moins encore par l'effet des pertes immenses qu'elle venait de faire que par la continuation de son favoritisme, la France, alliée récente de l'Autriche, et plus récemment encore en paix avec l'Angleterre, nourrissait envers l'une et l'autre les sentimens d'une rivale réconciliée; les Anglais, tout en étendant leur influence sur les colonies espagnoles, l'ap-

pesantissaient sur le Portugal et sur la Hollande, mais sur la dernière à un moindre degré; l'Autriche, sous le gouvernail du hautain et astucieux Kaunitz, semblait avoir transporté à l'autre extrémité de ses frontières la haine active qu'elle avait nourrie long-temps contre les Français; cette puissance et la Prusse s'observaient mutuellement, et reposaient comme deux athlètes que des efforts excessifs ont fatigués, mais non pas abattus; la Pologne, foyer des intrigues de la France, de la Prusse et surtout de la Russie, se trouvait, dans son état de division intérieure, ouverte à toutes les influences, et la Saxe payait chèrement le triste honneur d'avoir porté son souverain au trône chancelant de cet anarchique pays; enfin, le Danemark et la Suède, qui, depuis long-temps, subissaient l'ascendant de la cour de Saint-Pétersbourg, attendaient du caractère de la nouvelle impératrice leur affranchissement ou la confirmation de leur dépendance.

Quant à la Turquie, elle était bien déchue de son ancienne puissance; sa décadence tenait à plusieurs causes, très-bien développées par un historien renommé. Une nation essentiellement conquérante s'affaiblit, ou plutôt s'affaisse dès qu'elle se repose. C'est ce qui était arrivé aux Turks. « Du moment qu'ils eurent forcément reconnu des limites à leur empire, tout dégénéra dans cet État, uniquement fondé par la guerre; qui ne possédait aucun des arts de la paix, où les arts militaires eux-

mêmes n'élevaient aucune autre école que la guerre. L'habitude des conquêtes et cette suite de grandes et importantes affaires dans lesquelles ils s'étaient vus si long-temps engagés avaient auparavant suppléé parmi eux à toute autre instruction; mais enfin les sultans n'avaient plus eu cette école de succès et de revers, ces leçons de la fortune, les seules qu'un sultan pût recevoir; et désormais, abandonnés aux adorations d'une cour qui les servait dans le silence de la terreur, la suprême puissance avait tout dégradé en eux. Le goût de la commodité, de l'aisance et du plaisir, qui, dans les premiers temps de cette révolution, avait partout prévalu sur l'antique frugalité, dégénéra bientôt en amour de l'indolence; et, dans cet assoupissement général, le crédit des gens de loi (à la fois jurisconsultes et prêtres) n'avait cessé de s'accroître. Le droit civil et le droit politique chez les musulmans sont une même science, parce que l'Alcoran, leur bible, contient aussi leur code. Chez eux comme chez les Juifs, les lois sacrées, politiques et civiles, ont formé une triple chaîne, qui ne laisse, dans aucun genre, aucune liberté aux esprits. De là cette longue persévérance dans tous leurs usages, cette horreur superstitieuse des connaissances qui manquaient aux siècles précédens, cette obstination à repousser tous les progrès que les modernes ont faits dans tous les arts. Or, toute nation sans lumières, lorsqu'elle cesse d'être ou sauvage, ou

Causes de la dégénérescence des Ottomans.

fanatique, ou féroce, est une nation avilie, et qui, à moins d'un miracle de la fortune, ne tardera pas à être subjuguée » (1).

Cette description un peu étendue de l'état de dégénérescence des Turks, vers 1762, paraîtra d'autant moins déplacée ici qu'il n'a tenu, tout récemment, qu'à des combinaisons fragiles et peut-être éphémères de la politique que l'espèce de prédiction qui la termine ne s'accomplît.

Les Turks étaient donc devenus pour la Russie des voisins peu redoutables. Les Perses, avec lesquels on les voyait presque perpétuellement en discorde, tout aussi ignorans et peut-être moins braves, n'étaient guère plus inquiétans. Malgré quelques mésintelligences entre le cabinet de Saint-Pétersbourg et la Chine, l'éloignement de ce pays, son isolement systématique, son insociabilité comme puissance, dispensaient presque de s'en occuper. Catherine n'en crut pas moins devoir faire notifier son avènement à l'empereur Thien-Long, et lui proposer un traité d'alliance qui réglât les relations politiques et commerciales des deux empires. Ce prince, très-peu galant, répondit qu'il ne voulait avec elle ni alliance ni commerce, ni aucune communication; mais, l'impératrice ayant insisté sur l'article du commerce, il lui laissa entamer des négociations qui aboutirent enfin à une convention exclusivement bornée à cet objet.

(1) Rulhières, Histoire de l'Anarchie de Pologne.

Telle était la situation respective de tous les États qui, de près ou de loin, pouvaient avoir des rapports politiques avec la Russie. Voyons la conduite que tint Catherine, dès le début, avec chacun d'eux.

La guerre de Holstein, entreprise par Pierre III, guerre toute personnelle, était, avec raison, impopulaire en Russie ; elle était encore on ne peut plus inopportune : les finances étaient dans l'état le plus déplorable ; la nation, accablée de ses charges, se montrait peu disposée à en supporter de nouvelles. Catherine suspendit sagement tous les préparatifs hostiles de son époux, à l'oncle duquel, elle avait, comme je l'ai rapporté, abandonné le gouvernement de la partie de ce pays qui n'avait point été conquise. Ce prince lui fut, dit-on, toujours fidèle et dévoué : tant l'intérêt personnel peut l'emporter sur les ressentimens les plus légitimes !

Le Danemark, qui avait des prétentions à la régence et même, secrètement, à la souveraineté de tout le Holstein, vit avec peine le prince George devenir gouverneur d'une partie de ce duché, et refusa même d'abord de le reconnaître. Mais Catherine parla avec cette hauteur de ton que donne la supériorité bien reconnue de la force, et un envoyé extraordinaire, parti à la hâte de Copenhague, vint lui apporter à Saint-Pétersbourg les humbles excuses de son maître. Catherine s'adoucit alors, et laissa même entrevoir, comme prix de

la déférence qu'on lui porterait, la cession future du Holstein au Danemark.

Elle n'était pas femme non plus à renoncer à l'espèce de protectorat que le cabinet de Saint-Pétersbourg était comme en possession d'exercer sur la Suède; elle envoya dans cette cour un ambassadeur capable d'y établir son influence.

Relations avec le roi de Prusse.

Un des principaux griefs que Catherine avait fait valoir contre son époux, parce qu'il intéressait l'amour-propre national des Russes, c'était son attachement pour le roi de Prusse. Engagée dans cette voie, elle n'avait pu se dispenser de rappeler les vingt mille auxiliaires moscovites qui servaient dans les armées de ce monarque; ni, par suite, après avoir fait saisir, par ses commissaires, les revenus de la Prusse royale, de se mettre, de ce côté, sur la défensive. Mais Frédéric, qui depuis long-temps pressentait la révolution qui se tramait en Russie, et l'issue qu'elle devait avoir, avait pris ses mesures pour s'assurer, sinon l'alliance de cette puissance, au moins sa neutralité. Frédéric, à l'aide de l'enthousiasme que ses exploits avaient inspiré tout à la fois au tsar, au khan de Crimée et au sultan Mustapha : d'une main, attirant sous ses étendards les cohortes moscovites; de l'autre, mettant en mouvement les hordes du Croissant, et les pulks innombrables de la petite Tartarie, s'était vu sur le point d'envelopper et d'écraser l'Autriche; mais ce prince, plus politique encore que guerrier, ou

plutôt qui ne fut guerrier que par politique, n'était point disposé à quitter, pour des avantages médiocres et incertains, le lit de lauriers que lui avaient fait ses victoires. Comme il avait vu échouer presque toujours les combinaisons de la politique, et les évènemens les moins attendus naître du choc des plus petits intérêts, il ne songeait qu'à se maintenir dans un état de forces imposant; également en garde contre la défection de la fortune, ou prêt à profiter de ses avances, s'il arrivait qu'elle lui en fît.

Ayant, du premier moment, jugé Catherine; lui trouvant, au milieu de beaucoup de qualités réelles, un grand fonds de vanité, ou, si l'on veut, d'amour de la renommée, il se régla, dans ses rapports avec elle, sur la connaissance de cette faiblesse; il lui fit accepter l'Ordre de l'Aigle-Noir, devint le plus assidu de tous ses flatteurs, et réussit d'autant mieux à la séduire que sa propre gloire donnait plus de prix à ses éloges. Il se garda bien de recueillir l'étincelle de guerre qu'elle avait, contre son gré, et par le besoin d'y trouver un moyen de popularité, jetée dans leurs relations. Marie-Thérèse, en qui l'espoir de voir les Russes passer des drapeaux prussiens sous les siens avait réveillé des prétentions abandonnées avec peine, fut forcée de se résigner de nouveau. La reine de Hongrie n'aimait ni n'estimait Catherine, et ne l'appelait jamais que *cette femme* : mais, comme on voit, ses

sentimens personnels n'influaient en rien sur sa politique. Catherine vit avec la plus grande joie se raffermir la pacification générale ; et elle dut à l'affectation qu'elle avait mise, dès le début, à improuver tous les desseins du feu tsar l'avantage de faire envisager comme un effet de sa modération des dispositions conciliantes conseillées par la prudence et imposées par la nécessité.

Haine réciproque de Catherine et de Louis XV.

Catherine n'était guère plus en vénération à la cour de France qu'à celle d'Autriche : Louis XV, quoique son ministre à Saint-Pétersbourg eût contribué, par ses intrigues, au détrônement de Pierre III, avait pour elle une aversion qu'il ne cherchait pas à dissimuler; on la trouve peinte avec les traits les plus tranchans dans la correspondance du duc de Choiseul. « Nous connaissons, écrivait ce ministre, l'animosité peu réfléchie de la cour de Russie contre la France. Le roi méprise si profondément et la princesse qui règne dans ce pays, et ses sentimens et sa conduite, que notre intention n'est point de faire un pas pour la faire changer. Le roi pense que la haine de Catherine II est beaucoup plus honorable que son amitié. »

Peut-être cette aversion de Louis XV pour Catherine ne fut-elle pas étrangère au refus que fit le gouvernement français de lui reconnaître le titre d'impératrice, à moins du renouvellement de reversales en usage à chaque avènement, pour constater que ce titre ne changeait rien au cérémonial

usité entre les deux cours. Il faut savoir, pour l'intelligence de ceci, que, tant que les souverains de Russie n'étaient que grands-ducs ou tsars, l'étiquette avait toujours été réglée à l'avantage de la cour de France; et c'est de ce futile avantage que celle-ci prétendait à tout prix s'assurer la continuation. L'ambassadeur de France à la cour d'Angleterre, M. le duc de Châtelet, pour nécessiter une explication, marcha sur les pieds du comte Tchernischeff, représentant du cabinet de Saint-Pétersbourg : heureusement le comte, et ensuite sa souveraine, laissèrent tomber cette provocation ; Catherine se contenta de ne plus donner à son envoyé près la cour de Londres que le titre de ministre plénipotentiaire; du reste, tout finit par s'arranger à l'amiable. Cette querelle, à laquelle on donnait alors une importance ridicule, n'exciterait plus aujourd'hui que le rire du mépris, si l'on ne songeait qu'elle eût pu conduire à verser des flots de sang. Des flots de sang humain répandus pour décider lequel aurait l'avantage du pas, du duc de Châtelet ou du comte Tchernischeff! En vérité, la question intéressait bien le bonheur des peuples!

Prévention en faveur de l'Angleterre.

Autant l'impératrice était mal disposée envers la France, autant elle était favorablement prévenue pour l'Angleterre. « La raideur et même la brusquerie de cette nation s'étaient établies chez elle sous l'aspect de la noblesse des sentimens et de la force. Les succès qu'elle sortait d'ailleurs d'obtenir dans

la guerre de sept ans avaient achevé de la lui peindre en grand, et elle disait volontiers et souvent « qu'il n'y avait plus en Europe que deux nations, la Russie et la Grande-Bretagne » (1).

Cependant, tout changeait à l'intérieur, tout semblait marcher vers l'amélioration. Une extrême vigilance pour ramener l'ordre dans toutes les parties de l'administration; une sévère économie rétablie dans tous les départemens; la marine augmentée, le commerce favorisé; des hôpitaux, des colléges, des institutions de tout genre, s'élevant simultanément; une réforme législative hautement annoncée; des colons étrangers attirés de toutes les parties de l'Asie et de l'Europe, pour réparer la dépopulation de l'empire, et en défricher les déserts : tels étaient les titres que Catherine, impatiente de renommée, étalait à l'admiration de l'Europe, et faisait proclamer partout où pouvait pénétrer la séduction de son rang, de son esprit et de ses dons. Elle achetait ou gagnait, par ce triple attrait, de nombreux et zélés prôneurs au foyer de la civilisation européenne. Elle se transportait, pour ainsi dire, avec tout ce qu'elle avait fait de bien, et possédait d'éclatant, au-delà de l'atmosphère de son crime; elle y traçait l'auréole de sa gloire, persuadée que les rayons en reviendraient, par réflexion, briller sur son trône, et

(1) Mémoires manuscrits de M. D. B.

éclairer les épaisses ténèbres qui l'environnaient. Elle faisait tout dans cette vue : ce fut à sa passion d'être louée qu'on dut principalement le dessein d'une foule de lois, d'institutions, de travaux utiles, d'améliorations de tout genre, dont elle présenta l'espoir à ses peuples. Malheureusement, projetant beaucoup, elle exécuta peu, acheva moins encore, et l'avenir sembla prouver qu'excepté dans ce qui intéressait son amour-propre, satisfaite de l'honneur de l'entreprise, elle dédaignait celui du succès, ou manquait de la persistance d'esprit nécessaire pour le mériter.

Activité de l'impératrice.

Son temps était si régulièrement distribué qu'elle en trouvait assez pour pouvoir travailler avec ses ministres, donner à certains jours audience à ses sujets, établir de nouvelles lois, écrire de sa main, ou au moins dicter, les instructions et les ordres qu'elle envoyait à ses ambassadeurs ou à ses généraux, entretenir une correspondance suivie avec des hommes célèbres dans les sciences et dans les lettres, faire de nombreuses et fréquentes réceptions, présider aux fêtes de sa cour, et enfin, ce qui n'était pas le plus digne d'approbation, nourrir de continuelles liaisons de galanterie. Sans doute cette activité laborieuse aurait été louable si elle eût produit tous les fruits que, sous certains rapports, elle semblait promettre.

Cependant cette affabilité affectée, ces manières gracieuses, ces réponses habilement calculées, ces

phrases à effet, ces bienfaits d'apparat, toutes les espèces de séduction, en un mot, que les souverains, désireux de gagner l'affection de leurs peuples emploient avec tant de succès dans les États où la presse sert de conduit à la renommée, étaient prodigués presque sans fruit dans un pays où le pouvoir n'a, pour faire circuler ce qu'il veut répandre, d'autre canal que la voix lente, craintive et mal accréditée de ses esclaves. Leur effet, tout local, expirait dans l'enceinte du palais, ou, tout au plus, aux murs de la capitale ; les éloges même les plus justes eussent été sans écho, dans ce vaste, mais muet empire du despotisme.

Aussi l'impératrice crut-elle devoir aller en personne reproduire à Moscou ses parades politiques de Saint-Pétersbourg. Moscou en Russie, la ville du peuple, comme Saint-Pétersbourg l'est de la cour, n'avait pas appris le changement de règne avec la même satisfaction que celle-ci. A la proclamation qui en avait été faite par le gouverneur, le peuple et cinq régimens qui s'y trouvaient n'avaient répondu, le premier que par le silence, ceux-ci que par des murmures. Les soldats avaient de plus que le peuple un sujet particulier de mécontentement; ils s'indignaient que les gardes s'arrogeassent le droit de disposer seuls de la succession au trône; et, peut-être, l'attentat de ces arrogans prétoriens intéressait moins leur équité qu'il ne piquait la susceptibilité de leur

Mécontentement à Moscou.

amour-propre tant il entre dans le caractère humain de ne jamais sentir que par égoïsme!

Ce qui vient à l'appui de cette opinion, c'est que leur exaspération, si fortement prononcée à la seule nouvelle de la déposition de Pierre III, ne se ranima point à celle de sa mort, à laquelle cette exaspération avait contribué peut-être; la raison en fut que, dans l'intervalle, de l'eau-de-vie et de l'argent avaient été distribués par le gouverneur.

Départ e Catherine pour ·ette ville.

Catherine, après avoir donné aux gardes de nouvelles marques de sa faveur, et confié à Alexis Orlof la surveillance de Saint-Pétersbourg, partit, avec le favori, pour l'ancienne capitale de la Moscovie. Elle était encore accompagnée du jeune grand-duc, Paul Pétrowitz, d'une cour nombreuse et de tous ceux dont elle aurait pu redouter les entreprises pendant son absence.

Ayant fait précéder son arrivée par d'abondantes largesses, elle comptait avoir acheté des acclamations; mais le silence seul l'accueillit. Au milieu de cette ville si populeuse, son cortége avançait presque solitaire : le peuple, qui fuyait son approche (car dans les pays despotiquement gouvernés, il n'est pas sûr de ne point montrer de joie à l'aspect du maître), se précipitait au contraire au-devant du grand duc, et l'on pouvait remarquer que cet empressement avait principalement sa source dans l'intérêt qu'inspirait la mémoire du père. C'est, entourée de ces témoignages non équivoques de l'a-

version générale, que l'impératrice se rendit en grande pompe à la chapelle des tsars, et s'y fit sacrer. Elle s'y fait sacrer.

Elle prodigua les distributions, les promotions, les honneurs : elle proclama colonels, chacun d'un régiment des gardes quatre des Orlof, les seuls qui fussent en âge d'obtenir un commandement (le cinquième, encore trop jeune, ayant été mis sous la direction d'un maître habile). Pour complaire ensuite à l'esprit national de l'armée, froissé par l'étrange manie de Pierre III, elle publia une proclamation à la louange des troupes qui avaient combattu contre la Prusse; elle gratifia d'une demi-année de paie tous les officiers inférieurs et tous les soldats qui s'étaient trouvés aux batailles de Jagersdorff, de Crossen et de Kunersdorff.

L'archevêque et le clergé furent, comme l'armée, l'objet particulier de ses prévenances et de ses flatteries : elle attaqua ces deux classes avec plus de succès que le peuple, parce que toute classe forme une minorité, et qu'il est plus facile au pouvoir d'intéresser les minorités que la masse.

Quant au peuple, il était resté indifférent à toutes ses avances : ses momeries religieuses même ne l'avaient pas touché, et il s'obstinait, malgré sa dévotion affectée, à la flétrir du titre de *paganissa* (païenne). Elle ne devait pas tarder à justifier à ses yeux ce titre.

Elle fut à peine revenue de Moscou que, pa-

raissant céder aux instances des moines, qui réclamaient, d'après ses promesses, la restitution de leurs biens, elle s'occupa de faire reviser l'oukase relatif à cet objet; elle en confia l'examen à un synode, composé d'ecclésiastiques qui lui étaient, pour la plupart, secrètement vendus. La confiscation fut maintenue, mais on donna aux religieux dépossédés des pensions équivalentes au revenu qu'ils perdaient; ce qui ne les empêcha point d'être mécontens. Dès lors leur affection pour l'impératrice se changea en haine, et la faveur dont ils avaient secondé son usurpation fit place à de sourdes manœuvres pour la renverser du trône. Leur mécontentement se communiqua aux membres du clergé séculier, et, des uns et des autres, descendit dans le peuple, de lui-même assez disposé déjà à l'adopter.

[C]onfiscation [d]es biens [e]cclésiastiques.

En effet, à Saint-Pétersbourg même, malgré l'influence de la cour, le peuple était consterné de ce qu'il avait fait, ou plutôt laissé faire. Les matelots témoignaient hautement le plus grand mépris pour ceux d'entre eux qui avaient secondé la conspiration. Ceux-ci, comme s'ils fussent sortis d'une ivresse profonde, ne songeaient au passé qu'avec horreur, et reprochaient aux gardes de les avoir séduits. Les gardes eux-mêmes, entraînés pour la plupart par l'exemple, et ayant suivi machinalement le mouvement, cherchaient parmi eux de plus coupables sur qui ils pussent rejeter leur crime; de là des

[R]epentir [de]s régimens [de]s gardes.

reproches mutuels d'avoir vendu leur maître pour de l'eau-de-vie ; de là des querelles sanglantes, la honte sur tous les visages, le repentir dans tous les cœurs, le nom du tsar dans toutes les bouches : la haine se taisait devant sa mémoire ; ses bizarreries et ses torts étaient oubliés, ses moindres qualités devenaient des vertus, l'affection pour son fils était exaltée ; on allait jusqu'à nommer Ivan, au sort duquel on savait qu'il s'était intéressé dans ses derniers jours ; mille bruits menaçans, émis surtout par les popes, circulaient sourdement, et parvenaient, grossis par l'exagération, aux oreilles de l'impératrice.

On ne s'en tint pas même aux paroles : les prêtres découvrirent ou fabriquèrent un manifeste de Pierre III, par lequel il désignait Ivan pour son successeur. Cette pièce, répandue avec profusion, servit comme de signal à une conjuration, peut-être à de simples manifestations de mécontentement, dont le résultat fut l'incarcération ou l'exil d'un grand nombre de gardes ; car les gardes, qui avaient été les plus prompts à seconder l'usurpation, étaient de même les premiers et les plus ardens à se repentir. Les uns subirent la peine du knout (1), les autres furent envoyés en Sibérie. On

Manœuvres séditieuses du clergé.

Première conjuration contre Catherine.

(1) Ceux à qui on inflige la peine du knout sont dépouillés jusqu'à la ceinture, et couchés à plat ventre sur une poutre ou espèce de chevalet appelé *kaboucla* (jument) ; on leur

défendit aux soldats de s'assembler désormais sans les ordres de leurs officiers, et la sécurité fut pour quelque temps garantie par la terreur.

Plus Catherine avait de peine à s'établir favorablement dans l'esprit du peuple, plus elle se jugeait obligée à caresser ses complices : ses prodigalités pour eux n'avaient pas de bornes ; son indulgence égalait ses largesses ; elle croyait ne pouvoir conserver que par eux le pouvoir que leur concours lui avait donné ; elle faisait, par ambition et par crainte, violence aux sentimens d'éloignement qu'elle avait pour ces hommes la plupart d'une grossièreté dégoûtante. « Je ne mène point une vie agréable, disait-elle un » jour ; je sais que les gens qui m'entourent man» quent d'éducation ; mais je leur dois ce que je

---

attache les pieds et les mains ; on leur fixe aussi le cou à la poutre par un carcan. Dans cet état, ils reçoivent, de la main du bourreau, ou de l'exécuteur particulier des seigneurs, des coups d'un fouet terminé par une lanière de cuir qu'on a fait tremper dans du lait, puis sécher au soleil pour la rendre plus tranchante. Quelquefois quatre coups suffisent pour tuer un homme : cela dépend de l'exécuteur, qui sait, quand il le veut, ouvrir les flancs du patient ; mais plus ordinairement celui-ci reçoit jusqu'à cinquante coups sans en mourir. Le supplice des battogues ne diffère guère de celui du knout que par l'instrument qu'on y emploie, les baguettes ou le bâton au lieu du fouet : il est beaucoup moins douloureux, et a rarement des suites aussi funestes : du reste, la manière de l'infliger est à peu près la même.

» suis. Ils sont pleins de courage et de probité, et je
» sais bien qu'ils ne me trahiront pas. »

Cependant ses terreurs n'allaient pas jusqu'à lui faire ménager ceux qui lui donnaient des sujets de plainte personnels, ou, ce qui était pis peut-être, ceux qui déplaisaient à Orlof. C'est ainsi qu'elle sacrifia à la jalousie de son favori Schouvalof et Villebois, et à son propre ressentiment la princesse Daschkow ; Schouvalof, le plus vil des courtisans, qui avait cru pouvoir reprendre auprès de Catherine le rôle qu'il remplissait près d'Élisabeth, reçut l'ordre de quitter la cour. L'impératrice lui envoya, comme pour payer ses services, un nègre, autrefois bouffon de Pierre III ; jouant ainsi avec le souvenir de son crime et de son malheureux époux. Villebois, grand-maître de l'artillerie, homme de mérite, mais qui, par un sentiment de tendresse pour l'usurpatrice, avait eu la faiblesse d'accéder à la conjuration, fut également disgracié, et ses emplois passèrent aux mains de son rival, de Grégoire Orlof ; enfin la princesse Daschkow, irritée de ce que son amie (c'était le nom qu'elle donnait à Catherine, et qu'elle en recevait depuis bien long-temps) lui avait refusé, pour prix de ses services, le titre de colonel des gardes Préobragenski, s'était fait haïr et craindre par ses murmures. Elle fut reléguée à Moscou. On peut dire que cette femme avait à elle seule accompli plus de la moitié de la révolution, et cependant Catherine,

dans la crainte sans doute qu'elle n'en recueillît toute la gloire, faisait répandre, à l'Étranger, par ses ministres, « qu'elle n'y avait que très-médio» crement concouru. » C'était, dit à ce sujet monsieur de Breteuil, pousser bien loin la jalousie et la hardiesse de l'ingratitude. L'archevêque de Novgorod eut aussi sa part de désappointement; de sa coopération au succès de la conspiration et à la sécularisation des moines, il n'avait recueilli que le mépris du peuple et la haine du clergé. Catherine, ne voyant en lui qu'un instrument discrédité, dont il ne lui restait plus rien à espérer ni à craindre, ne se mit point en peine de tenir les promesses magnifiques qu'elle lui avait faites pour le gagner.

Son extrême condescendance envers les auteurs de son élévation ne s'étendait pas non plus jusqu'aux conjurés subalternes. Peut-être même se hâta-t-elle trop d'écarter ceux-ci de sa cour, et de les rendre, pour ainsi dire, de gré ou de force, à leur vie soldatesque et désordonnée.

Ces faits et quelques autres faisaient dire au conseiller-d'État Broktorff, qui souvent l'avait préservée des effets du ressentiment du feu tsar, dont il était secrétaire intime : « L'impératrice croit qu'on est » trop heureux de la servir et assez payé par l'hon» neur qu'elle suppose qu'on doit s'en faire; et quand » elle a tiré de quelqu'un le parti qu'elle désire, elle » en fait comme d'un citron dont on a exprimé le » jus. » Ainsi en agissent presque tous les hommes.

Nouvelle conjuration contre Catherine.

Cependant les conspirations militaires continuaient leur cours inquiétant, et l'exil de la princesse Daschkow, la santé chancelante du grand-duc, dont on s'obstinait à faire le crime de sa mère; la touchante situation du jeune Ivan, dont l'idée se rattachait au souvenir des derniers jours de Pierre III, tous ces élémens divers de mécontentement étaient soigneusement attisés par le ressentiment des prêtres. Une émeute générale des soldats éclata enfin, dura tout un jour, et ne fut qu'avec peine apaisée par l'activité et l'ascendant des Orlof et de leurs amis. Beaucoup de mutins se firent payer leur soumission. Au fort du danger, Razoumovski, Bétuscheff, Panin, Glebof, se présentent effrayés chez l'impératrice. « Pourquoi vous alarmer, leur » dit-elle, d'un ton d'intrépidité vrai ou affecté ? » Pensez-vous que je n'ose pas envisager le péril?... » Quelques factieux insolens, quelques soldats mu» tinés veulent m'ôter une couronne que je n'ai ac» ceptée *qu'à regret*, et pour soustraire la nation » russe aux malheurs qui la menaçaient.... La Pro» vidence, qui m'a appelée à régner, me conser» vera pour la gloire et le bonheur de l'empire, et » sa main toute-puissante confondra mes ennemis. » Voilà ce que Catherine osait dire à des complices! Il semble que le prestige attaché au despotisme soit tel que ceux qu'il éblouit s'imaginent pouvoir imposer jusqu'à la croyance, et commander même au souvenir. On mit en jugement vingt-qua-

tre officiers des gardes : quatre furent condamnés à être écartelés. Catherine, usant de clémence, commua cette peine atroce en un exil au fond de la Sibérie ; mais, avant d'y envoyer les coupables, elle ordonna qu'ils fussent souffletés et dégradés de la main du bourreau; innovation digne d'être louée, si elle eut pour objet de substituer le frein de la honte à celui des châtimens corporels, seuls usités jusqu'alors, conjointement avec les compositions pécuniaires, dans ce triste et barbare pays. Je dois faire remarquer cependant qu'il y avait plus de passion que de raison à choisir pour cet essai un délit que l'opinion, seul arbitre compétent dans ces matières, exempte de l'infamie.

Projet de constitution aristocratique rédigé par Panin.

Mais les châtimens publics servaient plutôt à prouver qu'à prévenir les conspirations. La confiance que Catherine mettait en sa fortune parut plus d'une fois ébranlée. Panin profita d'un moment d'effroi pour lui présenter sa constitution sénatoriale, comme la seule digue qu'elle pût opposer aux factions. J'ai dejà dit qu'un long séjour en Suède l'avait habitué à voir dans un conseil aristocratique l'élément le plus indispensable d'un bon gouvernement. Il représenta à l'impératrice que dans un pays despotiquement gouverné la souveraineté n'avait pas de base ; que le défaut de limites du pouvoir était ce qui précisément le rendait précaire, et l'exposait à devenir la proie du premier audacieux assez fort pour l'usur-

per, puisque l'usurpation, aussi-bien que la légitimité mettait au-dessus des lois ; qu'ainsi, elle ne pouvait que gagner à créer une cour permanente et inamovible, qui, au prix d'une faible part dans son autorité, lui en garantît la conservation ; qu'une institution de cette nature, et l'engagement de la maintenir, pris en son nom et en celui de ses descendans, effaceraient aux yeux des peuples tout l'odieux des violences qui avaient accompagné son élévation.

Ces raisons avaient fait une vive impression sur l'esprit de la tsaritse, naturellement accessible à tout ce qui portait un caractère de nouveauté ou de grandeur. Elle donna ordre à Panin de rédiger son projet, et de le lui présenter. Panin fit plus qu'on ne lui demandait : il livra, outre le plan de son sénat, la liste de ceux dont il proposait de le composer, et en tête desquels il avait eu l'habileté de placer Orlof. Celui-ci parut flatté de cette attention, mais il voulut, avant de donner son adhésion, consulter Bétuscheff, que la passion de jouer un rôle avait rabaissé à celui de courtisan subalterne. L'ex-chancelier n'eut pas de peine à prévenir contre le projet de Panin un homme qui, comme tous ceux qui font de l'état militaire ce qu'on nomme une carrière, n'était déjà que trop disposé à croire qu'il ne pouvait exister d'autres droits que celui du sabre. Bétuscheff avait dissuadé Orlof; Orlof dissuada l'impératrice. Panin, piqué

Catherine le rejette.

d'avoir échoué, s'écria : « Si l'impératrice se détermine à diriger seule les affaires, vous verrez comme » nous régnerons mal. » L'avenir ne devait pas justifier ces paroles, du moins dans le sens que le ministre les entendait. Sans doute, on ne dut pas regretter l'inexécution du plan de Panin ; qu'importe, en effet, au peuple que le pouvoir soit divisé, s'il ne doit pas moins rester un privilége, si la division n'en doit point descendre jusqu'à lui ? Je dirai plus : les grands en Russie sont riches de la misère des serfs, puissans de leur abjection ; leur participation à la suprême autorité eût peut-être indéfiniment éloigné l'affranchissement de ces malheureux et même les adoucissemens apportés de temps à autre à la rigueur de leur sort.

Cependant le sentiment qu'Orlof avait de son importance, ou plutôt que l'impératrice elle-même lui en donnait, avait exalté au plus haut point sa morgue et ses prétentions. Catherine, luttant contre la conviction de toute sa cour, avait long-temps nié l'intimité de ses relations avec lui; elle tournait même en ridicule ses manières communes et soldatesques, et, en même temps qu'elle refusait à Poniatowski la permission de se rendre à sa cour, elle affectait de nourrir pour cet ancien amant le sentiment d'une constance toute romanesque ; soit qu'en effet elle conservât pour ce jeune Polonais un amour combattu par les intérêts de sa politique, soit qu'elle espérât de pouvoir, sous ce voile, cacher

sa passion pour Orlof, dont peut-être elle rougissait intérieurement, et que d'ailleurs elle pressentait bien devoir être improuvée des grands. Mais l'orgueil brutal du nouveau favori se prêtait mal à une telle dissimulation : à toute heure il entrait chez sa maîtresse, et la traitait avec la plus indiscrète familiarité. Un soir qu'il soupait à sa table avec l'attaman Razoumovski et quelques autres officiers, il osa, dans l'abandon de l'ivresse (car son élévation n'avait pas éteint en lui le goût immodéré des liqueurs fortes), se vanter d'avoir fait seul la révolution, et il ajouta, au scandale affecté des courtisans, mais sans que l'impératrice parût s'en fâcher, « qu'il ne lui faudrait pas plus d'un mois pour détruire son ouvrage. » Se voyant si près du trône, il crut pouvoir aspirer à s'y placer.

Arrogance d'Orlof; il prétend à la main de l'impératrice.

Bétuscheff, à qui son grand âge n'ôtait ni le goût, ni l'activité de l'intrigue, avait encouragé, peut-être provoqué l'ambition du favori; il sonda les dispositions de l'impératrice, qu'il trouva telles qu'il les pouvait désirer. Cette princesse ne souhaitait rien tant que de donner à son autorité mal affermie un appui contre l'hydre sans cesse renaissante des conspirations; la sécurité qu'elle aurait cru trop chèrement acheter au prix de la combinaison constitutionnelle de Panin, elle espérait de la trouver dans son hymen avec Orlof, dont elle s'éxagérait les talens et la popularité.

Elle vit un grand avantage politique à faire de

la force qu'elle lui supposait et de son habileté à elle-même un faisceau que leurs communs ennemis ne pussent briser. Enfin, elle allait pour la seconde fois devenir mère, et cette circonstance justifiait sans doute à ses yeux sa résolution ; mais elle hésitait à la manifester, incertaine de l'accueil que lui feraient même ceux qui lui étaient le plus attachés. Bétuscheff se chargea d'éprouver l'opinion à ce sujet. Si elle était favorable, ou seulement pas trop contraire, on procurait à Orlof le diplôme de prince de l'empire germanique; on lui donnait le titre de duc d'Ingrie et de Carélie, et le mariage se consommait.

Intrigue de Bétuscheff.

L'ex-chancelier fut autorisé à présenter à la signature des grands une de ces pétitions où l'on se fait prier avec instance d'accepter ce que l'on souhaite le plus ardemment. On faisait dans cette pièce un pompeux éloge des qualités et des actes de l'impératrice ; on y déplorait la faiblesse de la constitution du jeune grand-duc; on y indiquait la nécessité d'assurer, au cas qu'il mourût, un héritier au trône (soin dont on peut bien se reposer sur l'ambition) ; on finissait par y conjurer Catherine de donner à ses sujets une nouvelle preuve de son amour, en un mot de prendre un époux et de faire ainsi à l'intérêt général *le sacrifice de sa propre liberté*. Rien, au reste, dans cette pièce, ne restreignait le choix de l'impératrice. Bétuscheff crut devoir proposer le prince Ivan, bien sûr que ceux

auxquels il avait dessein de présenter d'abord la requête le rejetteraient, et, en effet, douze évêques qu'on avait gagnés, et qui les premiers consentirent à donner leur signature, ne le firent qu'en stipulant l'exclusion de cet infortuné, sur le prétexte que, s'imaginant ne devoir la couronne qu'à ses propres droits, il tournerait contre sa bienfaitrice les effets mêmes du bienfait. Le nom du prince Ivan ayant donc été écarté par les premiers signataires, comme on s'y était attendu, on fit sourdement circuler celui d'Orlof.

Beaucoup d'officiers-généraux suivirent l'exemple donné par ces évêques, et sans l'opposition de l'attaman Kyrille Razoumovski et du chancelier Voronzoff, suscitée par Panin, le petits-fils d'un strélitz, échappé à la hache, devenait empereur de toutes les Russies (1). Voronzoff, successeur et ennemi personnel de Bétuscheff, jaloux du crédit que cet ancien ministre allait acquérir, s'il réussissait dans sa tentative, lui demanda, lorsqu'il vint présenter la pétition à sa signature, de quelle autorité il agissait? Bétuscheff, déconcerté, n'ayant trop su que répondre à cette question, Voronzoff

(1) Le grand-père d'Orlof fut l'un des strélitz rebelles dont Pierre Ier voulut être lui-même l'exécuteur. Il nettoyait la poutre fatale des têtes qu'avait déjà coupées le tzar : « Que fais-tu là ? » lui cria celui-ci. « Je prépare ma place, » dit le strélitz. Cette réponse le sauva.

reprit « qu'une telle démarche, dès qu'elle n'était point ordonnée, était un crime de lèze-majesté. » Il se rendit sur-le-champ chez l'impératrice, lui représenta avec force dans quels dangers pouvait l'entraîner l'union qu'on prétendait lui faire contracter, et, se jetant à ses pieds, la conjura, avec le ton de l'intérêt le plus vif, de ne point commettre une telle faute. Catherine lui témoigna beaucoup de surprise; elle le remercia de la résolution que son dévoûment lui avait inspirée, et l'assura que « l'idée du mariage qu'il redoutait ne s'était » jamais présentée à son esprit; que c'était certai» nement à son insu qu'on avait conduit une in» trigue aussi odieuse, et que, puisque Bétuscheff » en était l'auteur, elle l'en punirait. » Elle ne l'en punit cependant pas; mais il ne fut plus question de mariage, et Panin eut la satisfaction, bien douce pour un courtisan, d'avoir fait échouer le projet de Bétuscheff, comme Bétuscheff avait fait échouer le sien.

Elle échoue.

Il y eut des personnes qui pensèrent qu'effectivement Bétuscheff n'avait agi que de l'aveu d'Orlof, et nullement de celui de l'impératrice; que cette princesse fut toujours trop ambitieuse pour avoir pu songer à partager son pouvoir.

Pendant le cours de cette intrigue, le prince Ivan fut transféré du château de Schlusselbourg, dans un couvent près d'Archangel. On l'y traita avec tous les honneurs de son rang, sans doute pour donner

quelque apparence de sincérité à la mention que l'on faisait de lui dans la requête de Bétuscheff. Ce prince fut ensuite ramené dans le plus grand secret à Schlusselbourg. Cette translation, ou prouve la connivence de l'impératrice, ou bien eut lieu sans son agrément et à son insu ; ce qui donnerait une idée prodigieuse du pouvoir exercé par le favori.

Un autre fait sembla venir à l'appui de l'opinion que Catherine avait au moins autorisé Bétuscheff; ce fut la disgrâce du chancelier Voronzoff. N'éprouvant plus, depuis le jour où il avait si chaleureusement combattu avec l'attaman Razoumovski le but de la pétition, que froideur de la part de cette princesse, tandis qu'au contraire la faveur de Bétuscheff ne faisait que s'accroître, il crut devoir, pour éviter une destitution, solliciter la permission de voyager. Beaucoup d'autres qui se trouvaient à peu près dans le même cas l'avaient déjà reçue sans la demander : ceci était un genre du punition très-usité en Russie. La tentative de Bétuscheff produisit dans l'opinion un mouvement très-contraire aux intérêts de l'impératrice. Comme la faiblesse de santé du grand-duc en avait été le prétexte, Panin, pour achever de la décrier, fit montrer cet enfant au peuple ; on lui fit presqu'un jour entier parcourir, à cheval, les rues de Saint-Pétersbourg ; le lendemain, une troupe de soldats des gardes s'assembla sous ses fenêtres, et

Disgrâce du chancelier Voronzoff.

le demanda à grands cris pour le proclamer empereur. Panin se repentait d'avoir, en croyant ne travailler que contre un ennemi personnel, presque engagé une revolution. L'impératrice, partie, dès le lendemain des représentations énergiques de Voronzoff, pour un pélerinage que les souverains moscovites avaient l'habitude de faire à pied dans les commencemens de leur règne, revint précipitamment sur ses pas. Les témoignages de la haine du peuple lui apparurent à sa rentrée terribles et menaçans. Elle marcha sur les débris des arcs de triomphe que, quelques mois auparavant, l'adulation lui avait élevés. Mais bientôt tout rentra dans la règle. Les châtimens furent nombreux, et ce fut alors que Voronzoff et une foule d'autres obtinrent ou reçurent des permissions de s'absenter de la cour ou de l'empire. De plus, un édit, que le despotisme le plus illimité d'une part, et de l'autre, la soumission la plus superstitieuse peuvent seuls rendre concevable, défendit aux Russes, non-seulement toute conversation, mais encore toute pensée relative au gouvernement de l'État. La faveur de Panin ne diminua point, soit qu'il eût trouvé moyen de s'excuser aux yeux de l'impératrice, soit que la popularité dont il jouissait obligeât cette princesse à le ménager.

Plusieurs autres complots, successivement tramés, furent moins forts que sa fortune ; l'un d'eux cependant parut sur le point d'en triompher. La cour

était alors à Moscou ; l'une des sentinelles du poste qui veillait à la porte d'Orlof (car il avait une garde particulière) prit l'engagement de le livrer, pendant la nuit, à trois conjurés ; mais, quand ceux-ci se présentèrent, cette sentinelle, dont le tour avait été avancé sans doute, était déjà relevée. Les conspirateurs, désappointés, eurent néanmoins, à la faveur de l'habit militaire qu'ils portaient, le temps de s'évader. Peut-être ce complot n'avait pour objet qu'Orlof. Mais l'impératrice n'en fut pas moins effrayée : elle se hâta de quitter Moscou. Comme le silence du mécontentement avait régné à son arrivée, les acclamations de la joie éclatèrent à son départ ; il s'y mêla même des excès de fureur : son portrait, placé sur un arc de triomphe, au milieu de la grande place, en fut précipité, mis en pièce, et traîné ignominieusement dans la boue.

Nouvelle conjuration.

Castéra et les autres historiens qui parlent avec détails de cette rébellion n'expliquent pas si elle appartient au voyage que Catherine fit à Moscou, presque immédiatement après son avènement. Elle s'en éloigne, à en juger par la date, mais elle semble s'y lier par les circonstances. Elle pourrait se rapporter à ce pélerinage dont parle Rulhières; mais ce pélerinage même ne se confond-il pas avec le premier voyage ; et la proposition constitutive de Panin et la trame de Bétuscheff n'y sont-elles pas, par conséquent, postérieures? Nous n'avons aucun

moyen de résoudre cette difficulté, heureusement peu importante pour la moralité des faits.

L'impératrice s'arrangea pour arriver à Saint-Pétersbourg le jour de l'anniversaire de son avènement; elle n'épargna rien pour donner, à son entrée, cette magnificence et cet éclat qui manquent rarement de faire effet sur l'esprit du vulgaire. Mais de tels palliatifs, suffisans dans des temps de calme et sous un règne affermi, n'étaient pas proportionnés au degré d'irritation qu'entretenaient chez les uns le souvenir de son crime, et chez les autres l'accroissement journalier des prétentions et de l'arrogance du favori. Catherine ne s'était montrée jusqu'alors ni assez faible pour s'attacher ceux qui n'avaient embrassé son parti que dans l'espoir de la gouverner, ni assez forte, et surtout assez grande, pour imposer par la terreur ou par le respect aux innombrables ennemis de son élévation. Les conspirations se multiplièrent, et le soupçon atteignit jusqu'aux principaux officiers de la couronne. L'attaman Razoumovski, Panin, son frère, beaucoup d'autres personnages fort puissans, passèrent pour conjurer la ruine de leur souveraine. Catherine en trembla; elle n'osait les faire arrêter sur de simples indices; mais elle ne voulait pas les laisser conduire tranquillement à fin le projet qu'on leur supposait.

Persuadée que la princesse Daschkow n'était pas étrangère au complot, elle entreprit de lui en arracher

l'aveu : celle-ci, récemment rappelée de Moscou, où la continuation de ses intrigues la rendait plus dangereuse encore qu'à Saint-Pétersbourg, était, dans cette dernière ville, sous une sorte de haute surveillance. L'impératrice lui écrivit une longue lettre, dans laquelle, après lui avoir prodigué les flatteries et les promesses, elle la coujurait, au nom de leur ancienne amitié, de lui déclarer tout ce qu'elle savait de la conjuration présumée, s'engageant à faire grâce entière aux conjurés. La princesse, indignée, répondit brièvement qu'elle ne savait rien ; et que, sût-elle quelque chose, elle se garderait bien de rien révéler. Catherine, désespérant de convaincre ceux qu'elle soupçonnait, s'attacha à les gagner. Elle se contenta d'exiler en Sibérie quelques conspirateurs subalternes qu'on n'avait pu déterminer à compromettre leurs prétendus chefs. Cependant, en employant quelquefois la clémence, elle ne négligeait point les ressources de la terreur : elle abrogea l'édit par lequel Élisabeth défendait d'appliquer désormais la peine de mort. Ce fut du sein de ces orages que fut lancée en Grèce la première de ces étincelles que les féroces Albanais devaient, avant qu'elles eussent allumé un véritable incendie, éteindre dans le sang de ceux qui, trop confians dans la promesse de l'assistance moscovite, seraient assez imprudens pour les recueillir.

Premières manœuvres dans la Grèce.

Bientôt l'activité d'esprit de l'impératrice, com-

me si les soins d'une administration difficile et étendue, et une succession perpétuelle de complots contre son pouvoir et contre sa vie, n'avaient pu suffire à l'alimenter, s'élança hors des frontières de l'empire pour y chercher un foyer de nouveaux troubles.

Vues sur la Pologne et sur la Courlande.

Les vues de Catherine sur la Pologne et sur la Courlande s'étaient, dès son début, manifestées dans les cantonnemens qu'elle avait assignés aux troupes rappelées du territoire du royaume de Prusse, et à une partie de celles qui déjà étaient en marche pour le Holstein. Et, en effet, ces troupes furent concentrées dans les provinces limitrophes de deux États dont on voulait, de gré ou de force, influencer et maîtriser la politique, en attendant qu'on pût tenter contre eux davantage encore. A peine l'exil de Biren et la déchéance qui, aux termes de la déclaration faite par la cour de Russie, devait en être la suite, eurent-ils laissé vacant le trône de Courlande que le roi de Pologne, Auguste III, usant du droit qui lui en avait été donné par la diète, s'était, comme je l'ai dit, empressé d'en assurer la succession au prince Charles, le plus jeune de ses fils. En vain le grand-chancelier de Lithuanie, le prince Michel Czartorinski, avait fait observer « que Biren et sa famille ne pouvaient perdre leurs droits sans un jugement; que la déclaration d'une cour étrangère n'équivalait pas à une procédure juridique; que la Russie, en annonçant comme éternelle la

proscription de ce duc et de sa postérité, se fondait sur des raisons d'État, sorte de jurisprudence toujours variable, dans les pays même où l'autorité n'a besoin que de ce mot pour motiver ses rigueurs; que les années, les évènemens, les changemens de règne, amèneraient en Russie d'autres raisons d'État; que cette cour demeurerait toujours maîtresse de faire revivre à son gré les droits d'une famille qui continuerait d'habiter en Russie; enfin, qu'on ne saurait trop admirer l'imprudence des ministres qui s'engageaient avec légèreté dans une affaire si dangereuse. »

Le roi n'en donna pas moins à son fils l'investiture du duché, comme il l'avait donnée à Biren lui-même. Cependant les évènemens ne tardèrent pas à justifier les prévisions du grand-chancelier. Des deux souverains qui succédèrent à Élisabeth l'un, Pierre III, rappela Biren de l'exil, mais sans lui rendre son duché, qu'il destinait à son oncle, le prince George; l'autre, Catherine, entreprit cette restitution.

L'impératrice était entraînée par deux motifs à déposséder le prince Charles, l'un d'inimitié privée, parce que ce prince avait traversé ses amours avec Poniatowski, l'autre d'ambition, parce qu'elle voulait en Courlande un duc qui lui fût dévoué.

Ce ne furent sans doute, ni les services récens de Biren, fauteur tardif, mais ardent de la révolution, ni ses bassesses adulatrices, qui déter-

La couronne ducale rendue à Biren.

minèrent Catherine à porter son choix sur cet homme cruel, à qui la Russie demandait le sang de onze mille victimes sacrifiées par lui dans l'espace de neuf années de faveur ou plutôt de règne. Mais elle avait besoin d'un prétexte, et les droits antérieurs de Biren le lui offraient.

Le prince Charles avait en sa faveur « le choix légal des États, l'hommage libre de la noblesse, l'amour de ses sujets, l'investiture solennelle du roi et de la république de Pologne; il avait été reconnu par toutes les puissances; il réunissait tous les titres de légitimité » (1).

Violences des Russes en Courlande.

L'impératrice exigeait néanmoins du père de ce prince qu'il détrônât lui-même son propre fils, pour élever en sa place un homme que la haine et la défiance repoussaient; en même temps, quinze mille Russes pénétraient en Courlande : à cette nouvelle, le prince Charles se hâta de se rendre à Mittau, sa capitale. Un corps moscovite y entra aussitôt, et plusieurs autres détachemens furent répartis sur les terres des gentilshommes qu'on savait lui être attachés. Un simple résident russe, accrédité d'abord auprès de lui, avait mis le sceau de l'impératrice sur les douanes et sur toutes les caisses, défendu aux trésoriers de livrer l'argent qu'ils avaient en main, et à tous les employés du prince de continuer à le servir; placé des sentinelles à la

(1) Mallet Dupan, *Du Péril de la Balance politique.*

porte des archives, à l'hôtel des monnaies, aux moulins, aux étangs, aux basses-cours, aux bûchers, à tous les endroits qui fournissaient des provisions pour sa maison et pour sa table, annonçant ainsi le dessein de l'obliger par famine à sortir de son palais. En effet, on ne voulait pas, à proprement parler, lui arracher la couronne, mais, « par une suite d'insultes mesurées et de violences réfléchies, le forcer à la déposer » (1).

La cour de France, qui, de si loin, jetait un regard assez indifférent sur le foyer de ces iniques manœuvres, ne prévoyait guère que ce coin de terre serait bientôt le seul refuge laissé, dans toute l'Europe continentale, à ses membres dispersés.

Le duc restait ferme dans sa résolution d'opposer à ses tyrans une résistance inerte, mais inébranlable. Une assemblée du sénat, convoquée par le roi, son père, avait de nouveau confirmé sa légitimité, décidé qu'on instruirait un procès contre Biren et ses complices, et député, auprès du prince opprimé, deux de ses membres, pour l'aider, dans cette crise, de leurs conseils et de l'autorité de leur caractère.

Par une opposition singulière, ceux des Courlandais qui avaient mis autrefois le plus d'empressement à le reconnaître se montrèrent également les plus prompts à l'abandonner; et ceux, au con-

---

(1) Ruhlières.

traire, qui avaient le plus tardé à se soumettre persistèrent dans la fidélité qu'ils lui avaient enfin promise. Cette contradiction apparente peut néanmoins s'expliquer. La facilité des premiers leur venait de leur indifférence pour les lois de leur pays; et la résistance, puis ensuite la persistance des derniers, de leur attachement à ces mêmes lois. Ceux-ci, sans doute, eussent voulu une élection dégagée de toute contrainte, mais ils préféraient encore l'influence de leur roi, à celle d'un souverain étranger.

Cependant Biren, tandis qu'on préparait son introduction à Mittau, était à Riga sur l'extrême frontière, attendant, après les plus étranges vicissitudes de fortune, le moment de rentrer en souverain dans cette capitale, où tant d'humiliations avaient abreuvé sa famille, d'où tant de haines le repoussaient. Ce moment arriva : il fit son entrée avec une pompe triomphale; les magistrats et la bourgeoisie furent contraints militairement, par les Russes, de lui rendre, comme à leur duc, les honneurs usités dans ces sortes d'occasions. Il se rendit d'abord à la principale église, puis se logea, avec sa famille, dans quelques maisons en face du palais où son rival s'obstinait à rester. L'impératrice, irritée, avait en vain fait dire à ce prince que, s'il différait davantage à se retirer, il ne pourrait attribuer qu'à lui seul les malheurs auxquels il s'exposerait. Il avait répondu « que, malgré tout le res»pect qu'il lui devait, il n'avait d'ordres à recevoir

» que du roi son père, et qu'il les attendait pour se » déterminer. »

Catherine vit bien alors que c'était sur la cour de Varsovie qu'elle devait agir. Elle parla de faire entrer des troupes en Pologne, où déjà un corps de deux mille Russes, reste de ceux qui y avaient séjourné pendant les dernières guerres, continuait d'occuper la ville forte de Graudentz, sous prétexte d'y garder un magasin de vivres et de fourrages, pour lesquels on prétendait ne pas trouver d'acheteurs. On n'avait d'autre motif, dans ce mouvement de troupes, que de procurer à quelques régimens un passage plus direct en Ukraine : telles étaient du moins les déclarations de la cour de Russie, afin de tromper sur le but de leur marche, non pas les Polonais, qu'on avait, au contraire, intention d'intimider, mais les puissances voisines, qui auraient pu en concevoir quelque ombrage. Les Russes en Pologne.

Cette marche cependant n'avait pas seulement pour objet l'affaire de Courlande; elle était, en outre, destinée à appuyer en Pologne même des intrigues qu'il est temps que nous développions, au moins sommairement.

Catherine n'avait pu continuer de cacher à Poniatowski son intimité avec Orlof. « Sa passion pour moi, lui écrivait-elle, était publique, et tout a été fait par lui dans cette vue. Ils sont quatre frères, tous quatre extrêmement déterminés et fort aimés

du commun des soldats. » C'était excuser politiquement son inconstance. En dédommagement de son amour éteint, elle lui offrait l'assistance d'une vive amitié; et, soit que l'affaiblissement de la santé du roi Auguste, lui fît prévoir une prochaine vacance du trône en Pologne, soit qu'elle se disposât à en agir avec ce pays comme avec la Courlande, elle commençait cette même lettre par ces mots d'un laconisme où l'esprit du despote se peint dans toute sa morgue. « J'envoie Keyserling en Pologne, avec ordre de faire roi vous ou le prince Adam Czartorinski, votre cousin. »

Projets de Catherine sur ce pays.

Ce Keyserling était un Courlandais, d'un caractère immoral, mais d'un esprit astucieux et délié; nul homme n'était plus propre au rôle machiavélique qu'on se disposait à lui faire jouer.

Les Czartorinski. Poniatowski.

La maison Czartorinski, l'une des branches de la famille des Jagellons, qui avait si long-temps fourni des rois à la Pologne, comptait encore parmi les plus puissantes de ce pays. Ses chefs étaient deux frères, le prince Michel Czartorinski, grand-chancelier de Lithuanie, et le prince Auguste, père du prince Adam; tous deux jouissant d'une grande réputation de talent et d'une haute considération, mais l'un devant son influence davantage à son activité, l'autre, plus à son opulence. Poniatowski était né d'une sœur de ces deux hommes, et d'un père, grand par son mérite et par toute sa vie, mais artisan de sa fortune, et que,

pour cette raison, une famille, vaine de l'antiquité de son illustration, n'avait vu qu'avec répugnance entrer dans son sein. On voit comment le prince Adam était cousin de Poniatowski : de ces deux jeunes gens, entre lesquels la volonté d'un despote balançait une couronne, l'un était sûr du suffrage d'un plus grand nombre de Polonais ; mais la faveur plus particulière de l'impératrice donnait à l'autre plus de chances de succès. Cependant tous deux, décidant ou affectant de se faire un sacrifice réciproque de leur ambition, et d'être plus jaloux pour leur maison que pour leur personne de l'honneur qu'on leur destinait, s'unirent pour diriger toutes choses dans les vues de leur protectrice. Ils convinrent, d'un commun accord, de soumettre leur conduite à leur oncle, le grand-chancelier, l'homme le plus propre à être chef d'une faction, et à faire réussir une brigue. « Formé, dès ses premières années, dit Ruhlières, par un vieux ministre d'État, ayant une grande connaissance des hommes, des affaires, des gouvernemens, génie ardent et opiniâtre, versé dans toutes les intrigues républicaines, propre à tous les manéges des diètes, à rassembler des partis dans toutes les diétines, il connaissait plus de cent mille gentilshommes par leurs noms, par leurs caractères, par leurs liaisons. Il démêlait d'un coup d'œil dans chaque homme l'intérêt capable de le faire agir. Il possédait à fond toutes les lois, toutes les formes ; ha-

bile à les interpréter à son avantage, et, plus souvent encore, à trouver moyen de les éluder; voulant tout faire dans sa république; prenant plaisir à soutenir les plus violens efforts des factions contraires; se faisant quelquefois un plaisir de l'ironie et de l'injure, et pouvant même, s'il le fallait, soutenir le fardeau de la haine publique. Il pensait que la Pologne était trop étendue, ses mœurs trop dégénérées, ses voisins trop puissans, pour qu'elle restât avec sécurité sous un gouvernement républicain. Son projet était de l'amener à souffrir une monarchie régulière. Il s'était proposé pour modèle ces ministres célèbres qui, exerçant despotiquement le pouvoir d'un roi faible, ont mis leur nation sous le joug, écrasé leurs propres ennemis, étouffé par la violence toutes les divisions, et rétabli dans l'État un ordre apparent. Cette sorte de gloire était celle où il prétendait, plus flatté de remédier, pendant son ministère, à l'anarchie de son pays que de voir monter sur le trône son frère, son gendre ou son neveu. »

Les Czartorinski, dirigés par un tel homme, n'avaient pas tardé à se former un parti nombreux, à la tête duquel ils s'étaient montrés, dans la diète de 1762, aussi opposés aux prétentions et aux vues du cabinet de Varsovie que favorables à celles du cabinet de Saint-Pétersbourg. Ils avaient pris, dans cette assemblée, une attitude hostile et même menaçante, persuadés qu'étaler un grand appareil de

crédit et de force est le plus sûr moyen d'en beaucoup acquérir.

Dès lors, en lutte ouverte avec leur cour, ils ne désiraient rien tant que de voir une armée russe entrer en Pologne, afin de pouvoir, sous sa protection, former et grossir leur faction, étendre leur crédit, s'emparer de toutes les charges, et ne laisser à la couronne qu'une autorité nominale, en attendant qu'ils pussent s'en emparer au profit d'un membre de leur famille. C'était donc, à leur sollicitation, ou du moins à celle de Poniatowski, bien plus que dans les intérêts de Biren, que l'impératrice se disposait à faire entrer des troupes en Lithuanie; en même temps cette princesse demandait au roi et au sénat de Pologne satisfaction d'un manifeste dans lequel, en en s'élevant contre son intervention dans les affaires de Courlande, on mentionnait les droits du prince Ivan, et l'on affectait de la rappeler au soin de sa propre conservation.

Le roi Auguste III, que le ressentiment profond de ses longs malheurs faisait lentement descendre au tombeau, trouva moins de courage pour supporter ceux de son fils que les siens propres : la situation de ce fils l'occupait nuit et jour, et il s'écriait « que c'était là sa véritable maladie. » Il se disposait alors à retourner dans ses États héréditaires, que la paix lui avait rendus. Chose remarquable! Il y cherchait un refuge contre les calamités qui le menaçaient en Pologne, comme jadis il en avait

cherché un dans ce dernier pays contre celles qui l'accablaient au sein de sa propre patrie. Le mouvement des troupes russes sur la frontière, et leurs dispositions pour entrer en Pologne, hâtèrent son départ. Il donna alors à son fils l'ordre de venir le joindre, et ce prince, que l'état de siége où le tenaient depuis six mois les Russes et la privation des choses les plus nécessaires n'avaient pu déterminer à sortir de son palais, obéit à cet ordre d'un père. Ainsi Catherine, débarrassée de l'opposition de la cour de Saxe, ne resta plus aux prises qu'avec la Pologne.

Constitutions de la Pologne.

Mais, avant d'entrer dans le détail des évènemens qui suivirent, je dois exposer sommairement la constitution du royaume ou de la république de Pologne (car on ne peut dire à laquelle de ces deux sortes de gouvernemens se rapportait celui de ce pays), et tâcher d'indiquer les causes qui amenèrent à un excès inouï de désordre et de faiblesse un État jadis florissant.

Si l'on appelle peuple la partie productive d'une nation, le peuple en Pologne n'était rien, ou plutôt il n'était, dans les mains de la noblesse, qu'une propriété mobilière et aliénable comme le bétail qu'il nourrissait.

Ceci semble devoir affaiblir l'intérêt qu'on se sent d'abord disposé à prendre à la cause de la nation polonaise, si, comme l'a très-bien remarqué M. Dupont de Nemours, une oligarchie de seigneurs peut ja-

mais s'appeler une nation. Quelle sympathie peuvent inspirer des hommes qui, d'une main, tâchant de combattre la tyrannie, osaient de l'autre, courber le front d'un esclave, et, en faisant le plus criminel abus de la force, invoquer d'une bouche profane le nom saint de la liberté !

Étrange effet de la préoccupation de l'égoïsme ! Il ne venait pas même à l'idée de ces maîtres endoctrinés d'aristocratie que chacun des argumens produits à l'appui de leurs droits pût, recueilli par leurs serfs, être, avec bien plus de justice encore, dirigé contre eux-mêmes !

Ainsi la Grèce, ainsi Rome, que nous admirons, eurent jadis aussi des esclaves! Comme s'il n'était donné à l'extrême liberté de fleurir qu'à côté de l'extrême servitude ; comme s'il ne pouvait y avoir que des républiques de despotes! Hâtons-nous d'ajouter, pour l'acquit de l'humanité, que les temps modernes ont offert et offrent encore des exemples de sociétés libres sans inégalité, ni tyrannie. Au reste, les nobles polonais n'étaient pas plus despotes que ceux qui venaient attaquer leur indépendance.

Pouvoir législatif.

Le pouvoir législatif en Pologne était exercé concurremment par un roi électif, par un sénat inamovible, et par plus de cent mille gentilshommes, ou leurs députés.

On appelait diétines les assemblées particulières des provinces pour élire les nonces ou députés, et diète, l'assemblée générale de ces députés,

ou celle de tous les gentilshommes en personne, à l'effet de choisir un roi, d'accorder l'impôt, ou de faire des lois.

Le principe, autrefois commun à toutes les nations septentrionales, qu'un homme libre ne peut être taxé ni gouverné que de son aveu, existait dans toute sa vigueur en Pologne ; il y avait toujours été professé, ce pays n'ayant jamais subi le joug de la puissance romaine ni d'aucune autre, jusqu'à l'époque de sa décadence, c'est-à-dire jusqu'au siècle qui précéda les temps que je décris. Une autre maxime plus moderne des Polonais, c'était que, leur république étant *une*, leur société *ne pouvait être rompue*. De là la nécessité de l'unanimité des suffrages dans toutes leurs assemblées électorales ou législatives ; loi politique qui, égalant le pouvoir d'un seul à celui de tous, a presque toujours eu des conséquences pernicieuses.

Le liberum veto.

Il suffisait, pour rompre une diète, qu'un seul nonce s'absentât, ou proférât les mots : « *niepoz wolam*, » *je ne consens pas*. Si l'opposant ne se laissait persuader ou intimider (car, lorsqu'il était présent, tous les sabres se tournaient ordinairement contre lui), l'assemblée, jugeant qu'elle avait *perdu son activité*, se séparait, en chargeant des imprécations les plus violentes le membre dissident.

Il n'y avait pas que ce seul moyen d'inutiliser les assemblées : comme la durée en était limitée, des

nonces, pour qu'aucune résolution n'y fût prise, entreprenaient de les occuper jusqu'au terme fatal de questions oiseuses ou irritantes; ceci s'appelait, dans le premier cas, *traîner la diète*, et, dans le dernier, *souffler sur la ruche pour mettre les mouches en furie.* D'autres fois la noblesse, ne s'en fiant pas à la terreur qu'inspiraient ses vengeances habituelles contre les nonces qui n'avaient pas suffisamment soutenu dans l'assemblée générale le vœu de leur diétine, s'approchait en armes de cette assemblée. Cela s'appelait *tenir la diète sous le bouclier;* fatal exemple dont les Russes ne surent que trop profiter depuis!

Pouvoir exécutif.

Le pouvoir exécutif était exercé par le roi, avec l'aide ou plutôt sous la surveillance d'un ministère et d'un sénat également nommés par lui, mais inamovibles. Chaque département ministériel se partageait entre deux fonctionnaires respectivement indépendans, et administrant, l'un, la Pologne proprement dite, l'autre, l'ancien duché de Lithuanie, dont le nom distinguait sa charge; ainsi il y avait deux grands-chanceliers ou chefs de la justice, deux grands-maréchaux ou ministres de la police, deux grands-trésoriers, deux grands-généraux. L'armée formait, en conséquence, deux divisions, l'une de Lithuanie, l'autre de Pologne.

Il y avait un primat ou chef des évêques, chargé de la direction absolue des affaires pendant l'interrègne, et de l'envoi des universaux pour la con-

vocation des diétines. Il y avait, en outre, un maréchal commis à la présidence de chaque diète; enfin le même titre de maréchal s'appliquait encore aux chefs des confédérations. On appelait maréchal, simplement, le chef d'une confédération de district, et grand-maréchal, celui de la confédération de toute une province ou de la confédération générale.

Bénéfices militaires.

Il existait des *palatinats*, espèces de duchés; des *castellanies*, ou commandemens de châteaux; des *starosties*, ou *terre des vieillards*, dont le titre et les revenus, sorte de bénéfices militaires conférés par le roi, mais à vie seulement, étaient le prix de la faveur ou de services rendus à l'État.

La justice se rendait par des tribunaux directement élus par la noblesse, et renouvelés de quinze mois en quinze mois. Tout gentilhomme était éligible à la qualité de juge, comme à celle de nonce, comme à la royauté.

Ainsi, les prérogatives de la couronne se trouvaient réduites au droit de conférer toutes les dignités, tous les emplois, et surtout la jouissance viagère de cette multitude de domaines dont nous venons de parler, les palatinats, les castellanies, les starosties, qui étaient comme le salaire indirect des emplois, et que l'on appelait, en Pologne, sans doute pour que le temps n'en fît pas oublier la destination première, *le pain des bien-méritans*. L'acceptation de ces sortes d'usufruits

n'engageait point à la reconnaissance. Tant qu'ils étaient vacans, on circonvenait la couronne pour les obtenir; obtenus, on croyait ne les avoir reçus que de la patrie : telles étaient les mœurs.

Souvent la manière dont ces biens étaient distribués, ou d'autres causes de mécontentement, donnaient lieu à des *confédérations*. Les confédérations étaient des ligues établies à la simple pluralité des suffrages, dans le but de provoquer la convocation d'une diète, qui rappelât le roi à l'exécution des lois, et quelquefois déclarât sa déchéance.

Les confédérations.

En Pologne, la maxime que l'*insurrection est le plus saint des devoirs*, maxime si inopportunément importée depuis en France, avait une application rigoureuse. D'âge en âge, tout noble polonais disait à ses fils : *Brûlez vos maisons, et errez dans votre pays, les armes à la main, plutôt que de vous soumettre à l'arbitraire.*

Il n'est pas besoin d'une bien longue réflexion pour apercevoir les vices d'un gouvernement tel que celui dont je viens de décrire les parties constitutives : la justice rendue dans un sens, l'armée dirigée dans un autre, le trône, sans considération et sans puissance, la noblesse seule souveraine, mais ne sachant pas assez, dans sa turbulence, et ne pouvant point, à raison de la clause de l'unanimité des suffrages, s'accorder pour l'exercice de sa souveraineté. Aussi comptait-on, au temps où va me placer mon récit, un espace de trente-sept

années consécutives, pendant lequel la diète ne s'était point trouvée unanime, et n'avait pu, par conséquent, ni consentir d'impôt, ni porter ou sanctionner de loi, ni réprimer aucun des nombreux désordres qui faisaient de la république un corps faible et sans consistance, intérieurement déchiré et ouvert à toutes les tentatives astucieuses ou violentes de ses ennemis.

Examinez, disait le primat aux électeurs de la diète de 1762, dans la lettre de convocation qu'il leur adressait : « Examinez l'état présent de la pa-» trie, dont la ruine instante et prochaine est pré-» vue par tous les étrangers, étonnés de l'avoir vue » subsister si long-temps sans aucun conseil, sans » aucun gouvernement. Depuis trente-sept ans la » puissance législative suspendue, nulle exécution » des lois anciennes, la justice écrasée sous la force; » la liberté opprimée par la puissance, le commerce » expirant, les villes et les cités, ces ornemens des » empires, tombant de toutes parts en ruines ; les » bourgs et les villages, unique fortune de la no-» blesse, exposés aux incursions : dans quelle his-» toire trouverait-on l'exemple d'une nation livrée » à de pareils désordres? »

Abus ; anarchie.

Aussi, en l'absence de tout contrôle, les hauts fonctionnaires accroissaient leur puissance propre aux dépens de celle de l'État. La dilapidation régnait au trésor, la violence et l'arbitraire dans la police, le désordre et l'indiscipline dans l'armée ;

la faveur ou la corruption dictaient les décisions des grands-chanceliers. Point d'ambassadeurs auprès des cours étrangères, nul soin des places fortes, ni surtout de ce qui en peut quelquefois tenir lieu, des mœurs politiques. Les nobles, qui, naguère, luttaient entre eux de patriotisme, ne rivalisaient plus que de luxe, et pour subvenir aux frais de misérables superfluités, prenaient sur le nécessaire, déjà si restreint, de leurs serfs. Amollis par une vie oiseuse, s'habituant, chaque jour davantage, à considérer leur intérêt personnel indépendamment de l'intérêt général, facilitant ainsi à l'intrigue le moyen de diviser leur masse, ils ne pouvaient désormais ni assurer leur liberté, ni surtout préserver l'indépendance nationale des atteintes de ses ennemis.

C'est à un tel état d'anarchie que la maison de Czartorinski, ou plutôt l'un de ses membres, le grand-chancelier de Lithuanie, qui, comme je l'ai déjà dit, la dirigeait dans cette voie, avait entrepris de porter remède, non pas seulement par la suppression du *liberum veto;* non pas, surtout (comme le voulait une autre faction à la tête de laquelle figuraient les princes Potoki), en retirant à la couronne la disposition des grâces pour la confier à un conseil indépendant; mais, au contraire, par un système complet de concentration du pouvoir. Subordonner les divers pouvoirs à l'autorité monarchique, étendre ainsi et renforcer

cette autorité ; tout tenter pour la rendre héréditaire ; diviser les grandes charges, et en diminuer les prérogatives, surtout l'indépendance ; abaisser les maisons princières ; ramener la noblesse à l'égalité effective, et faire descendre quelque peu de consolation jusqu'à l'abjection de la servitude ; tels étaient les desseins de cette maison : desseins moins généreux que ceux des Potoki, si l'on a égard à l'opinion nationale; plus raisonnables, si l'on considère la dégénération des mœurs publiques, désormais trop corrompues et trop faibles pour le gouvernement républicain, qui est le gouvernement des mœurs fortes.

Projets de réforme.

Mais les Czartorinski désiraient-ils de tout diriger pour tout réformer, ou seulement de tout réformer pour tout diriger ? C'est ce que je n'ose décider, et ce qui était moins important à considérer que la nature des réformes qu'ils voulaient exécuter. Quelles qu'aient été leurs intentions, le résultat en devait être utile à leur patrie, et il eût mérité, sinon la reconnaissance, au moins l'approbation, sans les moyens odieux auxquels on recourut pour l'obtenir, et qui nuisirent au succès, au lieu d'y aider.

En effet, jugeant de l'état actuel de la cour de Saint-Pétersbourg par son ignorance passée, et fermant les yeux sur la perspicacité ombrageuse des cabinets de Berlin et de Vienne, le grand-chancelier aimait à se persuader que les changemens essentiels qu'il méditait, passeraient inaperçus, ou, tout

au moins sans empêchement de la part des puissances voisines. Il croyait qu'il dirigerait facilement dans ses vues la force que la première lui prêterait, sans songer assez qu'en l'associant aux manœuvres de son ambition il tentait sa convoitise, et risquait de réveiller des prétentions ou des projets, annoncés depuis un siècle, suspendus quelquefois, mais jamais abandonnés.

Cependant le grand Frédéric, pénétrant le but des réformes projetées, donna clairement à entendre qu'il n'en permettrait pas l'accomplissement; il fit aisément partager son opposition à la Russie, et bientôt Keyserling et le ministre de Prusse déclarèrent conjointement que leurs souverains ne souffriraient pas qu'on fît « aucun changement, quel qu'il fût, à la constitution actuelle, ni qu'on enlevât à la noblesse polonaise la moindre de ses prérogatives »; attaquant ainsi l'indépendance du corps national sous prétexte de défendre la liberté de ses membres. Opposition des cours de Berlin et de Pétersbourg.

D'un autre côté, le khan de Crimée, à la nouvelle de l'entrée des troupes russes en Pologne, avait envoyé, des frontières de cette république, près desquelles il était campé, dire à leur général « que, si elles touchaient à une seule cabane polonaise, il irait dans quinze jours déjeûner chez lui avec cent mille Tatars. »

Catherine, qui n'avait prétendu faire qu'une démonstration comminatoire; qui alors ne voulait

pas la guerre; qui n'avait pas encore de desseins bien arrêtés sur la Pologne, ou du moins ne jugeait pas le temps venu de les exécuter, écrivit à son ministre, le vieux Keyserling, de tout pacifier, et d'attendre, pour agir de nouveau, la mort du roi Auguste, qui ne pouvait être que proche. Les régimens entrés en Pologne, au nombre de quatre seulement, y étaient demeurés inactifs, faute d'instructions positives. Elle leur fit donner l'ordre de la retraite, manquant ainsi à sa maxime favorite : *qu'il vaut mieux mal faire que de changer de résolution;* maxime absurde s'il en fut jamais, quoique bien conforme au caractère du despotisme.

Mais la temporisation ne convenait pas à l'impatience de régner qu'avait Poniatowski. Confondant les intérêts de son ambition avec ceux du pays dont il convoitait la couronne, il s'écriait sans cesse « que la Pologne était mûre pour une révolution; que le temps de la Pologne était à la fin venu. » D'un autre côté, ses plus intimes amis proclamaient « qu'il fallait voir enfin si on pour- » rait faire tomber du trône une maison étrangère, » qui deux fois y était montée contre le gré de la » nation, et qui se trouvait aujourd'hui destituée de » la seule protection qui l'y avait maintenue. »

Ces exhortations, et d'autres semblables, allaient sans doute retentir dans une assemblée convoquée à Petrikau, pour la formation du grand tribunal de Pologne, lorsqu'on apprit que le roi Auguste

venait d'expirer. Cette nouvelle, en offrant aux intrigues et aux passions un but direct, leur donna encore plus d'intensité; mais un calme apparent s'établit d'abord ; chacun sentant, à l'approche des évènemens graves qui se préparaient, le besoin de se recueillir. Mort du roi de Pologne.

L'impératrice songea alors à remplir la promesse qu'elle avait faite à la maison Czartorinski ; Keyserling répandit en son nom « qu'elle voulait faire » revivre les droits que les moindres d'entre les Po» lonais avaient eus jadis à la couronne. » Chacun applaudit à cette intention. « Plutôt un esclave » qu'un Allemand, s'écriait-on généralement : » ayons enfin pour roi un homme qui parle notre » langue, et non plus un automate, qui n'ait pour » interprètes que des favoris. »

Cependant, quand on sut que le candidat porté par la Russie était Poniatowski (le prince Adam s'étant désisté de toute concurrence, soit instigation secrète du cabinet de Saint-Pétersbourg, soit, comme le prétend Ruhlières, sacrifice aux hautes destinées de son cousin, qu'il espérait de voir réunir sur sa tête les deux couronnes de Pologne et de Russie), l'orgueil des grandes maisons et la jalousie des petites s'émurent également. La plupart, et les grands seigneurs surtout, s'indignaient à la seule idée d'être gouvernés par un homme dont le grand-père avait, disaient-ils, été l'économe d'une petite terre des princes Sapiéha ; mais le parti de l'im-

Catherine veut faire élire Poniatowski.

pératrice était pris : « quand il aurait été lui-même » économe, s'écria-t-elle, en apprenant ces clameurs » et leurs motifs, je veux qu'il soit roi, et il le sera. »

Il est curieux d'observer comme les cours savent, quand tel est leur intérêt, combattre les préjugés d'extraction et le dogme même de la légitimité. Ainsi Keyserling prétendait, au nom de la sienne, « que ce n'est point une galerie pleine d'anciens » portraits qui constitue la noblesse; que personne » ne peut avoir vécu avant nous pour notre gloire; » que c'est l'âme qui fait les grands ministres, les » hommes illustres et les *rois eux-mêmes.* »

D'ailleurs, si l'aïeul du candidat de la Russie avait vécu dans un état humble, n'avait-on pas vu son père, illustré par de hautes qualités et par d'éclatans services, compagnon fidèle et ami de Charles XII, marcher égal ou même supérieur aux plus puissans seigneurs de la république ?

Catherine, pour avoir à sa disposition les sommes nécessaires à l'exécution de ses desseins, fit suspendre le paiement des appointemens de toutes les charges, et jusqu'à la solde des troupes. Keyserling annonça ensuite que sa souveraine allait acquitter les anciennes dettes de l'armée moscovite; c'était un moyen indirect de se concilier le primat, qui, dans cette liquidation, avait douze mille ducats à prétendre. Catherine comptait tellement sur l'efficacité de la corruption, qu'elle disait au grand-général Oginski, en lui faisant admirer un magnifique collier

de diamans : « Il y a là de quoi faire un roi de Pologne. » A une autre époque, un ambassadeur polonais, auquel l'empereur d'Allemagne montrait un trésor assez considérable, selon lui, pour acheter la Pologne même, avait pour toute réponse jeté dans la cassette qui renfermait ce trésor quelques bijoux qu'il portait sur lui. Cette muette protestation, sublime à raison des mœurs qui regnaient alors, n'eût été que ridicule dans l'état de dégénération où la nation polonaise était tombée.

Catherine, l'astucieuse Catherine, qui, circonspecte et audacieuse tout à la fois, parut toujours avoir pour principe d'user toutes les ressources de la politique, avant d'en venir à l'emploi de la force, mais à qui il ne répugnait point de suppléer par l'une à l'insuffisance de l'autre, se préparait à faire jouer l'intrigue, bien déterminée à tendre ensuite un ressort plus violent, si la résistance le rendait nécessaire. Keyserling, habile à ménager cette susceptibilité orgueilleuse que donne le sentiment d'une ancienne indépendance, et qui survit long-temps encore aux mœurs républicaines, Keyserling, habitué à dire qu'avec les Polonais il était plus sûr d'agir en maître que d'en prendre le ton, opérait trop mollement et trop lentement au gré de Poniatowski. On envoya à Varsovie le général Repnin, pour qu'il secondât de son énergie militaire et de son inflexibilité les talens du vieux négociateur.

Un autre motif encore avait contribué à déterminer ce choix. Repnin était neveu de Panin, le plus ardent partisan de l'élection de Poniatowski. À la fois gouverneur du grand-duc et premier ministre, Panin avait pour but, en favorisant cette élection, de procurer à l'impératrice un moyen honorable de restituer à son fils l'empire, en passant elle-même sur le trône de Pologne, par un mariage avec le nouveau roi. Peut-être entrevoyait-il pour lui-même l'avantage de régner sous le nom de son pupille, car il y a de l'égoïsme au fond de tout. Quoi qu'il en fût, les instructions particulières qu'il donna au nouvel ambassadeur furent plus vives et plus pressantes que celles même de la tsaritse. Celle-ci envoyait à Poniatowski une somme de cent mille ducats, ce qui donna à ce jeune homme le moyen de marcher pour la première fois avec un nombreux cortége. Repnin, sans aucune expérience des formes et des résistances républicaines, crut pouvoir réussir par les voies militaires et despotiques : il parlait de faire nommer le roi sans attendre la convocation de la diète ni celle des diétines ; il montra d'abord tant d'énergie que Keyserling, pour ne pas le voir prendre à son préjudice le rôle le plus actif, menaça, à son exemple, de faire, au moindre obstacle, appuyer ses négociations par une armée. L'indignation saisit les Polonais, et l'éloignement qu'inspirait déjà Poniatowski depuis qu'il était question de l'impo-

Intrigues.

ser pour roi à la nation, se changea en horreur.

Toute l'Europe était attentive à l'élection qui se préparait. La Prusse, qui seule pouvait s'opposer efficacement aux projets de la Russie, y donnait les mains. Frédéric venait d'obtenir de la tsaritse le renouvellement du traité d'alliance que Pierre III avait consenti, au temps de son plus vif enthousiasme; à ce prix il s'était engagé à ne point troubler, à seconder même l'élévation de Poniatowski, auquel, pour premier témoignage de ses bonnes dispositions, et en même temps afin de le distinguer de la foule de ses concitoyens, il envoya le cordon de l'Ordre de Prusse. Dispositions des puissances circonvoisines.

Quant à celles des autres puissances qui pouvaient prendre quelque intérêt à cette élection, elles n'étaient ni en position ni en mesure de balancer l'influence moscovite; les Turks, parce que, dans leur apathie, ils se laissaient aisément et presque volontiers tromper; les Tatars, parce qu'ils ne pouvaient, à proprement parler, rien sans les Turks; la cour de Versailles, parce qu'elle n'avait pas un motif assez direct; celle de Vienne, parce que les circonstances donnaient alors à sa politique un caractère précaire et irrésolu.

Cependant le roi de France et l'empereur, à la nouvelle des violences dont la Russie ne craignait pas d'appuyer son influence, devaient bientôt déclarer « que, si la Pologne était troublée dans l'exercice du droit d'élire son roi, si quelque ennemi entre-

prenait de lui faire violence, elle pouvait compter sur leurs secours, et les requérir avec assurance.» D'un autre côté, Catherine et Frédéric avaient, un peu auparavant, protesté conjointement, que leur concours, «bien loin de menacer de démembrement le territoire de la république, n'avait pour objet que d'en maintenir l'intégralité». «Ce fut ainsi, dit Rulhières, que l'on vit quatre déclarations, publiées solennellement au nom de quatre souverains puissans, ne contenir que de vaines promesses violées avec perfidie ou lâchement oubliées.» Les deux premiers, quand on les somma de tenir leurs engagemens alléguèrent, pour s'en dispenser, que leur assistance devait être requise par un corps qui représentât la république. Alors quinze sénateurs, de vingt-un qui se trouvaient à Varsovie, se réunirent chez le primat malgré lui, et là, d'un commun accord, rédigèrent une supplique, qu'ils remirent aux ministres de toutes les cours alliées, en ajoutant que, «s'il manquait à cette réclamation quelque formalité, ce défaut même était l'effet de l'oppression; que la Pologne ressemblait à un homme que son ennemi tient à la gorge: il jette des cris à demi formés; mais, moins il peut élever la voix, plus il prouve l'extrémité à laquelle il se trouve réduit.» Cette allocution éloquente, inspiration d'une position désespérée, fut sans effet.

Cependant les opérations préparatoires de l'élection étaient commencées. La diétine de Varsovie,

plus accessible, à raison de son voisinage de la cour, aux manœuvres de la corruption, choisit par acclamations Poniatowski pour son député à la diète électrice. Mais à ce seul district se borna d'abord le succès du candidat de l'impératrice. Partout ailleurs ses partisans eurent le dessous et se virent obligés à faire de doubles élections, c'est-à-dire des élections de minorité, par conséquent des élections illégales. Les Czartorinski s'alarmèrent, et, sans égard à deux lois menaçantes, l'une mettant hors la loi tout citoyen qui, durant l'interrègne, appellerait des troupes étrangères, l'autre déclarant nulle de plein droit toute élection faite pendant le séjour de ces troupes sur le sol de la patrie, ils requirent le secours des Russes : aussitôt plusieurs détachemens pénétrèrent à la fois dans diverses parties de la Pologne.

Nouvelle entrée des russes en Pologne.

Restait encore à faire avant la réunion de la diète générale les élections de la province de Prusse, dont la diétine était, de temps immémorial, dans l'usage de s'assembler à Graudentz, cette ville que les Russes continuaient, sous le prétexte le plus frivole, d'occuper depuis la dernière guerre. Les troupes des deux partis étaient convenues de s'en tenir éloignées d'une lieue pendant la durée de la diétine; mais un frère de Poniatowski y ramena aussitôt les Russes, et déclara qu'il ne laisserait entrer ni sortir personne qu'on n'eût acquiescé à ce qu'il demandait; répudiant ainsi une longue réputation de loyauté, acquise avec le grade de général sous les drapeaux

l'avantage général des nations, elle emploierait la puissance que Dieu lui a confiée *et les droits de son empire, pour l'avantage et le bonheur de tous les peuples.»* Jamais on ne vanta autant soi-même sa justice, son humanité, ses vertus ; jamais on ne fit un aussi fréquent abus de ces mots respectables. Jusque dans ses déclarations aux Polonais, elle disait que « la justice et l'humanité étaient les » seules règles de sa conduite ; que *ses seules vertus » l'avaient placée sur le trône ;* qu'elle fondait sa ré- » putation sur elles seules. »

Les Polonais furent d'abord tellement dupes de ce charlatanisme de phrases, qu'ils hésitèrent longtemps à croire l'impératrice coupable de tous les maux qu'ils souffraient. Ils ne les attribuaient qu'à l'erreur où la tenaient une cour et un ministère vendus à leurs ennemis.

La dissimulation du vieux Keyserling favorisait admirablement, à cet égard, l'adroite politique de sa souveraine. Mais plus franc, ou plutôt moins retenu, Repnin ne gardait pas tant de ménagemens. Des nobles polonais, le questionnant sur la cause du vif intérêt que l'impératrice semblait prendre à la Pologne, il répondit avec toute l'arrogance d'un despote subalterne : « Il y a long- » temps qu'il aurait fallu faire cette question; au- » jourd'hui il n'est plus temps. »

Tenue de la diète d'élection.

Le 7 mai, jour de la convocation de la diète, les Russes et les troupes particulières des Czarto-

rinski occupèrent militairement la ville et ses environs. Beaucoup de sénateurs et un plus grand nombre de nonces protestèrent par leur absence contre cet appareil de violence. André Mokronoski, citoyen universellement estimé, osa s'inscrire contre, et dire en pleine assemblée : *J'arrête l'activité de la diète.* Adam Malachowski, vieillard vénérable et vénéré, qui en était le maréchal, refusa obstinément de l'ouvrir, et sortit, emportant le bâton de sa dignité. Tous les nonces patriotes l'accompagnèrent hors de la ville, et lui formèrent un cortége, que les Russes tâchèrent d'intimider, mais n'attaquèrent point, ayant ordre alors d'éviter d'en venir à des hostilités ouvertes.

Les Czartorinski, d'après les nouveaux principes qu'ils voulaient faire prévaloir, ne regardèrent pas la diète comme rompue. Ils prirent et firent adopter des conclusions sévères contre les principaux d'entre les opposans. Il en résulta, au regret de la cour de Saint-Pétersbourg, de légers engagemens dans lesquels les Russes n'eurent pas toujours l'avantage.

Deux opérations importantes avaient ordinairement lieu pendant l'interrègne : l'élection d'un monarque et la réforme des lois. Cette dernière était seulement facultative ; mais, lorsqu'on la jugeait nécessaire, elle devait toujours précéder l'autre. Cette fois, la nécessité de la réforme était généralement sentie ; on ne différait que sur les moyens. Outre les deux plans que j'ai déjà fait connaître, il

en existait un troisième, qui, supprimant la royauté, et la remplaçant par un conseil électif, faisait du gouvernement une pure aristocratie. Mais les projets des Czartorinski, seuls présentés avec art, suite et concert, devaient l'emporter. Ces princes dérobaient, autant qu'ils pouvaient, leurs vues aux ambassadeurs des cours voisines, et à la plupart même de leurs partisans. Ce fut ainsi qu'ils parvinrent, en employant conjointement la dissimulation, la corruption et la terreur, à faire sans opposition, voter, à la simple pluralité, par le petit nombre de députés restés à la diète, la translation des attributions des grands-chanceliers, des grands-généraux, des grands-trésoriers et des grands-maréchaux, à des conseils de seize membres chacun dont ces hauts dignitaires, précédemment souverains, en quelque sorte, dans leurs départemens respectifs, ne devaient plus être que les présidens. Mais, quand il fut question de faire adopter la suppression du *liberum veto*, source intarissable de troubles, prétexte perpétuel d'intervention, les ambassadeurs de Russie et de Prusse apparurent pour s'y opposer, leurs maîtres ayant, disaient-ils, pris sous leur garantie le maintien des prérogatives de la noblesse, dont le *liberum veto* était l'une des plus précieuses. Cet intérêt si vif, que deux souverains des plus absolus prétendaient prendre aux droits des Polonais malgré eux, devait vraiment paraître étrange. Il était clair qu'ils ne vou-

Réformes.

Opposition des cours de Russie et de Prusse.

laient que se ménager, dans une cause perpétuelle de désordres, un prétexte perpétuel d'intervention; mais les Czartorinski éludèrent habilement leurs exigences. Ils avaient attribué aux diètes la nomination des quatre conseils souverains : ils la donnèrent au roi pour tout le temps où les diètes ne seraient pas en activité; or, comme avec la loi de l'unanimité, l'activité des diètes était impossible, ou pouvait à volonté être rendue telle, il s'ensuivait une grande augmentation du pouvoir monarchique, par les moyens mêmes que les cabinets intervenans avaient cru employer à le restreindre.

Enfin, pour consolider son œuvre, la diète, dans sa dernière séance, se changea en confédération générale, sous le grand-maréchal de l'un des Czartorinski, le prince Auguste, résolue à faire accéder de gré ou de force tous les nobles aux innovations qu'elle venait de consacrer.

Cependant les ambassadeurs des cours de Versailles, de Vienne, de Dresde et de Madrid, quittaient conjointement Varsovie. Un peu auparavant, un Tatar, envoyé par le khan de Crimée, afin de s'assurer s'il était vrai que les Russes eussent, comme l'impératrice le faisait déclarer, évacué la Pologne, offrait de nouveau, de la part de son maître, un secours de cent mille soldats « pour que la république restât libre et tranquille. » La Porte protestait d'avance contre l'élection de Poniatowski,

et faisait mine de vouloir joindre, pour l'empêcher, ses troupes à celles du khan des Tatars. Un voyage que l'impératrice se disposait à faire en Livonie, sur les frontières de Pologne, dans l'intention, disait-on, d'y voir le candidat qu'elle protégeait, favorisait le bruit de son mariage avec ce Polonais, aussitôt qu'il serait devenu roi, et, par suite, celui de la réunion de leurs deux couronnes. Ce bruit avait ému jusqu'au roi de Prusse; il s'était écrié : *Je ne leur conseille ni à l'un ni à l'autre de faire cette sottise.* On assure même qu'il en écrivit à tous deux sur un ton propre à les empêcher d'y songer. Plus tard, son ministre à Varsovie fit, par un singulier concert avec celui de Russie, mettre à l'élection du nouveau roi la condition qu'il ne pourrait épouser qu'une Polonaise. L'impératrice même, comme intimidée, parut décidée un moment à laisser aux Polonais le libre choix de leur chef, et le leur eût peut-être laissé, sans l'adresse persévérante de Panin, qui prit sur lui d'écrire à son neveu de ne pas s'arrêter au refroidissement apparent de cette princesse.

Cette appréhension d'une union trop intime entre les souverains du royaume de Pologne et de l'empire russe, fondée sur l'effrayante agglomération de force qui en aurait résulté, fut sans doute ce qui donna lieu aux démonstrations hostiles de la Porte et du khan, aux manifestations de mécontentement des autres puissances, et à l'hésitation même de l'impé-

ratrice, dans le dessein de procurer le trône de Pologne à Poniatowski. Ce qui porte à le croire, c'est que tout rentra dans le calme aussitôt que le bruit dont je viens de parler eut perdu toute sa consistance. Au reste, le voyage de la tsaritse n'avait pas, à ce qu'il paraît, le but qu'on lui supposait. Un évènement affreux, arrivé dans l'intérvalle, devait en rendre l'époque odieusement mémorable.

Le nom du prince Ivan, de ce jeune infortuné qui, depuis l'âge de huit ans, n'avait plus pour palais qu'une prison, et pour cour que des geôliers, on pourrait même dire des bourreaux, était pour les mécontens un cri de ralliement, et pour l'usurpatrice du trône un épouvantail. On le trouvait mêlé dans toutes les conspirations; et, sans doute, il venait encore de retentir dans un dernier complot dont l'impératrice avait, dit-on, jugé politique de laisser mourir de faim les auteurs, lasse de fournir à la haine du peuple par des supplices toujours renaissans un aliment inépuisable. Ivan inspirait une continuelle terreur, par cela seul qu'il occupait les esprits. En vain la police avait pris soin de répandre que ce prince était stupide, abruti, abandonné aux vices les plus grossiers, et quelquefois à une sorte de démence prophétique : ses partisans assuraient qu'il n'avait d'autre défaut que l'ignorance forcée dans laquelle on l'avait élevé, et même ils ajoutaient qu'un officier allemand, quelque temps commis à sa garde, lui avait furtivement appris à lire, et

Meurtre d'Ivan.

qu'une preuve qu'il ne devait pas être indigne du trône, c'était l'intention que le dernier tsar avait eue de l'y rétablir. Ils rappelaient qu'Élisabeth, dans une secrète entrevue avec lui chez le comte Schouvalof, avait été attendrie par l'accent touchant de ses plaintes. On vantait publiquement la douceur de ses traits, la hauteur et la noblesse de sa taille, choses étrangères assurément au gouvernement d'un État, et qui devraient être indifférentes aux peuples, mais puissantes pourtant sur leur affection. Enfin on prêtait à Ivan toutes les qualités que les faibles sont disposés à reconnaître dans ceux que le hasard de la naissance place au-dessus d'eux. Aussi l'usurpatrice, non contente d'entourer chaque jour d'un fort détachement la prison de ce prince, donna à deux officiers plus spécialement attachés à sa garde l'ordre de l'égorger plutôt que de souffrir qu'on le délivrât.

Des apologistes de Catherine croient l'avoir bien disculpée en assurant qu'elle s'est bornée à donner cet ordre, comme si cet ordre seul ne constituait pas tout le crime ! Mais il est des gens timides qui n'osent regarder sous la pourpre, et pour qui le cœur des rois est comme ces anciens sanctuaires dans lesquels on ne pouvait chercher à pénétrer sans sacrilége.

Rapportons d'abord tous les faits avoués ; puis nous produirons les faits contestés, les interprétations et enfin les conjectures.

Un officier nommé Vassili Mirowitsch, petit-fils du fameux cosaque Mazeppa, servait dans un régiment en garnison à Schlusselbourg. Se trouvant de garde à la forteresse où était enfermé Ivan, il gagna la plus grande partie du poste, surprit pendant la nuit les sentinelles intérieures, et pointa une pièce de canon contre la porte de la prison, qui aussitôt s'ouvrit pour présenter à ses yeux le cadavre du prince, massacré malgré sa résistance par les capitaines Tschekin et Oulousieff, ses geôliers immédiats. Ces deux monstres, chargés de ce crime, s'embarquèrent à la hâte pour le Danemark, où l'ambassadeur russe lès accueillit.

Produisons d'abord les détails dont Castéra entremêle ce récit. Selon lui, Mirowitsch n'aurait agi qu'à l'instigation de l'impératrice. Le meurtre d'Ivan résolu, on aurait à dessein ordonné à Oulousieff et à son complice de coucher dans sa chambre; Mirowitsch, reculant devant l'horreur du forfait, aurait laissé passer sans agir sa semaine de garde; il aurait demandé de la recommencer. Le gouverneur n'aurait paru, au moment de la tentative, que pour se faire arrêter; plusieurs coups de fusil, échangés entre les assaillans et les sentinelles de l'intérieur, auraient été dirigés de manière à ne produire aucune blessure. Mirowitsch, ayant enfin, sans coup férir, triomphé de tous les obstacles, n'aurait pas songé à venger sur les assassins le meurtre du prince. Catherine, alors à Riga, « comptait les jours

depuis que Mirowitsch avait été de garde, et, inquiète d'un retard dont elle ne pouvait deviner la cause, elle se levait fréquemment la nuit, et demandait s'il n'était pas arrivé un courrier.... » Mirowitsch parut devant ses juges avec la tranquillité d'un coupable sûr d'échapper au supplice. Ceux-ci semblèrent craindre de trop approfondir. L'un d'eux, plus consciencieux, fut menacé de destitution et de dégradation de noblesse. Enfin, le criminel, en marchant à l'échafaud, parut compter fermement sur sa grâce, mais, l'exécution ayant été hâtée, il fut dupe de sa crédulité. Castéra donne pour garantie de la vérité du plus grand nombre de ces détails le témoignagne du général Brown, alors au service de Russie.

Mirowitsch, disent de leur côté ceux qui s'attachent à disculper Catherine, s'imaginait avoir à se plaindre de cette princesse, à l'occasion d'une demande en restitution de biens confisqués sur sa famille. Il voulut, en servant la haine des mécontens, satisfaire son propre ressentiment. Cet officier, après avoir échoué dans son dessein, fut jugé solennellement, et ne proféra pas une parole qui pût faire soupçonner la complicité de l'impératrice. Enfin celle-ci, loin d'avoir froidement préparé l'assassinat d'Ivan, donna des larmes à la mort de ce prince. On se rappelle qu'elle en avait également donné à la mort de Pierre III.

J'admets que la version de Castéra, conforme à

l'opinion qu'on se fit alors en Russie, n'ait eu pour fondement que des bruits semés par la haine; je suppose, avec Williams Coxe, que Mirowitsch conçut de son propre mouvement le projet qu'il exécuta : Catherine en sera moins coupable, sans doute, mais en deviendra-t-elle innocente?.. Est-ce donc une chose moralement indifférente que cet ordre d'égorger un prince sur la vie duquel elle n'avait aucun droit? Elle n'ordonna, dit-on, de le tuer que dans le cas où l'on tenterait, où l'on serait sur le point de le délivrer? soit encore : quel droit avait-elle sur sa liberté plus que sur sa vie? N'était-ce pas un crime déjà de le détenir? Un crime devient-il donc légitime parce qu'il a pour objet d'assurer le fruit d'un autre crime? Fut-il jamais permis d'attenter à la vie d'autrui pour son intérêt propre, quelque grand que fût cet intérêt? C'est pourtant cette grandeur de l'intérêt qui éblouit. L'imagination cupide du vulgaire, saisie de l'éclat et de la puissance attachés à une couronne, se présente comme licites tous les moyens de l'acquérir, et surtout de la conserver. Mais le philosophe sent et ose penser autrement. Il sépare le crime de tout ce qui lui est étranger; il dépouille le coupable de l'appareil de séduction qui le couvre: il le ramène à son état simple de membre de l'association humaine, et c'est dans cet état qu'il le juge; car encore une fois, moralement parlant, les règles de la justice ordinaire sont de tout point applicables aux crimes privés des souverains. Or,

Catherine fut-elle complice de ce meurtre?

il est au moins douteux qu'un particulier qui, détenant arbitrairement son ennemi, le tuerait ou le ferait tuer, parce qu'on tenterait de le lui enlever (et c'est bien évidemment le cas de Catherine), trouvât grâce devant un tribunal, quel qu'il fût.

Le cadavre d'Ivan, exposé devant l'église de Schlusselbourg, sous un habit de simple matelot, puis ensuite enveloppé dans une peau de mouton, fut inhumé sans cérémonie. Le peuple, qui porte dans toutes ses affections plus d'imagination que de raisonnement, et mesure, comme on l'a dit, l'étendue du malheur à la fortune première de celui qui en est atteint, ne pouvait considérer sans attendrissement ces apprêts vulgaires, cette peau, vêtement dernier des plus vils ou du moins des plus humbles; cette inhumation obscure, si loin de la magnificence et du faste auxquels l'héritier du trône de toutes les Russies semblait être destiné !

La fermentation des esprits au sujet de ce malheureux évènement n'était point encore calmée lorsque l'impératrice rentra à Saint-Pétersbourg. Un peuple immense se précipita sur son passage, cherchant à surprendre dans ses traits le témoignage du crime qu'il s'obstinait à lui attribuer.

Quel qu'ait été le motif du voyage de cette princesse (car on s'efforce toujours de trouver aux moindres démarches des souverains un but important, et l'on répugne invinciblement à croire qu'ils fassent, tout comme les autres hommes, une foule

de choses sans objet bien précis, et uniquement pour les faire), elle voulut qu'il ne fût pas perdu pour sa renommée. Cette province, qui, malgré son incorporation, avait conservé son administration et ses priviléges particuliers, offrait à l'impératrice un spectacle nouveau pour elle. Il semblait qu'elle fût venue y chercher de deux cents lieues la preuve que le pouvoir peut souffrir des bornes. Tout au reste y fut l'objet de son attention, les institutions, l'agriculture, le commerce, et surtout la marine qu'elle eût voulu élever dans ses États au même degré de perfection que chez les autres puissances civilisées de l'Europe. Elle visitait avec un soin extrême les divers établissemens, s'instruisait de tous les détails, se montrait affable, bienfaisante, occupée d'améliorations ; elle ne négligeait aucun moyen pour se concilier l'amour et le respect publics, aussi obstinés à la fuir qu'elle ardente à les chercher.

Elle pénétra dans la Courlande jusqu'à Mittau, où les fades adulations de Biren ne compensèrent point le froid accueil que lui fit une population irritée des violences récemment commises par ses troupes.

Ce fut à Riga que Poniatowski, après une séparation de plusieurs années, revit l'impératrice. Il eut à peine la liberté de l'entretenir quelques instans, quoiqu'il se fût déguisé, par ménagement pour la jalousie d'Orlof, qui avait hautement déclaré que, s'il osait paraître, il le ferait poignar-

der. Ainsi leur entrevue se passa avec autant de secret qu'on avait mis de faste à la préparer. Poniatowski repartit bientôt pour la diète d'élection. Un prince Lubomirski, sous-panetier à la cour du précédent roi, parmi les nationaux, et le nouvel électeur de Saxe, parmi les étrangers, se présentèrent seuls pour lui disputer la couronne. La prétention du premier n'était que ridicule, elle ne fut pas appuyée. D'un autre côté l'électeur de Saxe se désista, à la prière, ou plutôt sur l'ordre de Catherine, qui, portant dans cette affaire un esprit de femme, et comme si la Pologne eût dû désirer dans son chef les qualités qu'elle cherchait dans ses amans, opposait à l'élection de ce prince la laideur et les difformités dont il était affligé. Poniatowski se présenta donc libre de toute concurrence au champ électoral de Vola. Il y fut élu à l'unanimité par le peu de gentilshommes qui s'y trouvèrent, c'est-à-dire par tous ses partisans, au nombre de quatre mille environ. C'était loin des quatre-vingts à cent mille, qui, autrefois, se réunissaient dans ces sortes d'occasions.

Élection de Poniatowski.

Comment elle est accueillie.

L'élection de Poniatowski produisit dans toute l'Europe une grande sensation. Elle obtint l'approbation enthousiaste des femmes, tout à la fois vaines de la puissance de l'une d'entre elles, et admiratrices de l'usage qu'elle en faisait, en procurant à son amant une couronne. Triste preuve de la corruption des mœurs du temps, qui faisait

trouver de la grandeur à payer de la liberté d'un peuple le complice d'un adultère!

Mais l'engoûment du beau sexe européen n'était point partagé par les Polonais, ni par les gouvernemens limitrophes, sans en excepter celui de Russie. « Aucun prince ne ceignit une couronne dans des circonstances plus difficiles et plus malheureuses que celles où Stanislas-Auguste commença de régner. Par les dispositions générales de toutes les cours et par celles du plus grand nombre des Polonais, son trône était, en quelque sorte, miné de toutes parts » (1). La Saxe ne s'était déterminée à l'y laisser monter que dans l'espoir de travailler plus tard à l'en *faire descendre* : c'était la propre expression des ministres de cette cour. L'Autriche, la France et les puissances plus éloignées avaient hautement témoigné qu'elles ne voulaient avoir aucune relation avec le nouveau roi. La protection ou plutôt la tolérance de Frédéric était subordonnée aux variations possibles de sa politique.

Catherine elle-même paraissait plus embarrassée que satisfaite du succès difficile qu'elle venait enfin d'obtenir. La froideur qu'elle avait mise en dernier lieu à le poursuivre, quel qu'en eût été le motif, survivait. *Je vous fais mon compliment*; telle avait été son unique réponse au comte Oginski, chargé de lui donner la nouvelle d'une élec-

(1) Ruhlières.

tion long-temps briguée avec tant d'ardeur. Ainsi tandis que toutes les femmes galantes de l'Europe vantaient d'un ton emphatique sa générosité, peut-être était-elle à s'en repentir.

De son côté, le gouvernement ottoman sembla vouloir enfin abandonner son système habituel de longanimité. Le sultan, en apprenant ce que l'on avait fait en Pologne, s'était écrié : « Je saurai réduire ces infidèles. » Ses ministres, tout en cherchant les moyens de le calmer, partagèrent d'abord l'exaspération de son langage. Une rupture violente et prochaine semblait imminente. Cependant tout s'apaisa, et l'on se contenta de vagues protestations. En vain le successeur de l'ardent Krim-Ghéraï, qu'une intrigue des ministres ottomans avait précipité du trône dans l'exil, vint trouver Mustapha, et lui exposa le danger qu'il y aurait pour la Porte à souffrir l'asservissement de la Pologne, le sultan lui répondit : « Mon frère, je sens la vérité de ce que vous me dites, mais que puis-je seul? Tous ceux qui sont dans l'administration ou qui peuvent y parvenir sont amollis et corrompus. Ces gens-là ne veulent que des kiosques, des maisons sur le canal, de la musique, de belles esclaves : je travaille à ramener l'ordre et la règle ; mais il n'y a personne dans mon empire qui veuille m'y aider. »

Les conjonctures actuelles rendent cette réponse extrêmement remarquable : on dirait qu'elle sort de la bouche du sultan Mahmoud.

Ainsi s'évanouirent en démonstrations stériles les menaces, un instant alarmantes, de la Porte. Les cours de Vienne, de Dresde, de France, d'Espagne et de Naples, qui, négociant de concert (les deux dernières à la suite et comme une addition au poids de la France), avaient d'abord fait dépendre de leur satisfaction mutuelle la reconnaissance du nouveau roi, agirent encore plus mollement. Au reste, c'étaient des satisfactions propres qu'elles réclamaient : l'Autriche, une amélioration dans ses alliances ; la France, la réparation d'un prétendu outrage fait à son ambassadeur ; la Saxe, une renonciation à de certaines créances. Seulement elles demandaient en outre, comme la Porte, l'amnistie des proscrits ; mais enfin toutes les prétentions tombèrent, toutes les oppositions se turent : il n'en fut bientôt presque plus question. Quoique nulle d'après la loi, l'élévation de Poniatowski fut explicitement ou tacitement reconnue par les cours étrangères et par la presque totalité des Polonais même.

Conduite du nouveau roi.

Stanislas-Auguste (c'était le nom qu'avait pris le nouveau roi) parut d'abord vouloir s'appliquer à justifier son élévation, comme il arrive à presque tous les rois qui commencent à régner, soit effet de la joie que leur inspire leur changement de position, et parce que la joie rend facile, soit que l'usage d'un immense pouvoir ne les ait pas habitués encore à ne point connaître d'obstacles à leur orgueil, ni de bornes à leurs caprices. Il prit

à tâche de persuader qu'il ne conserverait aucun souvenir, aucun ressentiment du passé. Il fit à ceux mêmes qui lui avaient été le plus opposés l'accueil le plus favorable; il en prévint un grand nombre par des avances de bienveillance et d'amitié. Jamais chef d'une nation ne fut plus affable, plus populaire : on le voyait aller de maison en maison jusque chez les plus simples citoyens, au point de les en rassasier; et pour la première fois peut-être la familiarité d'un souverain était devenue importune à ses sujets.

Ses ennemis (et il avait pour ennemis presque tous les Polonais) lui reprochaient toutes les petites passions qui excluent les grandes qualités; une estime ridicule de ses avantages extérieurs; un soin minutieux de sa toilette, l'affectation des manières dramatiques; une sensibilité pleureuse, presque toute à la surface, et intérieurement cette aridité vulgaire, cette incapacité des passions fortes et élevées, qui est le vice ordinaire des petites âmes. Sa place était, selon eux, dans un boudoir et non sur un trône, tel surtout que celui qu'il occupait, et il leur paraissait plus propre à faire un héros de roman qu'à être le premier d'une nation républicaine et guerrière.

Ses amis, et les indifférens même, lui reconnaissaient de l'esprit, de l'instruction, de bonnes intentions, mais point de cette volonté ferme qui fait persévérer invariablement dans le bien.

La conduite de Stanislas-Auguste sembla d'abord justifier l'opinion des uns et des autres. Un antique usage, passé en loi, voulait que le nouvel élu se fît sacrer en habit polonais et la tête rase : Stanislas, pour s'y conformer, eût dû renoncer à la plus belle chevelure : un tel sacrifice était assez payé, ce semble, d'une couronne : cependant, soit faiblesse, soit, au contraire, force de se soustraire à une obligation imposée sans nécessité, il conserva ses cheveux. Il imagina une sorte d'habit théâtral, se coiffa d'un casque, chaussa des brodequins, et vint ainsi, jusque dans la cérémonie de son sacre, s'offrir en butte aux railleries d'un peuple qui déjà le détestait. Ceci est un trait saillant entre plusieurs autres de même nature. Son goût pour la parure le porta à une foule d'innovations dispendieuses dans le costume des troupes. Il n'y eut sorte d'uniforme qu'il n'inventât, presque tous aussi ridicules les uns que les autres. Les meubles, les équipages, les vêtemens somptueux devinrent l'objet le plus assidu de son attention. Un luxe effréné, un jeu énorme jetèrent Varsovie dans une sorte d'ivresse. La légèreté et l'avidité d'esclaves, avec lesquels les Polonais se précipitèrent dans les fêtes, comme pour s'étourdir sur leur abaissement, prouvèrent qu'ils avaient irrévocablement usé ce ressort moral qui forme et conserve la liberté politique des peuples.

Mais le roi n'était pas le seul sur lequel les re-

gards fussent fixés. La faiblesse connue de son caractère laissait à chacun l'espoir de le gouverner. Repnin surtout avait cette prétention. Il disait hautement : C'est moi qui l'ai mis sur le trône. Les Czartorinski, laissant ce Russe et la jeunesse brillante et folâtre de la cour se targuer d'une vaine influence, cherchaient dans l'exécution de leur projet favori le fondement d'une autorité plus réelle. Ce fut dans la diète qui, d'après l'usage, suivait toujours le couronnement, que, sans s'arrêter, ni aux murmures de la nation, ni à l'opposition des étrangers, ils achevèrent l'œuvre déjà avancée de la réforme politique. Autant jusque-là ils avaient montré de circonspection, tâchant d'éluder les obstacles plutôt que de les attaquer par la violence, autant désormais ils déployèrent d'audace, agissant à front découvert, et revenant même sur leurs pas pour renverser tout ce qu'ils avaient laissé derrière eux. Les douanes établies et cet impôt étendu à toutes les provinces sans égard à leurs privilèges ; l'administration des postes mise dans la dépendance unique du roi ; les régimens des gardes placés sous ses ordres immédiats ; enfin la ratification au moins tacite et la mise à exécution de toutes les innovations précédemment votées ; tels furent les avantages qu'ils retirèrent de cette diète, close en 1766, et dont le dernier acte fut d'assurer le maintien de la confédération générale, dont la Russie et la Prusse avaient réclamé la dissolution.

Continuation des réformes.

Parvenus à leur but, ils osaient enfin mettre en avant des intérêts propres, et presque faire tête aux cours protectrices. Ainsi déjà ils avaient refusé à Catherine une alliance offensive et défensive, qu'ils prévoyaient devoir être toute à la charge de la Pologne; ainsi ils ne firent rien pour les Polonais des cultes dissidens, protégés par l'impératrice et par les cours protestantes, non qu'ils partageassent le fanatisme de la diète, mais parce qu'ils savaient qu'ils ne pouvaient que perdre de leur crédit en le contrariant. En revanche, ils promirent de faire terminer, à la satisfaction de la Russie, la contestation au sujet des limites ukrainoises. Celle-ci prétendait envahir, de la Baltique au voisinage de la mer Noire, une étendue de deux cents lieues, qui lui ouvrît une communication entre les deux mers : prix énorme dont les Czartorinski ne crurent point payer trop cher l'appui prêté à leur projet de réformer les vices constitutifs du gouvernement de la Pologne. En attendant qu'ils fussent en état ou en disposition définitive d'accomplir leur promesse, le cabinet de Saint-Pétersbourg envoyait en Ukraine des commissaires, pour lever le plan de cette contrée, et constater la qualité des biens et celle des personnes. Des évêques moscovites y arrivaient pour y prêcher leur religion, et en ramener, disaient-ils, la population à la foi de ses pères. Tout ce qu'il y avait de troupes russes voisines des frontières avait ordre d'enlever les artistes et même les

paysans polonais habitant les provinces ambitionnées. Ainsi une princesse qui avait sans cesse à la bouche le mot d'humanité traitait des hommes comme une proie ravissable, comme une sorte de marchandise vivante, comme du bétail.

A l'intérieur, la manière d'administrer des Czartorinski répondait à leurs vues législatives. Ils recherchaient tous les gentilshommes pauvres que leur mérite rendait dignes d'attention, et se les attachaient par les emplois, par les bienfaits de toute espèce ; ils n'élevaient même aux dignités que des gens dont la naissance et la fortune étaient médiocres. Ainsi, en annihilant l'influence des grandes maisons, ils prenaient garde de laisser s'en établir de nouvelles ; ils allaient jusqu'à faire espérer aux paysans un affranchissement graduel, ou tout au moins la faculté d'un recours légal contre leurs seigneurs. Chose remarquable partout ailleurs qu'au sein d'une aristocratie despotique ! c'est par les tendances et avec le régime de la plus pure démocratie qu'ils entreprenaient de fonder l'autorité monarchique !

Du reste, leurs procédés n'avaient pas toujours le caractère de la légalité ; ils agissaient contre leurs adversaires avec le plus odieux arbitraire. On eût dit qu'ils aimaient mieux renverser que surmonter les obstacles. Pour essayer de justifier leurs rigueurs, ils prétendaient « qu'un peu de vio» lence, quoique suspect de tyrannie, est malheu-

» reusement nécessaire dans toute révolution... que » ce malheur est inhérent à la nature des plus » utiles réformes, parce que les mauvaises mœurs, » qui rendent ces réformes nécessaires, rendent » aussi les citoyens incapables d'y consentir. » Vérité profonde, mais dangereuse comme principe! Les Czartorinski eux-mêmes, par l'application qu'ils en faisaient, en démontraient le facile abus.

J'entre dans tous ces détails sur la longue convulsion qui précéda la mort politique de la Pologne, parce qu'aucune partie de l'histoire du monde n'offre peut-être autant matière aux observations philosophiques. Quoi de plus remarquable en effet que de voir une nation de privilégiés, placée entre la tyrannie qu'elle exerce et celle qu'on lui veut faire souffrir, défendre l'une avec les argumens et les sentimens du despotisme, et repousser l'autre avec les accens de la liberté; et, derrière cette nation en combustion, ou plutôt dessous, la masse productrice, le peuple, le vrai peuple, désintéressé et indifférent! Exemple singulier d'une entière abjection dans le plus grand nombre; et, dans le reste, des illusions plus ou moins sincères, mais toujours méprisables, de l'égoïsme!

Catherine, qui venait de placer l'objet d'un amour éteint sur un trône chancelant, se voyait sur le sien plus ferme, mais non plus tranquille. Des conspirations d'esclaves, tramées dans l'ombre, étaient plus redoutables peut-être que ces

confédérations ouvertement formées sous la garantie des lois. La peine était devenue aussi cachée que le crime. Rarement, dit Castéra, l'auteur d'un complot pouvait en entreprendre un second.

Mais ni les incarcérations, ni, à en croire le même écrivain, les exécutions secrètes, ne suffisaient à la sécurité de l'impératrice. En butte, dès le commencement de son règne, aux conjurations, dont elle-même avait eu le malheur de donner l'exemple, elle en avait contracté un caractère ombrageux, qui la faisait descendre aux précautions les plus minutieuses et les plus odieuses qu'aient employées les tyrans. Ce n'était pas assez d'un espionnage civil et d'un espionnage militaire : on eut recours à l'interception des lettres; l'administration des postes de l'empire eut son cabinet noir. On se procura un double du chiffre des envoyés des puissances suspectes : celui du chargé d'affaires de France fut livré. Catherine crut découvrir dans sa correspondance, sinon une adhésion formelle aux complots des mécontens, au moins sur sa manière d'être intérieure et sur les secrets de son cabinet des détails inconvenans, et qui l'irritèrent. L'accueil glacial qu'elle fit dès lors au représentant d'une cour qu'elle détestait le força de demander son remplacement, et, par suite, épaissit le nuage depuis long-temps formé entre le cabinet de Saint-Pétersbourg et celui de Versailles.

Mesures tyranniques.

L'impératrice n'étendait pas à tous les Français le

ressentiment du mépris que leur roi affectait pour elle. Au contraire, l'ambitieuse employait tous ses moyens pour enlever à Louis XV, d'affection au moins, ses sujets les plus utiles et les plus illustres. Non-seulement elle attirait à grands frais des États de ce prince dans les siens des ouvriers et des artistes distingués, mais encore elle pensionnait ou gratifiait sous ses yeux les savans et les hommes de lettres. Ayant appris que Diderot cherchait à vendre sa bibliothèque pour pouvoir doter sa fille, elle la lui fit acheter, lui en laissa la jouissance, et, par une délicatesse ingénieuse dans le bienfait, y attacha les appointemens de bibliothécaire. Elle lui faisait proposer ainsi qu'à d'Alembert de venir dans sa capitale continuer l'impression de l'encyclopédie, contrariée à Paris par la Sorbonne. Elle offrait de plus à celui-ci la place de précepteur du grand-duc avec vingt-quatre mille francs de traitement. D'Alembert refusa, d'après un entretien qu'il eut à Clèves avec le grand Frédéric, et Diderot ne parut à Saint-Pétersbourg, en 1774, que quelques instans. On se doute bien que le patriarche de la littérature française ne fut pas le dernier à être recherché. La correspondance de Catherine et de Voltaire date de 1763, et, dès ce moment, la tsaritse se mit avec l'auteur en avances de flatteries ; elle contribua d'une forte somme à la souscription ouverte en faveur des Calas, puis des Sirven, et aida puissamment par cet acte et par ses lettres à la manifestation générale

Relations de Catherine avec Voltaire, Diderot, d'Alembert.

de l'intérêt qu'inspirait leur infortune; joignant à la générosité les dehors de la modestie, elle écrivait à leur protecteur : « Les bienfaits répandus à quel- » ques centaines de lieues, et dont il vous plaît de » faire mention, ne m'appartiennent pas. Les Calas » doivent ce qu'ils ont reçu à leurs amis; M. Diderot, » la vente de sa bibliothèque, au sien; mais les *Calas* » et les *Sirven* vous doivent tout. Ce n'est rien que » de donner à son prochain un peu de ce dont on a » un grand superflu; mais c'est s'immortaliser que » d'être l'avocat du genre humain, le défenseur de » l'innocence opprimée. » Enfin, pour terminer par les expressions de Castéra : « Presque tous les gens de lettres, les artistes les plus distingués, reçurent quelques preuves de sa munificence; et, admirant ses bienfaits, oubliant ou ignorant ses crimes, firent mentir pour elle les cent bouches de la renommée. »

Refroidissement de Catherine pour Orlof.

Malgré les dangers dont Catherine était continuellement menacée, et les inquiétudes qui l'obsédaient, l'intérêt de sa sécurité ne la dominait pas au point de l'engager à surmonter la plus impérieuse de ses passions. Orlof avait cessé de plaire avant d'avoir cessé de paraître nécessaire. Panin, ennemi personnel et rival politique du favori, s'en aperçut. Il avait en même temps remarqué que l'impératrice regardait avec complaisance un jeune officier, nommé Wissotzki. Il n'en fallut pas davantage pour lui inspirer l'idée de faire supplanter Orlof, et l'espoir de renverser son

crédit. Wissotzki, qu'il encouragea, osa aspirer à plaire, et plut en effet; mais tout à coup Orlof, dont les froideurs et même les infidélités avaient provoqué ce changement, Orlof, qu'on voyait passer loin du palais des semaines entières à la chasse de l'ours, parut revenir à la violence de ses premiers sentimens : soit ambition, soit vanité, soit irritation de se voir enlever un cœur sur lequel il était depuis long-temps habitué à régner sans concurrence, soit dernier éclat d'une passion prête à s'éteindre, il se montra tour à tour tendre et jaloux, humble et menaçant. Il reconquit assez d'ascendant pour obtenir le sacrifice de son rival, qui, pour prix de ses services de boudoir, reçut le titre de général-major, et alla dans un commandement éloigné jouir des largesses de l'impératrice. Malgré ce triomphe d'Orlof, on put prévoir dès lors le terme prochain d'une faveur dont la réconciliation même qui l'avait renouvelée prouvait la caducité.

Panin, à qui un écrivain habituellement judicieux accorde des vertus, se conduisit alors en vrai courtisan, c'est-à-dire en homme dont toute la morale est dans le succès de ce qu'il désire. Il se rapprocha d'Orlof, et employa son crédit, qu'il n'avait pu détruire, à écarter définitivement le chancelier Voronzoff. Celui-ci, de retour du voyage qu'il avait été forcé d'entreprendre à la suite de son opposition au mariage de l'impératrice, se disposait à reprendre ses fonctions. Panin, qui les

exerçait par intérim, vit avec peine le surcroît d'influence qu'il en tirait sur le point de lui échapper, et malgré la paresse excessive, malgré l'horreur de tout travail, qui formait, si je puis ainsi dire, sa passion la plus apparente, il entreprit de les retenir : tant l'ambition l'emporte dans le cœur de l'homme d'État sur toute autre considération ! Il parvint facilement à ranimer dans l'âme d'Orlof le sentiment d'une haine mal éteinte; et Voronzoff fut obligé de se prêter, sous le voile d'une démission, à une destitution définitive, arrachée par l'égoïsme de celui-là même à l'instigation duquel il avait hasardé la démarche cause de sa disgrâce : exemple remarquable de perfidie de la part de l'homme le plus vertueux d'une cour !

Perfidie remarquable d'un courtisan.

Ainsi Voronzoff, indignement joué deux fois par Panin, paya de sa place le seul moment de fermeté qu'il ait eu peut-être dans tout le cours de sa carrière administrative; ou plutôt, comme il reçut, en se retirant, un présent de cinquante mille roubles et une pension de sept mille, ce fut le peuple qui, en définitive, comme il arrive presque toujours dans ces sortes d'occasions, fit les frais de toute cette intrigue.

Catherine, délivrée des inquiétudes que l'opposition des autres cours à l'élection de Poniatowski lui avait d'abord données, commençait à jeter sur cette élection un regard moins indifférent. Outre l'avantage politique qu'elle y entre-

voyait pour l'avenir, sa vanité de femme jouissait de ce triomphe en quelque sorte personnel. Les louanges qui lui en revenaient de la part de ces coryphées de salon qui, dans toute l'Europe, se font l'écho de l'engouement plus ou moins fondé des femmes influentes l'avaient réconciliée avec son ouvrage. Elle se croyait désormais plus heureuse qu'Élisabeth, *à qui*, selon elle, *il n'avait manqué que de pouvoir donner un royaume* au comte d'Essex : Orlof aussi en méritait bien un; tel était du moins l'avis de la tsaritse, qui avait déjà choisi les plaines d'Astrakhan pour lui en faire un, et, à leur centre, marqué l'emplacement d'une capitale, dont le favori possédait le plan. Par cette combinaison, Catherine donnait pour remparts à son empire deux États entièrement dépendans de sa volonté; elle avait l'avantage de satisfaire à la fois aux affections de son cœur et aux intérêts de sa politique.

Projet de composer un royaume pour Orlof.

En même temps qu'elle arrêtait ce projet, elle en concevait un autre, qui intéressait au moins autant sa vanité. Par un hasard remarquable, la Turquie, l'Autriche et les différentes branches de la maison de Bourbon, c'est-à-dire tout le midi de l'Europe, principalement la France, avaient concouru à contrarier ses desseins. Elle voulut former, sous le nom de *grande alliance du Nord*, pour l'opposer aux cours du Midi, une ligue de l'Angleterre, du Danemark, de la Suède, de la Pologne et de la Prusse; ligue dont la Russie eût été

Projet d'une grande alliance du Nord.

le chef. Le bruit de ce projet prit assez de consistance pour inspirer au cabinet de Versailles des craintes qu'il prit soin de faire partager à l'Autriche, et surtout à la Turquie. Déjà l'on proclamait dans le Nord que les peuples du Midi n'avaient plus qu'à élever, à l'exemple des Chinois, une grande muraille qui les garantît des invasions. Il n'est pas besoin de dire que cette conception, plus bizarre encore que gigantesque, tomba bientôt dans l'oubli. En supposant que les cabinets de Berlin et de Londres eussent bien voulu reconnaître la suprématie de celui de Saint-Pétersbourg, était-ce une entreprise bien raisonnable que celle de fixer la politique, c'est-à-dire un composé d'intérêts divers, ce qu'il y a nécessairement au monde de plus instable? Cette combinaison offrait donc plus de spéciosité que de vraie grandeur, et, eût-elle même été praticable, n'exigeait pas de ceux qui la formèrent d'assez grands efforts de génie pour justifier l'admiration que certains écrivains lui ont prodiguée.

Dispositions à l'égard de la Pologne.

Peu de vies furent plus actives que celle de Catherine II. Elle assistait à toutes les délibérations de son conseil, lisait les dépêches de ses ambassadeurs, dictait ou minutait de sa main les réponses qu'il fallait y faire, ne chargeait ses ministres que des détails, et encore en surveillait l'exécution. Les affaires intérieures de la Pologne eussent exigé tout son temps : cette attention continuelle donnée au gou-

vernement de ses vastes États; les distractions que lui causaient ses plaisirs, et sa correspondance avec des hommes célèbres, dont les éloges lui paraissaient la véritable gloire (1); enfin ce qu'elle accordait à l'ostentation dans tous les genres, ne lui laissaient pas le loisir de s'en occuper. Cette tâche fut laissée à Panin, qui favorisait le parti de la cour, tandis qu'Orlof, par haine de Poniatowski, qu'il flétrissait de l'épithète de *mauvais comédien*, soutenait les mécontens; en sorte que les émissaires de l'une ou de l'autre des deux factions ne pouvaient rester à Saint-Pétersbourg qu'en échappant aux regards du protecteur de la faction contraire, prompt à les chasser aussitôt qu'il les découvrait. Quant à l'impératrice, elle paraissait suspendue entre l'intérêt de son ambition et le dégoût des tracasseries interminables que lui attirait son intervention. L'indocilité des Polonais contrariait toutes ses idées despotiques d'ordre et de soumission. Cependant l'ambition et la vanité devaient l'emporter sur les dégoûts, et la convocation prochaine de la diète bisannuelle allait la jeter dans un labyrinthe de nouvelles agitations.

Exigences des cours de Pétersbourg et de Berlin.

Prévenue par Repnin contre toutes les factions, parce que cet ambassadeur par son orgueil capricieux était parvenu à se les aliéner toutes, et rendue ainsi tout entière au soin de son ambition, Catherine se proposait de faire demander à la

(1) Castéra et Ruhlières.

prochaine diète : 1° la fixation selon ses désirs des limites en litige ; 2° une alliance offensive et défensive, qui devait mettre à sa disposition une armée de cinquante mille Polonais ; 3° enfin l'admission des dissidens à la jouissance de l'égalité de droits : elle tenait surtout à cette admission comme conséquence du traité sur lequel elle fondait et devait fonder désormais son droit prétendu d'intervention dans les affaires intérieures de la Pologne, et peut-être aussi pour faire sa cour aux philosophes, en se montrant aux yeux de l'Europe l'ennemie de l'intolérance. Quoi qu'il en soit, il y avait sans doute dans ses intentions plus d'intérêt politique que de vraie générosité.

Le roi de Prusse n'était guère plus modéré dans ses exigences; il voulait, à l'exemple de Catherine, une nouvelle démarcation de limites, le rétablissement des dissidens dans l'intégralité de leurs droits de citoyens ; puis, comme pour compenser l'avantage du traité d'alliance demandé par celle-ci, la faculté de faire des recrues dans toute la Pologne.

Frédéric était d'ailleurs irrité contre Poniatowski. On lui avait appris que, dans l'espoir d'obtenir de la cour de Vienne la main d'une archiduchesse, ce prince avait intrigué pour enlever à la Prusse l'alliance de la tsaritse. Dans sa colère contre un roi qu'il affectait de mépriser, il s'était écrié : *Je lui écraserai la tête avec sa couronne.* Il n'avait pas attendu pour prouver son ressentiment la convoca-

tion de la diète ; déjà ses généraux s'étaient, sous le plus vain prétexte, opposés de vive force à l'établissement de l'impôt des douanes dans la province de Prusse.

Etat de la Pologne.

La situation de la Pologne n'offrait pas au centre un aspect moins alarmant. Le parti de l'opposition, revenu de la surprise et se raidissant contre la violence qu'on lui avait faites, se disposait à la résistance. S'il n'avait pu introduire dans la diète que très-peu de nonces, tous, en revanche, étaient éloquens et incorruptibles; et il ralliait par l'intérêt d'un commun fanatisme le corps presque entier des évêques, surtout les deux membres les plus remarquables : l'un, Soltik, évêque de Cracovie, que son rang et ses talens semblaient destiner à la primatie, zélé à la fois comme citoyen et comme prêtre, plein d'intrépidité et de véhémence, mais un peu trop fougueux peut-être ; l'autre, l'évêque de Kaminiek, Krasinski, plus circonspect, moins ardent, mais aussi sûr, homme d'un esprit étonnant par la fécondité de ses ressources. Soit rivalité d'influence, soit incompatibilité de mœurs, la cour elle-même était divisée : d'un côté se trouvaient le roi et la folâtre et vaine jeunesse qui formait son entourage ; de l'autre côté, ses oncles et tous les hommes graves de leur faction. Le sentiment d'un commun danger les engagea à se réunir, au moins momentanément, pour faire tête à l'orage.

La diète de 1764 allait donc mettre de nouveau

en jeu tous les intérêts, et en présence tous les partis.

Elle s'ouvrit, et se tint comme les précédentes, sous le bouclier ou plutôt sous le glaive des Russes. La marche des délibérations n'y fut pas telle pourtant que les deux cours, dans leur ignorance de la conduite habituellement tumultueuse des assemblées politiques, surtout quand on affiche l'intention de comprimer leur indépendance, avaient cru pouvoir la régler. Les demandes de démarcation des limites, d'une alliance offensive et défensive, ne purent seulement y être proposées. Celle de l'égalité civile et politique pour les dissidens, la seule qui fût juste, et la seule sur laquelle on parût décidé à ne point céder, fut la première soumise au vote des nonces. Elle fut unanimement rejetée; et le roi lui-même, s'imaginant peut-être trouver l'occasion de conquérir une popularité qui jusqu'alors l'avait fui, sembla s'unir de fanatisme avec la diète, aussi ménagère de tolérance et de justice que prodigue de ses droits et de sa liberté.

Il fallait se mettre en état de soutenir cette résolution, et Stanislas fit promettre aux sénateurs et au corps des évêques d'employer toute leur influence « pour que désormais l'augmentation de l'armée, » ni celle de l'impôt, ne fussent plus soumises au » *liberum veto*, et que toute demande à ce sujet fût » accordée ou rejetée à la pluralité des suffrages ; » mais la proposition de convertir cette disposition en loi fut accueillie dans la diète par les clameurs les

plus violentes et presque unanimement repoussée. En même temps Repnin déclara « que le projet présenté, s'il était adopté, serait considéré comme un acte d'hostilité contre la Russie; que sa cour ne permettrait en Pologne ni aucune augmentation de troupes ni aucune nouvelle imposition. » Il demanda, en outre, au nom de l'impératrice, que toutes les décisions qui avaient eu pour but ou pour effet d'enfreindre la loi de l'unanimité fussent révisées. Avec une diète disposée comme elle venait de se le montrer, l'objet d'une telle demande ne pouvait éprouver d'obstacle.

La question des dissidens présentait plus de difficulté. Les évêques, et, à leur tête, celui de Cracovie, qui d'abord avait réclamé la peine de mort contre ceux qui recourraient à la protection des étrangers, désormais moins rigoureux, consentaient à entrer en conciliation sur beaucoup de points. Mais tout ou rien était devenu la devise des dissidens. C'était aussi celle du roi de Prusse : égalité de droits et non pas seulement tolérance. Il en écrivit dans ce sens à la tsaritse. Panin, gardant des mois entiers, sans les décacheter, les dépêches de son neveu, avait laissé ignorer à cette princesse les dispositions conciliatrices de l'épiscopat. Elle était d'ailleurs irritée de l'opposition ouverte de Poniatowski, qu'elle regardait comme une ingratitude et presque comme une rébellion.

Furieuse, elle n'avait sans doute en vue que sa

vengeance personnelle; mais, toujours attentive à entrer dans les sentimens de son peuple, à flatter son fanatisme, elle parut n'être occupée que de l'intérêt des dissidens grecs, opprimés par la république.

Question des dissidens.

Comme cet intérêt des dissidens va servir aux Russes de prétexte pour ourdir une foule d'horribles machinations, et exercer des violences inouïes, j'exposerai sommairement, avant de passer outre, quels étaient les Polonais qu'on désignait ainsi; je dirai leurs doléances et leurs droits. La tolérance des différentes religions paraît avoir de tout temps existé en Pologne, mais les constitutions de 1773 établirent formellement entre tous les cultes l'égalité politique et civile la plus absolue. Les gentilshommes, de quelque religion qu'ils fussent, les catholiques comme les autres, se comprenant tous sous le nom commun de dissidens, *inter se dissidentes de religione*, se promirent mutuellement, tant pour eux que pour leurs successeurs à perpétuité, de ne jamais faire la guerre pour la diversité de croyance, et de ne mettre jamais à ce sujet aucune distinction entre les droits des citoyens. Cette promesse fut observée, et l'union religieuse se maintint en Pologne, jusqu'à ce que les intrigues de la cour de Rome, l'introduction des jésuites, et une succession de trois rois catholiques, excessivement attachés à leur religion, vinssent développer ces sentimens de domination et d'intolérance qui sont comme l'essence du

catholicisme. Dès lors *la loi de tolérance*, comme on l'appelait, perdit l'appui de l'opinion. Si elle ne fut pas formellement abrogée, on n'en suivit plus l'esprit. Le roi, à son avènement, ne jura plus comme autrefois de maintenir la paix *entre les dissidens*, mais *avec les dissidens*, ce qui formait un sens différent. Enfin, en dernier lieu, les dissidens se trouvaient dépouillés de tous leurs droits politiques. Aussi, depuis long-temps, leur nombre était sensiblement diminué, et il ne s'élevait plus qu'à quelques centaines de gentilshommes, dont le plus remarquable était un colonel d'un régiment de la couronne, nommé Golz, homme entreprenant et opiniâtre, l'organe et comme la colonne de la secte!

Confédération des dissidens.

N'espérant plus rien obtenir de l'équité de la diète, ils résolurent de se confédérer, et de demander justice à main armée, non sans doute qu'ils s'aveuglassent jusqu'à croire imposer par leur propre force, mais pour fournir au petit nombre de leurs partisans catholiques et surtout aux cours qui les protégeaient un moyen ou un prétexte d'intervenir activement en leur faveur. Catherine avait pris l'engagement écrit de les faire soutenir par quarante mille Russes qui bordaient les frontières de la Pologne. Déjà vingt-cinq mille occupaient ce pays, et dix mille, publiquement destinés à ravager les terres de ceux qui s'opposeraient aux volontés de la tsaritse, entouraient Varsovie. Un détachement fut bientôt

Nouvelles violences des Russes.

envoyé sur les domaines du roi pour y vivre à discrétion. Ce prince paraissait déterminé à perdre sa couronne plutôt que de céder à la violence. Il montrait plus de fermeté qu'on ne lui en avait cru ; mais il ne fut pas secondé. S'il manqua par la suite aux Polonais, ce furent les Polonais qui alors lui manquèrent : en se ralliant au roi, ils pouvaient former une opposition imposante : malheureusement, l'inimitié qu'ils nourrissaient contre lui l'emporta sur leur intérêt propre et sur celui de leur patrie, et ils prouvèrent qu'ils n'étaient plus dignes de la liberté, puisqu'ils ne savaient pas même faire le sacrifice de leur amour-propre au but de la conquérir. On vit alors avec étonnement les ambassadeurs de Russie et de Prusse accueillir, rechercher même, ceux qui avaient montré le plus d'opposition à l'élection de Poniatowski : les partisans du grand général, ceux de Radziwil, ceux de la maison de Saxe. Ce n'étaient plus à leurs yeux, comme auparavant, des séditieux, des rebelles ; ils les encourageaient à la résistance envers la cour ; ils les assuraient de la neutralité de leurs souverains, et même leur en laissaient entrevoir l'assistance. Exemple remarquable du retour subit de l'esprit des cours, de ces foyers de grandes affaires et de petites passions, où les divers intérêts sans cesse modifiés sont dans un même jour ardens et tièdes, unis et divisés, où rien ne garde un aspect stable, où tout s'agite dans l'atmosphère la plus mobile, celle de l'intrigue.

Tous les moyens sont bons à l'ambition : Repnin, pour justifier la confédération des dissidens et leur recours à l'intervention étrangère, remontait au principe des sociétés; on eût pris ses argumens pour un extrait du Contrat social. De même, à l'occasion de l'abolition du *liberum veto*, le roi de Prusse et l'impératrice faisaient dire aux Polonais avec le ton de l'intérêt le plus vrai *qu'ils ne souffriraient pas qu'il fût porté atteinte à leur liberté, ni qu'on les soumît à un gouvernement absolu;* faisant ainsi le procès à leur propre autorité, et mettant chacun sur la voie de leur demander pourquoi, au lieu de prendre tant de peine à maintenir une nation voisine dans la jouissance de ses droits, ils ne restituaient pas à leurs propres sujets ceux dont leurs prédécesseurs les avaient privés.

La Prusse et la Russie exigent qu'on revienne sur les réformes.

Le rétablissement du *liberum veto* tenait fort à cœur aux intervenans, surtout au roi de Prusse. Ils écrivirent à leurs ambassadeurs d'exiger, sans plus tarder, le rapport des constitutions qui portaient atteinte à cette loi fondamentale, ou, pour parler le langage de ces despotes, *à cette liberté*, et en même temps la dissolution de la confédération générale. Les ambassadeurs n'accordèrent à la diète que vingt-quatre heures pour accéder au double vœu de leurs maîtres. Celui de Frédéric la menaça d'une armée de douze mille Prussiens. Un colonel russe vint sur la porte même de la salle des nonces intimer les ordres pressans de sa souveraine, et

dire que, *si les longues remontrances n'opéraient pas, deux lignes suffiraient.* La séance où fut faite cette insolente injonction, et dans laquelle une troupe de conjurés avait résolu d'attenter à la vie du roi, s'écoula dans un trouble qui ne permit de rien résoudre. Mais, à la suivante, le prince Auguste Czartorinski, s'imposant un pénible effort pour éviter de voir sa famille et sa patrie peut-être livrées aux dernières violences, vint, en produisant les demandes des cabinets de Berlin et de Pétersbourg, proposer « que l'opposition d'un seul nonce suffît désormais pour rendre nulle toute délibération qui aurait quelque rapport aux affaires d'État. » Ainsi ce prince renversa de ses mains l'édifice de la réorganisation politique de la Pologne, auquel, après son frère, il avait le plus contribué. Ce fut là le douloureux sacrifice. La loi nouvelle fut aussitôt rédigée. Quelques-uns des nonces présens la signèrent les larmes aux yeux, et regrettèrent, dit Ruhlières, de savoir écrire.

Restait la question des dissidens. Leur confédération n'était aux yeux des Polonais qu'une rébellion, puisqu'ils n'étaient pas au nombre des citoyens actifs, et qu'il n'y avait que ceux-ci qui pussent légalement se confédérer. Mais une armée russe s'avançait pour les appuyer. En même temps la tsaritse, fidèle à son système d'hypocrisie, « invitait toute » la noblesse à réfléchir sur l'éloignement de ses » principaux membres; sur la perspective des maux

Déclaration hypocrite.

» à venir, si l'on n'ôtait pas l'espérance du succès à » ceux qui avaient entrepris d'élever leur puissance » en ruinant *la liberté*. Elle ne pouvait voir *sans* » *attendrissement* le bonheur d'un État voisin atta- » qué *jusque dans ses fondemens*. Elle déplorait, en » annonçant l'entrée de ses troupes en Pologne, de » se *voir réduite* à l'exécution triste et rigoureuse » des engagemens de sa couronne. Mais elle ne » voulait point être considérée uniquement comme » une souveraine qui fait respecter sa garantie, parce » que le soin de sa dignité n'était pas plus puissant » sur son cœur que le *devoir sacré de l'humanité*. » Que penser de la moralité d'une femme qui, voyant dans la liberté le fondement du bonheur des nations, comme il apparaît par cette pièce, passe néanmoins sa vie à resserrer dans ses États les chaînes de l'esclavage, et à les étendre même aux contrées qu'elles n'ont point encore flétries.

Ainsi dans toutes ses déclarations elle affectait de parler d'humanité, de justice, de constitution, de lois, de droits, d'indépendance, de liberté. Jamais ces mots, le dernier surtout, n'étaient si souvent sortis de la bouche d'un despote.

Étrange contradiction des moyens avec le but! Elle voulait déterminer les nonces à reconnaître aux dissidens des droits égaux aux leurs, et elle commençait par rétablir la loi d'unanimité qui rendait à jamais impossible l'exécution de ce vœu! Mais peut-être ne voulait-elle qu'entretenir le trouble,

et se souciait-elle moins de réussir par la légalité que par la violence?

Aucun catholique ne se joignait à la confédération des dissidens, formée dans les villes de Thorn, Elbing et Dantzig. Tous les citoyens de quelque considération auxquels on en avait offert le maréchalat l'avaient refusé. Cependant on sentait qu'une confédération des seuls dissidens, ridicule par son excessive faiblesse, ne colorerait pas d'un prétexte suffisant la mesure d'une intervention armée. Il fallait donc trouver moyen de leur adjoindre un certain nombre d'autres Polonais; ce qui ne se pouvait qu'en caressant leur passion dominante, l'inimitié contre le roi et sa maison. Il restait encore quelque trace des changemens faits par les Czartorinski, changemens odieux, principalement en haine de ceux qui les avaient faits. Panin écrivit à son neveu « que l'impératrice aurait le plus vif » regret s'il pouvait s'élever le moindre soupçon que » c'était avec son assentiment qu'avait été conçue » la hardiesse des entreprises contre la forme du » gouvernement, et qu'elle le chargeait expressé» ment d'inviter tous les Polonais qui comptaient » pour quelque chose la *patrie et la liberté* à former » entre eux une association régulière pour le réta» blissement des lois. » Cette lettre, fortifiée d'une déclaration analogue du roi de Prusse, fut répandue avec profusion dans toute la Pologne; des agens russes coururent de châteaux en châteaux, insi-

nuant la possibilité de détrôner le roi. A la voix de Repnin, les magnats les plus puissans et les plus considérés accoururent dans Varsovie. L'ambassadeur leur lut le plan d'une confédération générale, dont l'objet devait être le rétablissement intégral des anciennes constitutions, ou tout au moins le remplacement du peu de celles des Czartorinski qui restaient encore, par d'autres plus favorables aux prérogatives de la noblesse. Mais on stipulait dans cet acte le respect pour l'autorité du roi, le consentement à toutes les demandes des dissidens, et l'extension de la garantie de l'impératrice à toutes les parties du gouvernement. Tous se récrient, c'est en vain. Repnin est le plus fort ; il injurie, menace; il déclare qu'aucun des magnats ne quittera Varsovie que tout ne soit agréé. Il ajoute cependant que le manifeste ne les engage pas à tout ce qu'il contient; qu'une première condescendance de leur part peut amener à de grandes concessions. « Otez-nous seulement ce ver solitaire qui nous ronge, » disait le palatin de Kiovie, en parlant du roi. — « Tout ce que vous demanderez au nom de la nation confédérée, on vous l'accordera, répondait Repnin. » Avec de pareilles expressions, on feignait de s'entendre pour pouvoir, sous le voile d'un concert apparent, marcher à différens buts. C'était beaucoup déjà pour les républicains que de pouvoir former une confédération générale. En effet, cette association une fois établie, toute l'autorité, dans toutes ses

branches, lui devenait de plein droit soumise. Le roi, le sénat, les tribunaux, tous les hauts fonctionnaires, lui devaient compte de leurs actes; ceux qui refusaient de s'y adjoindre se mettaient par ce refus seul en dehors de la protection commune, et pouvaient même encourir la confiscation de tout ce qu'ils possédaient. On ne désespéra pas de pouvoir, à l'aide de cette redoutable dictature, faire déclarer la vacance du trône, comme il était arrivé déjà plus d'une fois : de plus, la cour de Saint-Pétersbourg appelait de l'exil au grand-maréchalat de la confédération le prince Radziwil, si justement populaire : toutes ces considérations éblouirent; et les seigneurs assemblés par le ministre russe, après avoir fixé au 24 mai l'époque de l'explosion simultanée des confédérations particulières, et indiqué à Radom, à quinze milles de Varsovie, leur rendez-vous général, se séparèrent pour aller les former dans les provinces.

Confédération de Radom.

Situation de la cour.

La cour, de son côté, ne restait pas oisive. Elle résolut, pour retenir les gentilshommes dans leurs terres, et les empêcher de prendre part à la confédération, de les occuper du soin de leur conservation particulière. Ses émissaires répandirent dans les campagnes et surtout dans les foires un manifeste où, entre autres choses, l'on faisait dire aux esclaves, en s'adressant à leurs maîtres : « Nos armes sont nos faux : nous en trouverons d'autres » dans vos maisons. Notre armée est prête : elle est

» répandue dans toutes vos provinces : notre signe » de ralliement sera la misère. » Ce moyen n'ayant pas réussi, le roi fit assurer les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg qu'accédant à la demande qu'elles en avaient faite il allait convoquer une diète extraordinaire, où la question des dissidens et le rétablissement du prince Radziwil n'éprouveraient d'opposition ni de la part du sénat, ni de la sienne. Mais ce prince sans pouvoir avait perdu toute considération. Les sénateurs qu'il convoquait ne répondaient pas à son appel. Stanislas n'était rien ; Repnin seul était tout. Ce ministre arrogant d'une cour despotique vint un jour dire au roi, en lui montrant les listes de plus de soixante mille gentilshommes confédérés qu'il avait reçues des provinces : *Vous voyez bien que je suis votre maître, et que votre couronne ne tient plus qu'à votre soumission.* Un autre exemple prouvera mieux encore l'excès de son insolence. Il y avait spectacle à Varsovie ; le roi s'y était rendu ; on avait long-temps attendu Repnin, mais enfin, croyant qu'il ne viendrait pas, on s'était déterminé à permettre le lever du rideau. Il arrive, entre en fureur, fait interrompre et recommencer les acteurs, et cela en présence de la cour et de son chef! C'était dire ouvertement : Je suis roi dans Varsovie, et la Pologne est une province russe.

Cependant, au temps fixé, la ville de Radom se remplit de confédérés. En même temps, un corps

de troupes russes, qui par des marches et des contre-marches avait masqué son véritable dessein, s'en approcha, et s'établit à quelque distance. Dès la première séance, un colonel, nommé Carr, entra sur les pas de Radziwil. Ayant été sommé de se retirer, il produisit un ordre qui lui prescrivait d'assister à toutes les délibérations, et présenta à signer un acte qu'on voulait faire passer pour le vœu unanime de la nation. Les prétentions des dissidens y étaient admises; les protestations de fidélité pour le roi renouvelées; la garantie de l'impératrice y était demandée. Tous les confédérés voulurent abjurer les actes de la confédération, et se disperser; mais le colonel déclare que ceux qui n'accéderont pas seront traités comme des perturbateurs du repos public, et place des sentinelles aux portes des maréchaux, à leurs tentes, à leurs équipages, prétextant, avec un respect ironique, que c'est une garde d'honneur qu'il leur donne.

Nouvelles violences de l'ambassadeur russe.

Repnin, vers lequel on députe, traite les envoyés avec indignité : il menace de les faire enlever, de faire brûler leurs châteaux. Le lendemain, on cerne la ville de Radom. De nouvelles troupes sont introduites, toutes les gardes renforcées. Une compagnie de canonniers, la mèche allumée, vient dresser une batterie en face de la maison de ville, où toute la noblesse est assemblée, et c'est dans cet appareil formidable que le colonel russe exige des maréchaux la signature du manifeste.

Ils signèrent, mais tous en faisant des réserves, à l'exception de six, les seuls sur soixante-dix-huit dont se composait la diète que Repnin eût trouvés accessibles à la corruption. La confédération générale fut ainsi conclue, et Radziwil élu maréchal.

Tel était encore l'aveuglement des Polonais qu'ils croyaient que la tyrannie dont ils souffraient s'exerçait contre le gré et à l'insu de l'impératrice. Pour penser autrement, il eût fallu la supposer trop perfide. Ils prenaient donc toujours à la lettre ses protestations de désintéressement, d'amour de l'humanité, de désir de justice. Une longue expérience n'avait pu les détromper. Cette complaisance que l'on porte dans la croyance de ce qu'on désire les maintenait dans l'erreur.

Catherine, en même temps qu'elle ôtait aux Polonais jusqu'à l'ombre de leur indépendance, paraissait vouloir rendre aux Russes une partie des droits qu'ils avaient perdus. Il n'avait pas été fait en Russie de recueil complet de lois depuis l'*oulagenié* ou code d'Alexis Mikaïlovitch ; cependant la plupart des dispositions de ce code se trouvaient si non abrogées, du moins contredites par une foule d'édits, fruits le plus souvent de l'intérêt du moment ou du caprice. Le sénat, les colléges, tous les tribunaux, embarrassés par la multitude des autorités contradictoires, ou traînaient indéfiniment les affaires, ou les jugeaient faute d'un guide qu'ils pussent suivre, selon leurs lumières, communément très-bornées,

et même quelquefois selon leur caprice, leurs passions et leur intérêt. A cette cause d'abus s'ajoutaient la vénalité des juges, et l'excès d'autorité qui leur était laissé, le moindre d'entre eux pouvant arbitrairement faire donner la question, même le knout, et exiler en Sibérie.

Assemblée législative à Moscou.

L'impératrice s'était rendue à Moscou. C'était là qu'elle avait convoqué une assemblée de députés, non-seulement des provinces Russes, mais encore des hordes tributaires les plus reculées. On vit arriver successivement dans cette ville les représentans d'une foule de nations, différant par leur langage, par leur habillement, par leurs mœurs, par la physionomie : les uns adorateurs du Christ, les autres du Grand-Lama, quelques-uns du soleil ; ceux-ci d'un Dieu unique, ceux-là de plusieurs dieux. « L'état misérable de ces peuples, dit Ruhlières, se faisait sentir dans l'instruction préliminaire qui leur était adressée : soit par les détails où l'impératrice se crut obligée de descendre pour ceux de ces législateurs qui ne sauraient pas écrire, soit par l'ordre qu'elle donnaît à ceux qui ne la comprendraient pas de la relire jusqu'à ce qu'ils l'entendissent, mais surtout par les étranges récompenses promises à ceux qui auraient travaillé à ce grand ouvrage. Ils devaient, entre autres priviléges, être pendant toute leur vie exempts de recevoir la question, à moins que ce ne fût sur un ordre même de l'impératrice. »

Cette instruction, qui, bien que donnée sous le

nom de l'impératrice, n'était guère qu'un extrait des considérations de Beccaria et de Montesquieu sur la législation des gouvernemens despotiques, fait il est vrai de sa propre main, obtint néanmoins à Paris les honneurs de l'index, parce qu'entre beaucoup de maximes favorables au despotisme des souverains il s'en trouvait qui l'étaient peu à celui des prêtres. Catherine y déplorait l'état d'asservissement des paysans, la misère excessive qui en moissonnait un grand nombre en bas âge : cependant rien ne devait être fait pour eux. La législation nouvelle fut à peine ébauchée, et le peu qu'on en exécuta resta comme ces frontispices qui laissent éternellement attendre le corps d'édifice auquel on les destinait.

L'impératrice, qui voulait laisser à cette assemblée les apparences de la plus grande liberté, s'était fait ménager dans la salle une tribune d'où, sans être aperçue, elle pouvait tout voir et tout entendre. La lecture des instructions, par laquelle on ouvrit la première séance, fut couverte des applaudissemens de cette élite d'esclaves, tremblant pour la plupart de l'honneur auquel ils étaient admis. Les députés des tribus nomades, ceux surtout des Samoyèdes, furent les seuls qui conservèrent de la dignité, et prirent une attitude d'hommes. Un de ces derniers prit la parole au nom de ses collègues, et dit : « Nous sommes simples et justes. Nous faisons » tranquillement paître nos rennes. Nous n'avons

» pas besoin d'un code nouveau, mais faites pour » les Russes nos voisins, et pour les gouverneurs » que vous nous envoyez, des lois qui arrêtent leurs » brigandages. »

Malgré la nullité absolue du plus grand nombre des députés, les séances qui suivirent prirent un caractère plus véhément. On devait s'occuper d'améliorer le sort des paysans. Le mot d'affranchissement, à peine prononcé, mais accueilli au dehors, y produisit la plus grande effervescence. Les serfs se montraient tout disposés à appuyer par la force l'exécution de cette mesure si elle était adoptée, mais les nobles menaçaient de leur ressentiment, et plusieurs même du poignard, quiconque la proposerait. Cependant l'un d'entre eux, appelé Schérémétef (son nom mérite d'être offert à la reconnaissance des amis de l'humanité), propriétaire de plus de cinquante mille de ces infortunés, protesta qu'il verrait avec joie leur délivrance. En attendant, les débats s'animaient de jour en jour. L'impératrice craignit que les députés ne s'arrogeassent plus d'autorité qu'elle n'avait entendu leur en donner; et effectivement elle avait si peu limité leurs pouvoirs « qu'avec un peu d'adresse, dit Castéra, ils eussent pu détrôner celle qui les avait convoqués. Quelques-uns même laissaient entrevoir qu'ils n'ignoraient pas ce qu'ils pouvaient. » Catherine frémit à cette idée, et l'as-

a dissolution. semblée fut dissoute avec plus d'empressement

encore qu'on n'en avait mis à la réunir; on voulut néanmoins que, si le bien qu'on s'en était promis se trouvait perdu pour la nation, il n'en fût pas de même pour l'impératrice. On eut soin, avant d'en séparer définitivement les membres, de les engager à décerner à leur souveraine les titres de *grande*; de *sage*, de *prudente*, et de *mère de la patrie*. A l'offre de ces titres, elle répondit avec une modestie affectée « que si elle se rendait digne du premier, ce serait à la postérité à le lui donner ; que la sagesse et la prudence étaient des dons du ciel dont elle le remerciait chaque jour, sans oser s'en attribuer le mérite; qu'enfin le titre de mère de la patrie était le plus cher à ses yeux, le seul qu'elle pût accepter, et qu'elle le regardait comme la plus douce, la plus glorieuse récompense de ses travaux et de ses sollicitudes pour un peuple qu'elle chérissait. » Une médaille d'or, dont elle fit présent à chacun des députés, pour perpétuer la mémoire de l'intention qui les avait fait réunir, fut vendue, par la plupart d'entre eux, aux orfévres de Moscou; en sorte que l'issue de cette farce législative ne ressembla pas mal à l'effet produit par ces villes postiches dont Potemkin devait plus tard lui donner le dispendieux spectacle.

Il resta pourtant quelque chose, sinon des travaux de cette assemblée, au moins des soins particuliers de l'impératrice; elle divisa le sénat et les grands tribunaux en sections, chargées chacune Résultat.

koff s'étant inconsidérément confié à un camarade, Orlof le fit arrêter au lieu même de son embuscade. Il le conduisit devant l'impératrice, qui lui parla avec douceur, ne le fit même pas emprisonner d'abord, et se contenta ensuite de l'exiler en Sibérie ; pourvoyant ainsi à sa sûreté sans rien donner à la vengeance. Elle admit plus tard la fille de cet officier au nombre de ses demoiselles d'honneur : quelque motif qu'on cherche à cette modération, on ne lui en peut trouver que de dignes d'éloges.

La nouvelle de la découverte des îles Aléoutes, faite par les vaisseaux de deux compagnies marchandes, établies sur les bords de la mer Glaciale, l'une au Kamtschatka, l'autre à l'embouchure de la Kowima, vint, vers cette époque, remplir de joie le cabinet de Saint-Pétersbourg, qui, dans son ignorance absolue de l'esprit du commerce, poursuivait le chimérique projet de faire d'une nation de serfs une nation négociante. Ces îles sont situées dans le détroit qui sépare de l'Asie le nord de l'Amérique. Les deux compagnies y avaient ouvert un commerce de pelleteries dont le début faisait espérer pour la suite les plus grands avantages. Catherine désirait ardemment de voir ses sujets réussir dans cette industrie des échanges, qui s'assujettit les peuples, et par les besoins qu'ils ont déjà, et par ceux qu'elle leur crée : elle ne négligeait, pour les conduire à ce but, aucun moyen, hors le principal, qui eût été de les faire hommes

et libres; car jamais, quoi qu'on fasse, le commerce ne fleurira sous la main flétrie des esclaves.

Plusieurs savans ou naturalistes, les Georgi, les Falk, les Forskael, les Guldenstædt, les Lépékin, et surtout les Gmelin et les Pallas explorèrent, par ordre de l'impératrice, sous le rapport de l'histoire naturelle, de l'agriculture, de la géographie, des arts, du commerce et des mœurs, les contrées les moins connues de son vaste empire. Le résultat de leurs travaux, si l'on n'eût pris à tâche de l'ensevelir en partie dans un mystérieux secret, aurait sans doute été le monument le plus glorieux du règne de Catherine : car, tandis que les peuples s'imaginent partager la gloire de leurs maîtres, parce qu'ils en font les frais, ce sont en effet les souverains dont la mémoire hérite et reste parée de la gloire de leurs sujets.

D'un autre côté, Pétersbourg s'enrichissait de nouvelles académies; les anciennes étaient plus amplement dotées; quelques-unes voyaient améliorer leur organisation. Au nombre de ces dernières était l'académie des arts. Catherine faisait acheter par toute l'Europe des tableaux, des bibliothèques, pour les offrir aux regards ignares des Russes : osons dire qu'elle eût mieux fait d'employer à délivrer des paysans les fonds qu'elle consacrait à ce luxe. Académies, Musées, etc.

Elle encourageait spécialement la traduction en langue russe des meilleures productions des

langues étrangères. Les primes pour cet objet s'élevaient annuellement à cinq mille roubles. C'était peu de chose que cette somme, si on la compare aux énormes largesses qu'elle faisait, je ne dis pas seulement à ses favoris, mais à leurs moindres créatures. On peut affirmer en effet qu'elle ne dépensa pas en institutions le quart de ce que lui coûtèrent ses lubriques amours. Et encore sur ce quart les neuf dixièmes au moins furent donnés à l'ostentation ; c'est donc un dixième laissé à l'utilité : en vérité, ce qui reste à louer est trop loin de compenser ce qu'on ne peut s'empêcher de trouver blâmable !

Catherine eut la gloire d'avoir été, entre tous les souverains, la première à se faire inoculer. Je dis la gloire, parce que nous en sommes réduits, par nos habitudes d'adulation, à louer dans un prince ce qui ne paraîtrait dans un particulier qu'un acte ordinaire. Il y eut cependant de la part de cette impératrice un vrai courage à braver les menaces de danger dont la routine essayait alors d'effrayer tous ceux qui, comme elle, n'étaient pas prévenus contre cette heureuse innovation, et de la générosité à mettre tout son zèle à propager un procédé qu'elle jugeait utile. Non-seulement elle se fit inoculer, mais encore elle fit inoculer son fils. Orlof, une foule de courtisans, l'imitèrent. Enfin elle établit, comme je l'ai dit, un hospice spécial, pour l'inoculation. Le docteur Dimsdale, appelé d'Angle-

terre pour exécuter sur l'impératrice et sur sa cour cette opération préservatrice, s'en retourna comblé de richesses et de distinctions.

Le conseil des confédérés transféré de Radom à Varsovie.

Reportons maintenant notre attention sur ce qui, pendant ce temps, se passait en Pologne. Stanislas, ne trouvant point dans ses sujets la confiance ni l'appui qu'il leur avait demandés, et trop faible pour se soutenir seul, prenait enfin le parti de se rejeter dans les bras de la Russie. Il se fit l'instrument, et pour ainsi dire, le courtisan de Repnin. La diète extraordinaire venait d'être convoquée : les évêques, celui de Cracovie le premier, accédaient enfin à une partie des demandes en faveur des dissidens, mais on exigeait d'eux une accession entière et sans réserve ; Repnin, qui ne concevait pas l'opposition, ni même l'objection aux ordres de sa souveraine, imagina, pour faire cesser ce qu'il appelait une *criaillerie*, de transférer de Radom à Varsovie l'assemblée des confédérés. En même temps, il ne négligea aucun des moyens d'influencer les élections des diétines. Presque partout ces assemblées se tinrent sous la baïonnette des Russes, et sous l'inspection de leurs officiers. Des candidats qui déplaisaient furent retenus de vive force dans leurs châteaux. Les Polonais opposèrent la fermeté à la violence, ils exigèrent de ceux qu'on les contraignit d'élire des sermens terribles qu'ils ne consentiraient à rien de contraire au vœu de leurs commettans. Il y eut

menace de mort contre les violateurs. La plupart des districts rédigèrent en outre d'énergiques protestations, que Repnin fit arracher des registres publics, « comme si, dit Ruhlières, ces registres eussent pu seuls déposer contre lui, et que les droits de la nature, indépendans de toutes les formes légales, n'eussent pas été dans tous les temps une réclamation suffisante ? »

Dans les districts méridionaux, voisins des frontières turques, d'où les Russes, d'après un engagement pris avec la Porte, devaient rester éloignés de quinze lieues au moins, les Polonais eurent plus de liberté, et les manœuvres de leurs ennemis moins de succès. Deux officiers que Repnin envoya à Kaminiek ne purent réussir à se faire entendre; et, dans le tumulte qu'occasiona leur présence, une lettre qu'ils devaient remettre de la part de la tsaritse fut foulée aux pieds; ces Russes furent saisis d'une horreur superstitieuse et sortirent en prophétisant des vengeances. Repnin, en attendant, procédait avec les opposans à ses vues par le pillage, la dévastation, l'incendie même de leurs biens. Il déclarait hautement que, lorsqu'il tiendrait les nonces à Varsovie, *il saurait bien les faire parler ainsi qu'il voudrait;* et, comme pour donner une preuve qu'il n'avançait rien dont il ne fût sûr, il faisait signer aux gentilshommes qu'il avait en sa puissance un engagement non-seulement de ne point s'opposer à ses projets, mais

encore de ne former ni conserver, *sans sa permission*, de liaison avec aucun sénateur, ministre ou nonce, avec aucun ambassadeur, ou autre agent étranger, ni avec qui que ce fût dont le sentiment y serait contraire; et, en cas de contravention, de se soumettre aux peines de dégradation de noblesse, de confiscation de biens, de mort, ou à telle autre peine qu'il lui plairait de leur infliger. Tant d'insolence semblait devoir enfin produire une résistance effective. « Il faut, disait l'évêque de Cracovie, que les Polonais cessent de calculer ce qu'ils peuvent pour considérer uniquement ce qu'ils doivent. La plupart des États ont été perdus par ces citoyens équivoques qui veulent s'accommoder au temps. » Krasinski l'exhortait à modérer sa fougue, à attendre que la Porte se fût enfin déclarée, à réserver son courage pour des temps plus favorables. « Si vous ne me trouvez bon qu'à faire un martyr, lui écrivait-il, je suis prêt à éclater avec vous; mais, si je puis servir mon pays plus utilement que par le sacrifice de ma vie, trouvez bon que je la conserve. »

Le roi accède à la confédération

Cependant le jour de l'ouverture de la diète était arrivé. Le roi, pour avoir droit d'assister à ses séances, ce qu'il n'eût pu faire en restant étranger à la confédération générale, accéda enfin à cette association. On proposa, au nom de son chef, le prince Radziwil, un projet qui attribuait l'examen et la discussion des nouvelles constitutions à une commission, et ne lais-

sait à la diète qu'un vote muet. La vigueur avec laquelle cette proposition fut combattue fit prendre auxRusses la résolution violente d'enlever les principaux opposans : ce furent l'évêque de Cracovie, Soltik; celui de Kiovie, Zaluschi; Rzewuski, palatin de Cracovie, et son fils, non moins courageux que lui. Ils furent conduits à Smolensk; puis, à l'explosion de nouvelles confédérations, transférés en Sibérie, où ils demeurèrent six ans, sous l'étrange inculpation *d'avoir manqué par leur conduite à la dignité de la tsaritse :* ceci ne ressemblait pas mal aux crimes de lèse-majesté de Tibère. Stanislas-Auguste fut accusé d'avoir lui-même concerté l'enlèvement de ces illustres citoyens.

Enlèvement de plusieurs magnats.

En vain les confédérés avaient envoyé des députés à l'impératrice ; Panin, à qui seul il leur fut possible d'articuler leurs plaintes, leur répondit, unissant l'ironie à l'outrage : « L'impératrice est une grande princesse ; le prince Repnin est mon neveu, et vous serez heureux malgré vous. » En même temps, prenant sur lui d'abandonner le système de ménagemens et de temporisation que Catherine avait long-temps jugé politique d'employer, il donnait carte blanche à Repnin, et l'engageait à ne se laisser arrêter par aucun obstacle, vînt-il même d'une tierce puissance. « Exécutez ce qui vous est ordonné, lui écrivait-il, et je me charge du dehors. » Les excès de l'ambassadeur n'eurent dès lors plus de bornes. Il menaçait de livrer Varsovie au pillage,

Nouvelles

si l'on n'accédait pas à toutes ses demandes, particulièrement à son projet de comité. Il parlait de traiter comme des rebelles les sénateurs et les nonces, et de faire couper la tête sur l'échafaud à quiconque s'opposerait aux volontés de l'impératrice; car, ajoutait-il dans sa logique d'esclave, « quiconque la contredit se déclare son ennemi; » et, continuant de raisonner dans le sens de ce dilemme, il concluait sans doute que quiconque se déclarait son ennemi méritait la mort.

menaces de l'ambassadeu russe.

Le grand-maréchal ayant demandé par trois fois, selon l'usage, si les États consentaient au projet, six voix répondirent oui à la première question; trois seulement à la seconde; et, à la troisième, la honte augmentant toujours, une seulement répondit. Néanmoins, on nomma soixante commissaires, qui durent se réunir tantôt chez le primat, tantôt dans les appartemens de Repnin. Cet ambassadeur fit avec eux le Gesler : si quelqu'un se permettait d'invoquer les déclarations de l'impératrice : « Tais-toi, lui répondait le satrape, ce n'est qu'à moi qu'il appartient de savoir la raison des déclarations de ma souveraine : je ne veux ni remontrances, ni raisonnemens; je ne veux que de la soumission. » Il parlait ainsi, au sein de son palais entouré et rempli de troupes russes, dans une salle où l'on avait placé sur un trône le portrait de l'impératrice. Ce fut toujours au pied de ce portrait que tous les actes furent signés, et l'atti-

tude menaçante des troupes rangées en bataille se renouvelait à chaque signature.

Les dissidens rentrés dans une partie de leurs droits.

L'affaire des dissidens, traitée en présence des ministres des cours d'Angleterre, de Prusse, de Suède et de Danemark, intervenant pour cet objet seulement, fut conclue à la satisfaction de ces cours, sans cependant qu'on eût cru pouvoir refuser au fanatisme du culte dominant des concessions graves, comme, par exemple, une inégalité révoltante dans le droit au prosélytisme.

D'un autre côté, si l'on ne fit pas assez pour les dissidens, on fit beaucoup trop pour leur clergé, en lui accordant les prérogatives abusives dont jouissait le clergé romain. Il eût beaucoup mieux valu abaisser celui-ci au niveau de l'autre qu'élever l'autre à la même hauteur de privilége que son rival. C'est ainsi seulement qu'on eût pu, sinon par les moyens, au moins par le but, prétendre légitimement à l'approbation des philosophes.

Repnin, devenu plus audacieux par le succès, ne mettait plus de bornes à son arrogance. « Vous en faites trop, lui dit enfin le comte Martian Potoki, et vous ne connaissez pas notre nation. Nous avons un ancien proverbe qui dit : On ôte aisément à un Polonais son habit et même sa veste; mais, dès qu'on veut lui ôter sa chemise, il reprend tout. — Qui osera remuer? dit l'ambassadeur. — Moi, reprit Potoki : avant quinze jours, je serai à la tête d'une confédération contre tout ce que vous

faites ici. Me voici en votre puissance, et vous pouvez me faire arrêter : vous n'y gagnerez rien, cinquante mille Polonais pensent comme moi. » Et en effet ce Polonais, que Repnin n'osa ou dédaigna de faire arrêter alors, leva bientôt après l'étendard de la résistance.

Cependant le travail des nouvelles constitutions allait fort lentement, parce que pour tous les cas qui n'étaient pas prévus par les instructions de l'ambassadeur (et il y en avait nécessairement beaucoup) il fallait recourir à Saint-Pétersbourg, et que, malgré la vitesse des communications, les réponses se faisaient toujours beaucoup attendre, grâce à l'excessive paresse de Panin, à la discrétion duquel cette affaire était presque entièrement laissée. Quant à l'impératrice, l'impatience des longueurs et des obstacles qui y étaient attachés l'avaient dégoûtée d'y donner une attention suivie; ou, si elle la gouvernait, c'était du sein des plaisirs. Aussi y avait-il plusieurs semaines que la révision était suspendue, lorsqu'un courrier, accouru en toute hâte de Moscou, apporta l'ordre de conclure sans délai ce qui restait encore à faire. Cet empressement extraordinaire était le fruit des menaces de la Porte, ou plutôt de l'influence active de M. de Vergennes, ambassadeur de France près cette cour. Le duc de Choiseul, alors ministre, lui avait écrit : « J'ai vu avec peine que le nord de l'Europe s'asservissait à l'impératrice de

Russie, et que l'Angleterre et ses subsides étaient l'appât que cette princesse présentait pour établir son despotisme dans cette partie. Le Danemark, par crainte de la Russie, et dans une espérance illusoire d'acquérir la partie du Holstein appartenant au grand-duc, se livre avec bassesse aux volontés de la tsaritse. La Suède, par des particularités inouïes, ne délibère et n'agit que par les ordres des Moscovites. Le roi de Prusse est ménagé et soutient les opérations de la cour de Saint-Pétersbourg. Il se prépare dans le Nord une ligue qui deviendra très-formidable pour la France. Le moyen le plus certain de rompre ce projet, et peut-être de culbuter de son trône usurpé l'impératrice Catherine, serait de lui susciter une guerre. »
Cette guerre, M. de Vergennes entreprit de la susciter et la suscita. Et d'abord, c'était d'après ses instances que le divan venait d'exiger l'entière évacuation de toute la Pologne, quinze jours au plus tard après la conclusion de l'affaire des dissidens, et que, par contre-coup, l'impératrice pressait la conclusion de toutes choses dans ce pays. On se mit donc activement à l'œuvre. Chose inouïe jusqu'alors! les constitutions d'un État reconnu indépendant devaient, selon le texte même de leur préambule, se concilier avec les intérêts d'un État voisin, et entrer dans le traité d'une alliance avec cet État! Chose plus inouïe! un gouvernement du plus pur despotisme prétendait forcer des républi-

cains d'être libres, et leur garantir malgré eux la conservation de leurs droits ! Voici sommairement le contenu des nouvelles constitutions. Elles consacraient l'usage du *liberum veto;* elles étendaient l'activité des citoyens à tout le territoire de la république, disposition dont l'admission d'une multitude de Russes à l'indigénat ne tarda pas à expliquer le motif ; elles imposaient de nouveaux règlemens aux tribunaux; elles amélioraient la condition des paysans; elles abolissaient le droit de vie et de mort qu'avaient sur eux les nobles, et établissaient des juridictions pour les protéger ; enfin, elles prohibaient les compositions judiciaires en argent encore existantes en Pologne. Toute cette dernière partie des nouvelles lois fut un véritable bienfait, dont je m'empresse de louer Catherine. Je ne puis donner la même approbation aux deux premières dispositions de la constitution nouvelle, c'est-à-dire au maintien du *liberum veto* et à l'extension de l'activité politique du citoyen à tout le territoire de la république. L'une assurait à la Russie un prétexte perpétuel d'intervention, l'autre un moyen de triomphe dans les diétines. Ces deux lois, appelées cardinales, ne pouvaient être abrogées ni altérées, même par l'unanimité. C'était fixer le joug des Russes sur la tête des Polonais. Il n'était, du reste, rien changé à l'organisation des quatre conseils souverains œuvre de Czartorinski. Quelques articles transitoires spoliaient la Pologne au

Nouvelles constitutions ; diète de 1768.

profit des plus actifs de ses tyrans. L'assentiment de la diète à toutes ces mesures fut obtenu par les moyens ordinaires, malgré une protestation qu'un nommé Ubiqui, usant du droit qu'on maintenait, eut le courage de déposer. La session législative de Varsovie parut aussi stérile d'améliorations que celle de Moscou; et l'on disait que toutes ces promesses de nouvelles lois dont l'impératrice avait rempli le monde se réduisaient à conserver en Russie le despotisme et en Pologne l'anarchie.

Tandis que l'évêque de Kaminiek, échappant sous divers déguisemens à la poursuite active de Repnin, courait à Dresde, à Vienne, à Versailles, implorer des protecteurs pour sa patrie opprimée, le succès d'une confédération dont il avait lui-même préparé la trame, et qui devait n'éclater qu'après la retraite des Russes et la déclaration de guerre de la Porte, se trouvait compromis par la bouillante impatience d'un noble nommé Pulawski. Ce gentilhomme avait choisi pour lever l'étendard de la résistance la province de Podolie, près de la frontière Turque, dont les Russes ne pouvaient, d'après leurs conventions, s'approcher qu'à une distance de quinze lieues au moins. Les confédérés de Barr, ainsi appelés du nom de la ville où ils tinrent leurs premières assemblées, parurent d'abord n'être inspirés que par le fanatisme. Sur les bannières qui leur servaient d'étendards étaient grossièrement peints la Vierge Marie et l'enfant Jésus. Des croix

brodées sur leurs habits les faisaient ressembler à ces misérables qui, au moyen âge, inondèrent par millions l'Asie, pour y reconquérir les lieux saints ; avec cette différence pourtant qu'au lieu de combattre les musulmans c'était au contraire sous la protection de ces infidèles, comme on les nomme, qu'ils s'armaient dans le but de réduire à l'unité de foi des co-réligionnaires, des chrétiens au moins, dont la croyance différait à peine de la leur, et encore dans quelques points de pratique et de dogme sans conséquence morale, par conséquent sans importance. Ceci ne fut pas le moins singulier de cette complication d'intérêts et de passions qui faisaient recourir aux moyens les plus disparates avec le but qu'on se proposait. Catherine était trop spirituelle et trop maligne pour ne pas relever cette bizarrerie : « Le ridicule des croisades » passées, écrivait-elle à Voltaire, n'a pas empêché » les ecclésiastiques de Podolie, soufflés par le » nonce du pape, de prêcher une croisade contre » moi. Ces fous de soi-disant confédérés ont pris » la croix d'une main, et se sont ligués de l'autre » avec les Turks. La bénédiction du pape leur promet » le paradis ; et conséquemment les Vénitiens et » l'empereur seraient damnés, je pense, s'ils pre» naient les armes contre ces mêmes Turks, défen» seurs aujourd'hui des nouveaux croisés contre » quelqu'un qui n'a touché ni en blanc, ni en » noir, à la loi romaine. »

On avait entendu l'impératrice murmurer, à la première nouvelle de cette confédération, la menace d'*abandonner les Polonais à eux-mêmes ;* tant elle était aveuglée par son amour-propre ou plutôt abusée par de faux rapports! Repnin en effet présentait dans ses dépêches les affaires de Pologne sous le jour le plus favorable à son importance personnelle. Il avait, à l'occasion de ces troubles, forcé le sénat de demander par une adresse la continuation du séjour de l'armée russe en Pologne. Catherine, dans les dispositions où elle se trouvait, autorisa volontiers son ambassadeur à déployer des rigueurs encore plus grandes. Elle lui envoya même pour cet effet, avec les plus brillantes récompenses (1), un renfort de troupes. En même temps, tandis qu'elle s'efforçait de prolonger, à prix d'argent, l'assoupissement du Divan, elle ordonnait à Stanislas, sous peine de voir saccager son royaume, de mettre à sa disposition tout ce qu'il possédait de forces. Sans égard à un armistice récemment conclu avec les insurgés de la Podolie, sept régimens de troupes réglées et cinq mille cosaques marchèrent à la fois vers cette province, brûlèrent sur leur passage les maisons éparses, les villages, tout ce qui ne fut pas

---

(1) Il reçut l'Ordre de Saint-Alexandre, le grade de lieutenant-général, une gratification de cinquante mille roubles, et une permission de voyager en Europe, avec continuation de sa solde d'activité.

assez fort pour opposer de la résistance; dépouillèrent, sans distinction de sexe ni d'âge, les familles rencontrées en fuite sur les chemins, ou trouvées dans leurs foyers, destituées de toute assistance. Des menaces de châtiment furent faites à quiconque, soit Russe, soit Polonais des troupes de la couronne, ferait grâce de la vie à un confédéré. Tels étaient les moyens employés par Catherine, ou en son nom, pour « remplir », comme elle le disait dans une réponse au message du sénat de Varsovie, « les engagemens de sa cou» ronne, et veiller au repos et au bonheur de l'hu» manité! »

Une horde de la nation cosaque, ou plutôt un ramas de bandits de toutes les nations, allait comme un fléau destructeur s'abattre sur l'orient de la Pologne. Ces hommes, dont j'ai déjà parlé, étaient appelés *Zaporoghi*, c'est-à-dire *d'au-delà des cataractes*, parce qu'effectivement ils habitaient, au-dessus des cataractes du Dniester, des îles presque inexpugnables, qui, de temps immémorial, avaient servi de repaire à des pirates, et aussi *haydamacks*, *brigands*, à cause des ravages qu'ils faisaient à main armée dans les contrées voisines. Ils composaient l'une des plus singulières associations politiques qui aient jamais existé. Leur forme de gouvernement était la démocratique; leur religion, la chrétienne grecque; leur métier, le pillage; leur loi fondamentale, le célibat; une de leurs obligations, l'ignorance.

Leur principal village s'appelait *la Schetza.* Ils ne se perpétuaient qu'au moyen d'enfans qu'ils enlevaient, ou de brigands et d'esclaves qui se joignaient volontairement à eux. Leur fanatisme, par lequel ils se distinguaient autant, et plus peut-être encore, que par la férocité dans le carnage et l'avidité dans le butin, leurs hostilités perpétuelles contre les Turks, donnaient à leur société une sorte de caractère religieux, et la plaçait presque, dans l'opinion des Russes, au même niveau de considération que l'Ordre de Malte. L'impératrice et son fils étaient inscrits au nombre de ses membres. Quoi qu'il en soit, que ces hommes aient formé une agrégation de brigands, ou simplement, comme le dit Ruhlières, une espèce de *confrérie religieuse,* un ordre pieux, les horreurs qu'ils commirent ne purent être l'inspiration que d'un fanatisme de scélérats, d'autant plus atroce que ceux qu'il anime le croient expiateur.

Si les Zaporogues ne furent pas expressément conviés par Catherine à faire irruption sur le territoire de la république, ils durent au moins s'y croire autorisés par plusieurs circonstances : par l'appel que l'adroite politique de cette princesse faisait au zèle religieux de ses sujets en faveur des dissidens du culte grec ; par la violence de ses invectives contre les malheureux Polonais ; enfin, et surtout, par l'exemple des paysans que les Russes en différens lieux insurgeaient contre leurs maîtres ; moyen qui paraît communément odieux, quoique employé

par une nation d'hommes libres, mais qui incontestablement l'est à juste titre, quand c'est le plus oppresseur des gouvernemens qui n'hésite pas à y recourir.

La plupart des gentilshommes de la contrée, exposée la première à l'incursion de ces brigands, ou étaient démunis des troupes particulières dont ils se faisaient ordinairement garder, et qu'ils avaient envoyées à la confédération, ou étaient allés eux-mêmes sous l'étendard national combattre contre leurs tyrans. Tout à coup les Russes annoncèrent qu'il leur venait du côté de l'Ukraine un secours de cinquante mille hommes; et en effet parurent bientôt de ce côté, guidés par leur attaman Zelesmak, et précédés de missionnaires moscovites, les farouches Zaporogues; des paysans malheureux, que les intrigues du ministre russe, non moins que la dureté de leur servitude, poussaient à la défection, recevaient d'eux des armes, et en retour les conduisaient dans les maisons, leur signalaient les victimes. Tout ce qui n'était pas de la religion grecque, tout ce qui appartenait à la caste nobiliaire, fut égorgé indistinctement. Les juifs, plus odieux, à cause de leurs rapines, furent presque tous brûlés vifs. Tels étaient les résultats d'une guerre entreprise dans le but de réprimer les écarts de l'intolérance!

Les haydamacks, comme s'ils eussent été jaloux de justifier leur titre, pendaient à une même potence un gentilhomme, un moine, un juif et un chien, avec

cette inscription : *c'est tout un :* d'autres fois, ils réunissaient autour du même instrument de supplice une mère et tous ses enfans. Ils enterraient jusqu'au cou des centaines de malheureux, et s'amusaient ensuite à faucher les têtes. Souvent ils éventraient des femmes enceintes, et substituaient à leur fruit des chats vivans, qu'ils renfermaient dans leur sein. Ils obligeaient ceux qu'ils soupçonnaient de cacher leur religion ou leur naissance à plonger leurs mains dans un sang noble ou ecclésiastique. La prise de la ville forte d'Humann, due en partie aux intrigues d'un général russe commandant dans les environs, livra au massacre quinze mille personnes qui, pour la plupart, y étaient venues chercher un asile. Le nombre total des victimes fut de deux cent mille selon les uns, et de cinquante mille seulement suivant les autres. Ruhlières, à qui j'emprunte le fond de ces détails, ajoute que des pères exerçaient leurs enfans à peine âgés de dix ans à égorger et à poignarder; mais tous les historiens ont dit, et lui-même après eux, qu'une loi fondamentale des Zaporogues les obligeait à vivre dans le célibat. Je ferai une remarque semblable sur ce qu'il raconte, et que je rapporte également, des inscriptions que ces meurtriers plaçaient au haut des potences ; leur constitution leur défendait expressément d'apprendre à lire, et sans doute, par une conséquence naturelle, excluait ceux qui le savaient de la faculté d'être agrégés à la Schetza.

Irruption de
s barbares
n Pologne.

D'un autre côté, les paysans qui servaient de guides aux haydamacks n'étaient pas sous ce rapport plus éclairés qu'eux. Tout ceci jette quelque doute sur la véracité des détails que l'historien de l'anarchie de Pologne, si estimable d'ailleurs, donne de ces massacres de l'Ukraine. Il est pourtant un moyen d'expliquer les deux faits en discussion. Il se peut que les inscriptions aient été tracées par les Russes (quoiqu'encore les Russes qui sussent écrire fussent bien rares alors), et qu'en outre on doive entendre par les fils des Zaporogues, des enfans adoptifs de ces barbares, ou même ceux qu'ils auraient eus avant leur agrégation.

Les généraux russes, jugeant la confédération des contrées envahies par les Zaporogues éteinte enfin par tant d'excès, enveloppèrent ces barbares, et les dépouillèrent d'un butin immense. Beaucoup furent incorporés de force parmi les cosaques réguliers; d'autres obtinrent de rester dans le pays victime de leurs ravages : la moindre partie eut la permission de rentrer dans les îles. Les paysans polonais qui leur avaient prêté assistance furent, sur l'ordre du général de la couronne, Branéki, pendus au nombre de plusieurs milliers. Huit cents avaient été réservés pour les travaux publics. Quatre cents environ, contre lesquels sans doute on n'avait que de vagues soupçons, devaient être jugés à Léopol, et déjà leur procès était commencé

tivement il laissait depuis six semaines sur son bureau, sans les décacheter, des dépêches qui, connues plus tôt, eussent fait prendre des précautions pour la prévenir. Cependant il jouissait, à raison de la tutelle qu'il exerçait sur le grand-duc, d'une popularité imméritée : il n'eût pas été politique de le disgracier, et Catherine se contenta de le charger hautement et publiquement de la responsabilité d'un évènement qu'elle avait craint dans l'intérêt de sa sûreté, mais qu'elle désirait peut-être dans celui de son ambition et de son orgueil.

D'abord, pour se mettre tranquille du côté de la Pologne, elle annonça l'intention d'en rappeler Repnin, et de lui donner pour successeur un vieux courtisan d'Élisabeth, nommé Volkonski, de mœurs et de manières beaucoup plus douces; mais, en attendant, elle laissait à ce même Repnin le pouvoir discrétionnaire dont il avait tant abusé. Celui-ci mit d'autant plus d'ardeur à en outrer la jouissance qu'il le sentait près de lui échapper. Il conçut, et poursuivit, avec l'agrément de l'impératrice, l'extravagant projet de faire déclarer la Pologne contre la Porte; et, en même temps que Catherine recommandait de tenter toutes les voies d'accommodement, les ordres les plus sanglans étaient donnés contre les confédérations. Si une ville se confédérait, elle était incontinent brûlée. Il y avait peine de mort contre tout marchand qui vendrait

de la poudre à tirer. Tout semblait aux Russes permis envers ce qu'ils appelaient des révoltés. Envers eux nul respect de la foi jurée; nul égard aux droits des nations; aucune application des devoirs qu'impose l'humanité. Un monstre, un colonel russe, un Drevitz, faisant égorger au mépris d'une capitulation des gentilshommes prisonniers, et les livrant aux supplices inventés pour les esclaves (1) ; des soldats attachant par ses ordres les victimes à des arbres, et les prenant pour but dans leurs exercices ; d'autres fois, prouvant leur adresse à enlever des têtes au bout de leurs piques, et ainsi figurant les jeux d'un carrousel; d'autres fois encore, écorchant tout vifs des confédérés, et rabaissant leur peau de manière à lui faire représenter l'habit polonais; enfin, coupant à quelques-uns les deux mains, et les envoyant porter dans les campagnes et dans les villes l'épouvantail de cette horrible mutilation; telle était une partie seulement des horreurs exercées contre les infortunés Polonais, au sein même de leur patrie! Tant d'atrocité fit une nécessité de la résis-

Cruautés des Russes.

(1) Qu'on s'imagine cent mille gentilshommes exerçant pendant des siècles sur leurs esclaves un droit de vie et de mort, dont l'usage n'est réglé par aucune loi, et l'on se fera une idée du nombre et de la variété des supplices qui durent être inventés par la férocité des maîtres. Sans doute le détail de ces supplices, s'ils pouvaient être connus tous, fournirait l'épisode le plus révoltant de l'histoire de l'homme.

tance, et même enfanta des représailles; mais qu'avait à espérer, dans un pays tout de plaines, une nation plus belliqueuse qu'aguerrie, ayant en tête une armée disciplinée, brave par terreur, dévouée par superstition, et dont la source était proche et inépuisable ? Les Polonais ne pouvaient que faire payer chèrement à leurs tyrans la ruine de leur patrie ; et c'est aussi tout ce qu'ils firent.

Cependant Krim-Ghéraï, passant de l'exil au commandement absolu des armées ottomanes, s'était hâté, malgré la rigueur de l'hiver, d'entrer à la tête de ses Tatars dans cette partie des frontières turques récemment envahie et colonisée par les Russes sous le nom de Nouvelle-Servie. Les colons ne furent point défendus : trente-cinq mille environ de ces malheureux, tous ou presque tous étrangers, déserteurs français ou allemands, paysans ou artisans, recrutés de tous les pays, principalement en Hollande, arrachés à la terre natale ou à leur patrie adoptive au moyen de tous les genres de séduction, se virent enlever et vendre à quatre-vingts piastres par tête. La terreur et la fuite s'étendirent à plus de cinquante lieues des lignes. On trembla jusque dans Moscou ; mais le khan, au moment où il se disposait à porter la guerre en Pologne, mourut presque subitement, empoisonné, s'il en eût fallu croire beaucoup de personnes, qui chargeaient un Russe de ce crime. La Porte alors rentra ou plutôt resta dans l'inaction. La paix avait

Incursion de Tatars.

cessé depuis quelques mois, et la guerre ne commençait pas encore. Il est de fait qu'on n'était préparé de part ni d'autre; la Russie surtout se trouvait presque désarmée. Le mauvais ordre de son gouvernement était extrême. Les intérêts de la défense de l'État s'y trouvaient subordonnés à ceux de l'embellissement de la capitale; et des fondations civiles, de faste au moins autant que d'utilité, absorbaient les fonds destinés aux militaires. Le grand-maître de l'artillerie versait dans la caisse particulière de l'impératrice presque tous les revenus de cette arme. Le ministre de la guerre agissait à peu près de même; et l'armée, mal nourrie, mal vêtue, irrégulièrement payée, était loin d'atteindre effectivement à son complet nominal. Les officiers, les généraux même, selon Frédéric, n'entendaient rien encore à l'art de la guerre; ils ignoraient la castramétie et la tactique. Les choses n'étaient pas mieux organisées du côté des Turks; en sorte que trente mille hommes de troupes bien instruites eussent, au sentiment d'officiers distingués qui furent témoins oculaires, pu disperser l'une ou l'autre armée des deux parties belligérantes, et pénétrer jusqu'au sein de leur capitale.

Situation respective des deux États belligérans.

Catherine, pour pouvoir suffire aux dépenses extraordinaires qu'elle allait être obligée de faire, imagina de créer en Russie une banque, et la créa, au grand étonnement de tous les étrangers, qui croyaient un tel établissement incompatible avec

Création d'une banque à Pétersbourg.

la nature du gouvernement de ce pays; mais c'était cette nature même du gouvernement qui la rendait facile. Qui n'a pas de sécurité pour sa tête ne peut guère songer à en désirer pour sa bourse. L'autocratie obtient tout par la terreur, même les effets de la confiance. L'émission des billets dépassa bientôt d'une manière alarmante les bornes qu'on s'était prescrites. L'abus de cette ressource a toujours eu partout, et devait nécessairement avoir en Russie comme ailleurs, quoique moins qu'ailleurs, des suites embarrassantes. Des membres du cabinet osèrent le faire pressentir à Catherine : « La banque, répondit-elle, sera soldée par les sommes que mes armées et mes flottes arracheront au Grand-Seigneur: » Excellente hypothèque à offrir à des créanciers!

L'impératrice avait ordonné d'ouvrir la campagne par la prise de Choczim. Deux fois les troupes russes avaient marché contre cette ville, deux fois elles s'étaient vues obligées à la retraite. Ce double échec porta l'alarme dans Pétersbourg. Le plus morne silence y régnait : on avait pris les précautions les plus minutieuses pour empêcher qu'il n'y parvînt de l'armée aucune lettre ; car telle est l'erreur des gouvernemens, et surtout des gouvernemens despotiques, qu'ils ne sentent pas que le récit fidèle des plus grands désastres reste toujours au-dessous du tableau que s'en forment des imaginations qu'on semble vouloir comprimer.

Mais ce que n'avait pu conquérir la bravoure des Russes, un accident, la rupture d'un pont sur le Dniester, causée par la crue subite des eaux de ce fleuve, le leur procura. Au moment où, enfermés dans la position la plus désavantageuse, ils étaient presque à la discrétion de leurs ennemis, l'armée musulmane, partagée par les eaux du fleuve en deux masses inégales, dont l'une, ne pouvant recevoir de secours de l'autre, fut presque entièrement détruite, se trouva, à la suite de cette défaite partielle, complétement démoralisée : une de ces désertions générales, si fréquentes chez les Turks, en opéra la dispersion. Les troupes russes occupèrent, sans éprouver de résistance, les deux principautés de Moldavie et de Valachie, où, à chaque guerre, depuis des siècles, elles étaient attendues comme libératrices. Ainsi se termina cette campagne de 1770; comme toutes celles qui suivirent, plutôt à l'avantage qu'à la gloire des Russes. Et en effet, pour se faire une idée de toute cette guerre, il faut, selon le grand Frédéric, « se représenter des borgnes qui, après avoir bien battu des aveugles, gagnent sur eux un ascendant complet ».

Succès inespéré.

Fin de la campagne de 1770.

A cette victoire inattendue qui rendait à l'ennemie des Polonais la disposition, du moins momentanée, de toutes ses forces; à l'abandon plus marqué encore où toutes les cours, même celle de France, laissaient ces républicains, ils eussent dû, ce semble, se laisser abattre; mais au contraire leur

Confédération de Barr généralisée à Biala.

courage prit de leur désespoir même plus d'énergie. La confédération de Barr s'étendit : des gentilshommes des cent soixante-dix-neuf districts de la république vinrent, à travers mille périls, la généraliser à Biala, sur la frontière de la Silésie. Le comte Krasinski, frère de l'évêque de Kaminiek, fut unanimement élu grand-maréchal de cette importante association.

Remplacement de Repnin.

Stanislas, qui, pendant tous les précédens évènemens, s'était pour ainsi dire effacé, commença alors à vouloir reprendre quelque vie. Il n'était plus sous le joug de Repnin. Volkonski, le successeur tant promis de cet ambassadeur, était enfin arrivé à Varsovie. Le roi crut à un changement de système : il adressa à l'impératrice, de concert avec son sénat, des plaintes énergiques sur la conduite du précédent ministre. C'était mal prendre son temps. Catherine, d'abord consternée des revers de son armée, au point d'en paraître un moment vieillie, s'était montrée, il est vrai, disposée à la conciliation, mais une nouvelle faveur de la fortune venait de lui rendre avec la sécurité toute son arrogance. A la réception du message du roi et du sénat de Pologne, elle entra en fureur, laissa échapper la menace de détrôner Stanislas, menace qu'elle devait dans la suite exécuter, et, en attendant, exigea impérieusement de ce prince qu'il joignît ses troupes aux siennes pour combattre les confédérés.

Ainsi la tyrannie tourne contre ceux mêmes qu'elle opprime les forces qu'ils ne savent pas lui opposer.

Stanislas ne se laissa point imposer : il semblait que le temps de la fermeté fût à la fin venu pour ce prince. Volkonski, qu'on avait peint comme si débonnaire, continua alors, avec un peu moins de violence néanmoins, le plan de son prédécesseur.

Pendant ce temps, Pétersbourg était dans l'ivresse ; une victoire, indépendante de toute combinaison militaire, don des élémens et du hasard, y était célébrée comme le triomphe de la bravoure et de l'habileté. La conduite de l'impératrice dans toute cette campagne prouvait en elle plus de bonheur que de génie. La témérité, l'inconséquence même, avaient dominé dans toutes ses résolutions. N'importe : la fortune l'avait favorisée, et, dès lors, selon la faiblesse humaine, elle avait des droits à la gloire. Je citerai d'elle un trait qui montre combien mal elle savait parfois appliquer le ressort politique. De jeunes nobles, rebutés des fatigues de la campagne ou effrayés de ses dangers, voulurent quitter le service; Catherine, au lieu de chercher à les y retenir, au lieu de les punir même, comme on l'eût fait partout ailleurs, non-seulement condescendit à leur désir, mais encore les renvoya pourvus en partie d'un grade supérieur à celui dont ils jouissaient dans l'activité. Cette facilité tout-à-fait anti-militaire était, sans contredit, sinon une faiblesse, du moins

Conduite impolitique de Catherine.

être mis à la disposition de son principal agent. Ce fut alors seulement (vers 1765) que cet officier se remit en route pour le Péloponèse, emportant avec lui d'Italie des ornemens pour les églises, et d'autres présens, qu'il devait faire au nom de l'impératrice.

Un évènement bizarre qui d'abord s'était montré sous un aspect favorable aux desseins de la Russie n'avait pas tardé ensuite à les contrarier ; je veux parler de la fermentation que produisit vers cette époque dans la contrée du Monténégro le séjour d'un être mystérieux, simple caloyer ou moine grec, appelé Stéphano. Ce religieux parcourait les vallées, réconciliant les familles et tâchant d'éteindre par les exhortations de la religion les vieilles haines communes et âpres chez ces peuplades à demi sauvages. L'évêque de Monténégro, qui, tout dévoué à la Russie et à ses projets, et proclamant comme prochaine la délivrance de la Grèce, alliait sur sa poitrine à la croix épiscopale un portrait de Catherine II, fut le premier et le plus ardent à encourager le zèle de Stéphano. Papas-Ogli lui-même lui fit passer de fortes sommes : mais tout à coup un bruit se répand que ce moine n'est autre que l'infortuné Pierre III, échappé à ses rivaux de puissance : des Monténégrins qui ont été soldats aux gardes de ce prince prétendent le reconnaître : l'air, le ton mystérieux du caloyer, le soin qu'il a toujours eu de se cacher le front et pres-

que les yeux d'un énorme chapeau de feutre, favorisent cette idée que lui-même ne confirme ni ne dément expressément. Cependant les gérontes, les texiarques, les évêques, tous les chefs civils, militaires et religieux se soumettent à son influence ; les peuples lui paient aveuglément les tributs qu'il prescrit : sans droits, sans titres, qu'il prouve ni même qu'il prétende, il exerce sur les volontés le despotisme le plus absolu. Il rend des édits et les signe : « *Étienne, petit avec les petits, méchant avec les méchans et bon avec les bons ;* » d'où on lui donne généralement le nom de Stéphano Piccolo, *Étienne le Petit.*

Bientôt la renommée porte dans toute l'Europe ce nom, avec les circonstances mystérieuses ou bizarres qui s'y rattachent. La Porte la première, prête une attention sérieuse au mouvement qu'il excite ; pour elle Stéphano est plus qu'un fanatique, c'est un rebelle : déjà les bandes de cet inconnu avaient troublé par leurs incursions la sécurité de l'Albanie ; déjà, à la voix de ses émissaires, les Serviens et les Bosniens, Slaves d'origine, offraient d'eux-mêmes leurs secours. Et les sauvages montagnards de la Chimère sortaient en armes de leurs criques, vallées de la liberté. Le sultan, pour étouffer, dès sa naissance, le feu de la sédition, rassembla en toute hâte les tribus albanaises, il en écrasa les Monténégrins : ces peuples furent en partie détruits, leurs villages incendiés, leurs

poser sans de sûres garanties, et pour un avantage équivoque, peut-être pour un but étranger à l'intérêt de la Grèce, l'indépendance particulière et le repos dont ils jouissaient. « Les Maïnotes, excellens, selon eux, pour la défensive, étaient par leur manque de concert peu propres à l'agression. Quant aux autres Grecs, ils promettraient beaucoup, mais tiendraient peu, accoutumés qu'ils étaient à trembler et à fuir aux premières menaces des Turks. En un mot les Russes devaient songer à conquérir le Péloponèse, et non à le soulever. » Cette réponse, dictée par une longue expérience du caractère des Grecs modernes, n'était pas selon le vœu d'Ogli : celle de l'assemblée des gérontes ou sénat ne le satisfit pas davantage. Ce corps ne voulut s'engager à rien qu'il ne connût exactement le plan de la cour de Saint-Pétersbourg, et surtout les forces qu'elle comptait employer à l'exécuter.

Bénaki, proëstos Kalamata.

Papas-Ogli eut plus de succès auprès de Bénaki, proëstos de Kalamata, le plus riche et le plus influent des Grecs de la plaine : cet homme, rusé, intrigant, ambitieux, avait su, par des sacrifices dont, au reste, le protectorat qu'il exerçait sur ses concitoyens le dédommageait amplement, se concilier la faveur de tous les pachas qui s'étaient succédé dans le gouvernement de la presqu'île. Il promit et fit promettre par une assemblée de primats et d'évêques le soulèvement de cent mille Grecs, aussitôt que les Russes auraient paru

avec des armes sur les côtes du Péloponèse; inconcevable légèreté de la part d'un homme qui jouissait de quelque réputation d'habileté et de prudence!

Les émissaires envoyés sur les autres points de la Grèce vinrent à Trieste rendre compte à Ogli du résultat de leurs manœuvres: tous en exagérèrent le succès, et trompèrent le principal agent, comme lui-même trompait Catherine et son favori : selon eux, et selon un jeune Ukrainois, nommé Tamara, parvenu depuis en Russie au grade de général, et qui dans le même temps avait parcouru sans mission, et sans rien savoir même de ce qui se préparait, les différentes provinces de la Grèce, toute cette contrée était mûre pour une révolution; on y était persuadé du prochain accomplissement de la prédiction qui attribuait à une nation blonde le futur affranchissement des Grecs. Le nom de Catherine II y était en vénération; on ne le prononçait pas sans y joindre l'épithète de sainte; et dans quelques endroits son portrait prenait place jusque sur les autels à côté des images les plus révérées. Ce fut pour préparer les moyens de recueillir enfin le fruit de ces prétendues dispositions que deux des Orlof, l'aîné et le plus jeune, Alexis et Fédor, se rendirent à Venise vers la fin de 1768. Ils y attendirent pendant plus d'un an, au milieu d'intrigues relatives à leur but, l'arrivée d'une première escadre, de onze vaisseaux de

guerre que les Anglais, après avoir remédié autant que possible, aux vices de leur construction, remorquèrent hors de la Manche et jusque dans la Méditerranée. Cette escadre ne portait que douze cents hommes de débarquement, inaguerris encore et ridiculement armés. Il est vrai que pour suppléer à cette faiblesse numérique, encore augmentée par la mortalité que l'air des ports d'Italie causa bientôt sur les vaisseaux, les Orlof firent embarquer de force, selon Ruhlières, une foule de malheureux paysans qu'ils avaient engagés comme colons au service de la Russie ; procédant ainsi par les voies de la plus coupable tyrannie à l'œuvre la plus libérale, à l'affranchissement d'un peuple.

Cependant une seconde escadre, plus forte en vaisseaux que la première, était sortie des ports de la Baltique, sous le commandement de l'Écossais Elphinston, qui, tout en appréciant la lourdeur des vaisseaux russes et l'ignorance crasse de leurs équipages, n'en parlait pas moins avec confiance de forcer le passage des Dardanelles, jusque là regardé comme infranchissable, et de bombarder Constantinople, conjointement avec une autre flottille, qui de l'embouchure du Borysthène le viendrait joindre dans le port de cette capitale. Telle était la promesse d'Elphinston, promesse qu'il faisait sur sa tête; « pourvu, disait-il, que ces misérables vaisseaux » puissent aller jusqu'aux mers de l'Archipel. » Il disait encore à Londres, où il passa :

« Il y aura d'abord un combat naval : nous le ga-
» gnerons, si Dieu le veut; et ensuite nous pas-
» serons ces fameuses Dardanelles aussi facilement
» que je bois ce pot de bière.»

Il ne régnait cependant point chez les Grecs cet enthousiasme sans bornes que les rapports des émissaires du gouvernement russe s'accordaient à leur supposer. Un député des Maïnotes vint témoigner à Alexis leur étonnement de ce que, dans une lettre qu'il leur écrivait, il leur donnait le titre de sujets de l'impératrice, à eux s'honorant d'avoir seuls perpétué l'indépendance des Spartiates, dont ils prétendaient descendre. Ils voulaient concourir au but annoncé par la Russie, mais seulement comme alliés, et encore lorsqu'on les aurait bien convaincus de la sincérité de ce but et de l'intention d'employer pour y atteindre des moyens suffisans. En même temps, un autre Grec partait d'un port d'Italie pour la capitale même de la Russie. Il allait porter au cabinet de Saint-Pétersbourg, non pas la soumission, mais les conditions de coopération des villes du Péloponèse. Ces villes consentaient bien à prendre les armes, mais l'expérience du passé leur inspirait une légitime défiance ; elles demandaient que l'impératrice elle-même s'engageât publiquement et solennellement à ne les abandonner jamais, et à ne point faire la paix avec leurs oppresseurs que ceux-ci ne fussent chassés de la Grèce entière. Mais le ministère russe, long-temps opposé à cette

expédition lointaine, éluda un engagement aussi formel; et en effet, tandis qu'Orlof apercevait dans l'insurrection de la nation grecque la résurrection à son profit des royaumes d'Épire et de Macédoine, lui n'y voyait qu'une diversion momentanée, qui devait être plus fatale encore aux insurgés qu'avantageuse à la Russie.

Catherine, de son côté, paraissait poussée à cette entreprise moins par une intention de philanthropie que par une vaine ambition de gloire. Quelle nécessité en effet d'aller tenter si loin, au risque de mille désastres, ce qu'elle pouvait faire chez elle-même bien plus aisément et sans aucun danger? S'il lui fallait des opprimés à défendre, des esclaves à délivrer, n'avait-elle pas à côté d'elle et sous ses pieds tout son peuple, qu'un long et affreux usage de la servitude avait presque dégradé de l'humanité? Sans doute c'est un malheur grave, c'est une honte pour une nation, d'avoir perdu sa liberté politique; c'est un crime de l'en dépouiller, un devoir de la lui rendre, quand on est en état de le faire; mais les Grecs au moins jouissaient de la liberté civile; ils étaient pour la plupart autonomes (se gouvernant par leurs propres lois); ils nommaient leurs magistrats; ils ne payaient qu'une capitation assez faible, uniforme, invariable; ils n'étaient pas serfs, et, loin d'être possédés, ils possédaient eux-mêmes presque tout le sol; ils jouissaient d'un autre avantage, celui de se trou-

ver, malgré la rouille de barbarie qu'ils avaient contractée, moins incivilisés encore que leurs maîtres, d'être pour ceux-ci des agens utiles, nécessaires, ménagés, et fort souvent considérés même. Enfin ils étaient matériellement heureux : la population du Péloponèse avait presque doublé depuis un siècle ; et cette péninsule au moment du débarquement des Russes offrit à leurs yeux, non point comme chez eux le tableau hideux d'une terre à regret fécondée par des infortunés sans intérêt au produit, mais, selon leur propre expression, « l'aspect riant et cultivé d'un jardin. » Certes les raïas grecs durent leur paraître cent fois moins opprimés et moins malheureux qu'eux-mêmes. Ah! se fussent-ils écrié, si leur abrutissement ne leur eût pas ravi l'usage de toute espèce de raison, que leur esclavage est digne d'envie, comparé à celui sous lequel nous gémissons! Que nous voudrions pouvoir, comme eux, semer et récolter pour nous-mêmes, suivre la profession de notre choix, être sûrs de ne pas voir vendre nos parens à différens maîtres! Ils ne sont point soumis à des châtimens arbitraires, habituellement du moins; et, si ceux qu'on leur inflige sont parfois cruels, nous n'avons à leur envier ni les mutilations ni le pal! Si les Grecs, comme on le dit, sont esclaves, que sommes-nous donc, nous autres Moscovites? C'était effectivement d'étranges instrumens d'émancipation que ces Russes, et ils durent

bien se trouver surpris d'être par un memnoï-oukase, transformés en libérateurs.

Cependant un officier-général russe allait dans le Monténégro recueillir ce qui restait de ses braves habitans, et avec eux Stéphano, puni d'abord d'une captivité de quelques mois, puis élevé au grade de colonel. Bientôt Fédor et Alexis devaient faire voile, l'un de Mahon, l'autre de Livourne, pour se réunir à l'île de Malte, dont ils comptaient entraîner après eux et déverser sur la Grèce toutes les forces. Fédor arriva le premier au rendez-vous; mais, ayant trouvé les chevaliers fermes dans le dessein d'observer la neutralité la plus rigoureuse, il partit mécontent pour cette Grèce, au sein de laquelle son imagination, exaltée par le sentiment des merveilles de l'histoire, le pressait d'arriver.

Les habitans grecs du Péloponèse se trouvaient depuis quelque temps en état de prévention : on leur avait interdit l'exercice public de leur culte. La plupart étaient, ainsi que la totalité des Turks, surpris et alarmés de ces mesures extraordinaires.

Arrivée de la première escadre russe sur les côtes du Péloponèse 1770.

La flottille de Fédor jeta l'ancre près de la petite île Strophade, ce poétique séjour des Harpies, à l'entrée du golfe de Coron. La faiblesse numérique des troupes qu'il avait à bord était telle qu'en dégarnissant les vaisseaux d'une partie de leurs équipages on ne put mettre à terre que cinq cents hommes. Les chefs des Maïnotes et Mavro-Mickhali

lui-même, malgré l'insuffisance évidente de ces moyens, consentirent à agir incontinent de concert avec les Russes; soit qu'ils crussent ce que leur disait Fédor, que son escadre n'était qu'une faible avant-garde de la flotte nombreuse et chargée de troupes qu'amenait Alexis, le principal chef de l'expédition; soit que, quelle que fût l'issue de l'entreprise, leur passion du pillage et leur haine des Turks leur fissent voir dans l'occasion d'une campagne contre ces musulmans une bonne fortune; certains qu'ils étaient de trouver toujours dans leurs montagnes un refuge impénétrable.

Aussitôt chaque tête de Turk est mise au prix de deux sequins. L'évêque de Monténégro parcourt, une croix à la main, les campagnes de cette côte. On cherche à éveiller à la fois la cupidité et le fanatisme. Peu de Grecs néanmoins s'insurgent. Fédor, par le conseil secret de Bénaki, ce proëstos de Kalamata dont j'ai fait connaître les engagemens, et qui diffère encore à se déclarer, forme deux divisions de ce qu'il peut réunir de combattans : l'une, sous le nom de légion orientale de Sparte, comptant deux cents paysans grecs et douze soldats russes seulement, doit marcher vers la contrée où fut jadis cette ville héroïque, et ramasser sur son passage à travers les montagnes qui l'avoisinent les hordes féroces des Maïnotes; l'autre, sous le nom de légion occidentale, forte et composée comme la première, doit rallier vers

l'occident les habitans des villages de la côte. Un troisième corps, le plus considérable, où sont quatre cents Russes et un grand nombre d'Esclavons, de Maïnotes, de Monténégrins, commence et suit infructueusement, avec des moyens insuffisans, il est vrai, le siége de Coron, place qu'on eût pu enlever par un coup de main, si on l'eût attaquée dès les premiers jours, comme le proposait Mavro-Mickhali.

Premiers succès de l'expédition.

Kalamata, beaucoup de villages, la petite ville d'Arcadie, se soumettent à la légion d'occident; la ville populeuse de Misistra, et quelques bourgs de la vallée de l'Eurotas, sont occupés par la division orientale : des bandes d'Ioniens, de Zantiotes surtout, conduits, les uns par le fanatisme, les autres par des vues cupides, se précipitent des Sept-Iles sur la côte du Péloponèse; elles envahissent Gastumi et Patras même, mais sans la forteresse. Missolonghi s'est insurgé de lui-même. Enfin la ville et les châteaux de Navarin, qui ceignent et commandent le port le plus vaste de toute la presqu'île, se rendent, après une courte résistance, à quelques troupes russes commandées, circonstance remarquable! par un général noir au service de Russie : ce général avait nom Annibal.

Tel fut le plus haut période des succès des Russes dans cette campagne du Péloponèse. Athènes, Corinthe et son dictrict, n'attendaient que l'apparition des vaisseaux russes; la première, pour lever

l'étendard de l'indépendance, l'autre, en outre, pour fermer aux musulmans le passage de la presqu'île : les chrétiens de la Thessalie ne demandaient que les armes qui leur avaient été promises. Les îles de l'Archipel, Candie entre autres, la plus vaste de toutes, se disposaient à suivre le commun mouvement, et à transformer leurs marins, trop souvent déshonorés par une horrible piraterie, en défenseurs de la liberté.

Mais, d'un autre côté, le pacha de la presqu'île, renfermé dans Napoli, maître encore, dans l'intérieur et sur la côte, de toutes les places importantes, attendait du nord les hordes albanaises, et du midi la flotte ottomane. Les Gréco-Russes avaient éprouvé quelques échecs ; ils s'énervaient devant Coron, et la mésintelligence régnait dans leurs conseils. Fédor Orlof, nourri, malgré son éducation plus libérale que celle du commun des Russes, dans les habitudes despotiques, voulut prendre avec Mavro-Mickhali un ton impérieux. « Eusses-tu à tes ordres, lui dit le Maïnote, toutes » les armées de ta souveraine, encore ne serais-tu » qu'un esclave, et moi, chef d'un peuple libre, la » destinée m'en rendît-elle le dernier homme, ma » tête aurait néanmoins plus de prix que la tienne. » Sur ces mots les deux chefs se séparèrent. Mavro-Mickhali se retira avec ses troupes particulières sur les sommets du Maina, sa résidence habituelle ; et les Grecs depuis remarquèrent avec complai-

Revers.

nous affranchir, et nous ne vous demandons qu'un asile, » disaient, mais en vain! ces infortunés. Tout à coup l'approche de l'armée ottomane leur est annoncée : s'ils l'attendent, ils meurent; mais comment l'éviter? où fuir?... des barques s'offrent à eux, ils s'y jettent : beaucoup, entassés en trop grand nombre dans d'étroits esquifs, sombrent et s'abîment ; cinq mille environ atteignent la petite île de Sphactérie, à l'entrée du port. Là, sans abri, sans eau, sans alimens, dans l'attente de la mort la plus affreuse, ils voient flotter autour d'eux les cadavres de leurs proches que la mer leur a ravis, « et les Russes, dit Ruhlières, contemplaient de dessus les remparts ce spectacle avec des risées! »

Abandon du Péloponèse et de ses malheureux habitans, 1770.

Alexis ne voit plus alors à une entreprise trop légèrement formée d'autre issue qu'une fuite ignominieuse. Benaki lui expose vainement qu'il peut, grâce à l'ignorance des Turks dans l'art d'attaquer les places, se maintenir long-temps encore au sein de celle qu'il occupe, et y attendre des secours; il n'écoute rien, il se hâte d'embarquer les malades, les blessés, et les principaux d'entre les Grecs; laissant, pour satisfaire à la rage des vainqueurs, le vulgaire des insurgés, multitude obscure, mais qui, dans un pays où s'agitait une guerre d'extermination et de fanatisme, ne pouvait espérer de se faire, comme ailleurs, une égide de son abjection. En vain le pacha, homme éclairé et humain pour un Turk, fit proclamer une amnistie géné-

rale ; les farouches Albanais, indociles à son joug, répandirent partout la terreur. Regardant le Péloponèse comme leur conquête, ils refusèrent de l'abandonner, même après que le calme y fut rétabli, et s'y maintinrent contre le gré du sultan, pendant plusieurs années, opprimant, pillant ou égorgeant indistinctement tous les Grecs, et jusqu'aux Ottomans.

Les Russes firent voile pour joindre l'escadre d'Elphinston, qu'ils savaient s'avancer contre la flotte ennemie, et vers laquelle voguaient déjà Fédor et l'amiral Spiritof, suivis du plus grand nombre des vaisseaux. Déjà Elphinston avec sa seule escadrille, s'élevant, pour toutes forces, à cinq voiles de guerre, avait tellement effrayé la flotte turque qu'elle n'osait plus sortir du port de Napoli, où elle s'était réfugiée, et que le pacha qui commandait dans cette ville fut obligé pour l'y contraindre de menacer de tirer sur elle le canon des forts. Le capitan-pacha, après une multitude de tours et de retours au milieu de l'espèce de labyrinthe que forment les îles dont sont parsemés ces parages, crut avoir trouvé dans le canal de Chio un sûr asile. Il y forma de sa flotte, forte de quinze vaisseaux de ligne, et de plusieurs frégates ou grands bâtimens armés, un croissant dont chaque extrémité s'appuyait à des sables ou à des rochers; et dans cette position, que des batteries placées sur la côte d'Asie semblaient achever de rendre inex-

résigné encore que le leur : ne pouvant long-temps soutenir à succès égal le combat à l'arme blanche qui s'est engagé sur leur navire, ils prennent le parti désespéré de se jeter dans celui de leurs ennemis : alors commence la plus effroyable confusion : souvent dans le trouble, au sein de l'obscurité produite par la fumée, au milieu des flammes de l'incendie plusieurs fois éteint et toujours se rallumant, des combattans de la même nation s'entr'égorgent, croyant chacun frapper un ennemi. A la fin la capitane, désagréée, embrasée, prête à sauter, reste aux Turks, et aussi le vaisseau amiral russe, auquel Greig, en l'abandonnant, a mis le feu de sa propre main : ainsi l'honneur du triomphe est pour Hassan ; honneur stérile, il est vrai, car, pour n'être pas enveloppé dans la ruine de sa conquête, il est contraint de se précipiter à la mer, tout ruisselant qu'il est du sang qui sort de cinq blessures. Dans cet instant, un singulier exemple de férocité vient s'offrir aux regards des spectateurs de ces scènes terribles : un Grec s'élance de l'une des chaloupes russes vers le brave Hassan, qu'il a reconnu nageant avec l'aide d'un Algérien fidèle compagnon de tous ses périls ; l'agitation de la mer le lui ayant fait perdre de vue, il se précipite sur un autre Turk, luttant tout près de lui contre les vagues ; tous deux se saisissent, se poignardent, et disparaissent également sous les eaux, sans doute blessés mortellement.

La capitane, poussée par les vents au milieu du reste de la flotte, y cause un prompt désordre; tous les vaisseaux s'enfoncent précipitamment et pêle-mêle dans le golfe étroit de Thchesmé; ils y fuient l'incendie, l'incendie viendra les y chercher.

En effet, leur encombrement dans ce lieu inspire aux contre-amiraux anglais le projet de les y consumer tous. Aussitôt on dispose deux brulôts; Greig, avec trois vaisseaux, une frégate et une bombarde, s'avance pour fermer la sortie de la rade d'abord, et ensuite favoriser l'introduction des brulôts, commandés chacun par un officier anglais. On les lance vers une heure après minuit : le premier prend feu trop promptement; l'autre, dirigé avec plus d'habileté ou de bonheur, s'accroche à l'un des bâtimens turks qui bordent l'entrée de la baie, et l'enflamme. L'incendie gagne rapidement de navire en navire, et bientôt enveloppe d'un voile de feu toute la flotte ennemie. En un instant, l'effroi, le trouble, le désordre, y arrivent à leur comble; chacun veut fuir, la mer se couvre de matelots et de soldats nageant au milieu des débris qui déjà la parsèment. Les décharges de l'artillerie, qui s'opèrent d'elles-mêmes à mesure que les canons s'échauffent, ajoutent encore à la peur; des cris d'angoisses sortent du sein des flammes et se mêlent à leurs rugissemens. Mais ce fut surtout lorsque le feu eut envahi les soutes aux poudres que le spectacle devint effroyable. La détonnation passa en force

Affaire de Thchesmé, juillet 1770.

toute idée qu'on s'en pourrait former. Elle fit trembler la terre à Smyrne, à une distance de près de douze lieues; et l'on prétendit l'avoir entendue dans Athènes, cinq fois plus éloignée encore. Les cavités des montagnes et des rochers vers lesquels fuyaient dans leur terreur les habitans de cette côte renvoyaient au rivage d'affreux mugissemens. Plus près, la terre s'ouvrit, et d'immenses précipices s'y creusèrent. La forteresse et toute la petite ville de Thchesmé, l'ancienne Siscus, dans laquelle était une mosquée, furent englouties à ne presque plus laisser de traces (1). Les vaisseaux russes, quoique dans un éloignement considérable, s'agitaient sur leurs ancres, comme par la plus forte tempête. Plus de cent bâtimens ennemis sautèrent; plus de vingt mille Turks périrent, ou déchirés par l'explosion, ou noyés. Enfin les eaux de la baie s'imprégnèrent de sang, et en même temps disparurent, pour ainsi dire, sous une multitude de troncs, de membres mutilés, de planches, de voiles, de débris de toute espèce.

Les Chiotes, quoiqu'une étendue de plusieurs lieues de mer fût entre leur île et le théâtre de cette catastrophe, doutaient cependant encore, à l'aspect qu'elle leur offrait, s'ils en étaient assez séparés.

Telle fut la fameuse affaire de Thchesmé; ce

---

(1) Catherine elle-même rapporte dans sa correspondance cette particularité, propre à faire détester sa victoire.

ne fut pas une bataille à proprement parler, mais un incendie. Les Turks avaient été vainqueurs des Russes dans le combat, ou plutôt l'opiniâtreté d'Hassan avait vaincu Spiritof ; le triomphe final de ce dernier fut celui de l'habileté anglaise sur l'impéritie ottomane : Greig, Elphinston, et quelques-uns de leurs compatriotes, suivant avec eux la même fortune, firent tout. Alexis, tant que dura l'action, se tint à une grande distance. Il s'évanouit même à l'incendie du vaisseau amiral (1), et montra dans toute l'expédition une pusillanimité de femme. Ce fut pour lui pourtant qu'en fut tout l'honneur; ce fut lui que l'impératrice en récompensa principalement; lui dont le nom, inscrit seul ou en première ligne sur tous les monumens destinés à en perpétuer le souvenir, fut décoré par Catherine du titre de *Thchesminskoï*, et, par la renommée même, de celui de héros. Ainsi s'acquiert quelquefois la gloire des armes !

Sur la gloire des armes.

Placez vis-à-vis l'un de l'autre deux généraux presque également incapables, il faudra bien, malgré eux, qu'ils agissent ; les circonstances les pousse-

(1) S'il faut en croire ce que dit Catherine dans une de ses lettres, l'unique cause de l'évanouissement d'Alexis fut l'idée qui lui vint alors que Fédor avait péri ; mais ne peut-on, sans trop risquer d'être injuste, révoquer en doute la sensibilité de l'égorgeur de Pierre III ? Cette princesse ajoute que, revenu à lui, il fit lever toutes ses voiles, et se précipita avec son vaisseau dans la mêlée : elle seule rapporte ce fait.

ront ; l'intelligence ou la valeur des subalternes, la fortune enfin, amèneront un évènement décisif : de là nécessairement un vainqueur, et de la gloire à la manière des puissans !

Ainsi l'on voit un Romanzof, capable peut-être, mais d'une réputation de bravoure fort équivoque, même parmi les Russes, se refuser aux avances de la fortune, obliger la victoire à lui faire violence, et, tout surpris, resplendir de l'éclat de succès qu'il n'a pas préparés !

De plus, la gloire des armes, comme toute gloire, ne doit s'apprécier qu'en raison de la concurrence plus ou moins grande, plus ou moins libre; à la cour de Catherine, il y avait concurrence de faveur plutôt que de mérite ; ce n'était pas du moins le talent ni des services publics qui avaient élevé Alexis au poste de chef de l'expédition; la gloire qu'il pouvait acquérir était donc d'avance facilitée par la faveur, et par là moins estimable. Il en est de même de la gloire à laquelle on peut prétendre dans les gouvernemens où de certaines classes seulement sont admissibles aux hauts emplois militaires, gloire de faveur, gloire de privilége ! Supposez au temps de l'invasion des Teutons et des Cimbres le tribunat militaire et le consulat réservés exclusivement aux seuls patriciens; Marius n'apparaissait pas. Admettez que la voie de l'avancement militaire n'eût pas été déblayée en France des obstacles qu'elle offrait avant la révolution aux plé-

béiens et même à la petite noblesse ; on n'eût jamais connu sans doute un Hoche, un Moreau, un Kléber, un Bonaparte ; et peut-être le plus célèbre général de l'époque eût été Rochambeau !

L'impératrice mit une sorte d'affectation à revendiquer d'avance pour Orlof l'honneur de la meurtrière journée de Thchesmé. Il semble qu'elle prévît qu'on devait le lui disputer : « Ma flotte, *non pas sous le commandement de mes amiraux*, écrivait-elle à Voltaire, *mais sous celui du comte Alexis Orlof*, après avoir battu la flotte ennemie, l'a brûlée tout entière. » Elle s'épuisait en cette occasion en éloges pompeux de ce Russe : « Les héros, disait-elle, sont nés pour les grands évènemens.... les Orlof sont nés pour les grandes choses. » Catherine, en traçant ces lignes, songeait-elle au meurtre de son époux ? Si elle n'y songeait pas, quelle tranquillité dans le crime ! Si elle y songeait, quel endurcissement !

On parviendra difficilement, au reste, à convaincre ceux qui jugent philosophiquement des choses qu'il y ait eu de la gloire attachée à cette grande destruction de la flotte musulmane. Alexis et la presque totalité des Russes n'y assistèrent que de loin et comme à un spectacle. Si dans cette œuvre de la fortune on veut faire la part de l'habileté et du courage, elle sera tout entière du côté des Anglais, qui imaginèrent, firent préparer, ou lancèrent les brûlots ; et, tout au plus, en outre, de

la poignée de malheureux Grecs ou Esclavons dont on avait chargé ces embarcations incendiaires, n'osant pas, sans doute, exposer des Russes à tant de péril.

La victoire des Russes ne les aveuglait pas sur leur faiblesse, que même elle venait d'augmenter. Néanmoins Elphinston voulait que, profitant du premier moment de terreur, on fît voile pour les Dardanelles; il se faisait fort de passer, sans presque de dommage, sous le feu des châteaux, de guider la flotte dans le port de Constantinople, et de la mettre à même d'imposer au sultan, sous les murs même du sérail, les conditions de paix les plus avantageuses à l'impératrice. Ce fut encore Alexis Orlof qui empêcha de suivre ce conseil vigoureux. Elphinston fut néanmoins détaché à la recherche de quelques caravelles turques qu'on disait sorties des Dardanelles, avant que la nouvelle de l'incendie de la flotte, qu'elles allaient joindre, y fût parvenue : cet intrépide marin, favorisé par un vent du sud, entre dans le canal avec un seul vaisseau, celui qu'il monte; passe, sans être atteint, sans daigner riposter par un seul coup, sous le feu des châteaux, dont les batteries n'ont, il est vrai, de munitions que pour une seule décharge; puis, quand il est hors de portée, il jette l'ancre, fait battre ses tambours, sonner ses trompettes, et ordonne qu'on lui serve du thé; enfin, après cette bravade, qui justifie la promesse qu'il a faite à l'impé-

ratrice, il revire de bord, et sort du détroit avec l'aide des courans, sans autre obstacle que celui du vent, qui alors lui est contraire. C'était démontrer jusqu'à l'évidence la facilité d'exécuter le plan qu'il avait conseillé.

Cependant l'impression produite par la victoire de Thchesmé s'affaiblissait de jour en jour. L'amiral russe avait, dans l'ivresse de son succès, refusé à la garnison du château de Lemnos une capitulation qu'elle implorait : mieux éclairée sur les forces des assaillans, cette même garnison brava leurs efforts mal dirigés, jusqu'à ce qu'arrivèrent dans l'île Hassan et quatre mille Turks armés seulement de poignards et de pistolets. A leur approche, les Russes, sans les attendre, sans même prendre le temps de les reconnaître, fuient épouvantés vers leurs flottes, et s'y embarquent, abandonnant ainsi la plus grande île du voisinage des Dardanelles, la plus propre à faire dans ces parages leur place d'armes, celle d'où ils pouvaient le mieux bloquer le détroit, et tenir en alarmes Constantinople même. Alexis, qui, dans toutes les occasions importantes, ne sait jamais que perdre la tête, monte la plus légère des frégates, et se réfugie en toute hâte dans un port d'Italie, donnant à Spiritof l'ordre de l'y suivre avec une partie de la flotte, et de diriger l'autre sur Mahon ; celui-ci, mieux conseillé, s'établit dans Paros, l'une des Cyclades, et de là domina, pendant tout l'ihver, les îles environnantes.

temps soumises la libre élection de leur attaman. Ses promesses n'entraînèrent d'abord que les Tatars des environs de Bender, qui, d'ailleurs, allaient se trouver pressés entre les armées moscovites. La prise de cette ville, précédée de celle de quelques autres, Iassi, Brailow, Ackerman, devait coûter bien du monde aux Russes; pendant le siége, par la longue et opiniâtre résistance d'une troupe d'Arabes qui la défendait; après, par la peste qui en sortit; mais elle ouvrait un passage, de la nouvelle Servie dans les deux Moldavies; elle termina la campagne.

Prise le Bender.

Peste à Moscou, 1770, 1771.

La peste avait passé du camp des Russes jusqu'au centre de leur empire. Elle exerça surtout ses ravages à Moscou, où le peuple, dans sa barbare ignorance, luttait avec fureur contre les conseils des médecins. Il ne montrait de confiance que dans le pouvoir miraculeux d'une image de la Vierge placée sur une des portes du Kremlin. L'archevêque Ambroise, prévoyant les conséquences funestes que pourrait dans la crise actuelle avoir cette superstition, prend un prétexte pour faire enlever l'image. La populace s'en irrite; égarée par son fanatisme, elle arrache ce malheureux prêtre du sanctuaire où il avait cherché un refuge, le laisse, sur sa demande, communier une dernière fois, et, après qu'il a accompli cet acte pieux, le traîne à la porte du temple, et là consomme son horrible sacrifice. Les coupables furent empalés.

Grégoire Orlof se rendit alors à Moscou. Il y organisa diverses commissions sanitaires, transforma son propre palais en lazaret, établit des magasins pour prévenir la disette, et se comporta en tout avec un zèle et une activité dignes d'éloges. Si cette conduite fut en lui l'effet d'un zèle philanthropique, ou même seulement d'un repentir intentionnellement réparateur, et non point seulement celui d'une témérité soldatesque ou d'un vain désir d'ostentation, la peste de Moscou lui offrait une belle occasion d'expier jusqu'à un certain point ses crimes. La maladie cessa enfin avec l'année 1771, après avoir régné pendant dix mois consécutivement; et, si l'on date de ses premiers symptômes, pendant quinze. On évalua à environ six mille le nombre des maisons qui avaient perdu quelques-uns seulement de leurs habitans, et à plus de trois mille le nombre de celles que la contagion avait entièrement dépeuplées; sept mille furent purifiées, et plus de deux mille démolies. Cet évènement coûta à la couronne une dépense de quatre cent mille roubles.

La Porte, découragée, implora sans fruit, de l'Autriche et de la Prusse, une médiation que, par une opposition singulière, l'Angleterre et la France cherchaient non moins inutilement à se faire déférer par la Russie. L'Autriche temporisait, et Frédéric, qui, un moment alarmé du déploiement menaçant des forces et des projets des Russes, avait,

dans le but de pouvoir leur opposer une digue, songé à se rapprocher du cabinet de Vienne, agitait sans doute dès lors d'autres desseins, relatifs encore à l'infortunée Pologne : d'un autre côté, Catherine, désormais sur un trône dont l'éclat imposait, enorgueillie de ses succès, et trop ambitieuse pour s'arrêter volontairement au milieu de leur cours, n'était guère disposée à se rendre aux vues conciliatrices de la France et de l'Angleterre.

Campagne de 1771. La guerre recommença donc au commencement de 1771 : on avait fait de part et d'autre d'immenses préparatifs. Les Russes attaquèrent à la fois en Europe et en Asie. En Europe, Romanzof, après des succès variés d'abord, resté enfin victorieux, avait promené la terreur dans les provinces au delà du Danube, et conquis ainsi le surnon de *Transdanubien*, que lui décerna l'impératrice; et le prince Dolgorouki, après avoir emporté Pérékop, la clef de la Crimée, envahit entièrement cette presqu'île, non défendue par les Turks, et dont des intrigues corruptrices avaient dès long-temps préparé la soumission : un nouveau khan, substitué à celui qu'on avait vaincu, et qui avait fui, devait être presque immédiatement remplacé par un autre plus à la dévotion encore de la Russie. Catherine donna à Dolgorouki le surnom fastueux de *Krimskoï*. Elle devait désormais prodiguer cette sorte de récompense, dont au reste les annales russes offrent plus d'un exemple ; mais il n'est pas aussi facile de re-

produire des Scipions que de renouveler du peuple romain, l'usage de ces titres.

Héraclius, prince de Géorgie.

En Asie, l'armée russe n'avait pas eu un moindre succès. Un prince Alexandre, souverain de cette partie de la Géorgie qui est tributaire de la Porte, détrôné par un de ses cousins nommé Héraclius, était venu implorer le secours de l'impératrice, et elle le lui avait promis : mais, dans la guerre qui se faisait, l'alliance de ce prince n'était qu'une charge de plus; celle d'Héraclius au contraire, guerrier entreprenant, formé au métier des armes à l'école des Prussiens, et brûlant de secouer le joug des Turks, lui pouvait être très-avantageuse : la justice et la foi sont rarement préférées aux intérêts de la politique. Héraclius, reconnu roi et traité en ami par la Russie, marcha, de concert avec les troupes qu'on avait d'abord crues destinées à le détrôner, contre les pachas de son voisinage. Ceux de Trébisonde, d'Off, de Sinope, d'Erzeroum, d'Anska, qui cherchèrent à le surprendre et à l'envelopper, eurent un si malheureux succès dans cette tentative qu'à peine ils parvinrent à lui échapper. Les frontières moscovites du côté de la Géorgie se trouvèrent ainsi assurées, ou pour mieux dire étendues. Catherine, sans égard à la politique de ses prédécesseurs, qui, dans la crainte de se rendre les Géorgiens redoutables, s'étaient bien gardés de favoriser l'instruction de ces peuples, envoya des artistes en tout genre à son nouvel et utile

allié. Pour Alexandre, oublié de la cour, négligé de ses amis, déshonoré par sa femme, princesse russe d'une famille en faveur auprès de l'impératrice ; sans fortune, sans protection, sans espoir, il s'enfuit d'une terre perfide, et parvint à travers Moscou, Kasan, Astrakhan, en Perse, dans le Ghilan, où il fut obligé de se cacher, pour se soustraire aux regards des Russes, qui occupaient dans ce pays quelques places.

Des ouvertures de paix furent faites par la Porte au cabinet de Saint-Pétersbourg. Catherine demandait la libre navigation de la mer Noire, l'indépendance des Tatars, une amnistie pour les Grecs, et pour elle la cession d'Azof, et le séquestre en ses mains, pendant vingt-cinq ans, de la Moldavie et de la Valachie. L'Autriche, alarmée des vues ambitieuses qu'annonçaient ces exigences, conclut enfin avec les Turks (le 6 juillet 1771) un traité dans lequel elle leur vendait chèrement son alliance. Mais un appât d'un nouveau genre, que lui présentèrent alors conjointement les deux cours de Prusse et de Russie (la proposition de recevoir sa part des provinces que ces cours avaient déjà résolu d'enlever à la Pologne), lui fit presque aussitôt oublier son engagement. Elle en retira cependant l'avantage, et aussi la honte, de toucher une partie des subsides de la Porte, sans lui fournir les secours dont ils devaient être le prix. Ceci me ramène au récit de ce qui se passait en Pologne.

Les confédérés, aidés des subsides de la France, secondés par une foule d'aventuriers de cette nation, dirigés par son envoyé Dumouriez, depuis ministre et général célèbre, avaient fait aux Russes pendant les deux campagnes qui venaient de s'écouler une guerre continuelle, mais peu efficace, et plus désastreuse pour eux que pour leurs ennemis. Leur plus remarquable ou du moins plus longue résistance eut lieu dans le fort ou monastère de Czenstochowa; ils s'y maintinrent pendant plusieurs mois, sous Casimir Pulawski, contre tous les efforts des Moscovites à l'époque de leur plus grande prospérité; cependant leur nombre ne s'était élevé, auxiliaires compris, qu'à seize mille combattans, selon certains rapports; et qu'à moitié seulement, selon d'autres. Ils avaient établi leur conseil général à Epériès, sur la frontière de Hongrie. La proclamation de la vacance du trône, faite en Turquie par les chefs réfugiés de la confédération de Barr, avait reçu en Pologne la sanction d'un assentiment général. Bientôt un confédéré, Strawinski, se charge d'enlever le roi déchu, et de l'amener à Pulawski dans Czenstochowa vivant, disent les Polonais; mort ou vif, si l'on en croit les Russes. L'enlèvement s'exécute en effet le 3 novembre. Au sortir de Varsovie, les conjurés s'égarent, s'éparpillent; un seul, resté à la garde de Stanislas, se précipite à ses pieds, saisi d'un soudain repentir, et lui demande grâce en lui procurant sa délivrance. Cet

Dumouriez en Pologne.

Enlèvemen de Stanislas

Pologne, en protestant qu'elle ne voulait rien pour elle-même; et que le roi de Prusse, touché d'une offre si généreuse, l'ait galamment obligée à accepter sa part de la spoliation. Quoi qu'il en ait été, le partage convenu, il ne s'agissait plus que d'y déterminer l'Autriche, en l'y associant, afin d'éviter une guerre devant laquelle cependant on était décidé à ne point reculer, au cas qu'elle devînt nécessaire au succès. Si d'abord la réputation de probité de Marie-Thérèse avait effrayé, les démonstrations d'ambition de cette princesse rassurèrent. Déjà elle avait commencé à exhumer de vieilles prétentions sur la starostie de Zips, voisine de ses frontières de Hongrie; en même temps, sans en avoir obtenu le consentement, sans même l'avoir demandé, elle envoyait des ingénieurs autrichiens tirer des lignes, planter des poteaux aux armes impériales, sur le territoire de la république. Ce procédé déloyal d'une reine réputée consciencieuse parut hardi, même à la tsariste; et ce fut, si l'on en croit Frédéric, ce qui achemina le plus le partage. Au reste, ce partage ne souffrit du côté du cabinet de Vienne aucune difficulté. L'étendue inespérée de la part qu'on lui fit l'aveugla sur l'énormité de l'injustice. Frédéric fut d'autant plus coupable qu'il avait pris avec la Porte des engagemens tout contraires, et qu'il joignait dans cette occasion la perfidie à l'iniquité.

Certes voilà de la part de trois souverains un vol

bien caractérisé, un vol qui réunit toutes les circonstances aggravantes de fraude, de préméditation, de violence; un vol à main armée, un vol en un mot de l'espèce de ceux qui, dans le cours de la justice ordinaire, conduisent leur auteur sur un échafaud, mais qui ici, ennobli, en quelque sorte, par l'importance de son objet, et exécuté par des mains puissantes, ne fait qu'ajouter à la considération des coupables.

Mais n'y a-t-il pas dans le vol d'un peuple autre chose encore que dans le vol ordinaire? Dans celui-ci en effet, l'intérêt est tout entier renfermé entre le voleur et le volé; dans le premier au contraire, il y a, en outre, à considérer la volonté des hommes objet du vol. C'est le caractère de cette volonté qui seul, aux yeux du philosophe, ou légitime la conquête, ou de tous les brigandages en fait le plus odieux, le plus criminel, le plus digne du châtiment céleste, puisque malheureusement la tyrannie exercée par les despotes ne laisse aucun recours humain à ses victimes.

Dans le cas actuel, il n'est pas facile d'apprécier au juste la criminalité du vol sous ce rapport, parce que les historiens qui nous ont fait connaître, de reste, les dispositions de la noblesse à l'égard de ce partage ne nous ont rien dit de celles de la population productrice, les seules presque à considérer. Les paysans semblent avoir été moins que rien aux yeux des narrateurs de ce grand méfait. Il faut le dire, ceux qui

échurent à la Prusse et à l'Autriche gagnèrent au changement; leurs chaînes s'allégèrent; ils devinrent simplement vassaux d'esclaves qu'ils étaient; ce qui pourtant n'atténue pas le tort des spoliateurs : car, loin qu'ils eussent en vue ce résultat philanthropique, les manifestes apologétiques qu'ils publièrent prouvent que même ils n'y songèrent pas.

De quel prétexte colorait-on aux yeux de l'Europe un aussi scandaleux attentat? Marie-Thérèse mettait en avant d'anciens diplômes. Elle eut bien quelques scrupules, mais, disent ses apologistes, elle ne voulait pas la guerre; et Frédéric, qu'une prise de possession accommodait également mieux qu'une conquête, lui représentait que le partage était le seul moyen d'acquérir, et le seul aussi de rester en paix. Comme l'Autriche, ce roi produisait des titres. Pour Catherine, elle n'alléguait que le droit de s'indemniser « des dépenses considérables en hommes et en argent qu'avait coûtées à l'empire de Russie l'*assistance* donnée à la Pologne. » «C'est *un acte de générosité*, ajoutait-elle dans la même déclaration, que, de concert avec les deux puissances voisines de la Pologne, la cour de Russie se soit *prêtée* à mettre fin à l'anarchie qui la désolait. » Frédéric aussi avait dit, en faisant à l'ambassadeur autrichien Van Swieten la proposition du partage, « qu'il était bien temps de mettre le holà entre ces malheureux Polonais, qui s'entr'égorgeaient »; se souciant peu assurément qu'on crût à la sincérité de son intérêt

pour eux : et en effet tel est le mépris que le sentiment d'une grande puissance donne de l'opinion qu'il fait dédaigner jusqu'à la spéciosité des prétextes.

Ainsi put s'appliquer à trois souverains, dont l'un jouissait d'une réputation non contestée de piété et de conscience, ce que Mallet-Dupan dit de l'un d'eux, que « ses convenances effaçaient tous les droits qui font la base de la société. L'histoire, ajoute-t-il, ne peindra jamais avec trop d'énergie l'exécution et les horribles suites de cette entreprise ; elles font la honte du siècle qui en a été témoin. Elles brisèrent le respect pour les liens qui font la sécurité commune. Elles tendaient à établir que la bonne foi, les promesses et les traités n'engageaient que la sottise ou la faiblesse ; elles offraient sur le trône l'exemple scandaleux de tous les crimes que la société punit. Il serait au-dessus des forces de la politique la moins scrupuleuse de préméditer jamais un système d'injustice et de violence tel que celui dont la Pologne a offert le tableau dix années consécutives. Qu'on écarte les inculpations outrées et les exagérations de la douleur, il restera une foule d'évènemens prouvés par la notoriété publique, par les actes officiels et authentiques, enfin par les témoignages de certitude les moins suspects » (1).

On se bornait à demander le tiers, à peu près, du

(1) Péril de la balance politique.

territoire de la république : on menaça de tout prendre si la résistance se prolongeait.

Ce n'était pas assez de dépouiller les Polonais, on voulut qu'ils parussent consacrer eux-mêmes leur spoliation en nommant des commissaires chargés de déterminer, conjointement avec ceux des souverains envahisseurs, les nouvelles limites. C'était cette nomination qu'il s'agissait d'obtenir de la diète : on ne désespéra pas d'y parvenir par le concours accoutumé de la corruption et de la violence. La Prusse et l'Autriche avaient à Varsovie deux ministres habiles : Catherine y envoya, en remplacement de Saldern, génie dur et bizarre, qui avait succédé à Volkhonski, le conseiller Stakelberg, l'homme le plus doux, dit Ruhlières, et le plus poli (1) qu'on pût trouver à Saint-Pétersbourg. Le début de Stakelberg fut signalé par le rappel de l'évêque de Cracovie et des autres citoyens exilés en Sibérie. Il semblait qu'on cherchât par cet acte d'une clémence tardive à assoupir la Pologne pour lui rendre moins douloureuse l'amputation qu'on se disposait à lui faire subir.

Le ministre d'Autriche fut chargé de notifier au

(1) Il n'était tel qu'en présence de l'impératrice. Sa douceur n'était que de la bassesse, sa politesse que de l'adulation. A Varsovie et dans les autres cours où il fut depuis employé, il ne montra que de l'arrogance. Il traitait le roi Stanislas en inférieur, et ses propres inférieurs en esclaves.

sénat et au roi les communes exigences des trois cours usurpatrices. Stanislas adressa, mais en vain, à tous les cabinets de l'Europe une protestation énergique. Les troupes des coalisés remplirent Varsovie : le sénat fut forcé de convoquer la diète; la diète, après une longue résistance, de nommer des commissaires; et les commissaires, d'accorder tout ce qu'on voulut.

La Russie obtint un accroissement de population d'un million deux cent vingt-six mille neuf cent soixante-six âmes sur un territoire de soixante-seize mille cinq cent cinquante-huit verstes carrées, embrassant les palatinats de Mscislaw, de Vitebsk, une partie de celui de Polotsk, et tout celui de la Livonie polonaise. Catherine en forma les deux vice-royautés de Mohilof et de Vitebsk. L'Autriche, pour nous servir de l'expression de son cabinet, reconquit une partie de la Volhynie, le palatinat de Belz, toute la rive droite de la Vistule, depuis ses sources jusqu'à l'embouchure de la Sanna, enfin une superficie carrée de plus de deux mille cinq cents lieues, et deux millions et demi de sujets. Frédéric eut la Warmie et toute la Prusse polonaise, à l'exception de Torn et de Dantzig, c'est-à-dire seulement neuf cents lieues carrées et huit cent soixante mille habitans, mais avec la perspective de conquérir plus tard les deux villes exceptées, Dantzig surtout, qui, à elle seule, valait une province. Dans ce gain de tous ses voisins, la

Partage de la Pologne. Répartition des province usurpées.

Pologne perdait plus de cinq millions d'habitans, et, comme je l'ai dit, le tiers à peu près de son territoire.

Protestations mensongères de Catherine et de Frédéric.

Tant que le traité de spoliation ne fut point conclu, l'impératrice protesta de son entier désintéressement : « elle ne demandait rien à la Pologne ; elle ne formait aucune prétention sur aucune province de la république ; elle était loin de chercher son agrandissement dans les troubles ; au contraire, si aux calamités d'une guerre civile il s'en joignait une étrangère qui fît craindre pour ses possessions, *elle lui en garantirait l'intégrité : elle ne consentirait jamais à aucune paix qui ne fût sur cette base.* » Ces déclarations furent réitérées jusqu'à satiété. L'ambassadeur du roi de Prusse parlait dans le même sens au nom de son maître. Telle est invariablement la tactique des gouvernemens à vues ambitieuses, soit qu'ils prennent pour objet de leurs manœuvres usurpatrices la liberté de leurs propres sujets, soit qu'ils s'attaquent à l'indépendance des pays voisins. Ne pouvant pas toujours tout ce qu'ils veulent, ils feignent de ne vouloir que ce qu'ils peuvent, jusqu'à ce que vienne enfin le moment de la concordance de leur puissance et de leurs vœux.

Les trois cours co-partageantes exigèrent des provinces dont elles différaient encore de s'emparer qu'elles revisassent dans la prochaine diète les constitutions qui les régissaient. Elles garanti-

rent à la république la possession de ces provinces, apparemment dans le but de s'en réserver l'usurpation pour un temps plus favorable.

A l'indélicatesse qui avait présidé au complot de démembrement, s'ajouta la mauvaise foi dans l'exécution. Frédéric lui-même en convient dans ses Mémoires. « Les Autrichiens, y dit-il, abusant d'une carte peu exacte, comme elles l'étaient toutes, ayant confondu le nom de deux rivières, la Sbruze et la Podhorze, avaient, sous ce prétexte, étendu leurs limites bien au delà de ce qui était assigné par le traité de partage. Le roi de Prusse se crut autorisé à faire de même : il étendit en conséquence ses limites, et renferma la vieille et la nouvelle Netze dans la partie de la Poméranie qu'il occupait déjà. La cour de Pétersbourg intervint dans cette affaire, et le roi de Prusse s'engagea de resserrer les limites de son cordon, à condition que la cour de Vienne en ferait autant. » La Russie, mécontente, inquiète de ces empiétemens, en était presque à regretter d'avoir provoqué ou agréé un partage qui, ajoutant plus à la force de ses voisins qu'à la sienne, l'affaiblissait en réalité : mais elle devait plus tard faire naître l'occasion d'un ample dédommagement. Mauvaise foi dans l'exécution du traité de partage.

Vers cette époque, Catherine perdait en population, dans ses propres États, la moitié à peu près de ce qu'elle acquérait du côté de la Pologne : je veux parler de l'émigration totale et simultanée des Émigration des Tourgouths.

Tourgouths, horde de Kalmouks, originaire de la Mongolie-Chinoise. Cette horde faisait paître de nombreux troupeaux entre les gouvernemens d'Astrakhan et de Kasan, dans les pâturages qui bordent le Volga. Elle leva un jour ses tentes, et partit tout entière pour aller, à travers mille dangers, chercher la liberté au sein des déserts : résolution grande, sublime même, et dont des Russes proprement dits n'eussent jamais été capables! Voici comment la chose arriva. Un officier nommé Kischenkoï, préposé par le gouverneur d'Astrakhan à la surveillance de ces peuples, les ruinait par ses exactions, et les révoltait par sa tyrannie. Il alla jusqu'à donner un soufflet à leur khan, vieillard vénérable par son âge, vénéré pour ses vertus, et à faire infliger au lieutenant de ce khan la peine des battogues. Le khan fit parvenir ses plaintes à Saint-Pétersbourg : elles ne furent seulement pas écoutées. Les anciens de la horde et les prêtres, indignés d'un tel déni de justice, tinrent conseil alors, et il fut résolu que les Tourgouths émigreraient au pied des montagnes du Thibet, patrie qu'avaient abandonnée leurs ancêtres. Les préparatifs de départ et le départ même s'exécutèrent avec un secret bien honorable au caractère de ce peuple. Il y avait deux jours déjà qu'ils étaient partis, enlevant le petit détachement russe chargé de les surveiller, lorsqu'on s'aperçut qu'ils avaient fui. Trois régimens envoyés à leur pour-

suite ne purent les atteindre, ou tout au moins les arrêter, et périrent, pour la plus grande partie, dans les steppes, où ils s'égarèrent. Quant aux Tourgouths, la moitié de leur horde mourut en route par les privations, par la fatigue, par les attaques des peuplades barbares dont ils furent contraints de traverser le territoire, et aussi, suivant un écrivain (1), par le fer des Russes. Ils étaient partis, des bords du Volga au nombre de six cent mille bouches, pour employer leur expression; trois cent mille seulement parvinrent à ceux de l'Ily, après une marche de mille lieues, faite en huit mois. Catherine les fit, mais heureusement sans succès, redemander à l'empereur de la Chine, monarque suzerain du nouveau territoire qu'ils occupaient. Si le gouvernement chinois n'avait pas été plus humain que celui de la tsaritse, les Tourgouths eussent été contraints de recommencer leur pénible voyage, au risque de joncher de leurs cadavres le chemin de leur retour, comme ils en avaient jalonné celui de leur fuite, et si, comme il était probable, l'un devait être aussi meurtrier que l'autre, il ne serait pas revenu au point du départ un seul de ces intéressans nomades, et ils n'eussent fait de tout l'espace qu'ils auraient parcouru qu'un long cimetière : n'importe, l'exigence hautaine d'un pouvoir qui veut être absolu à tout

(1) Lesur, dans l'ouvrage intitulé : *Progrès de la Puissance russe.*

prix se fût trouvée satisfaite, et la mort de tout un peuple eût attesté qu'on n'entreprenait pas impunément de s'y soustraire.

Bien incontestablement, aucun argument, même sophistique, ne peut étayer la prétention de mettre, pour ainsi dire, en état de détention un peuple tout entier. Que vous veuilliez le soumettre à des lois tyranniques tant qu'il reste sur un territoire dont, en vertu du droit de premier occupant, vous vous prétendez possesseurs, cela se conçoit; mais, s'il vous est légitimement soumis dans vos limites, il est plus légitimement encore indépendant dès qu'il s'en exile : il n'a, pour rentrer dans ses droits inaliénables, dans sa liberté naturelle, qu'à se déplacer.

Kischenkoï, dont les excès avaient causé cette émigration, fut mis en jugement, moins sans doute par horreur de sa conduite qu'à cause du préjudice qu'elle causait à l'empire, déjà si pauvre en population. Il employa à corrompre ses juges, à acheter des protecteurs une partie du fruit de ses exactions, et non-seulement il évita la peine qu'il avait justement encourue, mais encore il obtint le grade de colonel.

Les malheurs arrivés par suite de l'émigration des Tourgouths, la mort de trois cent mille de ces malheureux, la ruine presque entière de trois régimens envoyés à leur poursuite, furent, sans contredit, le crime du gouvernement russe. L'impunité accordée à leur auteur immédiat engage jusqu'à la solidarité de Catherine, et fait de ce forfait l'une

des plus grandes taches de son règne; car aux yeux d'une saine philosophie les crimes politiques sont autant au-dessus des autres que dans l'opinion vulgaire ils restent au-dessous.

La princesse Tarrakanoff Son histoire

A sa complicité dans la spoliation de la Pologne, Catherine, vers le même temps, ajoutait, si l'on en croit Castéra, un attentat non pas certes plus coupable, mais plus affreux aux yeux du commun des hommes, qui savent mieux compatir aux malheurs des individus qu'à ceux des peuples, par le même motif sans doute que leurs intérêts propres les touchent plus que les intérêts généraux. Une fille, la plus jeune de trois enfans que l'impératrice Élisabeth avait eus de son mariage secret avec le grand-gouverneur Alexis Grégorievitch Razoumovski, était élevée en Russie sous le nom de princesse Tarrakanoff. A l'époque où Catherine commençait à employer, concurremment avec les intrigues, la violence contre la Pologne, le prince Charles Radziwil, dans un but de patriotisme, de vengeance, d'ambition peut-être, enleva cette jeune fille en corrompant les personnes chargées d'en avoir soin. Il l'emmena en Italie, où il la fit long-temps vivre du prix des diamans qu'il avait sauvés du naufrage de sa fortune. Mais, cette ressource s'épuisant, le besoin de la renouveler l'obligea de retourner en Pologne. On sait comment l'accueil favorable et inespéré qu'il y reçut de la part de la cour de Saint-Pétersbourg, alors intéressée à l'op-

poser au parti de la cour, l'y retint. S'il n'eut pas la bassesse de consentir à livrer à Catherine l'infortunée fille d'Élisabeth, il eut du moins celle de promettre qu'il ne s'en occuperait plus, et de l'abandonner ainsi à la misère au sein de laquelle il l'avait seul plongée ; Alexis Orlof, l'assassin de Pierre III, devait naturellement être moins délicat encore : tout resplendissant et tout fier de la gloire usurpée qu'il devait au succès de Thchesmé, s'éclipsant du milieu des fêtes multipliées pour le célébrer, il alla chercher aux inquiétudes de sa souveraine cette nouvelle et intéressante victime. Un nommé Ribas, intrigant sans talent, qui depuis parvint en Russie au grade de vice-amiral, lui découvrit la retraite de la princesse : elle était à Rome, en proie à tous les besoins, avec une seule servante. Alexis l'y vint trouver. Il lui parla de la haine que les Russes portaient à l'impératrice, des conspirations dont elle ne pouvait parvenir à extirper l'hydre toujours renaissante, et la flatta de l'espoir de monter sur un trône qui, disait-il, lui appartenait par les droits du sang. Joignant les séductions de l'amour à celles de l'ambition, insuffisantes peut-être à éblouir une jeune fille habituée à l'obscurité d'une médiocre condition, il feignit pour elle une passion qu'il était incapable sans doute de ressentir pour personne, parvint à toucher son cœur, et, fort de cet avantage, ne trouva plus d'obstacle à l'accomplissement de ses coupables

desseins. La princesse consentit à l'épouser. Orlof abusa indignement de sa crédulité : des scélérats, déguisés en popes, simulèrent toutes les cérémonies d'un mariage selon le rit grec. Croyant être devenue sa femme, l'infortunée n'hésita plus à le suivre. Il la conduisit à Livourne, où, pour lui cacher le piége dans lequel on l'entraînait, on lui prodigua les flatteries, les divertissemens et les honneurs les plus faits pour éblouir. L'escadre russe, aux ordres de l'amiral Greig, était en station dans ce port. La princesse se laissa insinuer le désir de la visiter : on l'y conduisit au sortir d'un festin. Les acclamations d'un peuple immense, des instrumens de tout genre, les salves d'artillerie de l'escadre, faisaient retentir le rivage, et donnaient à cette visite la pompe et l'aspect joyeux d'une fête publique. L'esquif que montait la princesse était élégamment pavoisé : on la hissa doucement dans un fauteuil magnifique jusqu'à bord du vaisseau amiral ; elle y entra comme l'épouse d'Orlof, ou plutôt comme une souveraine qui doit avant peu reconquérir un empire immense, héritage de ses pères. Mais, ô changement ! à peine y est-elle que les hommages et même les égards cessent tout à coup : on la traite en esclave ; on la charge de fers ; et, le lendemain, le vaisseau fait voile pour la Russie (1) !

---

(1) *Castéra* et *Mémoires secrets sur l'Italie.*

Nul doute, d'après les détails donnés de cet évènement, que le consul anglais et l'amiral Greig lui-même n'aient concouru à le préparer. Tout Livourne fut pénétré d'horreur, et se livra à l'indignation. Le grand-duc de Toscane, le prince Léopold, se plaignit hautement de cette violation de tout droit humain commise sur son territoire; mais, dit Castéra, Alexis brava insolemment et les plaintes du grand-duc et l'indignation publique.

Quant à la jeune victime, alors âgée seulement de seize ans, elle fut mise à Saint-Pétersbourg dans une étroite prison, où elle périt six ans après, au mois de décembre 1777, par une inondation de la Néva, quelques-uns disent sous le bâton de ses farouches geôliers.

L'enlèvement de la jeune Tarrakanoff n'était pas le but unique du voyage d'Alexis; il était parti de Russie en annonçant le dessein d'accomplir enfin la conquête de la Grèce et même celle de l'Égypte. Catherine, dans son enthousiasme, lui avait fait compter pour l'exécution de ce double projet une somme de vingt millions de roubles, une fois plus qu'il ne demandait. Il devait donc, après avoir livré sa victime, partir de Livourne pour retourner dans l'Orient poursuivre le cours de ses prétendues victoires. Tous les exploits de la flotte russe dans la nouvelle campagne devaient néanmoins se borner à inquiéter le commerce des Turks, ou, au plus, à continuer la destruction de leur marine.

Prodigalité et extravagance d'Orlof.

Pendant sa route jusqu'à Livourne, Alexis Orlof scandalisa ou étonna par l'exagération de son luxe, par ses indiscrétions, par son brutal orgueil, par la disproportion énorme de son éducation à son rang : mais ce fut à Livourne qu'il déploya le plus de faste et d'extravagance. Je rapporterai de lui un trait qui donnera une idée de l'esprit de prodigalité et de gaspillage qui alors était le caractère principal de l'administration russe, et entachait plus ou moins les courtisans, les ministres, les généraux, et presque tous les hauts fonctionnaires. Alexis avait reçu de l'impératrice l'ordre de faire faire, par un habile peintre de l'école italienne, un tableau de sa prétendue victoire de Thchesmé. Le peintre auquel il s'adressa fit observer qu'il ne lui était jamais arrivé de voir l'explosion d'un navire : qu'à cela ne tienne, dit Orlof, et il lui procura ce spectacle, au risque d'incendier la rade dans laquelle il trouvait un hospitalier abri.

J'ai déjà dit que l'influence moscovite dominait en Suède. Elle y soutenait, contre l'autorité du souverain, une constitution oligarchique et un sénat impérieux. Il semble qu'il ait été de la destinée du plus despotique des gouvernemens de saper partout au dehors cette unité de pouvoir qu'il mettait tant de soin à conserver dans son sein. Catherine sentait bien que la servitude n'était bonne que pour le despote, puisqu'elle présentait partout à ceux qu'elle voulait ranger sous son in-

fluence, et soustraire à celle de leurs dominateurs naturels, l'appât de la liberté. Au reste, la liberté de la Suède était toute en monopole dans les mains de la noblesse. La part du véritable peuple était, comme ailleurs, l'humiliation, l'oppression et la misère. Le roi n'y semblait plus, selon l'expression de Shéridan, qu'une poupée parée à certains jours des attirails de la royauté (1). L'ambassadeur russe était à Stockholm plus souverain que lui. La cour de Saint-Pétersbourg nourrissait depuis long-temps le dessein de transformer le gouvernement de ce pays en une véritable oligarchie agissant sous sa protection. Ce n'eût été qu'une transition à une dépendance plus directe, un acheminement au but proposé, il y avait plus de vingt-trois ans, par l'ambassadeur anglais, lord Carteret, de faire définitivement de la Suède une province russe. Tout ce qui avait été préparé dans la vue de réaliser ce rêve de l'ambition, tout ce long enchaînement de politique astucieuse et violente, d'intrigues et de cabales de tout genre, s'évanouit en quelques heures devant l'audace d'un monarque adolescent, conseillé, encouragé et soutenu par la France. Le pouvoir excessif de l'aristocratie fut remis dans de justes bornes, et le peuple se vit enhardi à espérer mieux. Mais l'ascendant de la Russie se trouva détruit, ses vues furent contrariées. Catherine en eut beaucoup d'hu-

Révolution dans le gouvernement de la Suède, 1772.

(1) Histoire de la Révolution de 1772.

meur; et peu s'en fallut, dans les premiers momens, qu'elle ne menaçât d'employer la force pour rétablir ce que la force avait renversé. Son dépit se peint sous une couleur bien remarquable dans le fragment suivant d'une lettre qu'elle écrivait à Voltaire. « A propos, s'écrie-t-elle (1), que dites-vous » de la révolution de Suède? Voilà une nation qui » perd en moins d'un quart-d'heure sa forme de » gouvernement et sa liberté. Les états, entourés » de troupes et de canons, ont délibéré vingt mi- » nutes sur cinquante-sept points, qu'ils ont signés, » comme de raison. (2) Je ne sais si cette violence est » douce; mais je vous garantis la Suède *sans liberté,* » *et son roi aussi despotique que celui de France.* » Et cela, deux mois après que *le souverain et la* » *nation s'étaient juré réciproquement la stricte obser-* » *vation de leurs droits.* Le père Adam ne trou- » vera-t-il pas que *voilà bien des consciences en dan-* » *ger.* » Je crois avoir besoin de rappeler que c'est Catherine, l'autocrate de toutes les Russies, la souveraine de trente-six millions d'esclaves, qui trace ces lignes!

---

(1) Lettre CXVI.

(2) On dirait qu'elle décrit une séance de la diète ou du sénat de Pologne.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

FONDERIE POLYAMATYPE DE MARCELLIN-LEGRAND PLASSAN ET Cie.

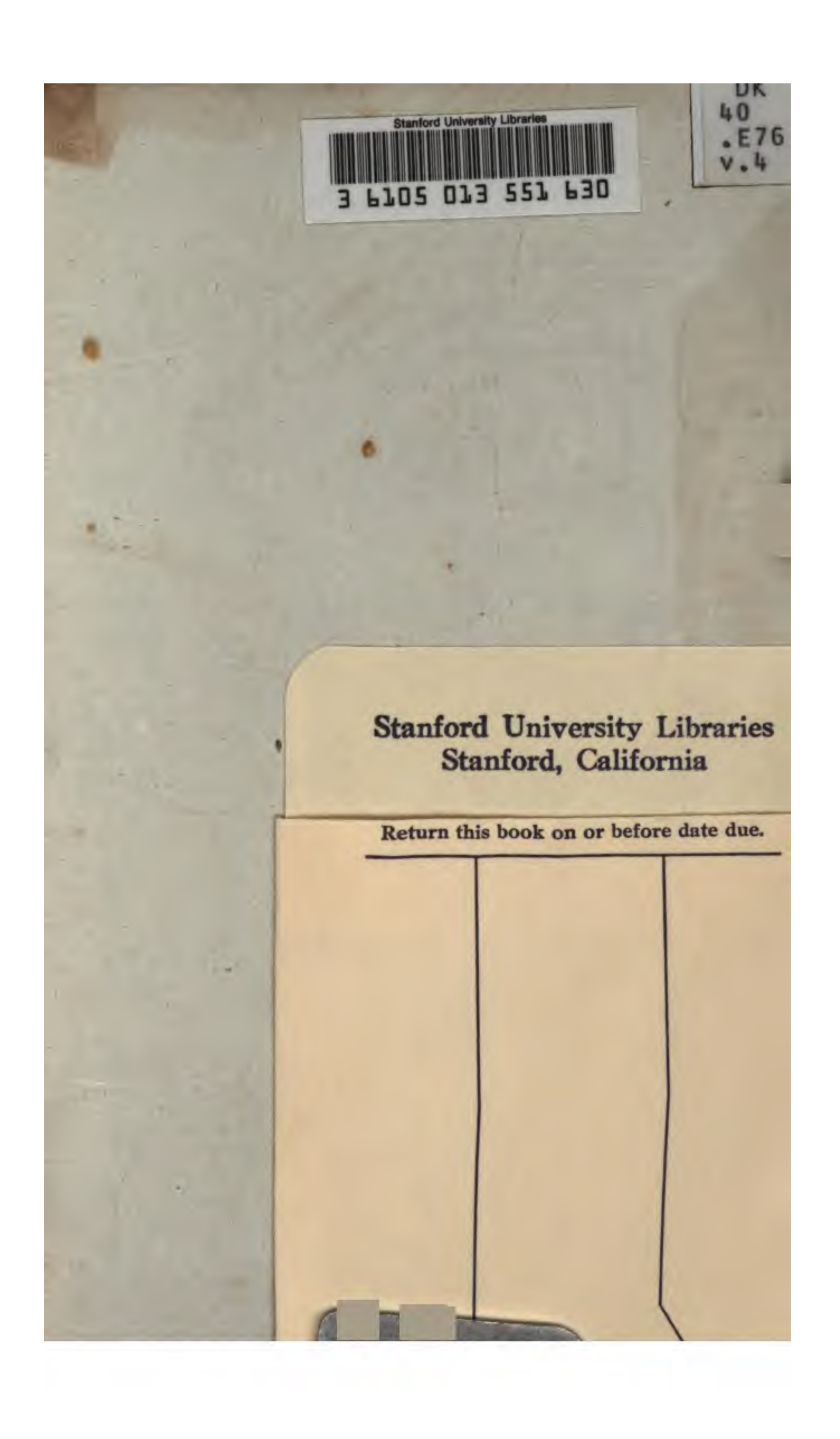
IMPRIMERIE DE PLASSAN ET Cie,
RUE DE VAUGIRARD, N° 15.

TABLE DU QUATRIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

FONDERIE POLYAMATYPE DE MARCELLIN-LEGRAND PLASSAN ET Cie.

IMPRIMERIE DE PLASSAN ET Cie,
RUE DE VAUGIRARD, N° 15.


Stanford University Libraries
3 6105 013 551 630
DK
40
.E76
v.4
Stanford University Libraries
Stanford, California
Return this book on or before date due.

